

REPUBLIQUE DU BURUNDI

CABINET DU PRESIDENT

LOI N°1/10 DU 30 JUIN 2026 PORTANT FIXATION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT POUR L'EXERCICE 2026/2027

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la Loi Organique n°1/20 du 20 juin 2022 portant Révision de la Loi n°1/35 du 4 décembre 2008 relative aux Finances Publiques ;

Vu la Loi Organique n°1/21 du 27 juin 2022 portant Modification de la Loi Organique n°1/04 du 20 février 2017 portant Missions, Organisation, Composition, Instruction, Condition de service et Fonctionnement de la Force de Défense Nationale du Burundi ;

Vu la Loi Organique n°1/05 du 16 mars 2023 portant Détermination et Délimitation des Provinces, des Communes, des Zones, des Collines et/ou Quartiers de la République du Burundi ;

Vu la Loi Organique n°1/18 du 07 juin 2024 portant Réorganisation de l'Administration Communale ;

Vu la Loi Organique n°1/04 du 14 avril 2026 portant Modification de la Loi Organique n°1/27 du 09 décembre 2021 portant Missions, Organisation, Composition et Fonctionnement de la Police Nationale du Burundi ;

Vu la Loi du 21 septembre 1963 portant Code Général des Impôts et Taxes ;

Vu la Loi n°1/02 du 11 janvier 2007 instituant le Code des Douanes ;

Vu la Loi n°1/34 du 02 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi ;

Vu la Loi n°1/04 du 17 février 2009 portant sur les Transports Intérieurs Routiers ;

Vu la Loi n°1/10 du 30 juin 2009 portant Application du Tarif Extérieur Commun « TEC » de la Communauté Est Africaine ;

Vu la Loi n°1/12 du 27 juillet 2009 portant Révision du Système de Taxation des Carburants ;

Vu la Loi n°1/09 du 30 mai 2011 portant Code des Sociétés Privées et à Participation Publique au Burundi ;

Vu la Loi n°1/22 du 25 juillet 2014 portant Réglementation de l'Action Récursaire et Directe de l'Etat et des Communes contre leurs Mandataires et leurs Préposés ;

Vu la Loi n°1/17 du 22 août 2017 régissant les Activités Bancaires ;

Vu la Loi n°1/27 du 29 décembre 2017 portant Révision du Code Pénal ;

Vu la Loi n°1/04 du 29 janvier 2018 portant Modification de la Loi n°1/01 du 04 février 2008 portant Code des Marchés Publics ;

Vu la Loi n°1/05 du 27 février 2019 régissant le Marché des Capitaux au Burundi ;

Vu la Loi n°1/05 du 20 février 2020 portant Fixation des Droits d'Enregistrement en Matière Foncière ;

Vu la Loi n°1/06 du 17 juillet 2020 portant Code des Assurances du Burundi ;
Vu la Loi n°1/10 du 16 novembre 2020 portant modification de la Loi n°1/12 du 29 juillet 2013 portant révision de la Loi n°1/02 du 17 février 2009 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée « T.V.A » ;
Vu la Loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales ;
Vu la Loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la Loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus ;
Vu la Loi n°1/19 du 17 juin 2021 portant modification de la Loi n°1/24 du 10 septembre 2008 portant Code des investissements du Burundi ;
Vu la Loi n°1/22 du 05 novembre 2021 portant révision de la Loi n°1/11 du 14 juillet 2009 portant création, organisation et fonctionnement de l'Office Burundais des Recettes ;
Vu la Loi n°1/03 du 08 février 2023 portant modification de la Loi n°1/28 du 23 août 2006 portant statut général des fonctionnaires ;
Vu la Loi n°1/09 du 15 mai 2025 portant modification de la Loi n°1/02 du 03 mars 2016 portant réforme de la fiscalité communale au Burundi ;
Vu la Loi n°1/05 du 30 avril 2026 portant Modification de certaines Dispositions de la Loi n°1/09 du 14 mars 2022 portant Modification de la Loi n°1/12 du 12 mai 2020 portant Code de la Protection Sociale au Burundi ;
Vu le Décret-loi n°1/18 du 10 juillet 1978 modifiant la Loi du 17 février 1964 relative aux Impôts Réels ;
Le Conseil des Ministres ayant délibéré ;
L'Assemblée Nationale et le Sénat ayant adopté ;

PROMULGUE :

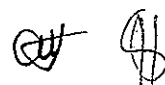


TABLE DES MATIERES

TITRE I : DU BUDGET GENERAL DES RESSOURCES ET DES DEPENSES COURANTES ET D'INVESTISSEMENT	4
TITRE II : DES DISPOSITIONS GENERALES PORTANT SUR LA GESTION DES RESSOURCES ET DES DEPENSES.....	12
TITRE III : DES DISPOSITIONS DE COLLECTE DES RECETTES.....	23
TITRE IV : DES DISPOSITIONS REGISSANT LES DEPENSES.....	55
TITRE V : DES EXONERATIONS	56
TITRE VI : DES DISPOSITIONS DIVERSES.....	59
TABEAU A : VENTILATION DES RESSOURCES	68
TABEAU B : CLASSIFICATION ECONOMIQUE GLOBALE DES DEPENSES	78
TABEAU C : CLASSIFICATION ECONOMIQUE DES DEPENSES PAR MINISTERE.....	84
TABEAU D : BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT SUR LES RESSOURCES NATIONALES	124
TABEAU E : TIRAGE SUR LES DONS PROJETS.....	263
TABEAU F : TIRAGE SUR LES PRETS PROJETS	264

TITRE I : DU BUDGET GENERAL DES RESSOURCES ET DES DEPENSES COURANTES ET D'INVESTISSEMENT

Article 1

Les ressources du budget général de l'Etat pour l'exercice 2026/2027 s'élèvent à 6 347 217 693 221 BIF et se répartissent comme suit :

COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2026/2027
	RECETTES COURANTES	4 471 486 732 634
	RECETTES INTERIEURES	4 271 300 407 276
	RECETTES FISCALES	3 684 224 762 390
71	PRODUITS FISCAUX	3 484 038 437 032
711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital	904 424 239 830
7111	Impôts sur le revenu des personnes physiques	350 510 484 539
7112	Impôts sur le revenu des personnes morales	553 505 925 381
7113	Impôts non ventilables	407 829 910
714	Impôts sur les biens et services	2 218 191 461 565
7141	Impôts généraux sur les biens et services	1 607 039 150 856
7142	Accises	576 757 997 000
7144	Taxe sur l'utilisation de biens ou l'exercice d'activité	34 394 313 709
	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	361 422 735 637
7151	Droits de douane à l'importation	335 511 339 072
7152	Taxes à l'exportation	1 797 148 277
7158	Autres impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	24 114 248 288
76	IMPOTS ET TAXES EXONERES	200 186 325 358
72	PRODUITS NON FISCAUX	787 261 970 244
721	Revenus de la propriété	189 493 147 869
7211	Dividendes	89 163 230 902
7213	Loyers	96 073 297 614
7214	Recettes minières	4 256 619 353
722	Ventes de biens et services	74 778 485 939
723	Droits administratifs	420 960 119 545
724	Amendes et pénalités	27 257 271 565
728	Autres produits non fiscaux	74 772 945 326
73	DONS	1 773 690 705 456
732	Dons sur projets avec financements extérieurs	1 773 690 705 456
74	PRODUITS FINANCIERS	951 028 000
744	Gains de change	951 028 000
78	PRODUITS EXCEPTIONNELS	101 089 227 131
78410	Récupération des fonds détournés et malversations	7 071 600 000
78801	Remboursement du montant indûment perçu	2 500 000 000
78802	Remboursement avance sur subvention des engrais	40 000 000 000
78803	Reliquat frais de missions et provisions	3 000 000 000
78806	Remboursement financement rétrocedé (REGIDESO)	8 517 627 131
78807	Remboursement achat maïs	40 000 000 000
	TOTAL DES RESSOURCES	6 347 217 693 221

Article 2

Les dépenses du budget général de l'Etat pour l'exercice 2026/2027 s'élèvent à **6 732 177 902 447 BIF** et se répartissent comme suit :

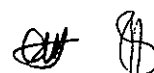
COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2026/2027
	a) DEPENSES COURANTES	3 280 518 047 714
	Dépenses sur biens et services et autres transferts courants	2 967 016 916 399
	1. Rémunérations des salariés	1 272 060 172 213
61	Rémunérations des salariés	1 272 060 172 213
	2. Achats de biens et services	721 495 180 215
62	Services extérieurs	157 648 466 871
63	Achats	563 846 713 344
	Transferts et subsides	762 575 238 613
666	Contributions aux organisations internationales	37 323 198 371
67	Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	142 880 923 853
671	Prestations sociales employeur	3 232 500
672	Assistance sociale	8 511 168 257
673	Autres transferts courants	134 366 523 096
	Allocations et subventions	582 371 116 389
653	Subventions aux collectivités territoriales	6 078 025 000
661	Allocations et subsides	458 551 522 743
662	Allocations aux services ministériels	93 583 346 129
664	Allocations aux entités administratives autonomes	24 158 222 517
888	Imprévus	10 700 000 000
667	Exonérations accordées	200 186 325 358
	3. Intérêts	313 501 131 315
641	Intérêts sur emprunts extérieurs	23 343 663 237
642	Intérêts sur emprunts intérieurs	289 065 468 078
644	Pertes de change	1 092 000 000
	b) DEPENSES D'INVESTISSEMENT	3 451 659 854 733
	Dépenses d'investissement sur ressources intérieures	1 612 561 163 124
20	Immobilisations incorporelles	67 953 130 497
21	Immobilisations corporelles	639 708 681 944
22	Stocks	484 427 878 404
26	Titres et participations	128 324 461 841
271	Contrepartie nationale	292 147 010 438
	Dépenses d'investissement sur ressources extérieures	1 839 098 691 609
272	Tirages sur emprunts	65 407 986 153
273	Tirages sur dons	1 773 690 705 456
	TOTAL DES DEPENSES	6 732 177 902 447

Article 3

L'équilibre du budget général de l'Etat pour l'exercice 2026/2027 se présente comme suit :

COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2026/2027
	I. RECETTES COURANTES	4 471 486 732 634
	Recettes fiscales	3 684 224 762 390
711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital	904 424 239 830
714	Impôts sur les biens et services	2 218 191 461 565
715	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	361 422 735 637
76	Impôts et taxes exonérés	200 186 325 358
	Recettes non fiscales	787 261 970 244
721	Revenus de la propriété	189 493 147 869
722	Ventes de biens et services	74 778 485 939
723	Droits administratifs	420 960 119 545
724	Amendes et pénalités	27 257 271 565
728	Autres produits non fiscaux	74 772 945 326
73	II. DONS	1 773 690 705 456
732	Dons sur projets avec financements extérieurs	1 773 690 705 456
74	III. PRODUITS FINANCIERS	951 028 000
744	Gains de change	951 028 000
78	IV. PRODUITS EXCEPTIONNELS	101 089 227 131
78410	Récupération des fonds détournés et malversations	7 071 600 000
78801	Remboursement du montant indûment perçu	2 500 000 000
78802	Remboursement avance sur subvention des engrais	40 000 000 000
78803	Reliquat frais de mission et provisions	3 000 000 000
78806	Remboursement financement rétrocédé (REGIDESO)	8 517 627 131
78807	Remboursement achat maïs	40 000 000 000
	TOTAL RECETTES ET DONS (I+II+III+IV)	6 347 217 693 221
	V. DEPENSES COURANTES	3 280 518 047 714
	Dépenses sur biens et services et autres transferts courants	2 967 016 916 399
	1. Rémunérations des salariés	1 272 060 172 213
61	Rémunérations des salariés	1 272 060 172 213
	2. Achats de biens et services	721 495 180 215
62	Services extérieurs	157 648 466 871
63	Achats	563 846 713 344
	Transferts et subsides	762 575 238 613
666	Contributions aux organisations internationales	37 323 198 371
67	Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	142 880 923 853
671	Prestations sociales employeur	3 232 500
672	Assistance sociale	8 511 168 257
673	Autres transferts courants	134 366 523 096
	Allocations et subventions	582 371 116 389
653	Subventions aux collectivités territoriales	6 078 025 000

COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2026/2027
661	Allocations et subsides	458 551 522 743
662	Allocations aux services ministériels	93 583 346 129
664	Allocations aux entités administratives autonomes	24 158 222 517
888	Imprévus	10 700 000 000
667	Exonérations accordées	200 186 325 358
	3. Intérêts	313 501 131 315
641	Intérêts sur emprunts extérieurs	23 343 663 237
642	Intérêts sur emprunts intérieurs	289 065 468 078
644	Pertes de change	1 092 000 000
	VI. SOLDE COURANT HORS DONS (I-V)	1 190 968 684 920
	VII. SOLDE COURANT Y COMPRIS DONS (I+II+III+IV-V)	3 066 699 645 507
	VIII. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	3 451 659 854 733
	Dépenses d'investissement sur ressources intérieures	1 612 561 163 124
	Dépenses d'investissement sur ressources extérieures	1 839 098 691 609
272	Tirages sur emprunts	65 407 986 153
273	Tirages sur dons	1 773 690 705 456
	IX. DEFICIT GLOBAL AVEC DONS (VII-VIII)	-384 960 209 226
	X. DEFICIT GLOBAL HORS DONS (VI-VIII)	-2 260 691 169 813
	XI. RESTES A-PAYER	
	XII. DEFICIT (BASE CAISSE) (IX-XI)	-384 960 209 226
	XIII. FINANCEMENT	384 960 209 226
	Financement extérieur net	-102 377 318 871
17	Remboursement de la dette extérieure	-167 785 305 024
272	Tirages sur emprunts	65 407 986 153
	Financement intérieur net	487 337 528 097
	Financement bancaire	2 197 856 798 168
	Banques commerciales	2 197 856 798 168
	Financement non bancaire	243 135 590 484
16800	Remboursement dette intérieure	-1 953 654 860 555
	XIV. BESOIN DE FINANCEMENT (XII-XIII)	0



Article 4

Les dépenses du budget général de l'Etat pour l'exercice 2026/2027, réparties par ministère, institution, programme et dotation se présentent comme suit :

CODE	INTITULE MINISTERE/INSTITUTION /PROGRAMME	BUDGET 2026/2027	PART DU PROGRAMME /DOTATION DANS LE BUDGET GLOBAL DU MINISTERE /INSTITUTION
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	216 423 238 671	100,00%
063	Dotation à la Présidence	216 423 238 671	100,00%
02	VICE-PRESIDENCE	5 201 452 568	100,00%
064	Dotation à la vice-Présidence	5 201 452 568	100,00%
03	PRIMATURE	19 352 431 207	100,00%
065	Dotation à la Primature	19 352 431 207	100,00%
04	SECRETARIAT GENERAL DE L'ETAT	3 929 752 272	100,00%
066	Dotation au Secrétariat général de l'Etat	3 929 752 272	100,00%
05	ASSEMBLEE NATIONALE	29 049 702 471	100,00%
067	Dotation à l'Assemblée Nationale	29 049 702 471	100,00%
06	SENAT	21 744 733 152	100,00%
068	Dotation au Sénat	21 744 733 152	100,00%
07	COUR DES COMPTES	2 304 897 524	100,00%
069	Dotation à la Cour des comptes	2 304 897 524	100,00%
08	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	30 450 079 897	100,00%
070	Dotation à la Commission Electorale Nationale Indépendante	30 450 079 897	100,00%
11	MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	409 877 267 714	100,00%
001	Administration du Territoire	21 460 025 238	5,24%
002	Décentralisation et Développement Local	5 148 666 813	1,26%
003	Sécurité Publique	337 598 135 541	82,37%
004	Gestion des Catastrophes et Protection Civile	7 756 297 508	1,89%
005	Administration Générale	37 914 142 614	9,25%
12	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION REGIONALE ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT	128 775 152 455	100,00%
006	Défense des Intérêts du Burundi et des Burundais à l'International	1 263 525 281	0,98%
007	Intégration Sous Régionale, Régionale et Coopération Internationale	19 504 611 333	15,15%
008	Administration Générale	91 083 098 105	70,73%

CODE	INTITULE MINISTERE/INSTITUTION /PROGRAMME	BUDGET 2026/2027	PART DU PROGRAMME /DOTATION DANS LE BUDGET GLOBAL DU MINISTERE /INSTITUTION
024	Intégration du Burundi au sein de la Communauté Est Africaine	16 923 917 736	13,14%
13	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS	674 561 141 118	100,00%
009	Défense Nationale	660 178 270 283	97,87%
010	Administration Générale	7 606 924 140	1,13%
063	Etudes Stratégiques et des Statistiques	260 642 674	0,04%
064	Gestion des Anciens combattants	6 515 304 021	0,97%
14	MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	2 916 624 527 722	100,00%
012	Mobilisation des Ressources, Gestion de la Dette et de la Trésorerie de l'Etat	2 554 985 057 826	87,60%
013	Gestion Budgétaire et Comptable	208 132 423 045	7,14%
014	Gestion et Sauvegarde du Patrimoine de l'Etat	79 307 432 580	2,72%
015	Administration Générale	16 522 909 844	0,57%
029	Economie Numérique	46 976 704 428	1,61%
076	Dotation aux Imprévus	10 700 000 000	0,37%
16	MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE	145 827 561 860	100,00%
016	Accès à la Justice	42 574 662 835	29,20%
017	Droits Humains	5 075 970 940	3,48%
018	Genre	2 289 450 011	1,57%
019	Administration Générale	95 887 478 074	65,75%
19	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE	63 660 013 037	100,00%
020	Recrutement et gestion des carrières des agents publics	4 510 965 282	7,09%
021	Emploi et Travail Décent	1 614 990 830	2,54%
022	Gouvernance et réforme administrative	12 164 738 442	19,11%
023	Administration Générale	5 841 401 473	9,18%
040	Protection sociale	39 527 917 010	62,09%
20	MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE	24 668 564 971	100,00%
025	Promotion Économique des Jeunes	2 273 340 114	9,22%
026	Sports	13 680 735 519	55,46%
027	Culture	6 304 067 595	25,56%
028	Administration Générale	2 410 421 742	9,77%

CODE	INTITULE MINISTERE/INSTITUTION /PROGRAMME	BUDGET 2026/2027	PART DU PROGRAMME /DOTATION DANS LE BUDGET GLOBAL DU MINISTERE /INSTITUTION
21	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	24 968 497 836	100,00%
030	Communication et Médias	20 876 067 233	83,61%
032	Administration Générale	1 417 418 221	5,68%
077	Promotion de l'Image de Marque du Burundi	2 675 012 382	10,71%
32	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	764 205 763 945	100,00%
033	Enseignement Préscolaire, Fondamental et Post Fondamental Général et Pédagogique	40 437 172 430	5,29%
034	Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique	120 585 914 742	15,78%
035	Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	3 742 286 831	0,49%
036	Administration Générale	599 440 389 942	78,44%
33	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	315 513 599 684	100,00%
037	Offre et Accès aux Services et Soins de Santé	179 241 118 512	56,81%
038	Prévention et Sécurité Sanitaire	14 041 538 725	4,45%
039	Administration Générale	122 230 942 447	38,74%
40	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	622 881 029 914	100,00%
044	Agriculture	531 452 974 277	85,32%
045	Elevage et Halieutique	22 749 181 498	3,65%
046	Environnement et Gestion Durables des Terres	21 197 995 801	3,40%
047	Recherche-Innovation	30 584 428 376	4,91%
048	Administration Générale	16 896 449 962	2,71%
42	MINISTERE DES RESSOURCES MINIERES, ENERGETIQUES, DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DU TOURISME	188 865 854 181	100,00%
050	Industrie et Artisanat	5 899 149 681	3,12%
051	Commerce	19 275 733 218	10,21%
052	Tourisme	11 662 281 453	6,17%
054	Eau Potable et Assainissement de Base	54 393 670 320	28,80%
055	Energie	38 333 188 058	20,30%
056	Hydrocarbures, Mines et Carrières	51 509 677 989	27,27%
057	Administration Générale	7 792 153 462	4,13%
45	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS SOCIAUX, DES TRANSPORTS ET DE L'EQUIPEMENT	397 225 966 620	100,00%

CODE	INTITULE MINISTERE/INSTITUTION /PROGRAMME	BUDGET 2026/2027	PART DU PROGRAMME /DOTATION DANS LE BUDGET GLOBAL DU MINISTERE /INSTITUTION
049	Transports	7 541 972 112	1,90%
058	Infrastructures de Transport	326 214 631 682	82,12%
059	Infrastructures Socioéconomiques et Administratives	25 769 245 254	6,49%
060	Equipements et Rationalisation du Charroi d l'Etat	6 482 054 662	1,63%
061	Habitat, Urbanisation et Gestion des Déchets et Assainissement	20 802 594 059	5,24%
062	Administration Générale	10 415 468 851	2,62%
71	INSTITUTION DE L'OMBUDSMAN	2 884 266 243	100,00%
071	Dotation à l'Institution de l'Ombudsman	2 884 266 243	100,00%
74	COUR SUPREME ET PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	4 593 840 785	100,00%
074	Dotation à la Cour Suprême et au Parquet Général de la République	4 593 840 785	100,00%
75	COUR CONSTITUTIONNELLE	930 040 570	100,00%
075	Dotation à la Cour Constitutionnelle	930 040 570	100,00%
TOTAL GENERAL		7 014 519 376 417	

TITRE II : DES DISPOSITIONS GENERALES PORTANT SUR LA GESTION DES RESSOURCES ET DES DEPENSES

Article 5

Conformément au concept de budget unifié, aux règles et principes de l'unité budgétaire, de l'annualité et de l'universalité de trésorerie de l'Etat, le budget général de l'Etat, en recettes et dons, en dépenses courantes, en dépenses en capital et prêts nets, en financement, est préparé par le ministre ayant les finances dans ses attributions.

L'exécution du budget de l'Etat dans chaque ministère ou institution constitutionnelle relève exclusivement de l'ordonnateur, du responsable de programme, du contrôleur des engagements des dépenses, du comptable public et du caissier de l'Etat.

Les ministres et les responsables des institutions constitutionnelles sont ordonnateurs principaux des crédits des programmes, des dotations, des budgets annexes et des budgets d'affectation spéciale de leur ministère ou de leur institution.

Le ministre ayant les finances dans ses attributions est l'ordonnateur principal unique des recettes et des crédits destinés à couvrir :

- les dépenses accidentelles et imprévisibles ;
- les défauts de remboursement ou appels en garanties intervenus sur les comptes d'avances, de prêts, d'avals et de garanties ;
- les charges financières de la dette de l'Etat (remboursement de la dette, des intérêts et des pertes de change) ;
- les dépenses du personnel de l'Etat ;
- les dépenses financées sur les ressources extérieures pour lesquelles les comptables publics du Trésor ne sont pas assignataires.

La fonction d'ordonnateur principal unique des recettes du ministre ayant les finances dans ses attributions est déléguée à l'Office Burundais des Recettes pour toutes les recettes intérieures (fiscales et non fiscales).

Le comptable principal de l'Etat est chargé du paiement des dépenses du budget général de l'Etat, de la centralisation des comptes, de l'animation et de la coordination du travail de l'ensemble des comptables publics. Le ministre ayant les finances dans ses attributions nomme les comptables publics de l'Etat et commissionne les comptables spécialisés des organismes et établissements autonomes et les comptables des projets ainsi que des entités territoriales.

Toute tranche mensuelle accordée à ces organismes doit être justifiée par la communication, aux fins de vérification et de reddition des comptes de l'Etat, d'un rapport d'exécution des dépenses qui doit être classifié selon la nomenclature budgétaire et comptable, des extraits des comptes bancaires faisant ressortir le solde du compte au dernier jour du mois et du livre journal de caisse dont la présentation conditionne l'octroi des tranches suivantes.

Article 6

Les dépenses de l'Etat sont engagées, liquidées et ordonnancées avant d'être payées. Toutefois, certaines dépenses spécifiques ou exceptionnelles peuvent être payées avant leur ordonnancement. Dans ce cas, elles doivent être régularisées sur les crédits budgétaires correspondants au cours de l'exercice concerné.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions fixe la liste exhaustive des dépenses éligibles à cette procédure exceptionnelle ainsi que les modalités de leur enregistrement

comptable et de leur régularisation.

Article 7

Les ressources en dons et prêts extérieurs sont budgétisées, nomenclaturées et codifiées comme recettes du budget général de l'Etat.

Toutes les dépenses, courantes et en capital, imputables sur ces mêmes ressources sont totalement budgétisées, nomenclaturées et codifiées comme dépenses du budget général de l'Etat.

En vue d'assurer l'exécution des présentes dispositions, le ministre ayant les finances dans ses attributions est habilité à négocier avec les bailleurs de fonds pour décider de l'allocation des ressources et à prendre par ordonnance les mesures d'ordre réglementaire pour le suivi et la comptabilisation compatible avec les clauses de financement ou les accords de crédits et les lois en vigueur.

Article 8

La fongibilité des fonds publics, la disponibilité et la liquidité des financements et des fonds extérieurs budgétisés selon les dispositions de l'article 7 sont assurées dès l'ouverture des crédits prévus et autorisés par la loi de finances de l'exercice 2026/2027 par :

- la mise en place des cadres juridiques et réglementaires transparents agréés par l'administration et les bailleurs de fonds pour en assurer et en garantir la bonne gestion ;
- la production mensuelle des états justificatifs des décaissements destinés à couvrir uniquement les dépenses budgétisées et qui sont communiqués aux bailleurs de fonds.

Article 9

Les tirages sur emprunts extérieurs directs et rétrocedés sont visés au préalable par le ministre ayant les finances dans ses attributions ou son délégué. Le département de la dette en assure le suivi et la centralisation mensuelle. Les dépenses effectuées par les gestionnaires des projets font l'objet de rapports mensuels d'exécution et sont transmises au département de la dette aux fins de vérification et de reddition des comptes. Les dépenses doivent être classifiées selon la nomenclature budgétaire et comptable. Ces rapports servent de justificatifs à la mobilisation des tirages suivants.

Article 10

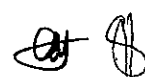
Dans le cadre de la gestion de la trésorerie de l'Etat et pour faire face aux décalages éventuels en cours d'exercice entre les recettes et les dépenses de l'Etat, le ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à :

- émettre des titres du Trésor conformément à la convention signée entre le ministre ayant les finances dans ses attributions et le gouverneur de la Banque de la République du Burundi ;
- émettre des titres du Trésor sur le marché des capitaux ;
- recourir en dernier ressort aux avances de la Banque de la République du Burundi.

Article 11

Dans la limite du déficit budgétaire, exercice 2026/2027, le ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à :

- émettre des titres du Trésor suivant la convention signée entre le ministre ayant les finances dans ses attributions et le gouverneur de la Banque de la République du Burundi ;
- émettre des titres du Trésor sur le marché des capitaux ;
- recourir aux concours extérieurs dans l'ordre de préférence suivant : dons, prêts à long terme à des conditions concessionnelles et autres prêts.



Article 12

Les comptes en devises des entités et projets de l'Etat et ceux des Organisations Non Gouvernementales recevant des appuis extérieurs sont gérés suivant la réglementation de la Banque de la République du Burundi.

Article 13

Les gestionnaires et les comptables des projets financés sur les ressources nationales et extérieures sont tenus à la justification des dépenses qui y sont imputables.

Ces justifications sont adressées au ministre de tutelle et au ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 14

Les fonds d'indemnisation sont transférés directement aux comptes des bénéficiaires.

Article 15

Le rapatriement des devises issues de toutes les exportations est obligatoire.

La Banque de la République du Burundi est chargée de la mise en application de cette disposition et de fixer les modalités pratiques de cession de ces devises sur le marché de change.

Article 16

Toute recette non prévue dans la loi, qui est réalisée en cours d'exercice, vient en augmentation du budget des recettes. Les paiements rattachés aux crédits de l'exercice 2026/2027 sont autorisés jusqu'au 30 juin 2027.

Toutefois, les engagements des dépenses sont clôturés au 30 avril 2027, sauf pour les salaires, les frais de mission, la dette publique et les dépenses payées sans ordonnancement préalable ainsi que toute autre exception autorisée par le ministre ayant les finances dans ses attributions.

Une lettre circulaire du ministre ayant les finances dans ses attributions fixe trimestriellement les délais limites et les modalités pour la clôture des opérations d'engagement, de liquidation et d'ordonnancement au titre de l'exécution du budget.

Article 17

Toutes les recettes des établissements publics à caractère administratif, des administrations personnalisées de l'Etat bénéficiant des subsides de l'Etat ainsi que d'autres services de l'Etat financés sur le budget de l'Etat, sont collectées via les comptes desdites institutions ouverts à cette fin et nivelés jour j+1 au compte de transit des recettes fiscales et non fiscales de l'Office Burundais des Recettes vers le compte général du Trésor.

En cas de non-respect de ce délai, la banque est passible d'une amende équivalente à cent pour cent (100%) du montant collecté.

Les dispositions des alinéas précédents s'appliquent également aux impôts et taxes télépayés par les contribuables.

Article 18

Les prévisions budgétaires en recettes et en dépenses, des communes, des hôpitaux publics et des établissements publics à caractère social, commercial et industriel sont en annexe au budget général de l'Etat. Les réalisations du budget de ces derniers sont renseignées trimestriellement à l'Office Burundais des Recettes avec copie au ministre ayant les finances dans ses attributions.

Le ministre ayant les finances dans ses attributions a un droit de regard sur tous les comptes des organismes publics.

Article 19

Sans préjudice des dispositions de la Loi n°1/16 du 07 juin 2024 portant modification du décret-loi n°1/024 du 13 juillet 1989 portant cadre organique des administrations personnalisées de l'Etat, de la Loi n°1/17 du 07 juin 2024 portant modification du décret-loi n°1/23 du 26 juillet 1988 portant cadre organique des établissements publics et de la Loi organique n°1/18 du 07 juin 2024 portant réorganisation de l'administration communale, l'exercice comptable correspond à l'année budgétaire qui commence le 01 juillet de l'année N et se termine le 30 juin de l'année N+1.

Les revenus réalisés du 01 janvier au 30 juin 2026 seront déclarés au plus tard le 30 septembre 2026.

Les acomptes trimestriels sont exigibles le dernier jour des sixième (6^{ème}), neuvième (9^{ème}) et douzième (12^{ème}) mois de l'exercice concerné.

La production des états financiers de toutes les administrations personnalisées de l'Etat, de tous les établissements publics à caractère administratif, industriel et/ou commercial, de toutes les administrations à caractère social, des collectivités locales, s'aligne à l'exercice budgétaire.

Les états financiers de chaque exercice doivent être soumis, avant le 30 septembre de l'exercice suivant, à l'approbation du Conseil d'Administration après leur certification et sont transmis au ministre ayant les finances dans ses attributions, au plus tard le 30 octobre de chaque année.

Article 20

L'exécution de la dépense publique est faite sur base des prévisions inscrites dans les Plans de Travail et Budget Annuel (PTBA) alignées à la nomenclature budgétaire de l'Etat.

Article 21

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, les Plans de Travail et Budget Annuel (PTBA) des projets financés sur les ressources extérieures qui n'ont pas encore reçu l'avis de non objection des Partenaires au Développement jusqu'au 30 juin 2026 restent provisoires. Les responsables des projets sont tenus de transmettre les Plans de Travail et Budget Annuel (PTBA) endéans 10 jours ouvrables comptés à partir de la date de réception de l'avis de non objection.

Article 22

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, chaque ministre sectoriel ou responsable d'une institution constitutionnelle est chargé d'assurer l'engagement, la liquidation et l'ordonnancement des crédits budgétaires alloués à l'exécution des programmes ou dotations relevant de son ministère ou institution constitutionnelle.

Les gouverneurs de provinces, les directeurs provinciaux des ministères ainsi que les chefs des départements communaux assurent également l'engagement, la liquidation et l'ordonnancement des dépenses correspondant aux crédits budgétaires alloués aux activités prévues dans leurs Plans de Travail et Budget Annuel (PTBA).

Un décret fixe les modalités de déconcentration de l'ordonnancement.

Article 23

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, les institutions constitutionnelles peuvent procéder, par tranches, à l'engagement, à la liquidation et à l'ordonnancement de certaines catégories de dépenses par dérogation aux dispositions de l'article 22 de la présente loi.

Toutefois, pour certaines catégories de dépenses, les ministères en charge respectivement de la défense et de la sécurité, sont autorisés à cette dérogation.

Les modalités d'application du présent article sont déterminées par ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 24

Les dépenses des structures rattachées aux ministères et institutions constitutionnelles suivent le circuit normal de l'exécution budgétaire.

Article 25

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, par dérogation aux dispositions de la loi n°1/04 du 29 janvier 2018 portant modification de la loi n°1/01 du 4 février 2008 portant Code des marchés publics, l'administration communale, les directions provinciales et les départements communaux sont autorisés, sous le contrôle de la direction provinciale en charge des marchés publics, à passer les marchés de leurs circonscriptions dans les limites des seuils ci-après :

Type de marché	Seuil fixé pour		
	Directions provinciales	Administration communale	Départements communaux
Travaux	1 000 000 000	500 000 000	200 000 000
Fournitures	300 000 000	200 000 000	100 000 000
Service	150 000 000	100 000 000	50 000 000

Les institutions visées à l'alinéa précédent, sont autorisées à passer directement les marchés avec un contrôle a posteriori pour les seuils suivants :

Type de marché	Seuil fixé pour		
	Directions provinciales	Administration communale	Départements communaux
Travaux	500 000 000	250 000 000	100 000 000
Fournitures	150 000 000	100 000 000	50 000 000
Service	150 000 000	100 000 000	50 000 000

Dans les directions provinciales et dans les communes, les travaux en régie sont privilégiés et les gestionnaires de fonds sont tenus à une comptabilité professionnelle.

Pour d'autres cas spécifiques, ils sont déterminés par une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 26

Les institutions visées aux articles 22, 23, 24 et 25 de la présente loi ont l'obligation d'effectuer, pour tout paiement à leurs fournisseurs, les retenues prévues à l'article 120 alinéa 1 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, exception faite à l'application des dispositions de l'article 121 de cette loi.

Article 27

Pour améliorer la transparence, la traçabilité et la gouvernance budgétaire, les institutions publiques et parapubliques bénéficiant des subsides de l'Etat ne sont pas autorisées à avoir un compte de fonctionnement ouvert dans une banque commerciale ou autre institution financière.

Article 28

Le recouvrement de tous les revenus issus du patrimoine de l'Etat est assuré par l'Office Burundais des Recettes.

Article 29

Il est opéré un système de remboursement du prêt-bourse perçu par les étudiants boursiers lors de leur cursus académique.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances, l'enseignement supérieur et le travail dans leurs attributions, détermine les modalités pratiques du présent article.

Article 30

Toutes les conventions de dons, de prêts et d'emprunts qui engagent l'Etat sont obligatoirement signées par le ministre ayant les finances dans ses attributions sous peine de nullité.

Article 31

Les dépenses liées à l'entretien et à la réparation des véhicules des ministères et institutions sont engagées sur base d'un bon de commande établi et visé par un contrôleur des engagements des dépenses.

Chaque devis relatif aux opérations d'entretien et de réparation fait préalablement l'objet d'une contre-expertise technique réalisée par un expert indépendant.

Les ministères et institutions établissent et communiquent au ministère en charge des finances la liste des garages autorisés à effectuer les opérations d'entretien et de réparation de leur charroi respectif.

Article 32

Tous les ministères et institutions doivent fournir au plus tard le 05 du deuxième mois de chaque trimestre, un état détaillé des effectifs de leurs employés en service et leur affectation en mettant en évidence le personnel décrété et celui concerné par le remboursement du prêt-bourse.

Ils sont également tenus de transmettre au ministère en charge des finances, un état récapitulatif des mouvements de personnel, détaillant les entrées et sorties intervenues dans leurs départements et ce, au plus tard le 05 du deuxième mois de chaque trimestre.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et la fonction publique dans leurs attributions détermine les modalités de rapportage.

Article 33

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, les opérations de régularisation des rémunérations, indemnités et autres droits des agents publics relevant de la fonction publique sont prévues et exécutées après contrôle et visa préalable du ministère en charge des finances.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et la fonction publique dans leurs attributions.

Article 34

Tous les bons de commande des ministères et institutions, y compris les administrations personnalisées de l'Etat et des établissements publics à caractère administratif ne sont valables que s'ils sont visés par le Contrôleur des Engagements des Dépenses (CED) après vérification de la disponibilité du budget.

Article 35

Aucun projet n'est présenté dans la loi de finances que si les critères d'éligibilité tels que l'alignement au Plan National de Développement 2018-2027 révisé et/ou l'existence de la fiche de projet standard présentée par le ministère technique, sont remplis.

Article 36

Les gestionnaires de tous les comptes ouverts à la Banque de la République du Burundi, les gestionnaires de tous les projets quelles que soient leurs sources de financement, et d'une façon générale tous les gestionnaires bénéficiant des tranches de crédits, des avances, des prêts directs et rétrocédés du Trésor, sont tenus à la justification trimestrielle des fonds accordés.

En cas de manquement à cette obligation, le ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé, après une mise en demeure, à bloquer les comptes et à les solder au bénéfice du Trésor public.

Article 37

Pour les institutions publiques, les paiements en espèces sur guichet de la Banque de la République du Burundi sont plafonnés à cent millions de francs burundais (100 000 000 BIF).

Toutefois, sur une demande motivée de l'ordonnateur demandeur, le ministre ayant les finances dans ses attributions accorde une dérogation de dépassement de ce plafond.

Article 38

Aucun marché public attribué et exécuté par les entreprises, fournisseurs et prestataires nationaux ne peut être libellé en monnaies étrangères.

Article 39

Tous les marchés publics sont conclus pour une période d'une année, en conformité avec le principe d'annualité budgétaire. L'autorité contractante doit s'assurer de la disponibilité du financement avant le lancement de l'avis d'appel d'offres, conformément à son plan prévisionnel de passation des marchés publics et avant la signature de la lettre de commande.

Toutefois, seuls les marchés publics d'investissement visés à l'article 41 de la présente loi sont conclus pour une période de plus d'une année.

Article 40

Une dissociation en crédit d'engagement et en crédit de paiement est opérée pour permettre une meilleure visibilité et continuité dans la gestion des dépenses d'investissement financées sur les ressources nationales et s'exécutant sur une durée de plus d'une année.

Toutefois, aucun marché ne peut s'exécuter sur une durée de plus de 3 ans, exception faite aux marchés complexes dont l'autorisation est accordée par le ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 41

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, les achats de biens et services sont directement effectués auprès des producteurs, des fabricants ou des concepteurs sans passer par les marchés publics.

Une commission est mise en place au moment de l'achat pour la vérification des prix, la qualité et la livraison de ces biens et services.

Pour les services des ministères, des directions provinciales et des départements communaux, les achats groupés sont privilégiés. Les ministres, les gouverneurs de provinces et les administrateurs



communaux sont chargés de faciliter ces opérations.

Une dérogation à cette règle est octroyée par le ministre ayant les finances dans ses attributions dans le cadre des facilités selon la nature des biens et services à fournir.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités d'application du présent article.

Article 42

Conformément aux dispositions pertinentes de la Loi n°1/18 du 07 juin 2024 portant réorganisation de l'Administration Communale, la passation de tous les marchés de fournitures, travaux et services conformément aux règles et procédures en rapport avec le code des marchés publics est décentralisée dans les communes et provinces.

Un marché de fournitures, des travaux et de services ne dépassant pas un montant d'un milliard de francs burundais (1 000 000 000 BIF) est ouvert au profit des entreprises, fournisseurs et prestataires œuvrant dans la commune et/ou province dans lesquelles le marché s'exécute avant la brèche à la concurrence nationale en cas d'absence d'offres conformes.

En cas d'offres techniques et financières égales, les sociétés coopératives sont prioritaires.

Article 43

Les ministres ayant les finances et les infrastructures dans leurs attributions, actualisent par voie d'ordonnance, au cas échéant, les taux de location des biens immeubles et meubles de l'Etat.

Article 44

Les contrats des immeubles loués ou mis en location par l'Etat doivent être conjointement signés, au nom de l'Etat, par les ministres ayant respectivement les infrastructures et les finances dans leurs attributions.

Une copie de chaque contrat de mise en location est transmise à l'Office Burundais des Recettes dans un délai de quinze (15) jours calendaires, comptés à partir de la date de signature.

Article 45

Un rapport d'inventaire des contrats de location des biens meubles et immeubles loués par les services publics (Etat) est produit par le ministère en charge des infrastructures et transmis au ministère en charge des finances au plus tard le 15^{ème} jour du mois qui suit chaque trimestre.

Une ordonnance des ministres ayant respectivement les infrastructures et les finances dans leurs attributions détermine les modalités pratiques de rapportage.

Article 46

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, les ministères et institutions prévoient un montant dédié à l'apurement de leurs arriérés.

Le comptable public affecté dans le ministère est chargé de vérifier l'authenticité des arriérés avant le paiement.

Article 47

Il est opéré un plan de titrisation des créances détenues sur l'Etat pour les exercices antérieurs.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités pratiques du présent article.

Article 48

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique salariale équitable, la part-emploi des fonctionnaires et agents civils de l'Etat est exonérée de l'impôt sur les revenus.

Article 49

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, les recrutements sont autorisés dans la limite du budget disponible et sur validation du Conseil des Ministres.

Les recrutements et les remplacements ne peuvent être effectués que pour un poste bien défini et justifié par des critères de performance.

Néanmoins, les remplacements ne peuvent être effectifs que s'ils sont visés par le ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 50

Les jetons de présence des commissions techniques/comités de pilotage, créés pour un événement ou une activité ponctuelle sont supprimés sauf pour les commissions permanentes, multisectorielles, mises en place par loi, décret ou arrêté.

Un arrêté du Premier Ministre détermine les modalités pratiques de fonctionnement de ces commissions techniques/comités de pilotage.

Article 51

Les plafonds d'engagements trimestriels élaborés sur base des Plans de Travail et Budget Annuel (PTBA) alignés à la nomenclature budgétaire de l'Etat pour les ministères ou institutions sont validés par le Conseil des Ministres.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa premier, tous les gestionnaires des crédits doivent respecter les plafonds d'engagements trimestriels.

Article 52

Les véhicules cédés par les projets ou programmes des bailleurs de fonds sont préalablement enregistrés dans la comptabilité du ministère en charge des finances avant d'être remis au ministère en charge du charroi de l'Etat pour les répartir aux services ayant exprimé le besoin.

Une copie du document de transfert de chaque véhicule cédé est remise au ministère en charge des finances.

Tout véhicule cédé à l'Etat change d'immatriculation endéans trois mois à partir de la date de signature de l'acte de cession.

S'agissant des véhicules déjà cédés dont les actes de cession ne sont pas disponibles, une dérogation est accordée pour le changement d'immatriculation au plus tard le 31 décembre 2026.

Article 53

Un marché de fournitures, de travaux et de services ne dépassant pas un montant de deux milliards de francs burundais (2 000 000 000 BIF) est ouvert prioritairement à la compétition des entreprises locales.

Article 54

Les achats des vivres, des non vivres et fournitures utilisées par les écoles fondamentales et post-fondamentales ainsi que les vivres destinés aux cantines scolaires sont ouverts au marché local « au niveau communal ou provincial », dans le strict respect des dispositions de l'article 25 de la présente loi, avant d'être étendus sur le marché national en cas de non satisfaction de la

demande par offre communale ou provinciale.

Article 55

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, les hauts cadres de l'Etat, notamment les secrétaires permanents, les assistants des ministres, les secrétaires exécutifs, les directeurs généraux ainsi que les membres des institutions constitutionnelles de rang équivalent à ces derniers, ne peuvent être dotés que d'un seul véhicule de service de type pick up 4x4 pour l'exercice de leurs fonctions.

A cet effet, aucun marché de fourniture de véhicules de type affaires et promenade des établissements publics à caractère administratif, commercial, social ou industriel ainsi que les administrations personnalisées de l'Etat n'est autorisé à excéder un montant de trois cent cinquante millions de francs burundais (350 000 000 BIF) TVAC, exception faite aux véhicules protocolaires.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités d'application du présent article.

Article 56

Par dérogation aux dispositions de la loi n°1/04 du 29 janvier 2018 portant modification de la loi n°1/01 du 04 février 2008 portant Code des marchés publics, la commande de toutes les fournitures de même nature au profit des ministères et institutions dépensiers peut être adressée directement au fabricant local ou étranger ayant justifié préalablement les capacités techniques et financières.

Cette mesure s'étend également aux établissements publics fonctionnant sur base des fonds publics.

Article 57

Par dérogation aux dispositions de la loi n°1/04 du 29 janvier 2018 portant modification de la loi n°1/01 du 4 février 2008 portant Code des marchés publics, il est interdit à tout attributaire du marché public de procéder à l'importation des fournitures produites localement en qualité et en quantité suffisante et à prix inférieur ou égal.

A cet effet, l'élaboration du Dossier d'Appel d'Offre (DAO) doit tenir compte des dispositions du présent article.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités d'application du présent article.

Article 58

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, les ministères et les institutions constitutionnelles autorisés, par dérogation aux dispositions de l'article 23 de la présente loi, à engager, liquider et ordonnancer certaines catégories de dépenses, sont habilités à utiliser, pendant une période n'excédant pas trois (3) mois à compter de l'ouverture de l'exercice, les ressources mises à leur disposition pour l'exécution des marchés publics en cours à la clôture de l'exercice précédent.

A l'expiration de ce délai, toute ressource non utilisée est automatiquement reversée au compte général du Trésor.

Article 59

Tous les comptes publics sont des sous-comptes du compte général du Trésor.

Article 60

Le ministre ayant les finances dans ses attributions peut déléguer aux gestionnaires de crédits d'exécuter des tranches de crédits pour une période déterminée en vue de maîtriser les dépenses publiques et de les contenir dans la limite des recettes et des financements disponibles.

En cas de contreperformance des recettes, il est autorisé à bloquer l'engagement des dépenses non fixes.

Article 61

Les dotations destinées aux dépenses imprévues sont inscrites au budget du ministère en charge des finances et ne peuvent être utilisées qu'à titre exceptionnel, pour faire face à des besoins urgents et non prévisibles lors de l'élaboration du budget. Leur répartition s'effectue par ordonnance du ministre en charge des finances au profit des ministères et institutions constitutionnelles concernés par l'exécution desdites dépenses.

Aucune dépense ne peut être engagée ou imputée directement sur cette dotation globale.

Article 62

Le ministre ayant les finances dans ses attributions a le droit de préemption du budget total alloué au désintéressement des dépôts à vue (comptes courants) de la Banque pour le Commerce et le Développement et de la Banque Populaire du Burundi en liquidation sur les recouvrements effectués par les commissions ad hoc.

A cet effet, les présidents des commissions de liquidation sont tenus de produire des rapports trimestriels et de les communiquer au ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 63

Le ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à effectuer, au cours de l'exercice, les transferts de crédits que l'exécution du budget rend nécessaires dans les limites prescrites par la loi de finances.

Il est interdit à tout ordonnateur d'engager ou d'imputer une dépense en dépassement du crédit voté et accordé en application des dispositions des articles 2 et 3.

Le ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à prendre des mesures qui s'imposent pour éviter le dépassement des crédits.

Sans préjudice des sanctions pénales prévues, en cas de gestions frauduleuses, par l'article 454 de la loi n°1/27 du 29 décembre 2017 portant révision de la loi n°1/05 du 22 avril 2009 portant Code pénal, les sanctions disciplinaires prévues par l'article 88 de la loi n°1/03 du 08 février 2023 portant modification de la loi n°1/28 du 23 août 2006 portant statut général des fonctionnaires sont également applicables à tous les comptables publics de l'Etat et gestionnaires des crédits visés par la présente loi.

Article 64

Tout contrat, toute décision et toute convention à signer au nom de l'Etat, tout marché de fournitures, de services ou de travaux, ayant pour effet d'engager une dépense ou d'imposer à l'Etat des obligations de paiements, directs ou indirects, conformément aux seuils réglementaires, doivent, pour être valables et payables, être contrôlés et approuvés préalablement par le ministre ayant les finances dans ses attributions sous peine de nullité.

Toutefois, les marchés passés au niveau de l'administration provinciale sont approuvés par le gouverneur de province, conformément aux seuils réglementaires relevant de son champ de compétence.

Article 65

Les prix des biens et services sont fixés conformément au référentiel des prix pour la mise en œuvre des procédures d'exécution des marchés publics.

Article 66

Le ministre ayant les finances dans ses attributions peut autoriser des acomptes préalablement à l'exécution des marchés publics des travaux, des services et des fournitures.

Article 67

Toute personne active bénéficiant de l'assistance sociale de l'Etat, est préalablement appelée à adhérer à l'une ou à des sociétés coopératives de production.

Article 68

Toute transaction commerciale faite sur le territoire burundais s'effectue en francs burundais conformément à la réglementation de change en vigueur.

Article 69

Pour tous les établissements scolaires œuvrant sur le territoire burundais, les frais de scolarité ou toute autre transaction s'effectuent en monnaie locale.

Article 70

L'exportation des déchets de fer, d'aluminium et d'huile de vidange, des produits semi finis fabriqués à base des déchets de fer et d'aluminium, est interdite.

Il est aussi interdit d'exporter toute matière première indispensable pour les industries locales.

TITRE III : DES DISPOSITIONS DE COLLECTE DES RECETTES**Article 71**

Il est opérée une contribution spéciale destinée à l'achat des bancs pupitres, des manuels scolaires, au recrutement des enseignants et à l'appui à la Carte d'Assistance Maladie « CAM ».

Cette contribution est fixée à 0,5% :

- de la rémunération mensuelle nette du personnel des projets financés par les partenaires au développement ;
- de l'indemnité mensuelle nette perçue par les mandataires politiques ;
- du montant payé au marché exécuté par les bénéficiaires des marchés publics ;
- de la rémunération mensuelle nette des cadres nommés par le Président de la République, les Présidents des deux chambres du Parlement et l'Ombudsman.

La participation volontaire à cette contribution de toute personne morale ou physique non visée à l'alinéa précédent du présent article est encouragée.

Cette contribution est collectée via les comptes de transit des recettes fiscales et non fiscales de l'Office Burundais des Recettes et nivelés jour j+1 au compte général du Trésor.

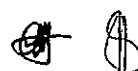
Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités d'application du présent article.

Article 72

Il est opérée une taxe de consommation de services de dix pour cent (10%) sur les tarifs appliqués par les notaires et avocats pour le compte du Trésor. Cette taxe est collectée par le notaire ou avocat et reversée à l'Etat.

Cette taxe supportée par le client est déclarée et reversée mensuellement par le notaire ou l'avocat au plus tard le 15^{ème} jour du mois qui suit la période de collecte.

En cas de défaillance du redevable légal, les sanctions applicables sont celles prévues par la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.



Article 73

Le taux de la redevance administrative payée par l'importateur est fixé à 1% de la valeur en douane rendu sur le territoire national.

Article 74

Il est opéré une taxe de consommation de services de 5% sur les tarifs d'hébergement hors toute taxe, appliqués par les établissements hôteliers pour le développement du secteur du tourisme. Cette taxe est collectée par les gestionnaires des hôtels, motels et maisons de passage, ensuite déclarée et reversée mensuellement au plus tard le 15^{ème} jour du mois qui suit la période de collecte.

En cas de défaillance du redevable légal, les sanctions applicables sont celles prévues par la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Tout propriétaire ou gestionnaire d'un hôtel, motel ou maison de passage est tenu d'afficher, à l'entrée visible par le public, l'indication de l'usage de l'immeuble ; au cas contraire, une amende de cinq cent mille francs burundais (500 000 BIF) lui est appliquée.

Article 75

Il est opéré un prélèvement forfaitaire au titre d'acompte d'impôt sur les revenus sur toutes les importations destinées à la revente introduites sur le territoire burundais. Le taux du prélèvement forfaitaire est fixé à trois pour cent (3%) de la valeur en douane des importations, sauf pour le carburant.

Pour l'importation des véhicules, le prélèvement forfaitaire est appliqué à partir du deuxième véhicule d'affaires et promenades importé par individu et par an, excepté pour les véhicules en franchise douanière.

Toutefois, en cas de transfert du véhicule avant l'expiration d'une période de deux ans, comptée à partir de la date de son importation, ce prélèvement forfaitaire devient exigible.

Article 76

Il est appliqué une surtaxe de 10% sur la valeur en douane de l'alcool éthylique classé aux rubriques tarifaires 22 07 10 00 et 22 07 20 00 du Tarif Extérieur Commun de la Communauté Est Africaine.

Article 77

Il est opéré un prélèvement forfaitaire libératoire d'impôt sur les revenus d'affaires sur les opérations suivantes :

a) les achats locaux effectués par des contribuables auprès des fabricants des produits suivants:

- le sucre : 1% du prix de vente ;
- les boissons alcoolisées et non alcoolisées produites selon les catégories suivantes :
 - 1° les bières : 1% du prix ex-usine ;
 - 2° les limonades : 0,5 % du prix-usine ;
 - 3° les jus de toute nature : 0,5% du prix ex-sine ;
 - 4° les vins : 2 % du prix ex-usine ;
 - 5° les vins fortifiés : 50%
 - 6° les liqueurs : 100% du prix ex-usine ;
- l'eau minérale : 1% du prix ex-usine ;
- la farine : 0,85% du prix ex-usine ;
- les huiles produites localement : 2% du prix de vente ;

- les cigarettes achetées auprès des fabricants locaux : 1% du prix de vente ;
 - les tissus : 1% du prix de vente ;
 - les huiles palmistes (noix) : 2% du prix de vente ;
 - le ciment et les matériaux de construction : 2% de la valeur de la commission perçue sur les ventes ;
- b) les achats locaux des carburants et lubrifiants auprès des importateurs : 0,74% du prix de vente ;
- c) l'achat du café parche : 0,9% du prix de vente.

Ce prélèvement forfaitaire libératoire d'impôt sur les revenus concerne uniquement les personnes qui s'approvisionnent auprès des fabricants/transformateurs. Ces derniers sont chargés de la collecte, de la déclaration et du paiement de ce prélèvement au Trésor public.

Article 78

Par dérogation à l'article 85 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, toute personne physique ou morale percevant un revenu locatif imposable doit préparer une déclaration annuelle sous la forme spécifiée par le Commissaire Général de l'Office Burundais des Recettes et la soumettre à l'administration fiscale au plus tard le 31 mars de l'année qui suit celle de l'encaissement des loyers.

Cette déclaration doit être unique pour les revenus locatifs encaissés sur tout le territoire.

Article 79

Par dérogation à l'article 37 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, cet article est modifié comme suit:

Les revenus d'affaires s'entendent comme le montant des recettes provenant de l'exercice d'une profession commerciale, industrielle, artisanale ou libérale diminué de toutes les dépenses et charges éventuellement déductibles selon les dispositions des articles 52 à 71.

Les revenus d'affaires incluent aussi le produit de toute vente d'actifs détenus dans le cadre d'exercice d'activités d'affaires et des liquidations perçues pendant l'exercice fiscal ainsi que les revenus provenant de la location de machines et d'autres équipements y compris des équipements agricoles.

En outre, les revenus d'affaires comprennent les revenus provenant de la fourniture de logements meublés dans les hôtels, motels et établissements où sont hébergés des hôtes payants, les locations des salles de fêtes ou de spectacles.

Les revenus perçus par les exploitants des marchés ouverts au public et de la location des terrains sont imposés à l'impôt sur les revenus locatifs.

Article 80

Par dérogation aux dispositions de l'article 81 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, le point 1° de l'alinéa premier de cet article est modifié comme suit :

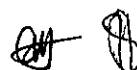
L'impôt sur les revenus locatifs est assis sur le revenu locatif des bâtiments et des terrains donnés en location.

Les locataires ont l'obligation de disponibiliser leurs contrats de location sur les lieux loués.

Le locataire qui ne dispose pas d'une copie de contrat de location est sanctionné par une pénalité de cent pour cent (100%) du montant du loyer mensuel convenu.



Pour les locataires des quartiers classés dans les catégories A et B de l'article 150 de la présente loi, les paiements des loyers s'effectuent par voie bancaire ou toute autre voie électronique reconnue par l'Administration fiscale.



Article 81

Il est opéré un système d'acompte d'impôt sur le revenu locatif payable au plus tard le 30 septembre de chaque année. Le montant de chaque acompte à payer est égal à au moins un quart de l'impôt sur les revenus locatifs établi au titre de l'exercice fiscal précédent.

Article 82

Pour toutes les sociétés commerciales privées quelle que soit leur forme juridique, en l'absence du procès-verbal d'affectation des bénéfices nets de la période, les dividendes sont censés être distribués à concurrence de 100% dans un délai de trente (30) jours calendaires, comptés à partir de la date limite de déclaration de l'impôt sur les revenus.

Aucun bénéfice net ne peut être affecté à l'augmentation du capital, en report à nouveau et/ou en réserves pour deux exercices successifs. Au cas contraire, la retenue à la source de 15% de ce bénéfice net est applicable conformément aux dispositions de l'article 122 au point 1° de la loi relative à l'impôt sur les revenus.

Article 83

Les bénéfices nets d'impôt réalisés par les sociétés à participation publique, les établissements publics à caractère commercial ou industriel sont répartis dans un délai de trente (30) jours calendaires, comptés à partir de la date limite de déclaration de l'impôt sur les revenus.

Les dividendes revenant à l'Etat sont versés sur les comptes de transit des recettes non fiscales de l'Office Burundais des Recettes au plus tard le quinzième jour qui suit le mois de répartition.

En cas de non-respect de l'alinéa précédent, les dividendes sont majorés d'une pénalité de 5% par mois de retard.

Les institutions mentionnées dans le présent article sont tenues de demander à l'OBR la quittance de paiement des dividendes et déposer une copie au ministère en charge des finances.

Article 84

Toute société dans laquelle l'Etat du Burundi est le seul actionnaire, l'affectation du bénéfice net de la période intervient dans un délai de trente (30) jours calendaires, compté à partir de la date limite de déclaration de l'impôt sur les revenus après validation par le ministre ayant les finances dans ses attributions.

A défaut, le bénéfice est pris en recettes par l'Office Burundais des Recettes.

Article 85

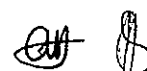
Les excédents d'exploitation réalisés par les établissements publics à caractère administratif ou social, les administrations personnalisées de l'Etat, sont versés au trésor public, déduction faite des sommes affectées aux réinvestissements dûment validés conjointement par le ministre de tutelle et le ministre ayant les finances dans ses attributions.

Les institutions publiques de sécurité sociale ne sont pas concernées par cette mesure.

La présente disposition est aussi applicable à tous les excédents d'exploitation reportés au 30 juin 2026.

Article 86

Toutes les recettes issues de la location des stands, des shops ou tout autre espace dans les marchés faisant partie du patrimoine de l'Etat, sont versées sur les comptes ouverts au nom de l'Office Burundais des Recettes dans les institutions financières et nivelés jour j+1 vers le compte général du Trésor.



A ce titre, les recettes issues de cette location sont réparties comme suit :

- 50% reviennent au Trésor public ;
- 50% reviennent à la commune.

En application de cette disposition, les loyers sont payés directement par le commerçant occupant le stand, le shop ou l'espace et sont fixés au double des loyers initialement tarifés par les communes. Les contrats y relatifs sont signés entre l'Office Burundais des Recettes et l'occupant.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et l'intérieur dans leurs attributions, détermine les modalités de collaboration entre l'Office Burundais des Recettes et les communes.

Article 87

Les barèmes des redevances perçues sur la cession ou concession des terrains du domaine privé de l'Etat sont actualisés.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant les finances, l'urbanisme et l'environnement dans leurs attributions détermine les modalités d'application de cet article.

Article 88

Il est opéré un système de valorisation des vieux boisements relevant du domaine privé de l'Etat.

Article 89

Les barèmes des redevances sur les services offerts par l'Office Burundais pour la Protection de l'Environnement (OBPE) pour les exploitants miniers, sont actualisés.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et l'environnement dans leurs attributions, fixe les modalités d'application de cet article.

Article 90

Il est opéré une taxe ad valorem et une taxe spécifique sur les vins et les spiritueux, la bière, les eaux minérales et les eaux gazéifiées, même aromatisées, les limonades, les sodas et les boissons non-alcoolisées, les jus de toute nature, les véhicules usagés ou neufs, l'abonnement et l'achat des cartes de recharge audiovisuelle.

a) La taxe ad valorem s'applique aux produits ci-dessous énumérés et aux taux fixés comme suit :

- | | |
|---|----------|
| 1. les vins mousseux autres que les champagnes | : 100% ; |
| 2. les champagnes et les liqueurs | : 200% ; |
| 3. les autres vins | : 80% ; |
| 4. les eaux minérales et les eaux gazéifiées même aromatisées | : 13%. |

Il est appliqué une surtaxe de 100% de la valeur en douane sur les bières, les eaux minérales et les eaux gazéifiées même aromatisées, importées et de 25% de la valeur en douane sur limonades, soda, boissons non alcoolisées et jus de toute nature importée.

5. l'abonnement et l'achat des cartes de recharge audiovisuelle : 12% ;
6. la taxe de consommation sur les véhicules : elle s'applique aux véhicules de la position tarifaire 87.03 du Tarif Extérieur Commun (TEC), à l'exception des ambulances, des voitures cellulaires et des voitures corbillards et le taux est fixé comme suit :



- Pour les véhicules à moteur à piston alternatif, à allumage par étincelles d'une cylindrée :

- a. inférieure ou égale à 1 500 cc : 7% ;
- b. entre 1 501 et 3 000 cc : 12% ;
- c. excédent 3 000 cc : 17% ;

- Pour les véhicules à moteur à piston, à allumage par compression (diesel ou semi-diesel) d'une cylindrée :

- a. inférieure ou égale à 1 500 cc : 7% ;
- b. entre 1 501 et 2 500 cc : 12% ;
- c. excédent 2 500 cc : 17%.

- Pour les autres véhicules de cette position tarifaire : 17%.

Toutefois, la taxe de consommation ne s'applique pas aux véhicules utilitaires pour le transport des marchandises et des personnes ainsi qu'aux véhicules possédés pendant au moins une année, faisant objet de déménagement par des ressortissants burundais.

Les modalités spécifiques d'application de cette taxe de consommation sur les véhicules et les liqueurs produites localement sont fixées par une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions.

b) La taxe spécifique s'applique aux produits ci-dessous énumérés et au tarif fixé comme suit :

1. la bière : 40 000 BIF/hl à l'exception des bières produites avec 100% de matières premières locales. Pour cette catégorie de bière, la taxe est fixée à 12 430 BIF/hl ;
2. les limonades, soda, jus de toute nature et autres boissons non alcoolisées non repris dans cet article : 30 400 BIF/hl ;
3. les vins mousseux : 500 BIF/litre ;
4. autres vins : 130 BIF/litre ;
5. alcool, liqueurs et autres boissons : les rubriques tarifaires comprises entre 22 08 20 00 et 22 08 90 90 : 500 BIF/litre ;
6. le carburant : 210 BIF/litre ;
7. les lubrifiants : 300 BIF/litre.

La taxe ad valorem et la taxe spécifique s'appliquent aux produits importés ou fabriqués localement.

A l'importation, la taxe ad-valorem est appliquée sur la valeur coût, assurance fret (CAF) rendu sur le territoire national, augmenté des droits de douane, tandis que pour les produits fabriqués localement, elle est appliquée sur le prix de vente.

Pour le sucre importé ou produit localement :

- la taxe de consommation est supprimée ;
- le taux de la TVA applicable est de 10% ;
- les droits de douane sont fixés à 25%.

La taxe de consommation de toute nature est incluse dans la base taxable de la TVA.

Article 91

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, les boissons alcoolisées et non alcoolisées nuisibles à la vie de la population et qui ne remplissent pas les normes de sécurité sanitaire sont prohibées sur le territoire du Burundi.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant l'industrie, la santé et les finances dans leurs attributions détermine les modalités d'application de cet article.

Article 92

Toute personne qui opère le prélèvement conformément à la présente loi, est tenue de remplir une déclaration fiscale sous la forme prescrite par le Commissaire Général de l'Office Burundais des Recettes et de transférer le montant collecté dans les quinze (15) jours calendaires qui suivent le mois du prélèvement.

Toute personne obligée de prélever et qui se soustrait à cette obligation, est tenue personnellement de payer à l'administration fiscale le montant de l'impôt dû, amendes et intérêts de retard compris. Elle peut récupérer l'impôt payé auprès du redevable de l'impôt, à l'exclusion des amendes et intérêts.

Article 93

L'impôt sur les revenus locatifs est rapatrié au sein de la fiscalité de l'Etat gérée par l'Office Burundais des Recettes.

A ce titre, l'Office Burundais des Recettes collecte l'impôt locatif. Les recettes issues de l'impôt locatif sont réparties comme suit :

- 60% reviennent à la commune ;
- 40% reviennent au trésor public.

Les communes sont tenues de transmettre semestriellement à l'Office Burundais des recettes, la liste des maisons en location de leurs circonscriptions ainsi que les loyers y relatifs.

Une ordonnance ministérielle conjointe des ministres ayant respectivement les finances et l'intérieur dans leurs attributions, détermine les modalités d'application du présent article.

Article 94

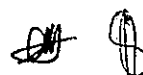
Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, par dérogation aux dispositions de l'article 33 de la loi n°1/09 du 15 mai 2025 relative à la fiscalité communale, la collecte de l'impôt foncier est rapatriée au sein de la fiscalité de l'Etat gérée par l'Office Burundais des Recettes.

A ce titre, l'Office Burundais des Recettes collecte l'impôt foncier et les recettes issues de cet impôt sont réparties comme suit :

- 60% reviennent à la commune ;
- 40% reviennent au Trésor public.

Les communes sont tenues de transmettre semestriellement à l'Office Burundais des Recettes la liste des propriétés foncières bâties et les terrains constituant les dépendances immédiates et nécessaires des constructions de leurs circonscriptions ainsi que les superficies et caractéristiques y relatives.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et l'intérieur dans leurs attributions, détermine les modalités d'application du présent article.



Article 95

La livraison de bâtiments ou de fraction de bâtiments dont l'usage n'est pas encore défini, faite par les personnes morales, est taxable à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) dans les conditions définies par la loi.

La livraison des bâtiments ou de fraction de bâtiments dont l'usage n'est pas encore défini, faite par une personne physique, situés dans les quartiers industriel et/ou commercial, est taxable à la TVA dans les conditions définies par la loi.

Dans le cas des livraisons d'une propriété où il y a de bâtiments ou d'une fraction de bâtiments en cours de construction dont l'usage n'est pas défini et des constructions à usage d'habitation, la valeur taxable est déterminée en appliquant le coefficient à la valeur de la propriété.

Le coefficient est obtenu par le prorata des superficies bâties par rapport à la superficie totale de la parcelle.

Article 96

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, par dérogation aux dispositions de l'article 5 de la loi n°1/10 du 16 novembre 2020 relative à la TVA, cet article est modifié comme suit :

Sont assimilées à des livraisons de biens et prestations de services effectuées à titre onéreux :

- a) les livraisons de biens et les prestations de services à soi-même ;
- b) les livraisons de biens et prestations de services à titre gratuit à des personnes liées.

Toutefois, la livraison de biens à l'occasion de la transmission, à titre onéreux ou à titre gratuit ou sous forme d'apport en société, d'une universalité totale ou partielle de biens, n'est pas taxable.

Article 97

Pour les importations des produits pétroliers, la valeur taxable à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) est constituée par la valeur Coût, Assurance et Fret « CAF », rendue sur le territoire du Burundi, augmentée des droits et taxes de porte de toute nature liquidée par l'administration douanière.

Article 98

Pour les contribuables qui fournissent des biens et /ou des services à l'Etat, la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) est exigible lors de l'encaissement du prix.

Article 99

Par dérogation aux dispositions de l'article 22 de la loi n°1/10 du 16 novembre 2020 portant modification de la loi n°1/12 du 29 juillet 2013 portant révision de la loi n°1/02 du 17 février 2009 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), la déduction ou le remboursement de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) est conditionné (e) par la vérification du paiement de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) collectée.

A cet effet, le demandeur doit coopérer à ladite vérification. Pour être admise en déduction ou en remboursement, la TVA doit figurer sur une facture électronique envoyée dans la base de données du système de gestion de facturation électronique de l'Office Burundais des Recettes (Electronic Billing Management System « EBMS ») au moment de son établissement.

En outre, la facture dépassant un montant de cinq cent mille francs burundais (500 000 BIF) doit avoir une traçabilité bancaire ou électronique.

Article 100

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, tout importateur de marchandises ou matières premières destinées à la revente ou à l'usage industriel, doit prouver qu'il possède un système de facturation électronique reconnue par l'administration fiscale.

Les modalités d'application du présent article sont déterminées par une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 101

Par dérogation aux dispositions de l'article 24 de la Loi n° 1/10 du 16 novembre 2020 relative à la TVA, cet article est modifié comme suit :

Si le montant de la taxe à déduire en application de l'article 21 est supérieur au montant de la taxe collectée au titre d'une période imposable sur ses opérations réalisées, ou sur les opérations pour lesquelles l'assujetti est tenu de s'acquitter de la taxe en vertu de l'article 51, l'excédent est imputé sur la déclaration ultérieure.

Lorsque chacune des déclarations périodiques portant sur trois périodes imposables consécutives fait apparaître un crédit de taxe, une demande de remboursement peut être déposée au cours du mois suivant la troisième période. Cette demande doit porter sur un montant déterminé par le ministre. Si le crédit de taxe n'atteint pas ce montant, il est reporté sur la déclaration ultérieure.

Néanmoins, le ministre peut, selon les modalités qu'il détermine, permettre à certaines catégories d'assujettis de demander le remboursement de leurs crédits de taxe après chaque période imposable.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 3 du présent article, le crédit TVA qui n'a pas été demandé en remboursement au cours du mois suivant la troisième période, n'est plus accepté en report durant les périodes ultérieures.

Sous réserve des dispositions de l'article 33 de la loi n°1/10 du 16 novembre 2020 régissant la TVA, le contribuable conserve son droit de faire la demande de remboursement de son crédit TVA.

Article 102

Par dérogation aux dispositions de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales, en cas de fraude fiscale, il est institué une procédure exceptionnelle de contrôle fiscal. Cette procédure s'ouvre immédiatement au constat des faits constitutifs de fraude fiscale.

Avant la clôture de ce contrôle, un procès-verbal de constat de fraude fiscale doit être établi et dûment signé par l'agent autorisé de l'Office Burundais des Recettes, dans un délai ne dépassant pas 24 heures, compté à partir de la constatation de l'un ou l'autre des éléments constitutifs de fraude fiscale.

L'établissement des impositions suite à la constatation de fraude fiscale doit être fait dans un délai ne dépassant pas cinq (5) jours ouvrables, comptés à partir de la date de l'établissement et de la signature du procès-verbal.

L'établissement des impositions visé à l'alinéa précédent doit être matérialisé par une note d'imposition immédiatement exigible et recouvrable, malgré tout recours.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions spécifie les circonstances dans lesquelles les dispositions du présent article sont applicables.

Article 103

L'employeur qui recourt à l'emploi d'une main d'œuvre étrangère est tenu au paiement d'une taxe de 4%, calculée sur la base du salaire annuel brut du travailleur concerné. Cette taxe, supportée par l'employeur, est payée annuellement à partir de la date du visa du contrat de travail.

La date limite de paiement de cette taxe est fixée au 31 mars de chaque année.

Le non-respect de ce délai est sanctionné conformément aux dispositions de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 104

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, dans le cadre de suivre la régularité dans le paiement de l'impôt sur le revenu d'emploi, il est institué une obligation légale invitant les ambassades, les organisations onusiennes employant le personnel local à transmettre mensuellement au ministère en charge des affaires étrangères avec une copie à l'Office Burundais des Recettes, les listes de paie dudit personnel ainsi que leur adresse bancaire.

Une ordonnance ministérielle conjointe des ministres ayant respectivement les finances et les affaires étrangères dans leurs attributions, détermine les modalités d'application du présent article.

Article 105

L'Office Burundais des Mines et Carrières (OBM) est tenu de transmettre trimestriellement à l'Office Burundais des Recettes une liste actualisée de tous les exploitants des substances minérales actifs, leurs adresses physiques, leurs productions et leurs recettes mensuelles.

Tout exportateur des minerais a l'obligation d'en établir une déclaration douanière, quel que soit son statut juridique et transmettre mensuellement à l'OBR avec copie à l'OBM, la liste des exploitants et les montants respectifs des retenues relatifs à la part de l'Etat.

Article 106

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, au moins seize pour cent (16%) de la valeur des minerais exploités au Burundi par les exploitants artisanaux ou semi-mécanisés sont versés aux comptes des recettes non fiscales gérés par l'Office Burundais des Recettes.

Les revenus des exploitants artisanaux ou semi-mécanisés et des comptoirs miniers restent soumis à l'impôt sur les revenus.

Article 107

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, la Banque de la République du Burundi vire sur le compte de transit de l'Office Burundais des Recettes, ouvert dans ses livres, 50% de la marge bénéficiaire en francs burundais de l'or exporté.

Article 108

L'Etat a le droit de préemption en cas de minoration des prix de cession des immeubles construits ou non.

Article 109

Le ministre ayant les finances dans ses attributions, conjointement avec le ministre en charge de la justice et le ministre en charge des infrastructures, actualisent par voie d'ordonnance, les taux utilisés lors de la cession immobilière.

Article 110

Il est opéré une redevance informatique de 0,25% de la valeur en douanes par chaque déclaration douanière.

Article 111

Il est opéré une taxe ad valorem de vingt pour cent (20%) sur la soude caustique destinée à la revente.

Toutefois, la taxe ad valorem ne s'applique pas à la soude caustique à usage industriel confirmé par le ministre ayant l'industrie dans ses attributions.

Article 112

Il est opéré une pénalité anti-pollution de trois millions de francs burundais (3 000 000 BIF) par véhicule importé âgé de sept (7) ans et plus.

Une pénalité anti-pollution additionnelle est opérée sur la valeur en douane des véhicules âgés de sept (7) ans et plus. Elle est fixée en pourcentage de la valeur en douane de la manière suivante :

a) Pour les véhicules à moteur à piston alternatif à allumage étincelante d'une cylindrée :

- 1° inférieure ou égale à 1 500 cc : 5% ;
- 2° entre 1 501 cc et 3 000 cc : 10% ;
- 3° au-delà de 3 000 cc : 15% ;
- 4° pour les autres véhicules : 15% ;

b) Pour les véhicules à moteur à piston, à allumage par compression (diesel ou semi diesel) d'une cylindrée :

- 1° inférieure ou égale à 1 500 cc : 5% ;
- 2° entre 1 501 cc à 2 500 cc : 10% ;
- 3° au-delà de 2 500 cc : 15% ;
- 4° pour les autres véhicules : 15%.

Article 113

La redevance routière est fixée à un montant de soixante-quinze de francs burundais (75 BIF) par litre de carburant consommé.

Article 114

Il est opéré une redevance annuelle environnementale forfaitaire fixée comme suit :

- pour les motocyclettes, tricycles et les quadricycles :
 - 1° les motocyclettes : dix mille francs burundais (10 000 BIF)
 - 2° Les tricycles et les quadricycles à moteurs : vingt mille francs burundais (20 000 BIF) ;
- pour les véhicules et les autres engins d'un poids :
 - 1° inférieur ou égal à 1400 kg : cinquante mille francs burundais (50 000 BIF) ;
 - 2° de 1 401kg à 2500 kg : cent mille francs burundais (100 000 BIF) ;
 - 3° de 2501kg à 3500kg : cinq cent mille francs burundais (500 000 BIF) ;
 - 4° de 3 501kg à 9000kg : un million de francs burundais (1 000 000 BIF) ;
 - 5° de 9001kg et plus : un million cinq cent mille francs burundais (1 500 000 BIF).

Cette redevance est payable au plus tard le 31 mars de chaque année.

Le retard de paiement de cette redevance est passible d'une amende de cinquante pour cent (50%) majorée d'un pour cent (1%) par mois de retard.

La redevance des véhicules et motos acquise au cours de l'année est calculée suivant le prorata.

Pour les nouvelles mises en consommation à partir du 01 avril, cette redevance est payée avant la mise en circulation au prorata des mois d'utilisation restant de l'exercice budgétaire.

Les véhicules de l'Etat, des missions diplomatiques et consulaires, des organismes internationaux, des organisations non gouvernementales ayant signé des conventions avec le Gouvernement du Burundi dans le cadre de l'exécution de leurs missions ainsi que les véhicules électriques ne sont pas concernés par cette disposition.

Toutefois, cette redevance est appliquée forfaitairement à tous les véhicules de transport en commun de plus de douze (12) places à hauteur de cent mille francs burundais (100 000 BIF).

Article 115

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, il est institué une redevance environnementale annuelle de :

1. trois millions de francs burundais (3 000 000 BIF) pour les exploitants des sites aménagés pour les activités funéraires ;
2. un million de francs burundais (1 000 000 BIF) pour les stations de lavage des véhicules ;
3. deux millions de francs burundais (2 000 000 BIF) pour l'obtention ou le renouvellement d'une licence d'exploitation des services de sauna.

Ces redevances sont payables au plus tard le 31 décembre de chaque année. En cas de retard de paiement, une pénalité de 50% est appliquée.

Article 116

Il est opéré un impôt forfaitaire libératoire trimestriel sur le transport rémunéré. L'impôt est fixé comme suit :

1° camion :

- a) de moins de 7 tonnes : trente-neuf mille de francs burundais (39 000 BIF) ;
- b) de 7 à 10 tonnes : cinquante-quatre mille de francs burundais (54 000 BIF) ;
- c) de plus de 10 tonnes : deux cent mille de francs burundais (200.000 BIF) ;

2° bus de plus de 35 places : cinquante-quatre mille de francs burundais (54 000 BIF) ;

3° bus de plus de 18 à 35 places : trente-neuf mille de francs burundais (39 000 BIF) ;

4° bus de 12 à 18 places : vingt-quatre mille de francs burundais (24 000 BIF) ;

5° taxi voiture : vingt mille de francs burundais (20 000 BIF) ;

6° tricyclomoteur : quinze mille de francs burundais (15 000 BIF) ;

7° taxi moto : quinze mille de francs burundais (15 000 BIF).

Les contribuables tenus par les lois fiscales de faire une comptabilité complète ne sont pas concernés par cet article.

Article 117

Il est opéré des sanctions aux contrevenants des cas de fraude relative à l'utilisation des plaques et de la carte d'immatriculation des véhicules et motos déclassés ou hors usage.

Ces mesures disposent que :

- 1° celui qui vend ou cède un véhicule outre cycle, cyclomoteur ou véhicule à propulsion ou qui le met temporairement ou définitivement hors usage, doit en faire la déclaration dans trente (30) jours calendaires à l'Office Burundais des Recettes. Cette déclaration est faite simultanément avec la remise de la carte d'immatriculation et des plaques ;
- 2° l'absence de la déclaration et de la remise volontaire de la carte et des plaques dans les délais prévus au paragraphe précédent, entraîne une amende de cinq cent mille de francs burundais (500 000 BIF) ;
- 3° celui qui utilise les plaques des véhicules ou motos hors usage ou qui utilise d'une manière frauduleuse les plaques ou la carte d'immatriculation d'un autre véhicule, commet une infraction et est passible sans préjudice des autres sanctions pénales prévues pour faux et usage de faux, d'une amende de :
 - deux millions de francs burundais (2 000 000 BIF) pour les motos et motos tricycles ;
 - cinq millions de francs burundais (5 000 000 BIF) pour les véhicules de tourisme de type voiture, jeep ;
 - sept millions de francs burundais (7 000 000 BIF) pour les véhicules de transport de passagers de type bus et les véhicules de transport dont la capacité de chargement est inférieure ou égale à dix (10) tonnes ;
 - dix millions de francs burundais (10 000 000 BIF) pour les véhicules de transport dont la capacité de chargement est supérieure à dix (10) tonnes.

La présente disposition couvre également la vente et la cession des véhicules avec immatriculation temporaire qui doivent se réaliser dans les conditions prévues par la législation douanière de la Communauté Est-Africaine sur le régime d'admission temporaire.

Article 118

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, il est opéré une surtaxe de trente pour cent (30%) de la valeur en douane sur le lait liquide et les produits laitiers importés, excepté le lait en poudre.

Article 119

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, le terme importation désigne toute opération d'import faite en dehors de la Communauté Est Africaine.

Article 120

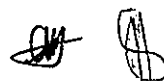
L'annulation ou la modification d'une déclaration et de tout document, précédent, attaché ou suivant, lié à la déclaration est faite moyennant paiement d'une somme de deux cent mille de francs burundais (200 000 BIF) par déclaration et pour chaque document à la charge de l'agence en douane, auteur de la déclaration.

Article 121

La réactivation d'une agence en douane désactivée pour cause de fraude ou d'infraction douanière avérée se fait moyennant paiement d'un montant de dix millions de francs burundais (10 000 000 BIF).

Article 122

Tout gestionnaire qui collecte des recettes publiques et qui ne les verse pas sur le compte du Trésor dédié à cet effet, endéans 48 heures, est passible d'une amende équivalente à cent pour cent (100%) du montant de la collecte.



Lorsque les 48 heures entrent dans une succession des jours fériés, l'agent concerné est tenu de faire le versement le premier jour ouvrable suivant.

Article 123

Une carte d'agrément est obligatoire pour :

- une agence de transport aérien, terrestre et maritime ;
- un établissement d'auto-école ;
- un garage.

Les frais d'acquisition de cette carte sont fixés comme suit :

a) agence de transport intérieur terrestre :

- par voitures : 250 000 BIF ;
- par minibus : 500 000 BIF ;
- par bus : 1 000 000 BIF ;
- des marchandises par des poids lourds : 1 500 000 BIF ;

b) agence de transport international terrestre :

- par voitures, enregistrée à l'étranger : 200 USD ;
- par voitures, enregistrée au Burundi : 250 000 BIF ;
- par minibus, enregistrée à l'étranger : 400 USD ;
- par minibus, enregistrée au Burundi : 500 000 BIF ;
- par bus, enregistrée à l'étranger : 400 USD ;
- par bus, enregistrée au Burundi : 1 000 000 BIF ;
- de convoi des véhicules importés de l'étranger : 10 000 000 BIF ;
- des marchandises par des poids lourds, enregistrée au Burundi : 4 000 000 BIF ;
- des marchandises par des poids lourds, enregistrée à l'étranger : 2000 USD ;

c) agence de vente des billets d'avion :

- agence étrangère de voyage aérien : 1 000 USD ;
- agence nationale de voyage aérien : 1 000 000 BIF ;

d) bateaux navigants dans les eaux intérieures :

- bateaux de pêche artisanal : 10 USD ;
- bateaux de pêche industriel : 50 USD ;
- bateaux de plaisance transportant moins de 5 personnes : 50 USD ;
- bateaux de plaisance transportant 5 personnes et plus : 100 USD ;
- bateaux commerciaux à capacité inférieure à 100 tonnes : 45 USD ;

- bateaux commerciaux à capacité > 100 tonnes et ≤ 500 tonnes : 200 USD ;
- bateaux commerciaux à capacité > 500 tonnes et ≤ 1000 tonnes : 300 USD ;
- bateaux commerciaux à capacité > 1 000 tonnes : 500 USD ;

e) établissement d'auto-écoles : 1 000 000 BIF ;

f) établissement d'un garage : 1 500 000 BIF.

Tout chauffeur individuel qui n'est pas employé dans les agences de transport des véhicules importés, n'est pas concerné par la carte d'agrément. Cependant, il doit être en possession d'une quittance de paiement de l'Office Burundais des Recettes d'un montant de cent mille francs burundais (100 000 BIF) chaque fois qu'il apporte un véhicule.

La requête d'ouverture est adressée au ministre ayant en charge les transports, accompagnée des documents et informations suivants :

- registre de commerce ;
- numéro d'identification fiscale ;
- adresse physique, électronique et contact.

Les modalités d'obtention et de renouvellement de la carte d'agrément sont déterminées par une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement le transport et les finances dans leurs attributions.

Article 124

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, il est institué une redevance annuelle de cinq millions de francs burundais (5 000 000 BIF) pour l'obtention d'un code importateur et d'un million de francs burundais (1 000 000 BIF) pour l'obtention d'un code exportateur.

Article 125

Par dérogation aux dispositions des articles 72 et 74 de la Loi n°1/09 du 15 mai 2025 portant modification de la Loi n°1/02 du 03 mars 2016 portant réforme de la fiscalité communale au Burundi, les frais annuels d'obtention ou de renouvellement d'une licence d'exploitation des débits de boissons, restaurants et hôtels de différentes catégories sont collectés par l'Office Burundais des Recettes.

Pour les exploitants des débits de boissons et boîtes de nuit, les catégories et les frais y relatifs sont déterminés comme suit :

Etablissement Commercial	Modèle	Catégorie	Ajout par rapport au prix officiel	Montant à payer
Débit de boissons	A		0	50 000
	B	B1	De 1 à 200	1 000 000
		B2	De 201 à 500	2 000 000
		B3	De 501 à 1000	3 000 000
	C	C1	De 1001 à 2 000	10 000 000
		C2	De 2001 à 3 000	20 000 000
		C3	De 3001 à 5 000	30 000 000
		C4	De 5001 et plus	50 000 000
Boîte de nuit	D			50 000 000

Pour les exploitants des restaurants, les catégories et les frais y relatifs sont déterminés comme suit :

Etablissement Commercial	Modèle	Catégorie	Prix moyen par repas	Montant à payer
Restaurant	A	-	≤ 3000	50 000
	B	B1	3001-5000	500 000
		B2	5001-15 000	1 000 000
	C	C1	15 001- 25 000	2 000 000
		C2	25 001- 35 000	3 000 000
		C3	35 001 - 45 000	4 000 000
		C4	45 001 et plus	5 000 000

Pour les exploitants des hôtels/motels, les catégories et les frais y relatifs sont déterminés comme suit :

Modèle	Prix moyen par chambre	Nombre de chambres/montant à payer			
		≤ 10	> 10 ≤ 30	>30≤50	>50
A	≤10 000	50 000	100 000	200 000	300 000
	10 001-20 000	100 000	200 000	300 000	400 000
B	20 001-30 000	200 000	300 000	400 000	500 000
C	30 001 et plus				1 000 000

Tout établissement offrant des services mixtes (hôtel/motel, restauration, bar ou boîte de nuit) doit se munir d'une licence d'exploitation pour chaque service.

Toutefois, les services connexes à l'activité principale de l'établissement ne sont pas soumis à l'obligation d'obtention d'une licence d'exploitation s'ils sont limités uniquement aux clients bénéficiaires de l'activité principale.

Les exploitants des débits de boissons, de restaurants et des hôtels/motels doivent afficher les licences d'exploitation et les tableaux ci-haut mentionnés sur les prix à pratiquer dans un endroit visible par les consommateurs.

Le non-affichage de la licence, des tableaux sur les prix et/ou la preuve de paiement des frais y relatifs est sanctionné par une amende d'un million de francs burundais (1 000 000 BIF).

Tout exploitant des débits de boissons, restaurants, hôtels/motels et boîtes de nuit sans licence y relative ou sans preuve de paiement des frais y relatifs est passible d'une amende de 100% des frais de la licence.

Tout exploitant de débit de boissons, restaurant, hôtel/motel et boîte de nuit qui s'arroge le droit de vendre les boissons à un prix non conforme à la licence pour laquelle il avait obtenu l'autorisation, est passible d'une amende égale au montant de la licence correspondant aux prix pratiqués.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et le commerce dans leurs attributions, détermine les critères d'éligibilité dans les différentes catégories d'exploitation des débits de boissons et des restaurants.

Article 126

Sans préjudice des dispositions de l'article 90, litera a) point 4 de la présente loi, il est institué une surtaxe additionnelle de 50% de la valeur en douane sur les bières importées.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et le commerce dans leurs attributions, détermine les modalités pratiques ainsi que l'établissement de la liste des autres produits à soumettre à cette surtaxe.

Article 127

Les frais de dix mille francs burundais (10.000 BIF) sont appliqués pour l'impression d'un duplicata d'une quittance de paiement ou d'un certificat d'immatriculation fiscale, du certificat d'enregistrement à la TVA, lorsque l'impression découle de l'initiative du bénéficiaire.

Il est également opéré une redevance de vingt mille francs burundais (20 000 BIF) pour la délivrance d'une attestation fiscale ou de l'autorisation spéciale tenant lieu d'attestation fiscale.

Article 128

Il est fixé dans la filière palmier à huile les frais suivants :

- 300 000 BIF pour l'obtention d'une autorisation d'implantation d'une unité d'extraction artisanale améliorée ;
- 200 000 BIF par an pour l'obtention d'une licence d'exploitation des unités d'extraction artisanale améliorée ;
- 500 000 BIF par an pour l'obtention d'une licence d'exploitation des huileries d'extraction semi-industrielle ;
- 1 000 000 BIF par an pour l'obtention d'une licence d'exploitation des huileries industrielles.

Les modalités d'application du présent article sont déterminées par une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement l'agriculture et les finances dans leurs attributions.

Article 129

Les prix de location ou de concession des palmeraies du domaine privé de l'Etat sont actualisés.

Les recettes issues de cette mise en location ou concession sont versées sur les comptes de transit des recettes fiscales et non fiscales de l'Office Burundais des Recettes.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement l'agriculture et les finances dans leurs attributions fixe les modalités d'application du présent article.

Article 130

Il est opéré un système de taxation spécifique sur les cigarettes contenant du tabac en remplacement du système de taxation ad-valorem pour le calcul de la taxe de consommation. Le montant de la taxe spécifique applicable est de quarante francs burundais (40 BIF) par tige de cigarette.

Cette taxe s'applique aux cigarettes produites localement ainsi qu'aux cigarettes importées.

Pour les autres types de tabacs importés, la taxe de consommation est calculée suivant la position tarifaire comme suit :

- a) 2404.11.00 : 30 BIF/pièce ;
- b) 2404.12.00 : 200 BIF/ml ;
- c) 2403.99.00 : 24000 BIF/kg ;
- d) 2404.91.00 : 40000 BIF/kg.

Article 131

Il est opéré une taxe à l'exportation des peaux brutes de quatre-vingt pour cent (80%) sur la valeur FOB ou de 0.52 USD par kg suivant la valeur la plus élevée.

Article 132

Il est opéré une taxe spécifique de téléphonie mobile sur le trafic national.

Cette taxe est de cinquante-deux francs burundais (52 BIF) par minute d'appel. La Taxe sur la Valeur Ajoutée et la taxe à la consommation sont supprimées sur les minutes d'appel.

En vue de lutter contre la fraude et sur demande de l'administration fiscale, les contrôles inopinés sont autorisés.

Article 133

Il est opéré une taxe spécifique de messagerie mobile. Cette taxe est fixée à cinq francs burundais (5 BIF) par message. La Taxe sur la Valeur Ajoutée sur les messages visés par cet article est supprimée.

Les modalités spécifiques d'application de cette taxe sont fixées par une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 134

Il est opéré une redevance de 0,08 USD par message sur les messages internationaux entrants. Les modalités d'application de cet article sont fixées par une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et la communication dans leurs attributions.

Article 135

Il est opéré une redevance de sûreté de 2% de la valeur des importations sur les marchandises importées à l'exception des produits pétroliers, des importations destinées à l'usage officiel des missions diplomatiques et des organismes spécialisés des Nations Unies, à la Présidence de la République, aux secteurs de la défense et de la police ainsi qu'aux dons faits à l'Etat par des organismes d'assistance ou les partenaires au développement.

La redevance de sûreté est affectée prioritairement à l'acquisition des infrastructures et équipements de contrôle et d'acheminement des marchandises à l'importation et à l'exportation.

En outre, une fois par législature pour un parlementaire ou une fois au cours de l'exercice de la fonction d'un membre du Gouvernement, un véhicule de type affaires et promenade à usage personnel, est également exonéré de cette redevance.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités d'application.

Article 136

Il est opéré une taxe ad valorem de 1,5% de la valeur en douane sur toutes les importations, exception faite de celles :

- a) régies par des lois, les conventions internationales, traités ratifiés et contrats internationaux signés par le Burundi qui prévoient dans leurs dispositions l'exonération de toutes les taxes à l'importation ;
- b) effectuées par les services publics qui fonctionnent sur base du budget de l'Etat ;
- c) du carburant ;
- d) des denrées alimentaires suivant une liste déterminée par une ordonnance du ministre en charge des finances ;
- e) effectuées par des Missions Diplomatiques ou Consulaires.

Article 137

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, il est institué une redevance d'intégration régionale de 2% de la valeur en douane sur les importations dont l'origine est hors pays de l'Union Africaine, exception faite des produits pétroliers, des importations destinées à l'usage officiel des missions diplomatiques et des organismes spécialisés des Nations Unies, à la Présidence de la République, aux secteurs de la défense et de la police ainsi qu'aux dons faits à l'Etat par des organismes d'assistance ou des partenaires au développement.

Cette redevance est collectée via les comptes de transit de l'Office Burundais des Recettes et virée mensuellement sur un compte dédié, ouvert à cet effet à la Banque de la République du Burundi.

Article 138

La taxe de consommation n'est pas exigible aux importations bénéficiant de la franchise fiscale et douanière dans le cadre des instruments juridiques nationaux et communautaires.

Article 139

Il est opéré une redevance annuelle d'obtention ou de renouvellement des admissions temporaires (IT) pour un montant de trois cent mille francs burundais (300 000 BIF) par véhicule, moto ou tout autre bien soumis au régime d'admission temporaire.

Les véhicules et engins des projets dont la destination finale est le territoire burundais ne sont pas éligibles au régime d'admission temporaire.

Article 140

Les sanctions applicables en cas de violation des dispositions relatives à la collecte de la taxe de consommation sur les produits fabriqués localement sont celles en vigueur pour les impôts sur les revenus conformément à la loi sur les procédures fiscales.

Les sanctions applicables en cas de violation des dispositions relatives à la collecte de la taxe de consommation sur les produits importés sont celles prévues dans la loi douanière de la Communauté Est-Africaine.

Article 141

Les prix des documents de voyage sont fixés comme suit :

- passeport ordinaire : trois cent mille francs burundais (300 000 BIF) ;
- passeport de service : cent trente-cinq mille francs burundais (135 000 BIF) ;
- passeport diplomatique : cent trente-cinq mille francs burundais (135 000 BIF) ;
- laisser-passer : cinquante mille francs burundais (50 000 BIF) ;
- carte CEPGL : trente mille francs burundais (30 000 BIF).

Article 142

Le prix de la plaque d'immatriculation comprend une taxe de cent mille francs burundais (100 000 BIF) pour les véhicules et de cinquante mille francs burundais (50 000 BIF) pour les motos.

La taxe de la carte d'immatriculation est fixée à cent mille francs burundais (100 000 BIF) pour les véhicules et cinquante mille francs burundais (50 000 BIF) pour les motos.

Article 143

Il est opéré une taxe additionnelle sur la plaque d'immatriculation personnalisée. Cette taxe est fixée à cinq cent mille francs burundais (500 000 BIF) par caractère et par an. Le nombre de caractères varie de cinq (5) à huit (8). En cas de non renouvellement ou de non remise de la plaque personnalisée, une amende de vingt mille francs burundais (20 000 BIF) par jour est appliquée à partir du jour suivant la date d'expiration.

Article 144

Par dérogation à l'article 5 du décret-loi n°1/18 du 10 juillet 1978 relatif aux impôts réels, l'article 1 du décret-loi n°1/039 du 31 décembre 1990 portant modification de la loi n°1/02 du 17 février 1964 relative aux impôts réels et la loi n°1/26 du 23 novembre 2012 portant Code de la circulation routière, les tarifs sont fixés comme suit :

a) pour les permis de conduire :

- permis de conduire national : cent mille francs burundais (100 000 BIF) ;
- permis de conduire international : cent trente-cinq mille francs burundais (135 000 BIF) ;
- permis de conduire provisoire : vingt mille francs burundais (20 000 BIF).

b) pour le contrôle technique des véhicules, les tarifs sont fixés en BIF comme suit :

- carte de véhicule sécurisée	: 5 000 ;
- duplicata de la carte de véhicule sécurisée	: 10 000 ;
- moto	: 22 000 ;
- voiture	: 56 600 ;
- jeep	: 68 000 ;
- bus/minibus	: 70 000 ;
- camionnette	: 85 500 ;
- camion/type Fuso	: 120 000 ;
- grand camion	: 137 500 ;
- véhicule/tracteur	: 150 000 ;
- véhicule spécial	: 150 000 ;

- véhicule de transport des matières dangereuses : 150 000.

c) les tarifs des services d'octroi des permis de transport et l'affectation des recettes sont fixés en BIF comme suit :

1° délivrance des permis de transport local :

- carte de véhicule sécurisée	: 5 000 ;
- duplicata de la carte de véhicule sécurisée	: 10 000 ;
- moto	: 19 000 ;
- voiture/jeep	: 19 000 ;
- véhicule de 10 à 18 places assises	: 19 000 ;
- véhicule de plus de 18 places assises	: 22 800 ;
- camionnette	: 22 800 ;
- camion et benne (de 3 à 10 tonnes)	: 45 600 ;
- camion et benne (de plus de 10 tonnes)	: 68 400 ;
- camion remorque	: 106 400 ;

2° délivrance des permis de transport international :

- voiture/jeep	: 38 000 ;
- véhicule de 10 à 18 places assises	: 40 000 ;
- véhicule de 18 à 30 places assises	: 45 000 ;
- véhicule de 30 à 60 places assises	: 60 000 ;
- véhicule de plus de 60 places assises	: 100 000 ;
- camion	: 150 000 ;
- camion remorque	: 200 000 ;

Article 145

Il est opéré une amende pour retard de renouvellement de la carte d'entrée de véhicules. Le montant de l'amende est fixé à une somme équivalente à trente dollars américains (30 USD) par mois de retard.

Article 146

Il est appliqué un impôt sur la fortune sur les opérations suivantes :

- a) cinq pour cent (5%) de la valeur en douane sur les véhicules importés de type affaires et promenade à grosse cylindrée de 3500 cc et plus, à l'exception de ceux importés par des personnes physiques ou morales bénéficiant de l'exonération.

A partir de l'importation du 2^{ème} véhicule de même type, l'impôt sur la fortune passe du taux de 5% au double, au triple, ainsi de suite ;

- b) cinq pour cent (5%) de la valeur hors TVA d'un immeuble ou d'une fraction d'immeuble, bâti ou non bâti, dont la valeur marchande ou celle de contre-expertise, selon la valeur la plus élevée, est égale ou supérieure à cinq cent millions de francs burundais (500 000 000 BIF) ;
- c) cinq pour cent (5%) de la valeur hors TVA à partir du troisième immeuble ou d'une fraction d'immeuble, bâti ou non bâti. Si le troisième immeuble atteint la valeur marchande ou celle de contre-expertise, selon la valeur la plus élevée, égale ou

supérieure à cinq cent millions de francs burundais (500 000 000 BIF), un taux de 10% est applicable.

Cet impôt est supporté par l'acquéreur.

Article 147

La construction d'une maison dans les périmètres urbains, sur les terrains viabilisés et non viabilisés, doit préalablement obtenir une autorisation de bâtir soumise à une taxe de bâtisse.

Le taux de la taxe de bâtisse est de un pour mille (1‰) du montant du devis, validé par les services habilités.

Toute personne physique ou morale qui construit dans les périmètres visés par l'alinéa précédent est tenue d'afficher la référence de l'autorisation de bâtir sur son chantier ainsi que la preuve de paiement de la taxe de bâtisse.

Sans préjudice du paiement de la taxe due, le non-affichage sur le chantier du numéro de référence de l'autorisation de bâtir est sanctionné par une amende de cinq cent mille de francs burundais (500 000 BIF).

Toute personne qui commence la construction sans autorisation est sanctionnée, en plus du paiement d'un pour mille (1‰) du devis établi par un expert autorisé aux frais du contribuable, par une amende d'un million de francs burundais (1 000 000 BIF).

Les modalités d'application du présent article sont fixées par une ordonnance conjointe des ministres en charge des finances et des infrastructures.

Article 148

Par dérogation à l'annexe de la loi n°1/05 du 20 février 2020 portant fixation des droits d'enregistrement en matière foncière, le point IV est modifié comme suit :

Le tarif pour toute inscription, renouvellement ou transfert d'hypothèque portant sur un immeuble ou un droit réel immobilier enregistré est fixé à 0,5% du montant total de la créance ou du crédit octroyé.

Article 149

Les contrats portant sur les transactions d'actes constitutifs ou translatifs de droits réels ainsi que les contrats de bail immobiliers dans le périmètre urbain, doivent obligatoirement être rédigés en la forme authentique par devant notaire et authentifiés par le dépôt au rang des minutes d'un notaire.

Les actes constitutifs ou translatifs de droits réels immobiliers doivent mentionner tous les frais et toutes les taxes applicables à ces transactions qui seront exigibles au plus tard 30 jours après la signature de l'acte authentique.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions, détermine le format du contrat de cession immobilière, les mentions obligatoires sur les contrats ainsi que leurs modalités d'application.

Article 150

Tout propriétaire d'une propriété foncière est tenu d'acquérir un titre foncier électronique sécurisé.

Les frais d'acquisition du titre foncier électronique sécurisé sont fixés selon l'emplacement géographique et la superficie de la parcelle. Les tarifs par catégorie se présentent comme suit :

- catégorie A : 150 000 BIF par are ;

- catégorie B : 100 000 BIF par are ;
- catégorie C : 50 000 BIF par are ;
- catégorie D : 25 000 BIF par are ;
- catégorie E : 12 000 BIF par are.

Toutefois, aucun titre ne peut dépasser une valeur de 3 000 000 BIF.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et la justice dans leurs attributions détermine la composition de ces catégories, les emplacements et les modalités d'application du présent article.

Article 151

Tout titulaire d'un titre foncier a l'obligation de demander le titre électronique sécurisé moyennant paiement des frais prévus à l'article précédent de la présente loi. Cette demande doit être introduite avant le 31 mars 2027.

La demande est introduite sur un formulaire établi à cet effet par la direction des titres fonciers et du cadastre national et postée sur le site du ministère en charge de la justice.

Une amende de 50% du montant du titre sécurisé est infligée à tout titulaire d'un titre foncier qui ne respecte pas la date limite fixée à l'alinéa premier du présent article.

Article 152

Les compagnies d'assurance sont soumises au versement des contributions annuelles. Le montant de la contribution est obtenu en multipliant par 1,5% le chiffre d'affaires qui est le montant total des primes brutes de l'année précédente nettes des annulations.

Cette contribution n'est pas déductible des revenus imposables. Elle est déclarée et payée au plus tard le 31 mars qui suit la période imposable.

Les amendes pour déclaration et paiement tardifs et/ou sous-estimation sont celles prévues par la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 153

L'acquisition d'une Carte d'Assistance Maladie est obligatoire pour tout ménage qui n'est affilié à aucune autre mutualité d'assistance maladie.

Cette obligation d'avoir une Carte d'Assistance Maladie s'étend également à toute personne du ménage ayant atteint l'âge de dix-huit (18) ans révolus.

Cette Carte d'Assistance Maladie a une validité de douze (12) mois et son coût est fixé à trois mille de francs burundais (3 000 BIF).

La date limite d'acquisition de cette carte est fixée au plus tard le 31 mars de chaque année.

Les recettes issues de la vente des Cartes d'Assistance Maladie (CAM) reviennent à la fiscalité de l'Etat gérée par l'Office Burundais des Recettes.

Une ordonnance ministérielle conjointe, des ministres ayant respectivement les finances et la santé dans leurs attributions, détermine les modalités d'application du présent article.

Article 154

Par dérogation aux dispositions de l'article 28 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, cet article

est modifié comme suit :

Le montant de l'impôt sur le revenu exigible est calculé sur base de la déclaration annuelle et diminué ensuite :

1. des retenues opérées conformément aux articles 119 et 120 ;
2. des acomptes trimestriels provisionnels effectués durant l'exercice fiscal en application de l'article 126 ;
3. du crédit d'impôt pour l'impôt payé à l'étranger conformément à l'article 14 ;
4. de l'impôt payé au titre de la vente de tout actif servant à réaliser les activités d'affaires tel que prévu à l'article 37, alinéa 2 ;
5. de toute autre retenue qui représente un acompte de l'impôt sur le revenu.

L'impôt dû est déclaré et payé à l'administration fiscale au plus tard à la date limite de dépôt de la déclaration, qui est pour l'application de la présente loi, le quinzième jour du mois suivant celui de la réalisation du revenu, pour les déclarations mensuelles, et au plus tard le dernier jour du troisième mois après la clôture de l'exercice comptable pour les déclarations annuelles exception faite pour la déclaration récapitulative annuelle prévue par l'article 115 de la loi relative aux impôts sur les revenus.

Article 155

Par dérogation aux dispositions de l'article 30 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, cet article est modifié comme suit :

Sont considérés comme revenus d'emploi les revenus suivants :

1. les salaires, les traitements, les indemnités et les allocations de toute nature, les jetons de présence et les tantièmes, les primes et les rémunérations diverses ;
2. le paiement au titre de l'acquittement ou du remboursement des frais engagés par l'employé ou une personne liée à celui-ci, sans rapport avec les activités d'affaires de l'employeur ;
3. les paiements au titre de l'acceptation par l'employé de certaines conditions de travail ;
4. les indemnités de licenciement, de perte d'emploi ou de résiliation du contrat, à l'exception des indemnités de décès ;
5. les indemnités de fin de carrière, de fin de mandat ou de départ à la retraite ;
6. les pensions, les rentes ou les indemnités accordées par les fonds de pension qualifiés, les caisses de sécurité sociale de l'Etat et les organismes complémentaires de sécurité sociale suite au départ à la retraite ;
7. tout paiement occulte ou autre avantage que l'employé reçoit d'une tierce personne ;
8. les autres paiements ou avantages effectués au titre d'un emploi actuel, antérieur ou futur qui n'entrent pas dans une des catégories prévues aux articles 32 à 34.

L'administration fiscale doit être informée de la non existence des redevables de l'impôt sur le revenu d'emploi dans un délai de trois (3) mois avant la rupture du contrat ou cessation d'activités.

Article 156

Par dérogation aux dispositions de l'article 122 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, cet article est modifié comme suit :

Une retenue de quinze pour cent (15%) est pratiquée sur les paiements ci-après effectués par les personnes résidentes y compris les personnes exonérées d'impôt :

- 1° les dividendes ou participations aux bénéfices versés par une société résidente à une autre société résidente, aux actionnaires ou aux employés ;
- 2° les paiements d'intérêts de toute nature à l'exception des intérêts payés entre les banques, les établissements financiers et les microfinances soumis à l'impôt sur les revenus ;
- 3° les redevances à l'exception de celles payées à l'Etat ;
- 4° les rémunérations de prestations fournies par des personnes non-résidentes au Burundi, à condition qu'elles ne soient pas attribuables à un établissement stable au Burundi ;
- 5° les frais d'étude, de siège, d'assistance technique, financière ou comptable, que les personnes morales résidentes payent à des personnes non-résidentes, à condition qu'ils ne soient pas attribuables à un établissement stable au Burundi ;
- 6° les locations des véhicules et autres engins, à l'exception de celles effectuées par les contribuables qui en font la profession.

Néanmoins, il est opéré les redevances et une contribution aux activités socioéconomiques pour toute sorte de jeux de hasard et d'argent comme suit :

1. redevance sur les dépôts pour chaque type de jeu (sportif et virtuel) : 10% de dépôt ;
2. redevance sur les retraits des joueurs : 10% sur le retrait ;
3. contribution aux activités socio-économiques : 10% du bénéfice brut des sociétés de jeux de hasard ;
4. redevance sur les jeux occasionnels/promotionnels (Tombola) : 10% du montant des lots à gagner.

Toutefois, les services dont les dépôts se font par le biais des crédits de communication ne sont pas concernés par cet article.

Une ordonnance conjointe, des ministres ayant respectivement les finances et le commerce dans leurs attributions, détermine les modalités de répartition des redevances issues des jeux de hasard.

Article 157

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, les intérêts payés sur les prêts et avances reçus des personnes liées ne sont pas déductibles dans la mesure où ils excèdent trente pour cent (30%) des bénéfices imposables déterminés avant la déduction des intérêts payés sur ces prêts et avances.

Les intérêts échus non payés entre les personnes liées ne sont pas déductibles.

Le taux d'intérêt ne doit pas être supérieur au taux moyen du marché local.

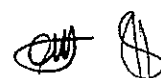
Article 158

Par dérogation aux dispositions de l'article 49 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, cet article est modifié comme suit :

Une transaction libellée en monnaie étrangère doit être enregistrée initialement au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la clôture de l'exercice fiscal, les avoirs en devises étrangères, y compris les créances et dettes, sont évalués au taux de change en vigueur du franc burundais le dernier jour de l'exercice fiscal.

Les gains et pertes de change résultant du règlement d'éléments monétaires ou de la conversion



d'éléments monétaires à des cours différents de ceux auxquels ils ont été convertis lors de leur comptabilisation initiale, doivent être pris en compte pour le calcul des bénéfices imposables.

Article 159

Il est opéré un prélèvement forfaitaire libératoire d'impôt sur le revenu d'un montant de cinquante mille francs burundais (50 000 BIF) par déclaration douanière. Ce prélèvement est de dix mille francs burundais (10 000 BIF) par déclaration simplifiée.

Toutefois, les revenus issus des autres activités ne sont pas soumis à ce prélèvement, ils sont déclarés conformément aux lois en vigueur.

Article 160

Il est appliqué un prélèvement forfaitaire libératoire d'impôt sur les revenus réalisés par les intermédiaires dans les opérations de transfert d'argent mobile. Ce prélèvement qui est fixé à un pour cent (1%) de la commission perçue par l'intermédiaire, est opéré, déclaré et reversé par l'opérateur dans les mêmes conditions que les autres prélèvements forfaitaires libératoires d'impôt sur les revenus.

Article 161

Pour le transport international routier, une contribution spéciale forfaitaire annuelle, collectée par l'Office Burundais des Recettes, est adoptée.

Le montant de la contribution forfaitaire annuelle est fixé comme suit :

- agence de transport international routier des personnes par véhicules de moins de trente (30) places assises, enregistrée au Burundi : 100 000 BIF ;
- agence de transport international routier des personnes par véhicules de plus de trente (30) places assises, enregistrée au Burundi : 200 000 BIF ;
- agence de transport international routier des personnes par véhicules de moins de trente (30) places assises, enregistrée à l'étranger : 60 USD ;
- agence de transport international routier de personnes par véhicules de plus de trente (30) places assises, enregistrée à l'étranger : 150 USD ;
- agence de transport international routier des véhicules importés de l'étranger : 400 000 BIF ;
- agence de transport international routier des marchandises par des poids lourds, enregistrée au Burundi : 800 000 BIF ;
- agence de transport des véhicules importés de l'étranger : 2 000 000 BIF.

La date limite de paiement de cette contribution spéciale forfaitaire est fixée au 31 mars de l'année avec une amende de cinquante pour cent (50%) pour les retardataires.

Les agences de transport se créent et s'administrent dans le respect de la législation en vigueur.

Article 162

Il est opéré un prélèvement forfaitaire de cinq pour cent (5%) sur la rémunération des services de convoi des véhicules importés applicable sur le fret intérieur.

Article 163

Il est opéré une redevance téléphonique de 0,10 USD par minute sur les appels internationaux entrants.

Article 164

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, il est instauré un système de redevance ad valorem dans le secteur de la pêche.

Un contrat de partenariat public-privé entre le promoteur et l'Etat du Burundi, représenté par le ministre en charge des finances détermine les modalités de collecte et de partage de cette redevance.

Article 165

Il est opéré un système de vignettes fiscales pour l'étiquetage de certains produits importés. Le coût de la vignette fiscale est fixé à un montant équivalent à cinq cent soixante-seize de francs burundais (576 BIF).

Une ordonnance conjointe, des ministres ayant les finances et le commerce dans leurs attributions, détermine les modalités d'application du présent article.

Article 166

Il est opéré une taxe de dix-huit pour cent (18%) sur les frais appliqués aux services de données mobiles. La Taxe sur la Valeur Ajoutée sur les services visés par cet article est supprimée.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions, détermine les modalités d'application de cet article.

Article 167

Il est opéré une taxe OTT « Over The Top » et communication IP « Internet Protocol » de cent francs burundais (100 BIF) par jour par souscription et cent mille de francs burundais (100 000 BIF) par abonnement mensuel.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions, détermine les modalités d'application de cet article.

Article 168

Il est appliqué un prélèvement de 10% sur les revenus de source burundaise réalisés par les plateformes de diffusion des contenus numériques de type streaming, de services VOIP ou de commerce électronique, par la mise à disposition des contenus, des produits ou des services accessibles aux utilisateurs se trouvant au Burundi.

Les créateurs des contenus numériques établis au Burundi percevant des revenus issus de la monétisation de leurs contenus par des audiences internationales ou nationales, sont soumis à la législation fiscale en vigueur au Burundi.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions, détermine les modalités d'application de cet article.

Article 169

Il est opéré une taxe additionnelle de vingt pour cent (20%) sur les tissus importés, eaux minérales et les eaux gazéifiées importées. La base de calcul de la taxe est constituée par la valeur en douane de la marchandise importée.

Article 170

Il est opéré une surtaxe de vingt pour cent (20%) sur les tôles ondulées et les clous importés sur le territoire burundais qui ne remplissent pas les critères définis par les règles d'origine de la Communauté Est-Africaine (EAC) et le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA).

Il est opéré une surtaxe de dix pour cent (10%) de la valeur en douane sur les importations de fer à béton dont le diamètre varie de 8mm à 32mm.

Cette surtaxe de 10% est aussi appliquée aux produits suivants : bois importé, chaises et tables en plastique, papiers A4, mobiliers en bois, tubes et tuyaux.

Il est aussi appliqué une surtaxe de 15% de la valeur en douane sur les importations des carreaux, du ciment, de plafond Dubaï, plafond gypsum ainsi que le maïs et ses dérivés.

Une ordonnance du Ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités d'application du présent article.

Article 171

Il est opéré une surtaxe additionnelle de vingt pour cent (20%) sur les tissus importés dont les spécifications techniques et commerciales sont indiquées dans le tableau ci-après :

N°	Spécification technique	Usage commercial
1	Toile coton	Kitenge et draps de lit
		Uniforme scolaire
		Tissu guide et habillement divers (Rideaux)
		Flanelle pour enfants et adultes
2	Toile polyester-coton	Kitenge, chemises et pantalons
3	Drill coton	Uniforme scolaire pantalons
4	Drill coton ou coton polyester	Uniforme militaire-police et salopettes
5	Drill polyester coton	Uniforme scolaire
6	Drill polyester coton	Tissus pantalons + rideaux + housses
7	Moustiquaire polyester-coton	Protection/moustiquaires
8	Tissus multicolores coton	Tissus d'ameublement +divers usages
9	Tissus polyester/coton	Tissus d'ameublement +divers usages
10	Serviettes (essuie-mains)	Domestiques +Hôtel ou scolaires
11	Polyester 100%	Kitenge

La base de calcul de la surtaxe additionnelle est constituée par la valeur en douane de la marchandise importée.

Article 172

Lors des fêtes officielles, les défilants civils et les fonctionnaires de l'Etat doivent porter le pagne produit localement.

Article 173

Il est infligé, en plus des frais de démolition, une amende de dix mille francs burundais par mètre carré (10 000 BIF/m²) et de trente mille francs burundais par mètre carré (30 000 BIF/m²) respectivement en zones rurales et urbaines à charge des propriétaires des parcelles pour toute construction érigée en dépassement des bornes publiques.

Article 174

Il est opéré une Taxe sur les Activités Financières (TAF) sur les opérations qui se rattachent aux activités bancaires, financières et d'une manière générale, au commerce des valeurs et de l'argent.

Sont assujettis et redevables réels à la taxe :

1. les banques, les établissements financiers et les microfinances agréés au Burundi ;
2. toute personne physique ou morale réalisant des opérations d'intermédiation financière à l'exception de celles visées aux articles 160 et 186 ;
3. les opérateurs de change.

Article 175

L'assiette de la Taxe sur les Activités Financières (TAF) est constituée par le produit net bancaire ou financier qui est déterminé selon les référentiels comptables édictés par la Banque de la République du Burundi.

Article 176

La TAF perçue à l'occasion des opérations imposables qui sont par suite résiliées, annulées ou impayées est déduite de la taxe due au titre d'opérations faites ultérieurement.

Article 177

Le taux de la taxe sur les activités financières est fixé à huit pour cent (8%) de l'assiette définie à l'article 175.

Article 178

Le fait générateur et l'exigibilité de la taxe sont constitués par :

- l'encaissement ou l'inscription du montant des intérêts au crédit du compte du prêteur, des avances et opérations assimilées ;
- l'accomplissement de la prestation pour les autres opérations

Article 179

La TAF est déclarée et payée mensuellement.

La déclaration et le paiement mensuels doivent être faits auprès du service compétent de l'administration fiscale au plus tard le quinzième jour du mois qui suit la période imposable.

Article 180

Les amendes pour défaut de déclaration et de paiement, de déclaration et de paiements tardifs et/ou sous-estimation, sont celles prévues par la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 181

Les procédures de contrôle, de recouvrement et du contentieux de la TAF sont celles prévues par la loi sur les procédures fiscales et non fiscales. Il en est de même pour les délais de rappel.

Article 182

Les opérations autres que bancaires et financières réalisées par les assujettis à la TAF et qui sont dans le champ d'application de la TVA restent soumises à la loi spécifique relative à la TVA.

Article 183

La TVA sur les opérations bancaires et financières est supprimée.

Article 184

La TAF fait partie intégrante des impôts et taxes régis par la loi sur les procédures fiscales et non fiscales en son article premier.

Article 185

La Taxe sur les Activités Financières (TAF) n'est pas une charge déductible du résultat imposable à l'impôt sur les revenus.

Article 186

Il est opéré un prélèvement spécifique de 22% appliqué sur les frais des services financiers mobiles.

Ce prélèvement est supporté par les fournisseurs des services financiers mobiles qui sont les propriétaires des plateformes.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions, détermine les modalités d'application de cet article.

Article 187

Il est opéré une taxe spécifique de 20% sur les frais des services à valeur ajoutée dans le secteur des communications électroniques. La Taxe sur la Valeur Ajoutée sur les services visés par cet article est supprimée.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et la communication dans leurs attributions, fixe les modalités d'application de cet article.

Article 188

Il est opéré une taxe spécifique annuelle de deux mille quatre cent de francs burundais (2400 BIF) par IMEI « International Mobile Equipment Identity » sur les terminaux mobiles.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et la communication dans leurs attributions, fixe les modalités d'application de cet article.

Article 189

Les tarifs des droits et taxes applicables au ministère en charge de la justice sont actualisés.

Ces tarifs sont fixés par une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement la justice et les finances dans leurs attributions.

Article 190

Par dérogation à l'article 41 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, les personnes physiques qui réalisent un chiffre d'affaires annuel inférieur ou égal à vingt-cinq millions de francs burundais (25 000 000 BIF) sont tenues de souscrire à la déclaration trimestrielle. Le taux d'imposition est fixé au taux unique de 1% du chiffre d'affaires trimestriel.

Les personnes physiques qui réalisent, au cours d'un exercice fiscal, un chiffre d'affaires de plus de vingt-cinq millions (25 000 000 BIF) doivent déposer une déclaration annuelle de l'impôt sur les revenus et le contribuable est directement obligé de tenir une comptabilité simplifiée ou complète selon le cas.

Article 191

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, les dispositions de l'article 108 de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales sont modifiées comme suit :

Lorsque le dépositaire, le détenteur ou le débiteur de sommes ou tout autre bien appartenant ou devant revenir au contribuable ne respecte pas les conditions énoncées à l'article 107 de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales, il est considéré comme redevable à l'administration fiscale du montant de l'impôt dû par le contribuable, majoré d'une pénalité de 20% du montant inscrit sur l'avis à tiers détenteurs (ATD).

Article 192

Il est opéré des redevances administratives sur différents services offerts par l'Autorité Burundaise de Régulation des Médicaments à usage humain et des Aliments « ABREMA ».

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement la santé et les finances dans leurs attributions, détermine les tarifs de ces redevances et leurs modalités de recouvrement.

Article 193

Il est appliqué une amende de cinquante mille de francs burundais (50 000 BIF) à cinq cent mille de francs burundais (500 000 BIF), selon les faits, à toute personne physique ou morale qui porte atteinte à l'hygiène et à la salubrité publique.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances, la santé publique et l'administration du territoire dans leurs attributions détermine les modalités d'application du présent article.

Article 194

Sans préjudice des pénalités prévues dans la loi sur la gestion des douanes de la Communauté Est Africaine, il est appliqué une amende administrative forfaitaire de cinquante millions de francs burundais (50 000 000 BIF) par conteneur suivant le moyen de transport par véhicule, pour les marchandises en vrac, camion-citerne selon le cas, pour tout importateur qui échappe au contrôle douanier en brisant les scellés sans autorisation préalable d'un agent des douanes compétent.

Article 195

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, l'accord de changement de destination des marchandises en transit est assujéti à une redevance de cinq millions de francs burundais (5 000 000 BIF) par camion ou par conteneur.

Article 196

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, tout accord de prorogation des délais pour une marchandise dont le transit a dépassé trente jours (30 jours) sans justification dans les délais est conditionné par le paiement d'une redevance de deux millions de francs burundais (2 000 000 BIF) versé sur le compte du Trésor par document de transit (T1).

Article 197

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, l'accord de déchargement à domicile des marchandises importées est assujéti au paiement préalable d'une redevance de cinq cent mille francs burundais (500 000 BIF) par camion ou conteneur, exception faite aux institutions étatiques bénéficiant des exonérations, aux organismes internationaux, aux corps diplomatiques ou consulaires, de défense et de sécurité, aux opérateurs économiques agréés ainsi qu'aux régimes suspensifs des droits et taxes.

Article 198

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, les prestations effectuées pendant la nuit et les jours fériés, sur demande du contribuable, sont subordonnées à une redevance de dix millions de francs burundais (10 000 000 BIF) par jour.

Article 199

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, l'accord de l'expertise pour des fins de la détermination de la valeur du matériel roulant, machine ou engins à dédouaner, est soumis au paiement d'une redevance administrative de deux millions de francs burundais (2 000 000 BIF).

Article 200

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, les corps de défense et de sécurité, l'administration pénitentiaire et les autres services publics qui réalisent des revenus provenant des opérations à caractère industriel, commercial et/ou agricole, doivent être immatriculés et utiliser un système de facturation électronique reconnu par l'administration fiscale.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités d'application.

TITRE IV : DES DISPOSITIONS REGISSANT LES DEPENSES

Article 201

Les crédits destinés aux dépenses de fonctionnement et d'investissement, engagés jusqu'au 30 avril 2027 mais non encore liquidés jusqu'au 10 juin de l'exercice en cours, sont annulés.

Les crédits budgétaires y relatifs sont à nouveau votés lors de l'exercice budgétaire N+1.

Article 202

Seules les missions stratégiques et prioritaires à l'étranger, présentant un intérêt particulier pour le pays, sont autorisées. Les dispositions de cet article s'appliquent également pour les missions et les ateliers à l'intérieur du pays.

Toutefois, aucune mission à l'intérieur ou à l'extérieur du pays ne peut être financée par une ligne budgétaire autre que celle dédiée aux frais de mission.

Les suppléments sont exclusivement accordés pour les missions à l'étranger prises en charge totalement.

Article 203

Les frais de mission et le financement d'une activité ou d'un événement gouvernemental impliquant des financements sur le budget de l'Etat sont déterminés par arrêté.

Article 204

L'Etat octroie, sous forme de subvention, le ticket modérateur représentant les dépenses de soins de santé à charge des retraités de l'Etat non couvertes par la Mutuelle de la Fonction Publique (MFP).

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement la santé et les finances dans leurs attributions, détermine les modalités d'application de cet article.

Article 205

La subvention des engrais est faite suivant le pourcentage du prix d'acquisition par sac commandé.

La part de l'agriculteur par sac commandé et par type d'engrais est établie comme suit :

- a. 33% pour une commande de 1 à 5 sacs ;
- b. 39% pour une commande de 6 à 10 sacs ;
- c. 44% pour une commande de 11 à 15 sacs ;
- d. 49% pour une commande de 16 sacs et plus.

Article 206

L'Etat prévoit une dotation pour l'appui à la mise en œuvre de la loi sur le nouveau découpage administratif.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et le développement communautaire dans leurs attributions, détermine les modalités de répartition, de transfert et d'utilisation de cette dotation.

Article 207

Il est accordé une prime à toute personne qui révèle une fraude fiscale ou douanière. La prime est fixée à 10% des montants en principal établis au titre des impôts, taxes, droits ou redevances encaissés.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions, détermine les modalités d'application du présent article.

Article 208

Les indemnités de déplacement ou kilométriques sont uniquement accordées à l'employé de l'Etat ayant droit à un véhicule de fonction mais qui n'en dispose pas.

Article 209

L'assistance médicale en faveur des groupes vulnérables est soumise à une nouvelle réglementation.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant la santé, la protection sociale et les finances dans leurs attributions, détermine la nouvelle stratégie de contractualisation des soins avec les hôpitaux et pharmacies prestataires des services, tenant compte à la fois des besoins, des moyens mais aussi et surtout de l'élément contrôle pour une gestion efficace et efficiente des finances publiques.

TITRE V : DES EXONERATIONS**Article 210**

L'importation des semences certifiées comme telles, d'origine animale et végétale est exonérée de tous les droits, taxes et redevances. La livraison intérieure de ces intrants, importés ou produits localement est exonérée de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Article 211

L'importation du charbon minéral est exonérée des droits de douane et de la TVA.

Article 212

L'exonération à l'importation des produits visés par l'article 170 de la présente loi est supprimée.

Article 213

Les associations sans but lucratif ne sont pas exonérées sauf les exonérations reconnues par les lois nationales et internationales.

Article 214

Il est demandé à toutes les autorités contractantes au niveau de la passation des marchés publics et des marchés sur financement extérieur, d'exclure toute clause d'exonération relative à l'impôt sur les revenus, dans les dispositions des contrats et conventions de financement.

Article 215

Les avantages fiscaux y compris les crédits d'impôt ayant dépassé cinq (5) ans pour les projets du secteur ordinaire et dix (10) ans pour les projets du secteur spécifique, sont supprimés. Il en est de même pour les avantages similaires octroyés par décret, ordonnances et conventions avec le gouvernement dans le cadre de la promotion des investissements.

Toutefois :

- pour tout projet en phase de prolongation, l'exonération porte uniquement sur les biens d'équipement et les matériaux de construction restant à acquérir, conformément au premier plan d'affaires ;
- pour tout projet d'extension, l'exonération porte uniquement sur les biens d'équipement et les matériaux de construction relatifs à l'extension ainsi que les matières premières, à condition qu'elles soient différentes de celles déjà exonérées dans le projet initial.

Les délais mentionnés à l'alinéa 1 du présent article sont comptés à partir de la date d'octroi de ces avantages fiscaux sauf pour le crédit d'impôt où les délais sont comptés à partir de sa date de validation.

En outre, tout crédit d'impôt non encore validé au 01 juillet 2024 ne peut plus l'être.

Article 216

Toute personne physique ou morale qui sollicite une exonération dans le cadre du code des investissements est tenue de constituer une garantie préalable sous forme de caution bancaire à hauteur de trente pour cent (30%) du montant total de l'exonération excepté les importations suivantes :

1. les équipements, les pièces de rechange, les articles et les produits destinés aux entreprises dont le projet d'investissement a été exécuté conformément aux engagements et obligations pris par le promoteur lors de l'agrément du projet d'investissement par les services compétents ;
2. les matières premières destinées à l'usage exclusif des industries en activité et dont le plan d'investissement a été exécuté conformément aux engagements et obligations pris par le promoteur.

Article 217

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, les intérêts sur les bons et obligations du Trésor sont exonérés d'impôt sur le revenu.

Les plus-values réalisées lors de la cession des titres du Trésor sur le marché secondaire sont également exonérées de cet impôt.

Article 218

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, les sociétés admises à la cote sur un marché financier agréé au Burundi bénéficient d'un taux préférentiel de l'impôt sur les sociétés en fonction de la proportion de leur capital introduit en bourse, comme suit :

- a. 28% lorsque la société met en vente au public au moins 20 % de son capital social ;
- b. 25% lorsque la société met en vente au public au moins 30 % de son capital social ;
- c. 20% lorsque la société met en vente au public au moins 40 % de son capital social.

Les coûts directement liés à l'introduction en bourse et au maintien de la cotation, notamment les frais de conseil, d'audit, de conformité réglementaire, de communication financière et d'admission à la cote, sont considérés comme charges déductibles pour la détermination du résultat imposable.

Article 219

Il est accordé une exonération des droits et taxes à l'importation sur les véhicules de transports rémunérés de personnes, main droite, neufs ayant une capacité d'au moins trente (30) places assises.

Article 220

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, les véhicules, motos et tricycles électriques sont exonérés de tous droits, taxes et redevances à l'importation.

Les véhicules, motos et tricycles hybrides sont exonérés de la taxe de consommation et de la TVA à l'importation.

L'importation et la vente locale des pièces de rechange destinées exclusivement aux véhicules, motos et tricycles électriques et/ou hybrides ainsi que les services de montage ou de réparation, sont exonérées de la TVA.

La liste des pièces de rechange concernées par l'alinéa 3 du présent article est déterminée par une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 221

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, les véhicules de type jeep et voiture importés sur le territoire burundais et commandés à partir du 01 janvier 2027 sont électriques ou hybrides.

Cette disposition s'applique aussi à tous les véhicules achetés par tous les services étatiques.

Article 222

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, il est accordé une exonération des droits de douane et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) à l'importation pour les équipements et matériels d'énergies renouvelables, de cuisson moderne répondant aux normes et standards nationaux et internationaux applicables.

Cette exonération s'étend également aux achats locaux de ces mêmes produits.

Bénéficient de cette exonération les importateurs et vendeurs titulaires d'une attestation d'éligibilité délivrée par le ministère en charge des finances et qui sont à jour avec leurs obligations fiscales et administratives.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les ressources énergétiques et les finances dans leurs attributions, précise la liste du matériel éligible à cette exonération.

Article 223

Par dérogation aux dispositions de l'article 10 de la loi n°1/10 du 16 novembre 2020 relative à la TVA, le point p) de cet article est modifié comme suit :

L'importation des échafaudages métalliques et leur location, du bois brut, du gaz de cuisine et ses récipients, des appareils de cuisson à combustible gazeux, des réchauds ainsi que les combustibles alternatifs au bois et au charbon.

Cette exonération s'étend également aux achats locaux de ces produits et aux services connexes.

Article 224

L'attestation d'exonération est octroyée moyennant un paiement de trois cent mille francs burundais (300 000 BIF) par attestation, exception faite aux exonérations régies par la convention de Vienne et par la loi sur la gestion des douanes de la Communauté Est-Africaine (CEA).

Article 225

Les exonérations de fiscalité directe et indirecte, en dehors des lois, conventions internationales, traités ratifiés et contrats internationaux signés par le Burundi sont éliminées sans aucune exception.

Article 226

Les dons octroyés à l'Etat et à ses subdivisions administratives sont exonérés de tous les impôts et taxes, droits et redevances.

Article 227

L'article 83 point 6 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus est modifié comme suit : les revenus d'immeuble nouvellement construit sont exonérés pour une période de deux ans à partir de la première mise en location, à l'exception des revenus provenant de la sous location de cet immeuble.

Article 228

Les véhicules, engins et mélangeurs de bétons destinés aux institutions dont le budget de fonctionnement relève du budget de l'Etat sont exonérés de tous droits, taxes et redevances à l'importation, à l'exception de ceux destinés aux institutions ou entreprises ayant un caractère commercial ou industriel.

Sur demande écrite de l'institution étatique bénéficiaire, l'exonération des biens d'équipement autres que ceux visés à l'alinéa précédent est accordée à titre exceptionnel par le ministre ayant les finances dans ses attributions.

Tout attributaire des marchés publics doit lui-même effectuer les opérations de dédouanement des biens faisant objet de marché avant de les céder à l'institution étatique qui en est bénéficiaire.

Article 229

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, les équipements de réseaux de communication électronique des opérateurs de la téléphonie mobile et de la radiodiffusion sont exonérés, à l'importation, des droits de douane et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

Toutefois, toute demande d'importation ou d'enlèvement de ces équipements est subordonnée au contrôle et visa préalable de l'Agence de Régulation et de Contrôle des Télécommunications (ARCT).

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions, détermine la liste exhaustive des équipements concernés par le présent article.

Article 230

Tout changement de destination des biens et services exonérés est sanctionné par le paiement des droits et taxes exonérés et majoré d'une pénalité de 100%.

La personne frappée par cette mesure est définitivement rayée de la liste des bénéficiaires de tout avantage fiscal et doit rembourser le montant des exonérations dont elle a déjà bénéficié.

Article 231

L'importation d'un véhicule dont la valeur en douane atteint un montant supérieur ou égal à cent mille dollars (100 000 USD) n'est pas éligible à l'exonération.

Toutefois, cette mesure ne s'applique pas aux institutions constitutionnelles, aux membres du Corps Diplomatique et Consulaire et aux Organismes Internationaux ayant des conventions internationales, traités ratifiés et contrats internationaux signés par le Burundi.

Article 232

L'exonération sur alcool éthylique destiné à la fabrication des boissons alcoolisées est supprimée.

TITRE VI : DES DISPOSITIONS DIVERSES

Article 233

Par dérogation aux articles 34 et 35 de la loi n°1/01 du 16 janvier 2015 portant révision de la loi n°1/07 du 26 avril 2010 portant Code de Commerce et de l'article 17 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relatives aux procédures fiscales et non fiscales, l'immatriculation au Registre de Commerce relève de la compétence de l'Agence de Développement du Burundi et de l'ANACOOOP pour les sociétés coopératives tandis que l'immatriculation au registre d'identification fiscale est réservée exclusivement à l'Office Burundais des Recettes qui a la compétence d'attribuer le numéro d'identification fiscale.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa précédent du présent article, la procédure actuelle d'immatriculation reste observée jusqu'au déploiement effectif du module d'immatriculation du logiciel de gestion intégré des taxes internes.

Article 234

Sans préjudice des autres sanctions prévues par la législation en vigueur, il est appliqué une pénalité de 100% lors du recouvrement des salaires indûment perçus.

Toutefois, cette pénalité ne s'applique pas lorsque le montant indûment perçu est déclaré et reversé sur le compte général du Trésor, dans les trente (30) jours suivant la date de son encaissement.

Article 235

L'octroi du permis de bâtir est subordonné à la présentation de l'attestation d'assurance des risques des dommages à l'ouvrage, de la responsabilité décennale et biennale lorsque la valeur de l'ouvrage à construire est estimée à cent millions de francs burundais (100 000 000 BIF).

Article 236

L'octroi du certificat de contrôle technique aux véhicules terrestres à moteur est subordonné à la présentation préalable de l'attestation d'assurance couvrant la responsabilité civile.

Article 237

Le dossier de demande de transfert des titres de propriété d'un immeuble bâti doit comprendre une attestation d'assurance couvrant l'immeuble contre le risque d'incendie.

Article 238

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, tout bien meuble ou immeuble, matériel roulant relevant du patrimoine de l'Etat ou tout autre souscription d'assurance fait par les services de l'Etat est assuré dans une société d'assurance où l'Etat est actionnaire.

Article 239

Tous les bâtiments occupés par les administrations publiques, loués ou relevant du patrimoine de l'Etat, doivent être couverts par une assurance contre l'incendie ou l'explosion et contre le recours des tiers.

L'assurance des bâtiments loués par l'Etat est supportée par les bailleurs.

Article 240

La taxe de consommation est exigible au moment où :

1. un produit fini fabriqué localement est livré hors de l'industrie ;
2. un produit importé est déclaré pour la mise en consommation, conformément aux dispositions de la loi sur la gestion douanière de la Communauté Est-Africaine.

Article 241

En application des dispositions légales relatives à la taxe de consommation prévue par la présente loi, le mois calendrier est divisé en deux périodes de déclaration suivante :

- a) 1^{ère} période : du 01 au 15 du mois ;
- b) 2^{ème} période : du 16 au dernier jour du mois.

Le contribuable est tenu de remplir ses déclarations en respectant les échéances visées à l'alinéa précédent.

Article 242

Le contribuable doit, dans un délai ne dépassant pas cinq jours, depuis l'expiration de chaque période visée à l'article précédent, soumettre à l'administration fiscale sa déclaration ainsi que les preuves de paiement de la taxe de consommation.

Si le dernier jour du paiement périodique coïncide avec un jour férié, le paiement doit impérativement intervenir le jour ouvrable suivant.

Article 243

Pour les produits de fabrication locale, la déclaration est faite suivant le modèle du formulaire établi à cet effet par le Commissaire Général de l'Office Burundais des Recettes.

Article 244

La taxe de consommation sur les produits importés est perçue simultanément avec les droits de douane.

Article 245

Lors des contrôles de conformité fiscale d'un contribuable, tout refus de coopération de sa part donne droit à l'Administration fiscale d'engager des procédures de fermeture temporaire de son établissement ou son lieu de travail.

Article 246

Les donations ou cessions gratuites d'un bâtiment ou d'une fraction de bâtiment à usage autre que d'habitation, d'un terrain non bâti, entre les personnes liées à divers degrés de parenté ou non, sont taxables à la TVA, sauf pour les personnes liées au premier degré.

Toutefois, pour les autres types d'impôts et taxes, les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables à partir de la deuxième donation ou cession entre les mêmes personnes liées au premier degré.

Article 247

Par dérogation aux dispositions de l'article 10 litera d de la loi n°1/10 du 16 novembre 2020 portant modification de la loi n°1/12 du 29 juillet 2013 portant révision de la loi n°1/02 du 17 février 2009 relative à la TVA, les livraisons des bâtiments à usage mixte sont taxables à la TVA.

Les modalités d'application sont définies dans une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 248

Dans le cadre du respect de l'échéance visée à l'article 241 de la présente loi, chaque contribuable doit :

- a) tenir les livres comptables remplis conformément au Plan Comptable National ;
- b) fournir des explications conformément au modèle de déclaration requis.

Article 249

Par dérogation aux dispositions de l'article 8 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Lorsque le contribuable ou son représentant refuse, n'est pas disponible ou accessible, pour recevoir un acte ou une signification, ou n'a pas d'adresse connue, l'administration fiscale ou la Commission Paritaire d'Appel utilise les moyens prévus à l'article 6 et à l'article 7 en ses points 3 à 5, de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Dans ce cas, l'acte ou la signification est réputé(e) remis(e).

Article 250

Par dérogation aux dispositions de l'article 34 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Tout contrôle sur place est sanctionné par un procès-verbal signé par le contribuable et l'agent autorisé. Le procès-verbal fait sur base d'une note de synthèse de vérification, indique le

déroulement du contrôle, les erreurs constatées et les documents que le contribuable n'a pas présentés au cours du contrôle, le cas échéant. Le contribuable a le droit de formuler ses réserves dans le procès-verbal. Une séance de débat contradictoire sur la note de synthèse doit être organisée dans cinq (5) jours calendaires à compter de la réception de ladite note. Le refus de participer à cette séance vaut tacite acceptation du contenu de la note de synthèse.

En cas de refus de signature par le contribuable ou son représentant, le procès-verbal est réputé signé dans un délai de cinq (5) jours calendaires compté à partir du lendemain de la date de sa réception.

Article 251

Par dérogation aux dispositions de l'article 56 de la Loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Pour les déclarations déposées dans le délai légal, la rectification peut être opérée pendant une période de trois (3) ans à compter de la date de dépôt de la déclaration.

Pour les déclarations tardives, la rectification peut être opérée pendant une période de trois (3) ans à compter de la date limite de dépôt de la déclaration.

Toutefois, dans le cas où les déficits reportables ou des crédits de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) issus d'années prescrites affectent la période en cours de vérification, l'administration fiscale peut remonter à leur origine en ne se limitant qu'à la détermination exacte de ce déficit ou crédit. Il en va de même pour les provisions irrégulières ou devenues sans objet.

La prescription ne peut être interrompue qu'une seule fois par l'un des documents suivants : l'avis de vérification, le procès-verbal constatant l'infraction, l'acte de reconnaissance du contribuable ou tout autre acte interruptif de droit commun.

L'acte interruptif de prescription doit être communiqué au contribuable au plus tard le dernier jour de ladite période de 3 ans conformément à l'article 7 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales.

En cas d'interruption de la prescription, un nouveau délai du droit de rappel de trois (3) ans est acquis pour l'administration fiscale et commence à courir à partir de l'expiration de la période initiale de trois (3) ans.

Article 252

Par dérogation aux dispositions de l'article 57 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit : La rectification devient définitive à l'égard du contribuable lorsque :

1. celui-ci n'a pas répondu à l'avis de rectification dans les dix (10) jours, dans les quinze (15) jours ou dans les vingt (20) jours qui suivent sa réception selon qu'il s'agit d'un contrôle ciblé, ponctuel ou général ;
2. l'administration fiscale l'a informé par écrit que ses observations ou remarques sont jugées non fondées, en partie ou en totalité ;
3. celui-ci a été entendu conformément à l'alinéa 2 de l'article 55 de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales et l'administration fiscale l'a informé ensuite par écrit que ses observations ou remarques sont jugées non fondées, en partie ou en totalité.

Lorsque la rectification devient définitive, l'administration fiscale envoie au contribuable une lettre de clôture accompagnée d'une note d'imposition conformément aux articles 66 à 70 de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 253

Par dérogation aux dispositions de l'article 60 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

En cas de procédure d'imposition d'office pour absence de déclaration, l'administration fiscale envoie au contribuable un avis d'imposition d'office qui doit contenir tous les éléments qui ont entraîné l'imposition d'office. L'avis d'imposition d'office doit en outre mentionner les amendes visées aux articles 129 à 142 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales. Tous les renseignements dont dispose l'administration fiscale peuvent être utilisés pour procéder à l'imposition d'office.

Lorsque la procédure d'imposition d'office est engagée conformément aux points 2°, 3° et 4° de l'article 59 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, la note de synthèse prévue dans le cadre de la rectification de l'assiette n'est pas exigible, le procès-verbal de discussion se fait uniquement sur base des observations écrites par le contribuable au sujet de l'avis d'imposition d'office établi par l'administration fiscale.

Article 254

Par dérogation aux dispositions de l'article 69 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Lorsqu'une erreur matérielle ou administrative sur la note d'imposition est constatée ou signalée, notamment une erreur de calcul ou de saisie des montants sur la note d'imposition, une erreur au niveau de l'identification du contribuable, le Numéro d'Identification Fiscale (NIF) et l'adresse, une correction doit être autorisée par le supérieur hiérarchique des agents qui l'ont établie.

Article 255

Par dérogation aux dispositions de l'article 70 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

La note d'imposition doit mentionner :

- 1° le nom, le Numéro d'Identification Fiscale (NIF) et l'adresse du contribuable ;
- 2° la nature de l'impôt et la période concernée ;
- 3° le total des impôts et taxes à payer, le cas échéant, y compris les amendes et autres pénalités y afférentes ;
- 4° la date limite de paiement de l'impôt ;
- 5° les références de la lettre de clôture sur laquelle se fonde la note d'imposition ;
- 6° le nom et la signature de l'agent autorisé ainsi que la date d'établissement de la note d'imposition ;
- 7° la possibilité et les conditions d'introduction d'une réclamation auprès du commissaire général conformément à l'article 71 de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 256

Par dérogation aux dispositions de l'article 72 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Le recours doit être introduit par écrit sur un formulaire établi à cet effet par l'administration fiscale sous peine d'irrecevabilité.

Le contribuable doit mentionner sur son recours une adresse mail fonctionnelle pour toute communication y relative.

Article 257

Par dérogation aux dispositions de l'article 67 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Le contribuable est obligé de payer l'impôt dû dans un délai de trente (30) jours calendaires à partir du lendemain de la date de réception de la note d'imposition.

L'enrôlement des impositions intervient le lendemain du trentième jour compté à partir de la réception de la note d'imposition, sauf en cas de recours administratif.

Si après un contrôle général, il se dégage un solde créditeur sur le compte courant du contribuable, ce surplus est pris en compte pour le paiement des obligations fiscales futures à moins que le contribuable n'en demande le remboursement. Dans ce cas, l'administration fiscale est obligée de restituer le surplus au contribuable dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires. Après l'écoulement de ce délai, l'administration fiscale est tenue de payer des intérêts moratoires.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa premier du présent article, les impositions établies conformément à l'article 66 aux points 1°, 2° et 4° de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales sont immédiatement exigibles.

Article 258

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, sans préjudice des dispositions relatives aux conditions d'établissement d'une note d'imposition prévues par la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales, toute lettre de rappel de paiement des recettes non fiscales, à l'exception de celles douanières, vaut une note d'imposition pouvant être contestées conformément à la loi.

Article 259

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, par dérogation aux dispositions de l'article 25 de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales, la rectification est limitée à une seule fois par déclaration avant la réception d'un avis de vérification.

Article 260

Sans préjudice des dispositions de l'article 73 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, le contribuable est dispensé du paiement de trente pour cent (30%) du montant en principal contesté si le recours porte uniquement à la contestation des impositions nées de l'erreur matérielle ou administrative. En cas de recours impliquant à la fois l'analyse de l'erreur matérielle ou administrative et celle du fond des impositions contestées, le contribuable reste dans l'obligation de payer trente pour cent (30%) du montant en principal contesté, ne résultant pas de l'erreur matérielle ou administrative.

Au cas contraire, le commissaire général statue seulement sur l'erreur matérielle ou administrative et une nouvelle note d'imposition corrigée, pouvant être contestée au fond, avec payement de trente pour cent (30%), est établie.

Article 261

Par dérogation aux dispositions de l'article 79 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Le contribuable qui conteste la décision du Commissaire Général peut introduire un recours devant la Commission Paritaire d'Appel dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter du lendemain de la réception de la décision du Commissaire Général. Il doit en remettre copie à l'administration fiscale endéans deux (2) jours ouvrables comptés à partir de la date de dépôt du recours.

Article 262

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, sans préjudice des dispositions de l'article 85 de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales, le ministre statue sur le recours et communique sa décision par écrit dans un délai ne dépassant pas trois (3) mois compté dès la réception du recours.

En l'absence de la décision dans les délais impartis, le recours est réputé fondé et l'imposition litigieuse révoquée.

Article 263

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, par dérogation aux dispositions des articles 102 et 103 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relatives aux procédures fiscales et non fiscales, aucune remise ou accord de paiement échelonné, des impôts et taxes collectés ou retenus à la source n'est accordé.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux impôts et taxes redressés ou établis après contrôle.

Article 264

Les impôts, au profit de l'Etat, restant dus au 30 juin 2026 sont recouvrés pendant l'exercice 2026/2027 d'après les lois et les tarifs en vigueur qui en règlent l'assiette et la perception durant l'exercice 2025/2026.

Article 265

En application des dispositions de la loi n°1/22 du 05 novembre 2021 portant révision de la loi n°1/11 du 14 juillet 2009 portant création, organisation et fonctionnement de l'Office Burundais des Recettes, tous les impôts, taxes, redevances et pénalités y relatives sont recouvrés par l'administration fiscale.

Article 266

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, il est interdit au personnel de l'Office Burundais des Recettes ayant cessé leurs fonctions à la suite d'une démission, d'une destitution ou d'un licenciement, de prêter en qualité de conseil comptable ou fiscal, avocat-conseil ou déclarant en douane d'un contribuable, avant l'expiration d'une période de cinq ans, comptée à partir de la date de démission, de destitution ou de licenciement.

Article 267

Un appareil est ajouté à la fin de la chaîne de production et marque sur chaque article produit, un identifiant unique, puis comptabilise les articles au fur et à mesure de leur production. Le marquage peut se faire de façon directe sur l'article ou alors par application d'une vignette sécurisée.

Article 268

Toute personne physique ou morale obligée de tenir une comptabilité simplifiée ou complète a l'obligation d'utiliser une machine de facturation électronique agréée par l'administration fiscale.

Pour toute facture non envoyée dans la base de données du système de gestion de facturation électronique de l'Office Burundais des Recettes (Electronic Billing Management System « EBMS ») au moment de son établissement, la charge y relative n'est pas fiscalement déductible.

Tout contribuable qui ne délivre pas de factures ou qui délivre une facture autre que celle reconnue par l'administration fiscale, alors qu'il en est tenu, est passible d'une amende administrative égale à cent pour cent (100%) du montant de la facture ou du montant non facturé.

Article 269

Tout achat de biens et services doit être matérialisé par une facture selon le modèle établi par l'administration fiscale.

Le bien acheté sans facture établie est confisqué par l'administration fiscale et est remis moyennant paiement par l'acheteur d'une amende de vingt pour cent (20%) du prix d'achat.

Le taux d'amende prévue à l'alinéa précédent est applicable au prix du service payé sans facture.

Cette amende est supportée par le bénéficiaire.

Le formulaire de notification de cette amende est spécifié par l'administration fiscale.

Une ordonnance du ministre en charge des finances détermine les modalités d'applications de cet article.

Article 270

Tout le matériel et les meubles du domaine privé de l'Etat doivent être vendus aux enchères par l'Office Burundais des Recettes.

Toutes les dispositions légales et réglementaires qui régissaient le domaine de vente aux enchères des biens relevant du domaine privé de l'Etat restent abrogées.

Article 271

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, sans préjudice des dispositions de l'article 37 de la loi n°1/10 du 16 novembre 2020 portant modification de la loi n°1/12 du 29 juillet 2013 portant révision de la loi n°1/02 du 17 février 2009 relative à la TVA, les seuils d'assujettissement d'office et par option sont fixés comme suit :

- a) une personne atteint le seuil d'assujettissement d'office au cours d'un exercice comptable si le chiffre d'affaires taxable est supérieur ou égal à vingt-cinq millions de francs burundais (25 000 000 BIF) ;
- b) le seuil d'assujettissement par option est fixé à cinq millions de francs burundais (5 000 000 BIF).

Tout contribuable dont les achats locaux et/ou les importations atteignent, au cours d'un exercice fiscal, une valeur supérieure à cinquante millions de francs burundais (50 000 000 BIF) est automatiquement assujetti à la TVA et entre obligatoirement dans la catégorie des moyens contribuables ou des grands contribuables, à l'exception de la valeur des investissements ou des effets personnels.

Cette disposition s'applique également au contribuable qui dispose d'un stock de matières premières, produits finis, semi-finis ou de marchandises d'une valeur supérieure à cinquante millions de francs burundais (50 000 000 BIF).

La facturation de la TVA intervient à partir du premier jour du mois suivant celui pendant lequel il a atteint le seuil.

Article 272

Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, la carte jaune et le laisser-passer peuvent être délivrés par le service habilité à la frontière du Burundi.

Le paiement s'effectue via les comptes de transit de l'Office Burundais des Recettes ouverts à cette fin dans les banques commerciales.

Article 273

Une carte de résidence sécurisée est exigée pour les étrangers vivant au Burundi.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement la sécurité publique et les finances dans leurs attributions, détermine les modalités pratiques d'application.

Article 274

Les détails des recettes et des dépenses du budget général de l'Etat sont mentionnés dans les tableaux qui suivent :

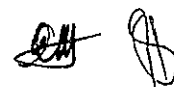


TABLEAU A: VENTILATION DES RESSOURCES

Recettes 2026/2027.0

1	RECETTES FISCALES	3 684 224 762 390
71	PRODUITS FISCAUX	3 484 038 437 032
711	IMPOTS SUR LE REVENU, LES BENEFICES ET LES GAINS EN CAPITAL	904 424 239 830
7111	IMPOTS SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES	350 510 484 539
71111	IMPOTS SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES (IR+ACOMPTE+PF)	6 327 256 044
7111100	IMPOTS SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES (IR+ACOMPTE+PF)	6 327 256 044
71112	IMPOTS PROFESSIONNELS SUR LES REMUNERATIONS	223 987 342 466
7111200	IMPOTS PROFESSIONNELS SUR LES REMUNERATIONS	223 987 342 466
71113	IMPOTS SUR LES REVENUS LOCATIFS DES PERSONNES PHYSIQUES	23 604 088 866
7111300	IMPOTS SUR LES REVENUS LOCATIFS DES PERSONNES PHYSIQUES	23 604 088 866
71114	PRELEVEMENT FORFAITAIRE	77 422 510 035
7111400	PRELEVEMENT FORFAITAIRE	77 422 510 035
71115	TAXE FORFAITAIRE	25 085 180
7111500	TAXE FORFAITAIRE	25 085 180
71116	IMPOTS FONCIERS	10 000 000 000
7111600	IMPOTS FONCIERS	10 000 000 000
71118	AUTRES (EXERCICES ANTERIEURS)	9 144 201 948
7111800	AUTRES (EXERCICES ANTERIEURS)	9 144 201 948
7112	IMPOTS SUR LES REVENUS DES PERSONNES MORALES	553 505 925 381
71121	IMPOTS SUR LES REVENUS DES SOCIETES (IR+ACOMPTE+PF)	359 456 301 467
7112100	IMPOTS SUR LES REVENUS DES SOCIETES (IR+ACOMPTE+PF)	359 456 301 467
71123	IMPOTS SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	2 958 157 767
7112300	IMPOTS SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	2 958 157 767
71124	PRELEVEMENT FORFAITAIRE	7 195 102 429
7112401	PRELEVEMENT FORFAITAIRE SUR L'HUILE DE PALME	2 980 272 270
7112402	PRELEVEMENT FORFAITAIRE CARBURANT	4 214 830 159
71125	IMPOTS SUR LES REVENUS LOCATIFS DES SOCIETES	14 333 585 273
7112500	IMPOTS SUR LES REVENUS LOCATIFS DES SOCIETES	14 333 585 273
71128	AUTRES	127 101 355 098
7112800	AUTRES (EXERCICES ANTERIEURS)	57 934 848 424
7112803	AUTRES RETENUES A LA SOURCE	69 166 506 674
71129	PRELEVEMENT FORFAITAIRE LIBERATOIRE	42 461 423 347
7112900	PRELEVEMENT FORFAITAIRE LIBERATOIRE	42 461 423 347
7113	IMPOTS NON VENTILABLES	407 829 910
71131	MAJORATIONS DE RETARD	407 829 910
7113100	MAJORATIONS DE RETARD	407 829 910
714	IMPOTS SUR LES BIENS ET SERVICES	2 218 191 461 565
7141	IMPOTS GENERAUX SUR LES BIENS ET SERVICES	1 607 039 150 856
71411	TAXE DE TRANSACTIONS-TVA	1 504 544 866 642

Recettes 2026/2027.0

7141100	TVA A L'IMPORTATION	794 936 187 188
7141101	TVA INTERIEURE	709 608 679 454
71414	TAXE SUR LES TARIFS APPLIQUES PAR LES NOTAIRES ET AVOCATS	648 944 141
7141400	TAXE SUR LES TARIFS APPLIQUES PAR LES NOTAIRES ET AVOCATS	648 944 141
71415	TAXE SUR LA FORTUNE/VEHICULE DE 3500 CC ET PLUS	394 398 604
7141500	TAXE SUR LA FORTUNE/VEHICULE DE 3500 CC ET PLUS	394 398 604
71416	TAXE SUR LES ACTIVITES FINANCIERES (TAF)	101 450 941 469
7141600	TAXE SUR LES ACTIVITES FINANCIERES (TAF)	101 450 941 469
7142	ACCISES	576 757 997 000
71421	TAXE DE CONSOMMATION SUR LE TABAC	9 256 583 457
7142100	TAXE DE CONSOMMATION SUR LE TABAC	9 256 583 457
71422	TAXE DE CONSOMMATION SUR LA BIERE, LIMONADE ET EAU MINERALE	160 231 969 718
7142200	TAXE DE CONSOMMATION SUR LA BIERE, LIMONADE ET EAU MINERALE	160 231 969 718
71423	SURTAXE SODA, JUS ET LIMONADE	11 866 232 252
7142300	SURTAXE SODA, JUS ET LIMONADE	11 866 232 252
71424	TAXE DE CONSOMMATION DE SERVICE SUR LES TARIFS D'HEBERGEMENT	2 890 408 600
7142400	TAXE DE CONSOMMATION DE SERVICE SUR LES TARIFS D'HEBERGEMENT	2 890 408 600
71425	TAXE SUR LES ABONNES DE TELEDISTRIBUTION ET SUR LES TELECOMMUNICATIONS	219 429 305 958
7142500	TAXE SUR LES ABONNES DE LA TELEDISTRIBUTION	5 413 710 038
7142503	SERVICES DE MESSAGERIE MOBILE	19 003 936 554
7142504	SERVICES FINANCIERS MOBILES	22 870 266 501
7142505	SERVICES DE DONNEES MOBILES	18 537 407 032
7142506	SERVICES OTT ET COMMUNICATION IP	23 946 036 728
7142507	SERVICES A VALEUR AJOUTEE (SVA)	14 219 513 323
7142508	SERVICES DE GESTION DES TERMINAUX MOBILES	11 228 347 804
7142509	REDEVANCE TRAFIC NATIONAL/APPELS NATIONAUX	104 210 087 978
71426	TAXE DE CONSOMMATION SUR LES CARBURANTS	53 021 265 103
7142600	TAXE DE CONSOMMATION SUR LE CARBURANT	19 017 015 845
7142601	TAXE SPECIFIQUE SUR LE CARBURANT (TSC)	32 383 334 915
7142602	TAXE SPECIFIQUE SUR LES LUBRIFIANTS (TSL)	1 620 914 343
71427	TAXE DE CONSOMMATION SUR LES VINS ET LES SPIRITUEUX	298 861 869
7142700	TAXE DE CONSOMMATION SUR LES VINS ET LES SPIRITUEUX	298 861 869
71428	AUTRES	119 763 370 043
7142800	TAXE DE CONSOMMATION SUR LES VEHICULES	19 980 655 340
7142801	TAXE ADDITIONNELLE ANTI-POLLUTION SUR LES VEHICULES USAGES	13 548 397 330
7142802	TAXE ANTI-POLLUTION VEHICULES USAGES	37 792 535 200
7142803	TAXE ADDITIONNELLE SUR LES TISSUS	6 731 580 940
7142804	SURTAXE ADDITIONNELLE SUR LES TISSUS	6 785 881 112
7142805	TAXE SUR TOLES ONDULEES	796 339 060

Recettes 2026/2027.0

7142806	TAXE SUR CONVOI/REMUNERATIONS DES SERVICES	1 513 698 801
7142817	TAXE DE LA SOUDE CAUSTIQUE	1 133 044 718
7142820	SURTAXE SUR LAIT LIQUIDE IMPORTE(TAL)	73 067 361
7142822	SURTAXE SUR FER A BETON (SFB)	1 935 193 579
7142830	SURTAXE SUR LA BIERE (SBI)	27 443 773 559
7142831	SURTAXE SUR LES TUBES ET TUYAUX EN PLASTIQUE	77 968 657
7142832	SURTAXE SUR LES BOIS IMPORTES	9 257 359
7142833	SURTAXE SUR LES PAPIERS A4	38 768 357
7142834	SURTAXE SUR LES CHAISES ET TABLES EN PLASTIQUE	14 254 489
7142835	SURTAXE SUR LES MOBILIERS DE BUREAU EN BOIS	11 251 138
7142836	SURTAXE SUR LA VALEUR EN DOUANE DE L'ALCOOL ETHYLIQUE	1 877 703 043
7144	TAXE SUR L'UTILISATION DE BIENS OU L'EXERCICE D'ACTIVITE	34 394 313 709
71441	PERMIS	14 631 077 477
7144110	PERMIS DE CONDUIRE	2 038 925 306
7144180	VIGNETTES FISCALES	6 529 333
7144181	AUTRES (PLAQUES, TRANSFERTS, CARTES, CHANGEMENT D'USAGES, ETC)	12 585 622 838
71442	AUTRES TAXES (PERMIS)	1 807 841 230
7144230	PERMIS DE COUPE DE BOIS	116 507 207
7144250	PERMIS DE TRAVAIL	1 190 295 820
7144260	IMPOT FORFAITAIRE ANNUEL SUR LE TRANSPORT INTERNATIONAL ROUTIER	501 038 203
71443	AUTRES IMPOTS SUR LES BIENS ET SERVICES	17 955 395 002
7144301	AUTRES IMPOTS SUR LES BIENS ET SERVICES (NCA)	1 779 591 546
7144302	CAUTION DE 30% DU MONTANT CONTESTE	6 555 505 712
7144303	PRELEVEMENT DE 5% DE LA VALEUR MARCHANDE D'IMMEUBLE	9 620 297 744
715	IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	361 422 735 637
7151	DROITS DE DOUANE A L'IMPORTATION	335 511 339 072
71511	DROITS DE DOUANE A L'IMPORTATION	325 380 298 092
7151100	DROITS DE DOUANE A L' IMPORTATION	325 380 298 092
71512	TAXE SUR LES CARBURANTS (FONDS STOCK STRATEGIQUE)	10 131 040 980
7151200	TAXE SUR LES CARBURANTS (FONDS STOCK STRATEGIQUE)	10 131 040 980
7152	TAXE A L'EXPORTATION	1 797 148 277
71522	TAXE A L'EXPORTATION DES PEAUX BRUTES	1 645 887 657
7152200	TAXE A L'EXPORTATION DES PEAUX BRUTES	1 645 887 657
71525	DROITS DE SORTIE SUR LES MINERAIS DE 3T	151 260 620
7152500	DROITS DE SORTIE SUR LES MINERAIS DE 3T	151 260 620
7158	AUTRES IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	24 114 248 288
71581	AMENDES DOUANIERES ET PRODUITS DE CONFISCATION SUR DROITS D'ENTREE	3 997 786 218
7158100	AMENDES DOUANIERES ET PRODUITS DE CONFISCATION SUR DROITS D'ENTREE	3 997 786 218

Recettes 2026/2027.0

71583	RECETTES DES ENTREPOTS (DROITS DE MAGASINS)	284 908 050
7158300	RECETTES DES ENTREPOTS (DROITS DE MAGASINS)	284 908 050
71584	TAXE DE PEAGE ROUTE (AFFECTEE AU FRN)	9 120 861 416
7158400	TAXE DE PEAGE ROUTE (AFFECTEE AU FRN)	9 120 861 416
71586	TAXE DE CIRCULATION TRANSFRONTALIERE	1 056 038 185
7158600	TAXE DE CIRCULATION TRANSFRONTALIERE	1 056 038 185
71587	PRODUITS DE LA VENTE DES MARCHANDISES	42 646 659
7158700	PRODUITS DE LA VENTE DES MARCHANDISES	42 646 659
71588	AUTRES DROITS ET TAXES (NCA)	4 563 058 447
7158800	AUTRES DROITS ET TAXES (NCA)	4 563 058 447
71589	CODE IMPORTATEUR OU EXPORTATEUR	5 048 949 313
7158900	CODE IMPORTATEUR OU EXPORTATEUR	5 048 949 313
76	IMPOTS ET TAXES EXONERES	200 186 325 358
760	IMPOTS ET TAXES EXONERES	200 186 325 358
7600	IMPOTS ET TAXES EXONERES	200 186 325 358
76000	IMPOTS ET TAXES EXONERES	200 186 325 358
7600000	IMPOTS ET TAXES EXONERES	200 186 325 358
2	DONS	1 773 690 705 456
73	DONS	1 773 690 705 456
732	DONS SUR PROJETS AVEC FINANCEMENTS EXTERIEURS (2)	1 773 690 705 456
7322	DONS REÇUS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	1 773 690 705 456
73221	IDA-BM	925 351 825 510
7322100	BM-PROJET APPUI AUX FILETS SOCIAUX MERANKABANDI	116 462 062 192
7322101	BM-PROJET DE FACILITATION DU COMMERCE INTEGRE DANS LA REGION DES GRANDS LACS (PFCIGL)	191 306 150 950
7322102	BM-PROJET D'URGENCE DE LA RESILIENCE URBAINE	102 687 051 599
7322103	BM-PROJET ASCENT BURUNDI : ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION DE L'ACCES A L'ENERGIE PROPRE ET DURABLE AU BURUNDI	202 961 028 297
7322104	BM-PROJET REGIONAL DES STATISTIQUES POUR LES RESULTATS DE L'AFRIQUE DE L'EST AU BURUNDI (PROSTATBU)	89 848 945 972
7322106	BM-PROJET DE DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN (PDCH)	73 221 668 742
7322108	BM- PROJET DE DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN/VOLET SANTE	58 369 014 161
7322109	BM-PROJET DE PREPARATION DES REPONSES ET DE RESILIENCE AUX URGENCES SANITAIRES AU BURUNDI	25 673 441 519
7322111	BM-PROJET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DES COLLINES DU BURUNDI (PRCCB)	28 177 450 146
7322112	BM-PROJET D'ACCES A L'EAU POTABLE ET A L'ASSAINISSEMENT AU BURUNDI (PAEPA BURUNDI)	36 645 011 932
73224	FIDA	4 000 000 000
7322406	FIDA-OFID/PROJET D'APPUI A L'INCLUSION FINANCIERE AGRICOLE ET RURALE DU BURUNDI (FIDA-PAIFAR-B)	4 000 000 000
73227	BAD	228 755 674 769

Recettes 2026/2027.0

7322701	BAD/UE/PROJET MULTINATIONAL BURUNDI/ZAMBIE DE DEVELOPPEMENT DU CORRIDOR DE TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA PHASE 1: REHABILITATION DU PORT DE BUJUMBURA	69 525 334 770
7322703	BAD-PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE L'EAU ET AU RENFORCEMENT ET LA RESILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (PASEREC)	17 946 972 270
7322706	BAD-PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE BURUNDI-RWANDA	65 141 292 074
7322712	BAD-PROJET MULTINATIONAL D'AMELIORATION DES ROUTES TRANSFRONTALIERES DE L'EAC(BURUNDI-RWANDA)PHASE I	5 761 678 588
7322713	BAD/PROJET D'ACCES A L'ENERGIE, PHASE I	14 843 821 359
7322714	BAD-PROJET MULTINATIONAL DE REHABILITATION DE LA ROUTE RUMONGE-GITAZA ET KABINGO-KASULU-MANYOVU	18 036 575 708
7322716	BAD-PROJET MULTINATIONAL DE CHEMIN DE FER ELECTRIFIE A ECARTEMENT STANDARD RELIANT TANZANIE/BURUNDI/RDC CONGO; PHASE II TRONCON UVINZA MUSONGATI	37 500 000 000
73228	AUTRES	615 583 205 177
7322853	BM/PROJET D'AMELIORATION DES COMPETENCES ET D'EMPLOYABILITE DES JEUNES (PACEJ)	104 678 868 756
7322862	BM/PROJET POUR L'EMPLOI ET LA TRANSFORMATION ECONOMIQUE (PRETE)	101 103 901 006
7322864	BAD/PROJET D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES DU BURUNDI ET DU RWANDA DANS LE CADRE DU NELSAP	12 026 205 078
7322867	BM-PROJET ENERGIE SOLAIRE DANS LES COMMUNAUTES RURALES SOLEIL NYAKIRIZA	33 123 348 246
7322877	BM-PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE INTEGRE AU BURUNDI (PRODECI-TURIKUMWE)	19 819 566 262
7322883	BAD-PROJET D'ENTREPRENEURIAT AGROPASTORAL ET PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL DES JEUNES ET DES FEMMES	18 481 514 543
7322884	BM/PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI	105 442 879 410
7322890	BM-PROJET DE RESILIENCE DES TRANSPORTS	90 957 173 560
7322893	FIDA/PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI	31 723 662 770
7322898	FIDA/PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT RURAL	80 946 166 710
7322899	BAD/PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DURABLE DES CHAINES DE VALEUR DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE AU BURUNDI (PADCAE-B)	17 279 918 836

3	AUTRES RECETTES	889 302 225 375
----------	------------------------	------------------------

72	PRODUITS NON FISCAUX	787 261 970 244
721	REVENUS DE LA PROPRIETE	189 493 147 869
7211	DIVIDENDES	89 163 230 902
72112	DIVIDENDES AUTRES ENTREPRISES FINANCIERES	7 855 057 556
7211200	DIVIDENDES AUTRES ENTREPRISES FINANCIERES	7 855 057 556
72113	DIVIDENDES ENTREPRISES NON FINANCIERES	81 308 173 346
7211300	DIVIDENDES ENTREPRISES NON FINANCIERES	81 308 173 346
7213	LOYERS	96 073 297 614
72131	LOCATIONS TERRAINS	331 350 575
7213100	LOCATIONS TERRAINS	331 350 575

Recettes 2026/2027.0

72132	REVENUS ET REDEVANCES DES CARRIERES (+ RECETTES DE MINERAIS 3T)	15 427 758 549
7213200	REVENUS ET REDEVANCES DES CARRIERES (+ RECETTES DE MINERAIS 3T)	15 427 758 549
72133	REDEVANCES DOMANIALES	39 953 281 633
7213300	REDEVANCES DOMANIALES	39 953 281 633
72134	FRAIS D'OBTENTION DU TITRE FONCIER ELECTRONIQUE SECURISE	30 000 000 000
7213400	FRAIS D'OBTENTION DU TITRE FONCIER SECURISE	30 000 000 000
72135	LOCATION DE STANDS ET SHOPS DANS LES MARCHES	10 360 906 857
7213500	LOCATION DE STANDS ET SHOPS DANS LES MARCHES	10 360 906 857
7214	RECETTES MINIERES	4 256 619 353
72140	OR	4 256 619 353
7214000	OR	4 256 619 353
722	VENTES DE BIENS ET SERVICES	74 778 485 939
7220	VENTE DU MAÏS ANAGESSA	50 000 000 000
72200	VENTE DU MAÏS ANAGESSA	50 000 000 000
7220000	VENTE DU MAÏS ANAGESSA	50 000 000 000
7221	LOCATION D'IMMEUBLES	1 370 736 679
72210	LOCATION D'IMMEUBLES	1 370 736 679
7221000	LOCATION D'IMMEUBLES	1 370 736 679
7222	VENTES DE MATERIEL ET MEUBLES REFORMES	5 322 297 268
72220	VENTES DE MATERIEL ET MEUBLES REFORMES	5 322 297 268
7222000	VENTES DE MATERIEL ET MEUBLES REFORMES	5 322 297 268
7223	VENTES D'IMPRIMES ET DE DOCUMENTATION	6 199 528 658
72230	VENTES D'IMPRIMES ET DE DOCUMENTATION	6 199 528 658
7223000	VENTES D'IMPRIMES ET DE DOCUMENTATION	6 199 528 658
7224	VALORISATION DES CHAMPS DE PALMIER A HUILE	3 000 000 000
72240	VALORISATION DES CHAMPS DE PALMIER A HUILE	3 000 000 000
7224000	VALORISATION DES CHAMPS DE PALMIER A HUILE DE L'ETAT	3 000 000 000
7225	PRESTATIONS DES SERVICES DE SANTE (DONT REVENUS CAM)	4 899 616 155
72250	PRESTATIONS DES SERVICES DE SANTE	2 650 163 871
7225000	PRESTATIONS DES SERVICES DE SANTE	2 650 163 871
72251	REVENUS CAM	2 249 452 284
7225100	REVENUS CAM	2 249 452 284
7226	PRESTATIONS DES SERVICES VETERINAIRES	210 817 443
72260	PRESTATIONS DES SERVICES VETERINAIRES	210 817 443
7226000	PRESTATIONS DES SERVICES VETERINAIRES	210 817 443
7227	VENTES DES SEMENCES	1 775 489 736
72270	VENTES DES SEMENCES	1 775 489 736
7227000	VENTES DES SEMENCES	1 775 489 736
7228	VENTE DES COMPTEURS	2 000 000 000
72280	VENTES DES COMPTEURS	2 000 000 000

Recettes 2026/2027.0

7228000	VENTES DES COMPTEURS	2 000 000 000
723	DROITS ADMINISTRATIFS	420 960 119 545
7231	DROITS DE VISAS, PASSEPORTS ET SEJOURS	85 903 653 634
72311	PASSEPORTS ET TITRES DE VOYAGES	67 649 797 011
7231100	PASSEPORTS & TITRES DE VOYAGES	67 649 797 011
72312	VISAS ET PASSEPORTS PAR LES AMBASSADES	1 648 813 626
7231200	VISAS ET PASSEPORTS PAR LES AMBASSADES	1 648 813 626
72313	VISAS ET IMMATRICULATIONS DES ETRANGERS	12 105 042 997
7231300	VISAS ET IMMATRICULATIONS DES ETRANGERS	12 105 042 997
72315	CARTE SECURISEE DES RESIDENTS ETRANGERS	4 500 000 000
7231500	CARTE SECURISEE DES RESIDENTS ETRANGERS	4 500 000 000
7232	DROITS ET PERMIS SUR L'EXERCICE D'ACTIVITES	35 387 314 376
72321	TAXE DE BATISSE	1 428 288 701
7232100	TAXES DE BATISSE	1 428 288 701
72323	PERMIS DE SORTIE DES BATEAUX CERTIFICAT DE NAVIGABILITE	2 775 317 289
7232300	PERMIS DE SORTIE DES BATEAUX CERTIFICAT DE NAVIGABILITE	2 775 317 289
72324	CONTROLE TECHNIQUE DES VEHICULES	3 816 644 112
7232400	CONTROLE TECHNIQUE DES VEHICULES	3 816 644 112
72325	AUTORISATION DE TRANSPORT	98 171 982
7232500	AUTORISATION DE TRANSPORT (DONT DEPART AERIEN)	17 720 617
7232510	AUTORISATION DE CONVOI	80 451 365
72326	LICENCES	11 264 196 511
7232600	LICENCE POUR DEBIT DE BOISSONS, RESTAURANTS ET HOTELS	9 759 071 441
7232610	LICENCE POUR EXPLOITATION DES RESTAURANTS	670 733 038
7232620	LICENCE POUR EXPLOITATION DES HOTELS	834 392 032
72328	AUTRES	11 723 858 494
7232800	AUTRES	10 655 109 306
7232802	FRAIS D'OBTENTION D'UNE AUTORISATION D'UNITE D'EXTRACTION DE L'HUILE DE PALME	787 513 716
7232805	OUVERTURE/RENOUVELLEMENT DES PHARMACIES ET DES INFIRMERIES	159 682 240
7232806	DROITS SUR ACQUISITION DE CARTE SUR AGREMENT DES GARAGES	121 553 232
72329	AUTORISATION DE TRANSPORT DES PRODUITS FORESTIERS	4 280 837 287
7232900	AUTORISATION DE TRANSPORT DES PRODUITS FORESTIERS	4 280 837 287
7233	DIVERS DROITS ET REDEVANCES	286 543 914 063
72331	DEPOT ET PUBLICATION D'UNE MARQUE	445 037 958
7233100	DEPOT ET PUBLICATION D'UNE MARQUE	445 037 958
72332	DROITS DE CONTENTIEUX (JUSTICE)	4 071 660 558
7233200	DROITS DE CONTENTIEUX (JUSTICE)	4 071 660 558
72333	PROCES-VERBAUX D'ACCIDENTS DE LA ROUTE	249 470 980
7233300	PROCES-VERBAUX D'ACCIDENTS DE LA ROUTE	249 470 980

Recettes 2026/2027.0

72334	DROITS SUR SERVICES RENDUS	36 270 886 875
7233400	DROITS SUR SERVICES RENDUS	36 270 886 875
72335	REDEVANCE INFORMATIQUE (DOUANES)	17 256 123 147
7233500	REDEVANCE INFORMATIQUE (DOUANES)	17 256 123 147
72336	REDEVANCE ADMINISTRATIVE (DOUANES)	37 464 127 471
7233600	REDEVANCE ADMINISTRATIVE (DOUANES)	37 464 127 471
72337	TAXE DE SURETE	53 303 793 150
7233700	TAXE DE SURETE	53 303 793 150
72338	AUTRES	137 482 813 924
7233800	ATTESTATION D'EXONERATION	1 396 937 224
7233801	REDEVANCE DE PESAGE AU PONT BASCULE	18 426 288
7233802	REDEVANCE DES PARKINGS DES CAMIONS	9 316 181
7233803	CONTRIBUTIONS ANNUELLES DES SOCIETES DES ASSURANCES	2 186 918 921
7233804	CONTRIBUTION SPECIALE BANCS PUPITRES, MANUELS SCOLAIRES ET APPUI CAM	6 265 954 341
7233805	REDEVANCE ANNUELLE ENVIRONNEMENTALE FORFAITAIRE	16 372 885 234
7233807	REDEVANCE ROUTIERE	8 978 785 844
7233808	REDEVANCE ENVIRONNEMENTALE SUR LES BOUTEILLES EN PLASTIQUE	12 000 000 000
7233809	REDEVANCE ENVIRONNEMENTALE POUR LES ETABLISSEMENTS DE SAUNA	100 000 000
7233810	REDEVANCE DE REIMPRESSION DE DUPLICATA NIF OU DE QUITTANCE DE PAIEMENT	1 398 204 005
7233811	REDEVANCE SUR LES MESSAGES INTERNATIONAUX ENTRANTS	830 149 865
7233813	REDEVANCE POUR LA DELIVRANCE D'UNE ATTESTATION FISCALE	729 950 434
7233814	REDEVANCE ANNUELLE POUR L'OBTENTION ET RENOUVELLEMENT IT	655 062 220
7233815	REDEVANCE ADMINISTRATIVE DES SERVICES ABREMA	4 478 053 378
7233830	RECETTES DE LONA	4 500 000 000
7233831	REDEVANCE ANNUELLE POUR LES EXPLOITANTS DES SITES D'ENTERREMENT DES MORTS	30 000 000
7233832	REDEVANCE ENVIRONNEMENTALE ANNUELLE DES STATIONS DE LAVAGE DES VEHICULES	30 000 000
7233833	REDEVANCE D'INTEGRATION REGIONALE (UNION AFRICAINE)	40 000 000 000
7233834	REDEVANCE POUR ASSISTANCE AU DECHARGEMENT DES MARCHANDISES A DOMICILE	1 500 000 000
7233835	REDEVANCE POUR ASSISTANCE AU DECHARGEMENT DES MARCHANDISES PENDANT LES JOURS FERIES	250 000 000
7233836	REDEVANCE POUR EXPERTISE DU MATERIEL ROULANT	2 500 000 000
7233837	REDEVANCE POUR ACCORD DE CHANGEMENT DE DESTINATION DES MARCHANDISES EN TRANSIT	2 500 000 000
7233838	REDEVANCE AD VALOREM DU SECTEUR DE LA PECHE	30 000 000 000
7233870	FRAIS D'ACQUISITION D'UNE CARTE D'AGREMENT DES AGENCES DE TRANSPORT	752 169 989
7234	AUTRES DROITS ET REDEVANCES DE L'ARCT	12 125 237 472
72341	AUTORISATION RESEAUX RADIOELECTRIQUE FIXE ET MOBILE A USAGE PRIVE NON COMMERCIAL	179 833 430

Recettes 2026/2027.0

7234100	AUTORISATION RESEAUX RADIOELECTRIQUES FIXES ET MOBILES A USAGE PRIVE NON COMMERCIALE	179 833 430
72342	ETUDE DU DOSSIER	18 880 146
7234200	ETUDE DU DOSSIER	18 880 146
72343	AGREMENT DES EQUIPEMENTS	133 978 462
7234300	AGREMENT DES EQUIPEMENTS	133 978 462
72344	EXPLOITATION DES FREQUENCES	3 278 303 910
7234400	EXPLOITATION DES FREQUENCES	3 278 303 910
72345	EXPLOITATION DES CODES ET NUMEROS	4 637 384 868
7234500	EXPLOITATION DES CODES ET NUMEROS	4 637 384 868
72346	LICENCE D'EXPLOITATION DES RESEAUX, DES STATIONS TV ET COMMUNICATION PAR SATELLITE	278 743 554
7234600	LICENCE D'EXPLOITATION DES RESEAUX, DES STATIONS TV ET COMMUNICATION PAR SATELLITE	278 743 554
72347	REDEVANCE ANNUELLE DE 2% DU CA	964 663 233
7234700	REDEVANCE ANNUELLE DE 2% DU C.A	964 663 233
72348	AUTORISATION SERVICE A VALEUR AJOUTEE	1 957 091 643
7234800	AUTORISATION SERVICE A VALEUR AJOUTEE	1 957 091 643
72349	CERTIFICAT D'HOMOLOGATION, DE VENTE, IMPORT ET EXPORT ET EXPOSITION	676 358 226
7234900	CERTIFICAT D'HOMOLOGATION, DE VENTE, IMPORT - EXPORT ET EXPOSITION	676 358 226
7235	VENTE DES DRAPEAUX	1 000 000 000
72350	VENTE DES DRAPEAUX	1 000 000 000
7235000	VENTE DES DRAPEAUX	1 000 000 000
724	AMENDES ET PENALITES	27 257 271 565
7241	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION ROUTIERE	9 446 621 864
72410	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION ROUTIERE	9 446 621 864
7241000	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION ROUTIERE	9 446 621 864
7242	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION COMMERCIALE	1 723 356 501
72420	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION COMMERCIALE	1 723 356 501
7242000	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION COMMERCIALE	1 723 356 501
7243	AMENDES JUDICIAIRES	1 078 919 311
72430	AMENDES JUDICIAIRES	1 078 919 311
7243000	AMENDES JUDICIAIRES	1 078 919 311
7248	AUTRES	15 008 373 889
72480	AUTRES	15 008 373 889
7248000	AUTRES	15 008 373 889
728	AUTRES PRODUITS NON FISCAUX	74 772 945 326
7280	AUTRES PRODUITS NON FISCAUX	74 772 945 326
72800	AUTRES PRODUITS NON FISCAUX	6 030 976 856
7280000	AUTRES PRODUITS NON FISCAUX NCA	6 030 976 856
72801	AUTRES PRODUITS NON FISCAUX (AUTRES)	68 728 881 137

Recettes 2026/2027.0

7280100	REMBOURSEMENT DU PRET-BOURSE	156 000 000
7280110	REMBOURSEMENT DU PRIX DE LA MACHINE DE FACTURATION ELECTRONIQUE (MFE)	19 500 000 000
7280120	ANNULATION OU MODIFICATION D'UNE DECLARATION DEJA LIQUIDEE	817 346 698
7280130	FINANCEMENTS DES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES	45 832 803 028
7280140	DEMANDE DES HISTORIQUES DOUANIERES	55 903 015
7280150	FRAIS DE TRANSFERT DE PROPRIETE	7 645 341
7280160	FRAIS DE RENOUVELLEMENT AGENCE EN DOUANE	304 988 671
7280170	DEMANDE DE TRANSBORDEMENT	15 914 042
7280180	INFRACTION DOUANIERE AVEREE OU REACTIVATION D'UNE AGENCE EN DOUANE	4 428 581
7280190	TRANSIT GOODS/MARCHANDISES EN TRANSIT	2 033 851 761
72802	IMPOT FORFAITAIRE LIBERATOIRE SUR LE TRANSPORT REMUNERE	13 087 333
7280200	IMPOT FORFAITAIRE LIBERATOIRE SUR LE TRANSPORT REMUNERE	13 087 333
74	PRODUITS FINANCIERS	951 028 000
744	GAINS DE CHANGE	951 028 000
7440	GAINS DE CHANGE	951 028 000
74400	GAINS DE CHANGE	951 028 000
7440000	GAINS DE CHANGE	951 028 000
78	PRODUITS EXCEPTIONNELS	101 089 227 131
784	RECUPERATION DES FONDS DETOURNES ET MALVERSATIONS	7 071 600 000
7841	RECUPERATION DES FONDS DETOURNES ET MALVERSATIONS	7 071 600 000
78410	RECUPERATION DES FONDS DETOURNES ET MALVERSATIONS	7 071 600 000
7841000	RECUPERATION DES PRODUITS DETOURNES ET MALVERSATIONS	7 071 600 000
788	AUTRES	94 017 627 131
7880	AUTRES	94 017 627 131
78801	REMBOURSEMENT DU MONTANT INDUMENT PERÇU	2 500 000 000
7880100	REMBOURSEMENT DU MONTANT INDUMENT PERÇU	2 500 000 000
78802	REMBOURSEMENT AVANCE SUR SUBVENTION DES ENGRAIS	40 000 000 000
7880200	REMBOURSEMENT AVANCE SUR SUBVENTION DES ENGRAIS	40 000 000 000
78803	RELIQUAT FRAIS DE MISSION ET PROVISIONS	3 000 000 000
7880300	RELIQUAT FRAIS DE MISSION ET PROVISIONS	3 000 000 000
78806	REMBOURSEMENT FINANCEMENT RETROCEDE (REGIDESO)	8 517 627 131
7880600	REMBOURSEMENT FINANCEMENT RETROCEDE (REGIDESO)	8 517 627 131
78807	REMBOURSEMENT ACHAT MAÏS	40 000 000 000
7880700	REMBOURSEMENT ACHAT MAÏS	40 000 000 000
Total général		6 347 217 693 221

Crédit 2026/2027.0

TABLEAU B: CLASSIFICATION ECONOMIQUE GLOBALE DES DEPENSES

0	Crédit global (ou réserve budgétaire)	10 700 000 000
0 88	Imprévus	10 700 000 000
0 888	Imprévus	10 700 000 000
0 88888	Imprévus	10 700 000 000
1	Rémunérations des salariés	1 272 060 172 213
1 61	Rémunérations des salariés	1 272 060 172 213
1 611	Rémunérations des sous statuts	738 777 124 900
1 61110	Rémunérations de base	296 970 799 418
1 61130	Indemnités de déplacement	3 387 232 000
1 61140	Primes de technicité	433 830 042 637
1 61150	Primes de rendement	638 760 000
1 61160	Allocations familiales	3 555 965 845
1 61170	Indemnités pour heures supplémentaires	45 600 000
1 61180	Autres	348 725 000
1 612	Rémunérations des sous contrats	216 378 485 396
1 61210	Rémunérations de base	143 399 607 307
1 61240	Primes de technicité	68 310 923 597
1 61250	Primes de rendement	3 165 542 483
1 61260	Allocations familiales	1 472 412 009
1 61280	Autres	30 000 000
1 613	Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	179 421 923 168
1 61310	Rémunérations des vacataires	358 574 036
1 61320	Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	179 063 349 132
1 614	Indemnités particulières - pouvoirs publics	27 616 926 710
1 61410	Traitements et indemnités du personnel politique	18 832 268 271
1 61420	Traitements et indemnités des parlementaires	3 223 066 000
1 61440	Sujétions	5 561 592 439
1 615	Primes et indemnités diverses	15 852 995 180
1 61580	Autres	15 852 995 180
1 616	Contributions sociales	94 012 716 859
1 61610	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	56 624 801 200
1 61620	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	30 033 176 284
1 61630	Contribution de l'Etat à la sécurité sociale des parlementaires	443 226 239

1 61680	Autres	6 881 513 136
1 61690	Remboursements et reversements sur cotisations de SS	30 000 000
2	Achats de biens et services	721 495 180 215
2 62	Services extérieurs	157 648 466 871
2 621	Frais de formation du personnel et frais de mission	54 283 595 916
2 62120	Formation au Burundi	2 207 347 094
2 62130	Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	9 302 109 894
2 62140	Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	20 211 272 284
2 62150	Frais de mission des diplomates à l'étranger	1 086 773 686
2 62160	Frais de mission à l'intérieur	21 476 092 958
2 622	Frais de relations publiques, publicités et intendances	16 564 622 859
2 62210	Publicité, information et communiqué	19 998 734
2 62220	Fêtes et cérémonies	1 268 000 000
2 62230	Frais de réceptions, conférences et sommets	5 980 692 098
2 62240	Frais de réunions et de séminaires	3 364 784 900
2 62250	Frais de contact et renseignement	1 829 081 504
2 62260	Frais d'intendance	3 312 333 333
2 62280	Autres	789 732 290
2 623	Contrats de prestation de services et abonnements	7 222 905 613
2 62310	Frais bancaires	8 000 000
2 62320	Frais de poste, courriers rapides et valises diplomatiques	311 587 307
2 62330	Frais de télécommunication	3 083 851 622
2 62340	Prestations informatiques	904 305 900
2 62350	Frais de gardiennage	17 999 996
2 62360	Abonnements à internet	2 841 792 788
2 62380	Autres	55 368 000
2 624	Locations	21 469 397 312
2 62410	Locations immeubles administratifs	9 732 773 712
2 62420	Locations maisons d'habitation	11 191 840 000
2 62430	Locations de véhicules	544 783 600
2 625	Entretiens et réparations	54 802 489 624
2 62510	Entretien de terrains	9 244 479 264
2 62520	Entretien des bâtiments et constructions	834 274 756
2 62550	Entretien et réparations des véhicules	37 654 808 669
2 62560	Entretien et réparations avions officiels	350 185 586

2 62570	Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	746 650 639
2 62580	Autres	5 972 090 710
2 626	Assurances	2 145 317 217
2 62610	Assurances des bâtiments	122 305 839
2 62620	Assurances des véhicules	1 848 906 914
2 62680	Autres	174 104 464
2 627	Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	1 160 138 330
2 62730	Frais d'avocat et contentieux	324 596 430
2 62760	Assistance technique	538 069 000
2 62780	Autres	297 472 900
2 63	Achats	563 846 713 344
2 631	Fournitures techniques	509 582 660 294
2 63120	Lubrifiants et carburants	38 370 110 348
2 63130	Fournitures des forces armées	318 662 240 839
2 63140	Fournitures des forces de police	123 500 557 998
2 63150	Fournitures agricoles et vétérinaires	13 071 439 752
2 63160	Fournitures médicales et hospitalières	1 008 251 800
2 63170	Fournitures scolaires et pédagogiques	3 414 259 137
2 63180	Autres	11 555 800 420
2 632	Fournitures administratives	38 855 956 588
2 63210	Fournitures de bureau et imprimés	26 122 018 624
2 63220	Livres et documentation	7 810 112 811
2 63280	Autres	4 923 825 153
2 633	Vêtements	25 000 000
2 63300	Vêtements	25 000 000
2 634	Petit matériel, mobilier et équipement	95 336 000
2 63400	Petit matériel, mobilier et équipement	7 000 000
2 63410	Matériel et équipement	88 336 000
2 635	Energie et eau	15 287 760 462
2 63510	Electricité	15 287 760 462
3	Intérêts	313 501 131 315
3 64	Charges financières	313 501 131 315
3 641	Intérêts sur emprunts extérieurs	23 343 663 237
3 64110	Intérêts aux Administrations publiques (Bilatéraux)	12 293 525 785
3 64120	Intérêts aux Organisations internationales (Multilatéraux)	11 050 137 452

3 642	Intérêts sur emprunts intérieurs	289 065 468 078
3 64220	Intérêts avances consolidées de la BRB	35 435 073 582
3 64230	Intérêts des bons du Trésor	94 075 889 000
3 64240	Intérêts des obligations	104 042 140 395
3 64280	Intérêts sur autres dettes contractualisées	55 512 365 101
3 644	Pertes de change	1 092 000 000
3 64400	Pertes de change	1 092 000 000
4	Investissements	3 451 659 854 733
4 20	Immobilisations incorporelles	67 953 130 497
4 201	Immobilisations incorporelles (études)	67 953 130 497
4 20100	Frais d'étude, de recherche et de développement	20 723 881 683
4 20110	Frais d'étude, de recherche et de développement	47 229 248 814
4 21	Immobilisations corporelles	639 708 681 944
4 211	Terrains, gisements et autres actifs naturels	56 786 409 335
4 21100	Terrains, gisements et autres actifs naturels	10 000 000 000
4 21110	Terrains	10 412 631 546
4 21180	Autres	36 373 777 789
4 212	Constructions	288 893 175 618
4 21210	Logements	1 428 103 465
4 21220	Bâtiments administratifs	187 714 763 736
4 21230	Bâtiments techniques	5 072 082 868
4 21240	Bâtiments militaires	11 682 505 768
4 21250	Bâtiments scolaires	6 408 320 195
4 21260	Installations générales, aménagements et agencements des bâtiments	7 155 527 520
4 21280	Autres constructions	69 431 872 066
4 213	Infrastructures	158 161 014 105
4 21310	Routes	60 844 960 516
4 21320	Réseaux d'adduction d'eau potable	139 558 507
4 21330	Réseaux d'assainissement	4 096 637 128
4 21370	Electrification et télécommunications	26 594 800 016
4 21380	Autres infrastructures	66 485 057 938
4 214	Matériels, machines et équipements	135 868 082 886
4 21410	Matériel de transport	1 795 000 000
4 21430	Mobilier et équipements de bureau	16 430 125 937
4 21440	Matériel informatique et de télécommunication	2 026 525 924



4 21450	Machines et matériels techniques	79 234 871 673
4 21480	Autres machines et équipements	36 381 559 352
4 22	Stocks	484 427 878 404
4 221	Stocks stratégiques	484 427 878 404
4 22180	Autres stocks stratégiques	484 427 878 404
4 26	Titres et participations	128 324 461 841
4 261	Participations au capital	127 553 026 241
4 26100	Participations au capital	12 000 000 000
4 26110	Participations au capital des sociétés	115 553 026 241
4 268	Autres titres et participations	771 435 600
4 26800	Autres titres et participations	771 435 600
4 27	Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	2 131 245 702 047
4 271	Contrepartie nationale (1)	292 147 010 438
4 27100	Contrepartie nationale (1)	292 147 010 438
4 272	Tirages sur emprunts (2)	65 407 986 153
4 27200	Tirages sur emprunts (2)	65 407 986 153
4 273	Tirages sur dons (3)	1 773 690 705 456
4 27300	Tirages sur dons (3)	1 773 690 705 456
5	Subventions	6 078 025 000
5 65	Subventions aux sociétés	6 078 025 000
5 653	Subventions aux collectivités territoriales	6 078 025 000
5 65300	Subventions aux collectivités territoriales	2 000 000 000
5 65310	Subventions aux provinces	4 000 000 000
5 65320	Subventions aux communes	78 025 000
6	Prestations sociales	8 514 400 757
6 67	Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	142 880 923 853
6 671	Prestations sociales employeur	3 232 500
6 67180	Autres	3 232 500
6 672	Assistance sociale	8 511 168 257
6 67210	Fonds d'assistance sociale	1 713 574 482
6 67280	Autres	6 797 593 775
7	Dons	813 802 615 118
7 66	Allocations, contributions et exonérations	813 802 615 118
7 661	Allocations et subsides	458 551 522 743

7 66110	Allocations aux pouvoirs publics (1)	458 551 522 743
7 662	Allocations aux services ministériels (2)	93 583 346 129
7 66200	Allocations aux services ministériels (2)	93 583 346 129
7 664	Allocations aux entités administratives autonomes (4)	24 158 222 517
7 66400	Allocations aux entités administratives autonomes (4)	24 158 222 517
7 666	Contributions aux organisations internationales	37 323 198 371
7 66620	Contributions aux organisations africaines	37 323 198 371
7 667	Exonérations accordées (1)	200 186 325 358
7 66710	Personnes publiques au titre de projets sur financements extérieurs	200 186 325 358
8	Autres charges	134 366 523 096
8 67	Prestations sociales employeur	142 880 923 853
8 673	Autres transferts courants	134 366 523 096
8 67310	Bourses et frais de rapatriement	44 789 027 348
8 67320	Frais de scolarité et d'entretien des élèves	51 008 198 400
8 67340	Aides alimentaires, médicaments et soins médicaux	349 681 310
8 67350	Subventions aux associations sportives, culturelles et caritatives	38 219 616 038
9	Remboursement du principal de la dette	2 121 440 165 579
9 16	Emprunts et dettes assimilées au titre de la dette intérieure	1 953 654 860 555
9 161	Dettes envers la banque centrale	37 761 424 504
9 16110	Avances consolidées	37 761 424 504
9 162	Bons du Trésor	1 523 294 111 000
9 16200	Bons du Trésor	1 523 294 111 000
9 163	Obligations	311 952 000 000
9 16300	Obligations	311 952 000 000
9 168	Autres dettes, dettes fournisseurs contractualisées	80 647 325 051
9 16810	Autres dettes, dettes fournisseurs contractualisées	80 647 325 051
9 17	Emprunts au titre de la dette extérieure	167 785 305 024
9 172	Crédits de développement (projets sur financements extérieurs)	167 785 305 024
9 17212	Capital à rembourser (Dettes bilatérales)	43 845 152 235
9 17222	Capital à rembourser (Dettes multilatérales)	123 940 152 789
Total général		8 853 618 068 026

TABLEAU C: CLASSIFICATION ECONOMIQUE DES DEPENSES PAR MINISTERE

		Crédits votés 2026/2027		
		Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	216 423 238 671	0	216 423 238 671
1	REMUNERATIONS DES SALAIRES	32 859 783 989	0	32 859 783 989
61	Rémunérations des salariés	32 859 783 989	0	32 859 783 989
611	Rémunérations des sous statuts	756 226 000	0	756 226 000
61130	<i>Indemnités de déplacement</i>	756 226 000	0	756 226 000
612	Rémunérations des sous contrats	1 646 678 086	0	1 646 678 086
61210	<i>Rémunérations de base</i>	950 829 780	0	950 829 780
61240	<i>Primes de technicité</i>	692 618 319	0	692 618 319
61260	<i>Allocations familiales</i>	3 229 987	0	3 229 987
613	Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	11 037 214 201	0	11 037 214 201
61320	<i>Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)</i>	11 037 214 201	0	11 037 214 201
614	Indemnités particulières - pouvoirs publics	18 832 268 271	0	18 832 268 271
61410	<i>Traitements et indemnités du personnel politique</i>	18 832 268 271	0	18 832 268 271
616	Contributions sociales	587 397 431	0	587 397 431
61620	<i>Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats</i>	83 741 223	0	83 741 223
61680	<i>Autres</i>	503 656 208	0	503 656 208
2	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	38 731 696 117	0	38 731 696 117
62	Services extérieurs	27 853 858 983	0	27 853 858 983
621	Frais de formation du personnel et frais de mission	14 566 428 402	0	14 566 428 402
62130	<i>Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger</i>	5 062 571 360	0	5 062 571 360
62140	<i>Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger</i>	7 343 857 042	0	7 343 857 042
62160	<i>Frais de mission à l'intérieur</i>	2 160 000 000	0	2 160 000 000
622	Frais de relations publiques, publicités et intendances	1 828 640 000	0	1 828 640 000
62230	<i>Frais de réceptions, conférences et sommets</i>	424 640 000	0	424 640 000
62260	<i>Frais d'intendance</i>	1 404 000 000	0	1 404 000 000
623	Contrats de prestation de services et abonnements	1 668 503 354	0	1 668 503 354
62330	<i>Frais de télécommunication</i>	795 421 354	0	795 421 354
62360	<i>Abonnements à internet</i>	873 082 000	0	873 082 000
625	Entretiens et réparations	9 790 287 227	0	9 790 287 227
62550	<i>Entretien et réparations des véhicules</i>	5 060 000 000	0	5 060 000 000
62560	<i>Entretien et réparations avions officiels</i>	337 685 586	0	337 685 586
62580	<i>Autres</i>	4 392 601 641	0	4 392 601 641
63	Achats	10 877 837 134	0	10 877 837 134
631	Fournitures techniques	5 070 000 000	0	5 070 000 000
63120	<i>Lubrifiants et carburants</i>	5 070 000 000	0	5 070 000 000

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
632 Fournitures administratives	5 391 837 134	0	5 391 837 134
63210 Fournitures de bureau et imprimés	639 977 256	0	639 977 256
63280 Autres	4 751 859 878	0	4 751 859 878
635 Energie et eau	416 000 000	0	416 000 000
63510 Electricité	416 000 000	0	416 000 000
4 INVESTISSEMENTS	78 135 723 585	0	78 135 723 585
20 Immobilisations incorporelles.	240 000 000	0	240 000 000
201 Immobilisations incorporelles (études)	240 000 000	0	240 000 000
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	240 000 000	0	240 000 000
21 Immobilisations corporelles	41 192 711 702	0	41 192 711 702
212 Constructions	23 320 000 000	0	23 320 000 000
21220 Bâtiments administratifs	23 320 000 000	0	23 320 000 000
214 Matériels, machines et équipements	17 872 711 702	0	17 872 711 702
21410 Matériel de transport	945 000 000	0	945 000 000
21430 Mobilier et équipements de bureau	1 507 328 000	0	1 507 328 000
21450 Machines et matériels techniques	15 420 383 702	0	15 420 383 702
26 Titres et participations	36 703 011 883	0	36 703 011 883
261 Participations au capital	36 703 011 883	0	36 703 011 883
26110 Participations au capital des sociétés	36 703 011 883	0	36 703 011 883
6 PRESTATIONS SOCIALES	105 343 188	0	105 343 188
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	105 343 188	0	105 343 188
672 Assistance sociale	105 343 188	0	105 343 188
67210 Fonds d'assistance sociale	105 343 188	0	105 343 188
7 DONS	66 590 691 792	0	66 590 691 792
66 Allocations, contributions et exonérations	66 590 691 792	0	66 590 691 792
661 Allocations et subsides	66 590 691 792	0	66 590 691 792
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	66 590 691 792	0	66 590 691 792
02 VICE-PRESIDENCE	5 201 452 568	0	5 201 452 568
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	1 431 759 446	0	1 431 759 446
61 Rémunérations des salariés	1 431 759 446	0	1 431 759 446
611 Rémunérations des sous statuts	51 600 000	0	51 600 000
61130 Indemnités de déplacement	51 600 000	0	51 600 000
612 Rémunérations des sous contrats	201 080 414	0	201 080 414
61210 Rémunérations de base	134 606 579	0	134 606 579
61240 Primes de technicité	60 394 793	0	60 394 793
61260 Allocations familiales	6 079 042	0	6 079 042

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	1 133 350 219	0	1 133 350 219
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	1 133 350 219	0	1 133 350 219
616 Contributions sociales	45 728 813	0	45 728 813
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	45 728 813	0	45 728 813
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	2 021 351 515	0	2 021 351 515
62 Services extérieurs	1 566 305 844	0	1 566 305 844
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	854 907 928	0	854 907 928
62130 Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	192 738 231	0	192 738 231
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	201 369 697	0	201 369 697
62160 Frais de mission à l'intérieur	460 800 000	0	460 800 000
622 Frais de relations publiques, publicités et intendances	316 166 666	0	316 166 666
62220 Fêtes et cérémonies	12 000 000	0	12 000 000
62260 Frais d'intendance	304 166 666	0	304 166 666
623 Contrats de prestation de services et abonnements	36 677 853	0	36 677 853
62320 Frais de poste, courriers rapides et valises diplomatiques	660 000	0	660 000
62330 Frais de télécommunication	23 258 640	0	23 258 640
62360 Abonnements à internet	12 759 213	0	12 759 213
625 Entretien et réparations	358 553 397	0	358 553 397
62550 Entretien et réparations des véhicules	280 191 094	0	280 191 094
62580 Autres	78 362 303	0	78 362 303
63 Achats	455 045 671	0	455 045 671
631 Fournitures techniques	383 166 668	0	383 166 668
63120 Lubrifiants et carburants	383 166 668	0	383 166 668
632 Fournitures administratives	53 879 003	0	53 879 003
63210 Fournitures de bureau et imprimés	53 879 003	0	53 879 003
635 Energie et eau	18 000 000	0	18 000 000
63510 Electricité	18 000 000	0	18 000 000
4 INVESTISSEMENTS	165 180 463	0	165 180 463
21 Immobilisations corporelles	165 180 463	0	165 180 463
212 Constructions	165 180 463	0	165 180 463
21220 Bâtiments administratifs	165 180 463	0	165 180 463
6 PRESTATIONS SOCIALES	125 517 889	0	125 517 889
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	125 517 889	0	125 517 889
672 Assistance sociale	125 517 889	0	125 517 889

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
67210 <i>Fonds d'assistance sociale</i>	125 517 889	0	125 517 889
7 DONS	1 457 643 255	0	1 457 643 255
66 Allocations, contributions et exonérations	1 457 643 255	0	1 457 643 255
661 <i>Allocations et subsides</i>	1 457 643 255	0	1 457 643 255
66110 <i>Allocations aux pouvoirs publics (1)</i>	1 457 643 255	0	1 457 643 255
03 PRIMATURE	19 352 431 207	0	19 352 431 207
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	4 526 590 050	0	4 526 590 050
61 Rémunérations des salariés	4 526 590 050	0	4 526 590 050
611 <i>Rémunérations des sous statuts</i>	120 000 000	0	120 000 000
61130 <i>Indemnités de déplacement</i>	120 000 000	0	120 000 000
612 <i>Rémunérations des sous contrats</i>	1 100 816 483	0	1 100 816 483
61210 <i>Rémunérations de base</i>	1 036 916 092	0	1 036 916 092
61240 <i>Primes de technicité</i>	60 810 011	0	60 810 011
61260 <i>Allocations familiales</i>	3 090 380	0	3 090 380
613 <i>Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels</i>	3 273 014 061	0	3 273 014 061
61310 <i>Rémunérations des vacataires</i>	282 840 036	0	282 840 036
61320 <i>Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)</i>	2 990 174 025	0	2 990 174 025
616 <i>Contributions sociales</i>	32 759 506	0	32 759 506
61620 <i>Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats</i>	32 759 506	0	32 759 506
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	5 658 989 846	0	5 658 989 846
62 Services extérieurs	4 735 987 376	0	4 735 987 376
621 <i>Frais de formation du personnel et frais de mission</i>	1 893 346 109	0	1 893 346 109
62120 <i>Formation au Burundi</i>	57 393 000	0	57 393 000
62130 <i>Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger</i>	475 169 558	0	475 169 558
62140 <i>Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger</i>	640 783 551	0	640 783 551
62160 <i>Frais de mission à l'intérieur</i>	720 000 000	0	720 000 000
622 <i>Frais de relations publiques, publicités et intendances</i>	1 402 091 267	0	1 402 091 267
62220 <i>Fêtes et cérémonies</i>	90 000 000	0	90 000 000
62230 <i>Frais de réceptions, conférences et sommets</i>	600 000 000	0	600 000 000
62260 <i>Frais d'intendance</i>	264 166 667	0	264 166 667
62280 <i>Autres</i>	447 924 600	0	447 924 600
623 <i>Contrats de prestation de services et abonnements</i>	85 750 000	0	85 750 000
62320 <i>Frais de poste, courriers rapides et valises diplomatiques</i>	750 000	0	750 000
62330 <i>Frais de télécommunication</i>	45 000 000	0	45 000 000
62360 <i>Abonnements à internet</i>	40 000 000	0	40 000 000

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
625 Entretien et réparations	1 294 800 000	0	1 294 800 000
62550 Entretien et réparations des véhicules	1 230 000 000	0	1 230 000 000
62580 Autres	64 800 000	0	64 800 000
626 Assurances	60 000 000	0	60 000 000
62680 Autres	60 000 000	0	60 000 000
63 Achats	923 002 470	0	923 002 470
631 Fournitures techniques	487 744 000	0	487 744 000
63120 Lubrifiants et carburants	487 744 000	0	487 744 000
632 Fournitures administratives	388 425 137	0	388 425 137
63210 Fournitures de bureau et imprimés	388 425 137	0	388 425 137
635 Energie et eau	46 833 333	0	46 833 333
63510 Electricité	46 833 333	0	46 833 333
4 INVESTISSEMENTS	45 012 162	0	45 012 162
21 Immobilisations corporelles	45 012 162	0	45 012 162
214 Matériels, machines et équipements	45 012 162	0	45 012 162
21430 Mobilier et équipements de bureau	45 012 162	0	45 012 162
6 PRESTATIONS SOCIALES	133 333 300	0	133 333 300
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	133 333 300	0	133 333 300
672 Assistance sociale	133 333 300	0	133 333 300
67210 Fonds d'assistance sociale	133 333 300	0	133 333 300
7 DONS	8 988 505 849	0	8 988 505 849
66 Allocations, contributions et exonérations	8 988 505 849	0	8 988 505 849
661 Allocations et subsides	8 988 505 849	0	8 988 505 849
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	8 988 505 849	0	8 988 505 849
04 SECRETARIAT GENERAL DE L'ETAT	3 929 752 272	0	3 929 752 272
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	114 383 978	0	114 383 978
61 Rémunérations des salariés	114 383 978	0	114 383 978
611 Rémunérations des sous statuts	96 967 906	0	96 967 906
61110 Rémunérations de base	16 476 406	0	16 476 406
61130 Indemnités de déplacement	55 200 000	0	55 200 000
61140 Primes de technicité	25 123 500	0	25 123 500
61160 Allocations familiales	168 000	0	168 000
612 Rémunérations des sous contrats	14 209 963	0	14 209 963
61210 Rémunérations de base	2 002 963	0	2 002 963
61240 Primes de technicité	11 799 000	0	11 799 000
61260 Allocations familiales	408 000	0	408 000
616 Contributions sociales	3 206 109	0	3 206 109

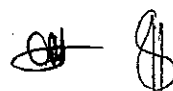


Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	2 965 753	0	2 965 753
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	240 356	0	240 356
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	3 209 674 691	0	3 209 674 691
62 Services extérieurs	3 106 234 691	0	3 106 234 691
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	280 000 000	0	280 000 000
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	100 000 000	0	100 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	180 000 000	0	180 000 000
622 Frais de relations publiques, publicités et intendances	2 737 576 470	0	2 737 576 470
62220 Fêtes et cérémonies	992 000 000	0	992 000 000
62230 Frais de réceptions, conférences et sommets	1 745 576 470	0	1 745 576 470
623 Contrats de prestation de services et abonnements	32 330 221	0	32 330 221
62320 Frais de poste, courriers rapides et valises diplomatiques	259 200	0	259 200
62330 Frais de télécommunication	17 763 840	0	17 763 840
62360 Abonnements à internet	14 307 181	0	14 307 181
625 Entretiens et réparations	56 328 000	0	56 328 000
62550 Entretien et réparations des véhicules	48 880 000	0	48 880 000
62580 Autres	7 448 000	0	7 448 000
63 Achats	103 440 000	0	103 440 000
631 Fournitures techniques	59 200 000	0	59 200 000
63120 Lubrifiants et carburants	59 200 000	0	59 200 000
632 Fournitures administratives	37 760 000	0	37 760 000
63210 Fournitures de bureau et imprimés	37 760 000	0	37 760 000
635 Energie et eau	6 480 000	0	6 480 000
63510 Electricité	6 480 000	0	6 480 000
4 INVESTISSEMENTS	273 875 569	0	273 875 569
21 Immobilisations corporelles	273 875 569	0	273 875 569
214 Matériels, machines et équipements	273 875 569	0	273 875 569
21430 Mobilier et équipements de bureau	273 875 569	0	273 875 569
7 DONS	331 818 034	0	331 818 034
66 Allocations, contributions et exonérations	331 818 034	0	331 818 034
661 Allocations et subsides	331 818 034	0	331 818 034
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	331 818 034	0	331 818 034
05 ASSEMBLEE NATIONALE	29 049 702 471	0	29 049 702 471
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	13 439 261 981	0	13 439 261 981
61 Rémunérations des salariés	13 439 261 981	0	13 439 261 981
611 Rémunérations des sous statuts	3 694 131 002	0	3 694 131 002

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61110 Rémunérations de base	1 912 480 942	0	1 912 480 942
61130 Indemnités de déplacement	399 400 000	0	399 400 000
61140 Primes de technicité	1 357 837 015	0	1 357 837 015
61160 Allocations familiales	24 413 045	0	24 413 045
612 Rémunérations des sous contrats	1 472 165 399	0	1 472 165 399
61250 Primes de rendement	1 472 165 399	0	1 472 165 399
614 Indemnités particulières - pouvoirs publics	7 575 558 960	0	7 575 558 960
61420 Traitements et indemnités des parlementaires	2 787 742 800	0	2 787 742 800
61440 Sujétions	4 787 816 160	0	4 787 816 160
616 Contributions sociales	697 406 620	0	697 406 620
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	335 301 124	0	335 301 124
61630 Contribution de l'Etat à la sécurité sociale des parlementaires	362 105 496	0	362 105 496
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	13 256 660 647	0	13 256 660 647
62 Services extérieurs	9 748 597 205	0	9 748 597 205
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	3 895 303 575	0	3 895 303 575
62130 Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	1 997 987 780	0	1 997 987 780
62160 Frais de mission à l'intérieur	1 897 315 795	0	1 897 315 795
622 Frais de relations publiques, publicités et intendances	1 072 000 000	0	1 072 000 000
62230 Frais de réceptions, conférences et sommets	152 000 000	0	152 000 000
62240 Frais de réunions et de séminaires	300 000 000	0	300 000 000
62260 Frais d'intendance	620 000 000	0	620 000 000
623 Contrats de prestation de services et abonnements	219 092 812	0	219 092 812
62330 Frais de télécommunication	66 354 000	0	66 354 000
62360 Abonnements à internet	152 738 812	0	152 738 812
624 Locations	108 000 000	0	108 000 000
62420 Locations maisons d'habitation	108 000 000	0	108 000 000
625 Entretiens et réparations	3 308 351 595	0	3 308 351 595
62510 Entretien de terrains	406 226 100	0	406 226 100
62550 Entretien et réparations des véhicules	1 448 150 950	0	1 448 150 950
62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	480 535 913	0	480 535 913
62580 Autres	973 438 632	0	973 438 632
626 Assurances	879 550 223	0	879 550 223
62610 Assurances des bâtiments	122 305 839	0	122 305 839
62620 Assurances des véhicules	757 244 384	0	757 244 384
627 Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	266 299 000	0	266 299 000

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62760 Assistance technique	266 299 000	0	266 299 000
63 Achats	3 508 063 442	0	3 508 063 442
631 Fournitures techniques	2 791 565 304	0	2 791 565 304
63120 Lubrifiants et carburants	2 791 565 304	0	2 791 565 304
632 Fournitures administratives	617 390 158	0	617 390 158
63210 Fournitures de bureau et imprimés	617 390 158	0	617 390 158
635 Energie et eau	99 107 980	0	99 107 980
63510 Electricité	99 107 980	0	99 107 980
4 INVESTISSEMENTS	891 000 000	0	891 000 000
21 Immobilisations corporelles	891 000 000	0	891 000 000
214 Matériels, machines et équipements	891 000 000	0	891 000 000
21430 Mobilier et équipements de bureau	891 000 000	0	891 000 000
6 PRESTATIONS SOCIALES	158 488 652	0	158 488 652
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	158 488 652	0	158 488 652
672 Assistance sociale	158 488 652	0	158 488 652
67210 Fonds d'assistance sociale	158 488 652	0	158 488 652
7 DONS	1 304 291 191	0	1 304 291 191
66 Allocations, contributions et exonérations	1 304 291 191	0	1 304 291 191
661 Allocations et subsides	1 304 291 191	0	1 304 291 191
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	1 304 291 191	0	1 304 291 191
06 SENAT	21 744 733 152	0	21 744 733 152
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	7 303 440 785	0	7 303 440 785
61 Rémunérations des salariés	7 303 440 785	0	7 303 440 785
611 Rémunérations des sous statuts	4 092 141 067	0	4 092 141 067
61110 Rémunérations de base	2 598 248 390	0	2 598 248 390
61130 Indemnités de déplacement	303 000 000	0	303 000 000
61140 Primes de technicité	1 179 036 677	0	1 179 036 677
61160 Allocations familiales	11 856 000	0	11 856 000
612 Rémunérations des sous contrats	1 694 157 084	0	1 694 157 084
61250 Primes de rendement	1 693 377 084	0	1 693 377 084
61260 Allocations familiales	780 000	0	780 000
614 Indemnités particulières - pouvoirs publics	1 209 099 479	0	1 209 099 479
61420 Traitements et indemnités des parlementaires	435 323 200	0	435 323 200
61440 Sujétions	773 776 279	0	773 776 279
616 Contributions sociales	308 043 155	0	308 043 155
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	226 922 412	0	226 922 412

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61630 Contribution de l'Etat à la sécurité sociale des parlementaires	81 120 743	0	81 120 743
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	7 672 867 286	0	7 672 867 286
62 Services extérieurs	6 053 619 529	0	6 053 619 529
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	3 261 458 915	0	3 261 458 915
62130 Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	1 373 642 965	0	1 373 642 965
62160 Frais de mission à l'intérieur	1 887 815 950	0	1 887 815 950
622 Frais de relations publiques, publicités et intendances	821 466 386	0	821 466 386
62230 Frais de réceptions, conférences et sommets	201 466 386	0	201 466 386
62260 Frais d'intendance	620 000 000	0	620 000 000
623 Contrats de prestation de services et abonnements	259 081 675	0	259 081 675
62330 Frais de télécommunication	62 604 400	0	62 604 400
62360 Abonnements à internet	196 477 275	0	196 477 275
624 Locations	243 600 000	0	243 600 000
62410 Locations immeubles administratifs	18 000 000	0	18 000 000
62420 Locations maisons d'habitation	108 000 000	0	108 000 000
62430 Locations de véhicules	117 600 000	0	117 600 000
625 Entretiens et réparations	1 201 575 440	0	1 201 575 440
62510 Entretien de terrains	210 500 000	0	210 500 000
62520 Entretien des bâtiments et constructions	71 466 776	0	71 466 776
62550 Entretien et réparations des véhicules	834 317 000	0	834 317 000
62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	85 291 664	0	85 291 664
626 Assurances	186 437 113	0	186 437 113
62620 Assurances des véhicules	186 437 113	0	186 437 113
627 Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	80 000 000	0	80 000 000
62760 Assistance technique	80 000 000	0	80 000 000
63 Achats	1 619 247 757	0	1 619 247 757
631 Fournitures techniques	1 290 825 600	0	1 290 825 600
63120 Lubrifiants et carburants	1 290 825 600	0	1 290 825 600
632 Fournitures administratives	275 442 157	0	275 442 157
63210 Fournitures de bureau et imprimés	275 442 157	0	275 442 157
635 Energie et eau	52 980 000	0	52 980 000
63510 Electricité	52 980 000	0	52 980 000
4 INVESTISSEMENTS	4 568 241 770	0	4 568 241 770
20 Immobilisations incorporelles	161 872 154	0	161 872 154
201 Immobilisations incorporelles (études)	161 872 154	0	161 872 154



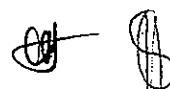
Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	161 872 154	0	161 872 154
21 Immobilisations corporelles	4 406 369 616	0	4 406 369 616
212 Constructions	3 310 180 080	0	3 310 180 080
21220 Bâtiments administratifs	3 310 180 080	0	3 310 180 080
214 Matériels, machines et équipements	1 096 189 536	0	1 096 189 536
21430 Mobilier et équipements de bureau	1 051 189 536	0	1 051 189 536
21450 Machines et matériels techniques	45 000 000	0	45 000 000
6 PRESTATIONS SOCIALES	111 546 243	0	111 546 243
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	111 546 243	0	111 546 243
672 Assistance sociale	111 546 243	0	111 546 243
67210 Fonds d'assistance sociale	111 546 243	0	111 546 243
7 DONS	2 088 637 068	0	2 088 637 068
66 Allocations, contributions et exonérations	2 088 637 068	0	2 088 637 068
661 Allocations et subsides	2 088 637 068	0	2 088 637 068
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	2 088 637 068	0	2 088 637 068
07 COUR DES COMPTES	2 304 897 524	0	2 304 897 524
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	859 100 490	0	859 100 490
61 Rémunérations des salariés	859 100 490	0	859 100 490
611 Rémunérations des sous statuts	579 600 000	0	579 600 000
61110 Rémunérations de base	558 000 000	0	558 000 000
61130 Indemnités de déplacement	21 600 000	0	21 600 000
612 Rémunérations des sous contrats	225 211 415	0	225 211 415
61210 Rémunérations de base	201 691 415	0	201 691 415
61240 Primes de technicité	21 120 000	0	21 120 000
61260 Allocations familiales	2 400 000	0	2 400 000
616 Contributions sociales	54 289 075	0	54 289 075
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	33 577 851	0	33 577 851
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	20 711 224	0	20 711 224
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	573 505 971	0	573 505 971
62 Services extérieurs	447 467 396	0	447 467 396
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	312 438 000	0	312 438 000
62130 Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	200 000 000	0	200 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	112 438 000	0	112 438 000
622 Frais de relations publiques, publicités et intendances	10 500 000	0	10 500 000



Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62230 <i>Frais de réceptions, conférences et sommets</i>	10 500 000	0	10 500 000
623 Contrats de prestation de services et abonnements	34 764 000	0	34 764 000
62320 <i>Frais de poste, courriers rapides et valises diplomatiques</i>	1 080 000	0	1 080 000
62330 <i>Frais de télécommunication</i>	15 000 000	0	15 000 000
62360 <i>Abonnements à internet</i>	18 684 000	0	18 684 000
625 Entretiens et réparations	82 632 270	0	82 632 270
62510 <i>Entretien de terrains</i>	15 000 000	0	15 000 000
62550 <i>Entretien et réparations des véhicules</i>	50 000 000	0	50 000 000
62580 <i>Autres</i>	17 632 270	0	17 632 270
626 Assurances	7 133 126	0	7 133 126
62620 <i>Assurances des véhicules</i>	7 133 126	0	7 133 126
63 Achats	126 038 575	0	126 038 575
631 Fournitures techniques	31 680 000	0	31 680 000
63120 <i>Lubrifiants et carburants</i>	31 680 000	0	31 680 000
632 Fournitures administratives	82 358 575	0	82 358 575
63210 <i>Fournitures de bureau et imprimés</i>	82 358 575	0	82 358 575
635 Energie et eau	12 000 000	0	12 000 000
63510 <i>Electricité</i>	12 000 000	0	12 000 000
6 PRESTATIONS SOCIALES	5 000 000	0	5 000 000
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	5 000 000	0	5 000 000
672 Assistance sociale	5 000 000	0	5 000 000
67210 <i>Fonds d'assistance sociale</i>	5 000 000	0	5 000 000
7 DONS	867 291 063	0	867 291 063
66 Allocations, contributions et exonérations	867 291 063	0	867 291 063
661 Allocations et subsides	857 384 914	0	857 384 914
66110 <i>Allocations aux pouvoirs publics (1)</i>	857 384 914	0	857 384 914
666 Contributions aux organisations internationales	9 906 149	0	9 906 149
66620 <i>Contributions aux organisations africaines</i>	9 906 149	0	9 906 149
08 COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	30 450 079 897	0	30 450 079 897
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	1 987 044 932	0	1 987 044 932
61 Rémunérations des salariés	1 987 044 932	0	1 987 044 932
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	1 987 044 932	0	1 987 044 932
61320 <i>Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)</i>	1 987 044 932	0	1 987 044 932
7 DONS	28 463 034 965	0	28 463 034 965
66 Allocations, contributions et exonérations	28 463 034 965	0	28 463 034 965

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
661 Allocations et subsides	28 463 034 965	0	28 463 034 965
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	28 463 034 965	0	28 463 034 965
11 MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	409 877 267 714	19 819 566 262	429 696 833 976
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	142 736 599 004	0	142 736 599 004
61 Rémunérations des salariés	142 736 599 004	0	142 736 599 004
611 Rémunérations des sous statuts	59 117 828 214	0	59 117 828 214
61110 Rémunérations de base	36 509 023 296	0	36 509 023 296
61130 Indemnités de déplacement	115 200 000	0	115 200 000
61140 Primes de technicité	22 009 128 918	0	22 009 128 918
61160 Allocations familiales	484 476 000	0	484 476 000
612 Rémunérations des sous contrats	62 175 395 346	0	62 175 395 346
61210 Rémunérations de base	45 586 550 096	0	45 586 550 096
61240 Primes de technicité	16 146 201 250	0	16 146 201 250
61260 Allocations familiales	442 644 000	0	442 644 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	4 223 219 437	0	4 223 219 437
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	4 223 219 437	0	4 223 219 437
616 Contributions sociales	17 220 156 007	0	17 220 156 007
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	6 743 251 675	0	6 743 251 675
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	10 476 904 332	0	10 476 904 332
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	154 222 566 363	0	154 222 566 363
62 Services extérieurs	12 094 115 537	0	12 094 115 537
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	2 889 175 045	0	2 889 175 045
62120 Formation au Burundi	110 076 350	0	110 076 350
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	519 503 116	0	519 503 116
62160 Frais de mission à l'intérieur	2 259 595 579	0	2 259 595 579
622 Frais de relations publiques, publicités et intendances	1 047 349 057	0	1 047 349 057
62230 Frais de réceptions, conférences et sommets	270 267 553	0	270 267 553
62250 Frais de contact et renseignement	777 081 504	0	777 081 504
623 Contrats de prestation de services et abonnements	760 941 816	0	760 941 816
62320 Frais de poste, courriers rapides et valises diplomatiques	2 943 584	0	2 943 584
62330 Frais de télécommunication	463 224 312	0	463 224 312
62360 Abonnements à internet	294 773 920	0	294 773 920
624 Locations	4 854 016 104	0	4 854 016 104
62410 Locations immeubles administratifs	670 696 104	0	670 696 104

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62420 Locations maisons d'habitation	4 183 320 000	0	4 183 320 000
625 Entretien et réparations	2 542 633 515	0	2 542 633 515
62510 Entretien de terrains	391 827 096	0	391 827 096
62550 Entretien et réparations des véhicules	2 099 633 000	0	2 099 633 000
62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	12 380 004	0	12 380 004
62580 Autres	38 793 415	0	38 793 415
63 Achats	142 128 450 826	0	142 128 450 826
631 Fournitures techniques	133 173 834 792	0	133 173 834 792
63120 Lubrifiants et carburants	9 673 276 794	0	9 673 276 794
63140 Fournitures des forces de police	123 500 557 998	0	123 500 557 998
632 Fournitures administratives	7 183 460 888	0	7 183 460 888
63210 Fournitures de bureau et imprimés	7 169 312 888	0	7 169 312 888
63280 Autres	14 148 000	0	14 148 000
635 Energie et eau	1 771 155 146	0	1 771 155 146
63510 Electricité	1 771 155 146	0	1 771 155 146
4 INVESTISSEMENTS	55 786 433 109	19 819 566 262	75 605 999 371
21 Immobilisations corporelles	54 840 533 639	0	54 840 533 639
212 Constructions	7 310 461 490	0	7 310 461 490
21220 Bâtiments administratifs	5 159 003 924	0	5 159 003 924
21230 Bâtiments techniques	2 151 457 566	0	2 151 457 566
213 Infrastructures	4 352 796 850	0	4 352 796 850
21380 Autres infrastructures	4 352 796 850	0	4 352 796 850
214 Matériels, machines et équipements	43 177 275 299	0	43 177 275 299
21430 Mobilier et équipements de bureau	648 128 658	0	648 128 658
21450 Machines et matériels techniques	42 529 146 641	0	42 529 146 641
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	945 899 470	19 819 566 262	20 765 465 732
271 Contrepartie nationale (1)	945 899 470	0	945 899 470
27100 Contrepartie nationale (1)	945 899 470	0	945 899 470
273 Tirages sur dons (3)	0	19 819 566 262	19 819 566 262
27300 Tirages sur dons (3)	0	19 819 566 262	19 819 566 262
5 SUBVENTIONS	78 025 000	0	78 025 000
65 Subventions aux sociétés	78 025 000	0	78 025 000
653 Subventions aux collectivités territoriales	78 025 000	0	78 025 000
65320 Subventions aux communes	78 025 000	0	78 025 000
6 PRESTATIONS SOCIALES	6 797 593 775	0	6 797 593 775
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	6 797 593 775	0	6 797 593 775



Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
672 Assistance sociale	6 797 593 775	0	6 797 593 775
67280 Autres	6 797 593 775	0	6 797 593 775
7 DONS	48 633 592 859	0	48 633 592 859
66 Allocations, contributions et exonérations	48 633 592 859	0	48 633 592 859
661 Allocations et subsides	48 633 592 859	0	48 633 592 859
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	48 633 592 859	0	48 633 592 859
8 AUTRES CHARGES	1 622 457 604	0	1 622 457 604
67 Prestations sociales employeur	1 622 457 604	0	1 622 457 604
673 Autres transferts courants	1 622 457 604	0	1 622 457 604
67310 Bourses et frais de rapatriement	1 622 457 604	0	1 622 457 604
12 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES , DE L'INTEGRATION REGIONALE ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT	128 775 152 455	0	128 775 152 455
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	24 748 917 072	0	24 748 917 072
61 Rémunérations des salariés	24 748 917 072	0	24 748 917 072
611 Rémunérations des sous statuts	2 044 405 644	0	2 044 405 644
61110 Rémunérations de base	582 517 444	0	582 517 444
61130 Indemnités de déplacement	163 200 000	0	163 200 000
61140 Primes de technicité	1 248 768 200	0	1 248 768 200
61160 Allocations familiales	4 320 000	0	4 320 000
61170 Indemnités pour heures supplémentaires	45 600 000	0	45 600 000
612 Rémunérations des sous contrats	241 439 927	0	241 439 927
61210 Rémunérations de base	168 010 427	0	168 010 427
61240 Primes de technicité	71 725 500	0	71 725 500
61260 Allocations familiales	1 704 000	0	1 704 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	22 326 056 427	0	22 326 056 427
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	22 326 056 427	0	22 326 056 427
616 Contributions sociales	137 015 074	0	137 015 074
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	104 853 823	0	104 853 823
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	2 161 251	0	2 161 251
61690 Remboursements et reversements sur cotisations de SS	30 000 000	0	30 000 000
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	13 699 988 818	0	13 699 988 818
62 Services extérieurs	12 346 686 486	0	12 346 686 486
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	6 041 950 087	0	6 041 950 087
62120 Formation au Burundi	75 179 600	0	75 179 600

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62140 <i>Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger</i>	4 523 698 001	0	4 523 698 001
62150 <i>Frais de mission des diplomates à l'étranger</i>	1 086 773 686	0	1 086 773 686
62160 <i>Frais de mission à l'intérieur</i>	356 298 800	0	356 298 800
622 <i>Frais de relations publiques, publicités et intendances</i>	4 074 886 756	0	4 074 886 756
62210 <i>Publicité, information et communiqué</i>	19 998 734	0	19 998 734
62230 <i>Frais de réceptions, conférences et sommets</i>	350 609 932	0	350 609 932
62240 <i>Frais de réunions et de séminaires</i>	3 042 470 400	0	3 042 470 400
62250 <i>Frais de contact et renseignement</i>	320 000 000	0	320 000 000
62280 <i>Autres</i>	341 807 690	0	341 807 690
623 <i>Contrats de prestation de services et abonnements</i>	1 256 406 121	0	1 256 406 121
62320 <i>Frais de poste, courriers rapides et valises diplomatiques</i>	136 964 560	0	136 964 560
62330 <i>Frais de télécommunication</i>	36 396 000	0	36 396 000
62340 <i>Prestations informatiques</i>	874 305 900	0	874 305 900
62350 <i>Frais de gardiennage</i>	17 999 996	0	17 999 996
62360 <i>Abonnements à internet</i>	154 371 665	0	154 371 665
62380 <i>Autres</i>	36 368 000	0	36 368 000
625 <i>Entretiens et réparations</i>	781 673 522	0	781 673 522
62510 <i>Entretien de terrains</i>	388 261 482	0	388 261 482
62550 <i>Entretien et réparations des véhicules</i>	381 412 040	0	381 412 040
62580 <i>Autres</i>	12 000 000	0	12 000 000
627 <i>Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique</i>	191 770 000	0	191 770 000
62760 <i>Assistance technique</i>	191 770 000	0	191 770 000
63 Achats	1 353 302 332	0	1 353 302 332
631 <i>Fournitures techniques</i>	438 596 250	0	438 596 250
63120 <i>Lubrifiants et carburants</i>	438 596 250	0	438 596 250
632 <i>Fournitures administratives</i>	868 152 185	0	868 152 185
63210 <i>Fournitures de bureau et imprimés</i>	756 152 185	0	756 152 185
63280 <i>Autres</i>	112 000 000	0	112 000 000
633 <i>Vêtements</i>	25 000 000	0	25 000 000
63300 <i>Vêtements</i>	25 000 000	0	25 000 000
634 <i>Petit matériel, mobilier et équipement</i>	7 000 000	0	7 000 000
63400 <i>Petit matériel, mobilier et équipement</i>	7 000 000	0	7 000 000
635 <i>Energie et eau</i>	14 553 897	0	14 553 897
63510 <i>Electricité</i>	14 553 897	0	14 553 897
4 INVESTISSEMENTS	12 541 027 252	0	12 541 027 252
21 <i>Immobilisations corporelles</i>	12 541 027 252	0	12 541 027 252
212 <i>Constructions</i>	12 541 027 252	0	12 541 027 252

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
21220 Bâtiments administratifs	12 541 027 252	0	12 541 027 252
7 DONS	77 785 219 313	0	77 785 219 313
66 Allocations, contributions et exonérations	77 785 219 313	0	77 785 219 313
661 Allocations et subsides	44 054 592 091	0	44 054 592 091
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	44 054 592 091	0	44 054 592 091
666 Contributions aux organisations internationales	33 730 627 222	0	33 730 627 222
66620 Contributions aux organisations africaines	33 730 627 222	0	33 730 627 222
13 MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS	674 561 141 118	0	674 561 141 118
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	236 607 700 309	0	236 607 700 309
61 Rémunérations des salariés	236 607 700 309	0	236 607 700 309
611 Rémunérations des sous statuts	69 025 319 361	0	69 025 319 361
61110 Rémunérations de base	46 998 249 702	0	46 998 249 702
61140 Primes de technicité	21 674 459 259	0	21 674 459 259
61160 Allocations familiales	352 610 400	0	352 610 400
612 Rémunérations des sous contrats	132 352 376 492	0	132 352 376 492
61210 Rémunérations de base	91 658 509 288	0	91 658 509 288
61240 Primes de technicité	40 006 738 604	0	40 006 738 604
61260 Allocations familiales	687 128 600	0	687 128 600
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	48 561 266	0	48 561 266
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	48 561 266	0	48 561 266
616 Contributions sociales	35 181 443 190	0	35 181 443 190
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	9 708 650 236	0	9 708 650 236
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	19 094 936 026	0	19 094 936 026
61680 Autres	6 377 856 928	0	6 377 856 928
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	386 531 342 950	0	386 531 342 950
62 Services extérieurs	37 314 984 391	0	37 314 984 391
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	6 937 867 767	0	6 937 867 767
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	2 735 390 000	0	2 735 390 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	4 202 477 767	0	4 202 477 767
622 Frais de relations publiques, publicités et intendances	1 944 465 757	0	1 944 465 757
62230 Frais de réceptions, conférences et sommets	1 584 465 757	0	1 584 465 757
62250 Frais de contact et renseignement	360 000 000	0	360 000 000
623 Contrats de prestation de services et abonnements	654 331 977	0	654 331 977
62330 Frais de télécommunication	654 331 977	0	654 331 977
624 Locations	6 785 520 000	0	6 785 520 000

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62420 Locations maisons d'habitation	6 785 520 000	0	6 785 520 000
625 Entretien et réparations	20 992 798 890	0	20 992 798 890
62550 Entretien et réparations des véhicules	20 992 798 890	0	20 992 798 890
63 Achats	349 216 358 559	0	349 216 358 559
631 Fournitures techniques	333 459 960 381	0	333 459 960 381
63120 Lubrifiants et carburants	14 797 719 542	0	14 797 719 542
63130 Fournitures des forces armées	318 662 240 839	0	318 662 240 839
632 Fournitures administratives	6 390 643 446	0	6 390 643 446
63210 Fournitures de bureau et imprimés	6 390 643 446	0	6 390 643 446
635 Energie et eau	9 365 754 732	0	9 365 754 732
63510 Electricité	9 365 754 732	0	9 365 754 732
4 INVESTISSEMENTS	31 063 022 314	0	31 063 022 314
20 Immobilisations incorporelles	367 070 000	0	367 070 000
201 Immobilisations incorporelles (études)	367 070 000	0	367 070 000
20100 Frais d'étude, de recherche et de développement	367 070 000	0	367 070 000
21 Immobilisations corporelles	30 695 952 314	0	30 695 952 314
212 Constructions	30 695 952 314	0	30 695 952 314
21220 Bâtiments administratifs	19 013 446 546	0	19 013 446 546
21240 Bâtiments militaires	11 682 505 768	0	11 682 505 768
7 DONS	13 375 543 701	0	13 375 543 701
66 Allocations, contributions et exonérations	13 375 543 701	0	13 375 543 701
661 Allocations et subsides	12 745 678 701	0	12 745 678 701
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	12 745 678 701	0	12 745 678 701
666 Contributions aux organisations internationales	629 865 000	0	629 865 000
66620 Contributions aux organisations africaines	629 865 000	0	629 865 000
8 AUTRES CHARGES	6 983 531 844	0	6 983 531 844
67 Prestations sociales employeur	6 983 531 844	0	6 983 531 844
673 Autres transferts courants	6 983 531 844	0	6 983 531 844
67310 Bourses et frais de rapatriement	6 983 531 844	0	6 983 531 844
14 MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	2 916 624 527 722	296 395 726 388	3 213 020 254 110
0 CREDIT GLOBAL (OU RESERVE BUDGETAIRE)	10 700 000 000	0	10 700 000 000
88 Imprévus	10 700 000 000	0	10 700 000 000
888 Imprévus	10 700 000 000	0	10 700 000 000
88888 Imprévus	10 700 000 000	0	10 700 000 000
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	52 216 723 604	0	52 216 723 604
61 Rémunérations des salariés	52 216 723 604	0	52 216 723 604

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
611 Rémunérations des sous statuts	6 146 110 798	0	6 146 110 798
61110 Rémunérations de base	1 357 631 494	0	1 357 631 494
61130 Indemnités de déplacement	148 800 000	0	148 800 000
61140 Primes de technicité	3 975 719 304	0	3 975 719 304
61150 Primes de rendement	638 760 000	0	638 760 000
61160 Allocations familiales	25 200 000	0	25 200 000
612 Rémunérations des sous contrats	1 538 187 826	0	1 538 187 826
61210 Rémunérations de base	1 505 834 290	0	1 505 834 290
61240 Primes de technicité	31 441 536	0	31 441 536
61260 Allocations familiales	912 000	0	912 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	44 278 371 056	0	44 278 371 056
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	44 278 371 056	0	44 278 371 056
616 Contributions sociales	254 053 924	0	254 053 924
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	253 276 895	0	253 276 895
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	777 029	0	777 029
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	8 624 190 378	0	8 624 190 378
62 Services extérieurs	6 316 197 645	0	6 316 197 645
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	2 619 296 263	0	2 619 296 263
62120 Formation au Burundi	962 325 000	0	962 325 000
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	1 506 718 700	0	1 506 718 700
62160 Frais de mission à l'intérieur	150 252 563	0	150 252 563
622 Frais de relations publiques, publicités et intendances	210 000 000	0	210 000 000
62250 Frais de contact et renseignement	210 000 000	0	210 000 000
623 Contrats de prestation de services et abonnements	655 355 468	0	655 355 468
62310 Frais bancaires	8 000 000	0	8 000 000
62320 Frais de poste, courriers rapides et valises diplomatiques	12 572 000	0	12 572 000
62330 Frais de télécommunication	448 741 600	0	448 741 600
62340 Prestations informatiques	30 000 000	0	30 000 000
62360 Abonnements à internet	156 041 868	0	156 041 868
625 Entretiens et réparations	2 564 881 314	0	2 564 881 314
62510 Entretien de terrains	1 465 430 816	0	1 465 430 816
62550 Entretien et réparations des véhicules	827 480 502	0	827 480 502
62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	98 575 378	0	98 575 378
62580 Autres	173 394 618	0	173 394 618
627 Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	266 664 600	0	266 664 600

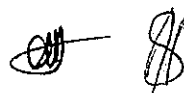
Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62780 Autres	266 664 600	0	266 664 600
63 Achats	2 307 992 733	0	2 307 992 733
631 Fournitures techniques	291 986 493	0	291 986 493
63120 Lubrifiants et carburants	291 986 493	0	291 986 493
632 Fournitures administratives	1 866 006 240	0	1 866 006 240
63210 Fournitures de bureau et imprimés	1 866 006 240	0	1 866 006 240
635 Energie et eau	150 000 000	0	150 000 000
63510 Electricité	150 000 000	0	150 000 000
3 INTERETS	313 501 131 315	0	313 501 131 315
64 Charges financières	313 501 131 315	0	313 501 131 315
641 Intérêts sur emprunts extérieurs	23 343 663 237	0	23 343 663 237
64110 Intérêts aux Administrations publiques (Bilatéraux)	12 293 525 785	0	12 293 525 785
64120 Intérêts aux Organisations internationales (Multilatéraux)	11 050 137 452	0	11 050 137 452
642 Intérêts sur emprunts intérieurs	289 065 468 078	0	289 065 468 078
64220 Intérêts avances consolidées de la BRB	35 435 073 582	0	35 435 073 582
64230 Intérêts des bons du Trésor	94 075 889 000	0	94 075 889 000
64240 Intérêts des obligations	104 042 140 395	0	104 042 140 395
64280 Intérêts sur autres dettes contractualisées	55 512 365 101	0	55 512 365 101
644 Pertes de change	1 092 000 000	0	1 092 000 000
64400 Pertes de change	1 092 000 000	0	1 092 000 000
4 INVESTISSEMENTS	158 414 309 571	296 395 726 388	454 810 035 959
20 Immobilisations incorporelles	26 363 694 905	0	26 363 694 905
201 Immobilisations incorporelles (études)	26 363 694 905	0	26 363 694 905
20100 Frais d'étude, de recherche et de développement	17 435 000 000	0	17 435 000 000
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	8 928 694 905	0	8 928 694 905
21 Immobilisations corporelles	53 200 600 308	0	53 200 600 308
212 Constructions	40 465 474 653	0	40 465 474 653
21220 Bâtiments administratifs	39 398 721 640	0	39 398 721 640
21280 Autres constructions	1 066 753 013	0	1 066 753 013
214 Matériels, machines et équipements	12 735 125 655	0	12 735 125 655
21430 Mobilier et équipements de bureau	1 330 983 233	0	1 330 983 233
21440 Matériel informatique et de télécommunication	1 029 156 734	0	1 029 156 734
21450 Machines et matériels techniques	10 374 985 688	0	10 374 985 688
26 Titres et participations	78 850 014 358	0	78 850 014 358
261 Participations au capital	78 850 014 358	0	78 850 014 358

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
26110 Participations au capital des sociétés	78 850 014 358	0	78 850 014 358
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	0	296 395 726 388	296 395 726 388
273 Tirages sur dons (3)	0	296 395 726 388	296 395 726 388
27300 Tirages sur dons (3)	0	296 395 726 388	296 395 726 388
5 SUBVENTIONS	6 000 000 000	0	6 000 000 000
65 Subventions aux sociétés	6 000 000 000	0	6 000 000 000
653 Subventions aux collectivités territoriales	6 000 000 000	0	6 000 000 000
65300 Subventions aux collectivités territoriales	2 000 000 000	0	2 000 000 000
65310 Subventions aux provinces	4 000 000 000	0	4 000 000 000
7 DONS	246 375 332 326	0	246 375 332 326
66 Allocations, contributions et exonérations	246 375 332 326	0	246 375 332 326
661 Allocations et subsides	46 189 006 968	0	46 189 006 968
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	46 189 006 968	0	46 189 006 968
667 Exonérations accordées (1)	200 186 325 358	0	200 186 325 358
66710 Personnes publiques au titre de projets sur financements extérieurs	200 186 325 358	0	200 186 325 358
9 REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DE LA DETTE	2 120 792 840 528	0	2 120 792 840 528
16 Emprunts et dettes assimilées au titre de la dette intérieure	1 953 007 535 504	0	1 953 007 535 504
161 Dettes envers la banque centrale	37 761 424 504	0	37 761 424 504
16110 Avances consolidées	37 761 424 504	0	37 761 424 504
162 Bons du Trésor	1 523 294 111 000	0	1 523 294 111 000
16200 Bons du Trésor	1 523 294 111 000	0	1 523 294 111 000
163 Obligations	311 952 000 000	0	311 952 000 000
16300 Obligations	311 952 000 000	0	311 952 000 000
168 Autres dettes, dettes fournisseurs contractualisées	80 000 000 000	0	80 000 000 000
16810 Autres dettes, dettes fournisseurs contractualisées	80 000 000 000	0	80 000 000 000
17 Emprunts au titre de la dette extérieure	167 785 305 024	0	167 785 305 024
172 Crédits de développement (projets sur financements extérieurs)	167 785 305 024	0	167 785 305 024
17212 Capital à rembourser (Dettes bilatérales)	43 845 152 235	0	43 845 152 235
17222 Capital à rembourser (Dettes multilatérales)	123 940 152 789	0	123 940 152 789
16 MINISTÈRE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE	145 827 561 860	0	145 827 561 860
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	32 122 434 383	0	32 122 434 383
61 Rémunérations des salariés	32 122 434 383	0	32 122 434 383
611 Rémunérations des sous statuts	22 859 033 900	0	22 859 033 900

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61110 Rémunérations de base	6 420 820 724	0	6 420 820 724
61130 Indemnités de déplacement	104 400 000	0	104 400 000
61140 Primes de technicité	16 274 221 176	0	16 274 221 176
61160 Allocations familiales	59 592 000	0	59 592 000
612 Rémunérations des sous contrats	2 300 925 817	0	2 300 925 817
61210 Rémunérations de base	227 915 089	0	227 915 089
61240 Primes de technicité	2 048 134 728	0	2 048 134 728
61260 Allocations familiales	24 876 000	0	24 876 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	5 622 484 329	0	5 622 484 329
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	5 622 484 329	0	5 622 484 329
615 Primes et indemnités diverses	153 600 000	0	153 600 000
61580 Autres	153 600 000	0	153 600 000
616 Contributions sociales	1 186 390 337	0	1 186 390 337
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	1 159 040 525	0	1 159 040 525
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	27 349 812	0	27 349 812
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	23 344 254 651	0	23 344 254 651
62 Services extérieurs	6 490 174 989	0	6 490 174 989
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	4 494 857 251	0	4 494 857 251
62120 Formation au Burundi	522 497 396	0	522 497 396
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	292 848 129	0	292 848 129
62160 Frais de mission à l'intérieur	3 679 511 726	0	3 679 511 726
622 Frais de relations publiques, publicités et intendances	230 600 000	0	230 600 000
62230 Frais de réceptions, conférences et sommets	178 600 000	0	178 600 000
62250 Frais de contact et renseignement	52 000 000	0	52 000 000
623 Contrats de prestation de services et abonnements	350 462 000	0	350 462 000
62320 Frais de poste, courriers rapides et valises diplomatiques	10 000 000	0	10 000 000
62330 Frais de télécommunication	127 792 000	0	127 792 000
62360 Abonnements à internet	212 670 000	0	212 670 000
625 Entretien et réparations	1 089 659 308	0	1 089 659 308
62520 Entretien des bâtiments et constructions	309 708 567	0	309 708 567
62550 Entretien et réparations des véhicules	753 230 741	0	753 230 741
62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	26 720 000	0	26 720 000
627 Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	324 596 430	0	324 596 430
62730 Frais d'avocat et contentieux	324 596 430	0	324 596 430
63 Achats	16 854 079 662	0	16 854 079 662

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
631 Fournitures techniques	12 940 157 915	0	12 940 157 915
63120 Lubrifiants et carburants	1 267 407 495	0	1 267 407 495
63150 Fournitures agricoles et vétérinaires	26 950 000	0	26 950 000
63170 Fournitures scolaires et pédagogiques	90 000 000	0	90 000 000
63180 Autres	11 555 800 420	0	11 555 800 420
632 Fournitures administratives	3 635 867 597	0	3 635 867 597
63210 Fournitures de bureau et imprimés	3 635 867 597	0	3 635 867 597
635 Energie et eau	278 054 150	0	278 054 150
63510 Electricité	278 054 150	0	278 054 150
4 INVESTISSEMENTS	72 552 318 214	0	72 552 318 214
21 Immobilisations corporelles	72 552 318 214	0	72 552 318 214
212 Constructions	71 938 493 522	0	71 938 493 522
21210 Logements	107 600 000	0	107 600 000
21220 Bâtiments administratifs	70 386 392 822	0	70 386 392 822
21260 Installations générales, aménagements et agencements des bâtiments	1 444 500 700	0	1 444 500 700
214 Matériels, machines et équipements	613 824 692	0	613 824 692
21410 Matériel de transport	350 000 000	0	350 000 000
21440 Matériel informatique et de télécommunication	45 000 000	0	45 000 000
21450 Machines et matériels techniques	218 824 692	0	218 824 692
6 PRESTATIONS SOCIALES	74 345 210	0	74 345 210
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	74 345 210	0	74 345 210
672 Assistance sociale	74 345 210	0	74 345 210
67210 Fonds d'assistance sociale	74 345 210	0	74 345 210
7 DONS	17 734 209 402	0	17 734 209 402
66 Allocations, contributions et exonérations	17 734 209 402	0	17 734 209 402
661 Allocations et subsides	17 734 209 402	0	17 734 209 402
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	17 734 209 402	0	17 734 209 402
19 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE	63 660 013 037	116 462 062 192	180 122 075 229
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	9 060 377 438	0	9 060 377 438
61 Rémunérations des salariés	9 060 377 438	0	9 060 377 438
611 Rémunérations des sous statuts	5 370 202 187	0	5 370 202 187
61110 Rémunérations de base	2 158 221 537	0	2 158 221 537
61130 Indemnités de déplacement	230 400 000	0	230 400 000
61140 Primes de technicité	2 954 256 650	0	2 954 256 650
61160 Allocations familiales	27 324 000	0	27 324 000

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
612 Rémunérations des sous contrats	192 242 084	0	192 242 084
61210 Rémunérations de base	19 328 384	0	19 328 384
61240 Primes de technicité	166 349 700	0	166 349 700
61260 Allocations familiales	6 564 000	0	6 564 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	2 716 420 769	0	2 716 420 769
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	2 716 420 769	0	2 716 420 769
615 Primes et indemnités diverses	557 541 838	0	557 541 838
61580 Autres	557 541 838	0	557 541 838
616 Contributions sociales	223 970 560	0	223 970 560
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	221 650 916	0	221 650 916
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	2 319 644	0	2 319 644
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	5 672 114 826	0	5 672 114 826
62 Services extérieurs	940 827 427	0	940 827 427
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	324 748 617	0	324 748 617
62120 Formation au Burundi	35 000 000	0	35 000 000
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	189 748 617	0	189 748 617
62160 Frais de mission à l'intérieur	100 000 000	0	100 000 000
622 Frais de relations publiques, publicités et intendances	164 000 000	0	164 000 000
62220 Fêtes et cérémonies	164 000 000	0	164 000 000
623 Contrats de prestation de services et abonnements	19 356 442	0	19 356 442
62320 Frais de poste, courriers rapides et valises diplomatiques	3 356 442	0	3 356 442
62330 Frais de télécommunication	16 000 000	0	16 000 000
625 Entretien et réparations	432 722 368	0	432 722 368
62550 Entretien et réparations des véhicules	396 401 188	0	396 401 188
62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	36 321 180	0	36 321 180
63 Achats	4 731 287 399	0	4 731 287 399
631 Fournitures techniques	4 160 555 900	0	4 160 555 900
63120 Lubrifiants et carburants	245 120 000	0	245 120 000
63150 Fournitures agricoles et vétérinaires	3 915 435 900	0	3 915 435 900
632 Fournitures administratives	540 369 696	0	540 369 696
63210 Fournitures de bureau et imprimés	540 369 696	0	540 369 696
635 Energie et eau	30 361 803	0	30 361 803
63510 Electricité	30 361 803	0	30 361 803
4 INVESTISSEMENTS	9 911 707 039	116 462 062 192	126 373 769 231



Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
20 Immobilisations incorporelles	204 111 200	0	204 111 200
201 Immobilisations incorporelles (études)	204 111 200	0	204 111 200
20100 Frais d'étude, de recherche et de développement	124 480 000	0	124 480 000
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	79 631 200	0	79 631 200
21 Immobilisations corporelles	9 631 996 740	0	9 631 996 740
212 Constructions	437 700 000	0	437 700 000
21210 Logements	437 700 000	0	437 700 000
213 Infrastructures	1 297 777 240	0	1 297 777 240
21380 Autres infrastructures	1 297 777 240	0	1 297 777 240
214 Matériels, machines et équipements	7 896 519 500	0	7 896 519 500
21430 Mobilier et équipements de bureau	7 896 519 500	0	7 896 519 500
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	75 599 099	116 462 062 192	116 537 661 291
271 Contrepartie nationale (1)	75 599 099	0	75 599 099
27100 Contrepartie nationale (1)	75 599 099	0	75 599 099
273 Tirages sur dons (3)	0	116 462 062 192	116 462 062 192
27300 Tirages sur dons (3)	0	116 462 062 192	116 462 062 192
6 PRESTATIONS SOCIALES	1 003 232 500	0	1 003 232 500
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	1 003 232 500	0	1 003 232 500
671 Prestations sociales employeur	3 232 500	0	3 232 500
67180 Autres	3 232 500	0	3 232 500
672 Assistance sociale	1 000 000 000	0	1 000 000 000
67210 Fonds d'assistance sociale	1 000 000 000	0	1 000 000 000
7 DONS	26 646 256 797	0	26 646 256 797
66 Allocations, contributions et exonérations	26 646 256 797	0	26 646 256 797
661 Allocations et subsides	26 591 256 797	0	26 591 256 797
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	26 591 256 797	0	26 591 256 797
662 Allocations aux services ministériels (2)	55 000 000	0	55 000 000
66200 Allocations aux services ministériels (2)	55 000 000	0	55 000 000
8 AUTRES CHARGES	11 366 324 437	0	11 366 324 437
67 Prestations sociales employeur	11 366 324 437	0	11 366 324 437
673 Autres transferts courants	11 366 324 437	0	11 366 324 437
67350 Subventions aux associations sportives, culturelles et caritatives	11 366 324 437	0	11 366 324 437
20 MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE	24 668 564 971	18 481 514 543	43 150 079 514

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	2 165 394 128	0	2 165 394 128
61 Rémunérations des salariés	2 165 394 128	0	2 165 394 128
611 Rémunérations des sous statuts	1 170 949 864	0	1 170 949 864
61110 Rémunérations de base	495 109 569	0	495 109 569
61130 Indemnités de déplacement	121 200 000	0	121 200 000
61140 Primes de technicité	552 120 295	0	552 120 295
61160 Allocations familiales	2 520 000	0	2 520 000
612 Rémunérations des sous contrats	209 206 327	0	209 206 327
61210 Rémunérations de base	36 892 053	0	36 892 053
61240 Primes de technicité	139 230 274	0	139 230 274
61260 Allocations familiales	3 084 000	0	3 084 000
61280 Autres	30 000 000	0	30 000 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	721 362 407	0	721 362 407
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	721 362 407	0	721 362 407
616 Contributions sociales	63 875 530	0	63 875 530
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	61 341 691	0	61 341 691
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	2 533 839	0	2 533 839
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	903 034 999	0	903 034 999
62 Services extérieurs	702 555 427	0	702 555 427
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	344 437 515	0	344 437 515
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	146 245 231	0	146 245 231
62160 Frais de mission à l'intérieur	198 192 284	0	198 192 284
622 Frais de relations publiques, publicités et intendances	12 314 500	0	12 314 500
62240 Frais de réunions et de séminaires	12 314 500	0	12 314 500
623 Contrats de prestation de services et abonnements	127 293 500	0	127 293 500
62320 Frais de poste, courriers rapides et valises diplomatiques	4 000 000	0	4 000 000
62330 Frais de télécommunication	11 776 500	0	11 776 500
62360 Abonnements à internet	111 517 000	0	111 517 000
625 Entretien et réparations	218 509 912	0	218 509 912
62510 Entretien de terrains	80 000 000	0	80 000 000
62520 Entretien des bâtiments et constructions	10 800 000	0	10 800 000
62550 Entretien et réparations des véhicules	114 056 912	0	114 056 912
62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	6 826 500	0	6 826 500
62580 Autres	6 826 500	0	6 826 500



Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
63 Achats	200 479 572	0	200 479 572
631 Fournitures techniques	69 280 000	0	69 280 000
63120 Lubrifiants et carburants	69 280 000	0	69 280 000
632 Fournitures administratives	99 999 572	0	99 999 572
63210 Fournitures de bureau et imprimés	99 999 572	0	99 999 572
635 Energie et eau	31 200 000	0	31 200 000
63510 Electricité	31 200 000	0	31 200 000
4 INVESTISSEMENTS	8 315 993 983	18 481 514 543	26 797 508 526
20 Immobilisations incorporelles	2 335 994 428	0	2 335 994 428
201 Immobilisations incorporelles (études)	2 335 994 428	0	2 335 994 428
20100 Frais d'étude, de recherche et de développement	2 335 994 428	0	2 335 994 428
21 Immobilisations corporelles	5 979 999 555	0	5 979 999 555
212 Constructions	5 979 999 555	0	5 979 999 555
21220 Bâtiments administratifs	4 379 999 555	0	4 379 999 555
21280 Autres constructions	1 600 000 000	0	1 600 000 000
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	0	18 481 514 543	18 481 514 543
273 Tirages sur dons (3)	0	18 481 514 543	18 481 514 543
27300 Tirages sur dons (3)	0	18 481 514 543	18 481 514 543
7 DONS	13 284 141 861	0	13 284 141 861
66 Allocations, contributions et exonérations	13 284 141 861	0	13 284 141 861
661 Allocations et subsides	13 273 341 861	0	13 273 341 861
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	13 273 341 861	0	13 273 341 861
666 Contributions aux organisations internationales	10 800 000	0	10 800 000
66620 Contributions aux organisations africaines	10 800 000	0	10 800 000
21 MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	24 968 497 836	0	24 968 497 836
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	5 413 226 051	0	5 413 226 051
61 Rémunérations des salariés	5 413 226 051	0	5 413 226 051
611 Rémunérations des sous statuts	648 758 463	0	648 758 463
61110 Rémunérations de base	134 778 963	0	134 778 963
61130 Indemnités de déplacement	67 200 000	0	67 200 000
61140 Primes de technicité	443 647 500	0	443 647 500
61160 Allocations familiales	3 132 000	0	3 132 000
612 Rémunérations des sous contrats	69 557 414	0	69 557 414
61210 Rémunérations de base	5 482 214	0	5 482 214
61240 Primes de technicité	63 403 200	0	63 403 200
61260 Allocations familiales	672 000	0	672 000

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	4 667 120 319	0	4 667 120 319
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	4 667 120 319	0	4 667 120 319
616 Contributions sociales	27 789 855	0	27 789 855
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	23 108 939	0	23 108 939
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	4 680 916	0	4 680 916
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	798 121 056	0	798 121 056
62 Services extérieurs	606 589 579	0	606 589 579
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	245 000 000	0	245 000 000
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	150 000 000	0	150 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	95 000 000	0	95 000 000
623 Contrats de prestation de services et abonnements	155 200 000	0	155 200 000
62330 Frais de télécommunication	85 200 000	0	85 200 000
62360 Abonnements à internet	70 000 000	0	70 000 000
625 Entretien et réparations	206 389 579	0	206 389 579
62520 Entretien des bâtiments et constructions	45 000 000	0	45 000 000
62550 Entretien et réparations des véhicules	123 889 579	0	123 889 579
62560 Entretien et réparations avions officiels	12 500 000	0	12 500 000
62580 Autres	25 000 000	0	25 000 000
63 Achats	191 531 477	0	191 531 477
631 Fournitures techniques	53 820 000	0	53 820 000
63120 Lubrifiants et carburants	53 820 000	0	53 820 000
632 Fournitures administratives	128 779 001	0	128 779 001
63210 Fournitures de bureau et imprimés	128 779 001	0	128 779 001
635 Energie et eau	8 932 476	0	8 932 476
63510 Electricité	8 932 476	0	8 932 476
4 INVESTISSEMENTS	10 971 890 078	0	10 971 890 078
20 Immobilisations incorporelles	2 915 096 278	0	2 915 096 278
201 Immobilisations incorporelles (études)	2 915 096 278	0	2 915 096 278
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	2 915 096 278	0	2 915 096 278
21 Immobilisations corporelles	8 056 793 800	0	8 056 793 800
214 Matériels, machines et équipements	8 056 793 800	0	8 056 793 800
21430 Mobilier et équipements de bureau	1 844 866 800	0	1 844 866 800
21450 Machines et matériels techniques	6 211 927 000	0	6 211 927 000
7 DONS	7 137 935 600	0	7 137 935 600
66 Allocations, contributions et exonérations	7 137 935 600	0	7 137 935 600

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
661 Allocations et subsides	7 137 935 600	0	7 137 935 600
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	7 137 935 600	0	7 137 935 600
9 REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DE LA DETTE	647 325 051	0	647 325 051
16 Emprunts et dettes assimilées au titre de la dette intérieure	647 325 051	0	647 325 051
168 Autres dettes, dettes fournisseurs contractualisées	647 325 051	0	647 325 051
16810 Autres dettes, dettes fournisseurs contractualisées	647 325 051	0	647 325 051
32 MINISTERE DE L' EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	764 205 763 945	201 037 913 195	965 243 677 140
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	557 361 582 919	0	557 361 582 919
61 Rémunérations des salariés	557 361 582 919	0	557 361 582 919
611 Rémunérations des sous statuts	481 206 598 570	0	481 206 598 570
61110 Rémunérations de base	174 870 273 147	0	174 870 273 147
61130 Indemnités de déplacement	196 800 000	0	196 800 000
61140 Primes de technicité	303 533 737 623	0	303 533 737 623
61160 Allocations familiales	2 257 062 800	0	2 257 062 800
61180 Autres	348 725 000	0	348 725 000
612 Rémunérations des sous contrats	1 186 005 796	0	1 186 005 796
61210 Rémunérations de base	206 131 036	0	206 131 036
61240 Primes de technicité	966 314 760	0	966 314 760
61260 Allocations familiales	13 560 000	0	13 560 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	43 082 477 362	0	43 082 477 362
61310 Rémunérations des vacataires	75 734 000	0	75 734 000
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	43 006 743 362	0	43 006 743 362
615 Primes et indemnités diverses	368 299 300	0	368 299 300
61580 Autres	368 299 300	0	368 299 300
616 Contributions sociales	31 518 201 891	0	31 518 201 891
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	31 493 634 798	0	31 493 634 798
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	24 567 093	0	24 567 093
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	12 494 299 073	0	12 494 299 073
62 Services extérieurs	3 572 598 939	0	3 572 598 939
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	1 648 001 236	0	1 648 001 236
62120 Formation au Burundi	417 450 573	0	417 450 573
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	175 000 000	0	175 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	1 055 550 663	0	1 055 550 663
623 Contrats de prestation de services et abonnements	118 045 387	0	118 045 387

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62320 <i>Frais de poste, courriers rapides et valises diplomatiques</i>	3 700 377	0	3 700 377
62330 <i>Frais de télécommunication</i>	34 000 000	0	34 000 000
62360 <i>Abonnements à internet</i>	80 345 010	0	80 345 010
624 <i>Locations</i>	427 183 600	0	427 183 600
62430 <i>Locations de véhicules</i>	427 183 600	0	427 183 600
625 <i>Entretiens et réparations</i>	1 234 455 952	0	1 234 455 952
62510 <i>Entretien de terrains</i>	305 122 394	0	305 122 394
62550 <i>Entretien et réparations des véhicules</i>	842 440 227	0	842 440 227
62580 <i>Autres</i>	86 893 331	0	86 893 331
626 <i>Assurances</i>	114 104 464	0	114 104 464
62680 <i>Autres</i>	114 104 464	0	114 104 464
627 <i>Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique</i>	30 808 300	0	30 808 300
62780 <i>Autres</i>	30 808 300	0	30 808 300
63 Achats	8 921 700 134	0	8 921 700 134
631 <i>Fournitures techniques</i>	4 119 000 805	0	4 119 000 805
63120 <i>Lubrifiants et carburants</i>	794 741 668	0	794 741 668
63170 <i>Fournitures scolaires et pédagogiques</i>	3 324 259 137	0	3 324 259 137
632 <i>Fournitures administratives</i>	4 082 324 860	0	4 082 324 860
63210 <i>Fournitures de bureau et imprimés</i>	213 923 661	0	213 923 661
63220 <i>Livres et documentation</i>	3 868 401 199	0	3 868 401 199
635 <i>Energie et eau</i>	720 374 469	0	720 374 469
63510 <i>Electricité</i>	720 374 469	0	720 374 469
4 INVESTISSEMENTS	19 234 043 001	201 037 913 195	220 271 956 196
21 <i>Immobilisations corporelles</i>	19 040 643 001	0	19 040 643 001
212 <i>Constructions</i>	8 246 594 369	0	8 246 594 369
21220 <i>Bâtiments administratifs</i>	1 838 274 174	0	1 838 274 174
21250 <i>Bâtiments scolaires</i>	6 408 320 195	0	6 408 320 195
214 <i>Matériels, machines et équipements</i>	10 794 048 632	0	10 794 048 632
21480 <i>Autres machines et équipements</i>	10 794 048 632	0	10 794 048 632
27 <i>Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs</i>	193 400 000	201 037 913 195	201 231 313 195
271 <i>Contrepartie nationale (1)</i>	193 400 000	0	193 400 000
27100 <i>Contrepartie nationale (1)</i>	-193 400 000	0	193 400 000
272 <i>Tirages sur emprunts (2)</i>	0	23 137 375 697	23 137 375 697
27200 <i>Tirages sur emprunts (2)</i>	0	23 137 375 697	23 137 375 697
273 <i>Tirages sur dons (3)</i>	0	177 900 537 498	177 900 537 498
27300 <i>Tirages sur dons (3)</i>	0	177 900 537 498	177 900 537 498



Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
7 DONS	87 924 602 652	0	87 924 602 652
66 Allocations, contributions et exonérations	87 924 602 652	0	87 924 602 652
661 Allocations et subsides	27 968 175 377	0	27 968 175 377
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	27 968 175 377	0	27 968 175 377
662 Allocations aux services ministériels (2)	35 798 204 758	0	35 798 204 758
66200 Allocations aux services ministériels (2)	35 798 204 758	0	35 798 204 758
664 Allocations aux entités administratives autonomes (4)	24 158 222 517	0	24 158 222 517
66400 Allocations aux entités administratives autonomes (4)	24 158 222 517	0	24 158 222 517
8 AUTRES CHARGES	87 191 236 300	0	87 191 236 300
67 Prestations sociales employeur	87 191 236 300	0	87 191 236 300
673 Autres transferts courants	87 191 236 300	0	87 191 236 300
67310 Bourses et frais de rapatriement	36 183 037 900	0	36 183 037 900
67320 Frais de scolarité et d'entretien des élèves	51 008 198 400	0	51 008 198 400
33 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	315 513 599 684	84 042 455 680	399 556 055 364
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	93 919 916 368	0	93 919 916 368
61 Rémunérations des salariés	93 919 916 368	0	93 919 916 368
611 Rémunérations des sous statuts	62 879 012 662	0	62 879 012 662
61110 Rémunérations de base	17 328 261 994	0	17 328 261 994
61130 Indemnités de déplacement	57 600 000	0	57 600 000
61140 Primes de technicité	45 272 659 068	0	45 272 659 068
61160 Allocations familiales	220 491 600	0	220 491 600
612 Rémunérations des sous contrats	3 441 192 170	0	3 441 192 170
61210 Rémunérations de base	571 917 422	0	571 917 422
61240 Primes de technicité	2 739 134 748	0	2 739 134 748
61260 Allocations familiales	130 140 000	0	130 140 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	7 398 577 096	0	7 398 577 096
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	7 398 577 096	0	7 398 577 096
615 Primes et indemnités diverses	14 773 554 042	0	14 773 554 042
61580 Autres	14 773 554 042	0	14 773 554 042
616 Contributions sociales	5 427 580 398	0	5 427 580 398
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	5 344 254 558	0	5 344 254 558
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	83 325 840	0	83 325 840
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	5 540 164 087	0	5 540 164 087
62 Services extérieurs	1 052 175 472	0	1 052 175 472
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	529 750 875	0	529 750 875

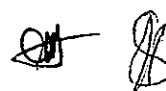
Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62120 Formation au Burundi	27 425 175	0	27 425 175
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	408 735 200	0	408 735 200
62160 Frais de mission à l'intérieur	93 590 500	0	93 590 500
623 Contrats de prestation de services et abonnements	94 471 759	0	94 471 759
62320 Frais de poste, courriers rapides et valises diplomatiques	1 045 000	0	1 045 000
62330 Frais de télécommunication	43 426 719	0	43 426 719
62360 Abonnements à internet	50 000 040	0	50 000 040
625 Entretien et réparations	427 952 838	0	427 952 838
62510 Entretien de terrains	98 602 838	0	98 602 838
62550 Entretien et réparations des véhicules	329 350 000	0	329 350 000
63 Achats	4 487 988 615	0	4 487 988 615
631 Fournitures techniques	1 099 188 800	0	1 099 188 800
63120 Lubrifiants et carburants	90 937 000	0	90 937 000
63160 Fournitures médicales et hospitalières	1 008 251 800	0	1 008 251 800
632 Fournitures administratives	3 000 463 815	0	3 000 463 815
63210 Fournitures de bureau et imprimés	2 954 646 540	0	2 954 646 540
63280 Autres	45 817 275	0	45 817 275
634 Petit matériel, mobilier et équipement	88 336 000	0	88 336 000
63410 Matériel et équipement	88 336 000	0	88 336 000
635 Energie et eau	300 000 000	0	300 000 000
63510 Electricité	300 000 000	0	300 000 000
4 INVESTISSEMENTS	81 139 477 267	84 042 455 680	165 181 932 947
21 Immobilisations corporelles	67 598 487 752	0	67 598 487 752
212 Constructions	65 175 823 411	0	65 175 823 411
21230 Bâtiments techniques	1 385 999 743	0	1 385 999 743
21280 Autres constructions	63 789 823 668	0	63 789 823 668
214 Matériels, machines et équipements	2 422 664 341	0	2 422 664 341
21440 Matériel informatique et de télécommunication	915 132 486	0	915 132 486
21450 Machines et matériels techniques	1 507 531 855	0	1 507 531 855
26 Titres et participations	730 275 500	0	730 275 500
268 Autres titres et participations	730 275 500	0	730 275 500
26800 Autres titres et participations	730 275 500	0	730 275 500
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	12 810 714 015	84 042 455 680	96 853 169 695
271 Contrepartie nationale (1)	12 810 714 015	0	12 810 714 015
27100 Contrepartie nationale (1)	12 810 714 015	0	12 810 714 015
273 Tirages sur dons (3)	0	84 042 455 680	84 042 455 680
27300 Tirages sur dons (3)	0	84 042 455 680	84 042 455 680

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total ¹
7 DONS	107 711 069 051	0	107 711 069 051
66 Allocations, contributions et exonérations	107 711 069 051	0	107 711 069 051
661 Allocations et subsides	52 497 286 056	0	52 497 286 056
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	52 497 286 056	0	52 497 286 056
662 Allocations aux services ministériels (2)	55 163 782 995	0	55 163 782 995
66200 Allocations aux services ministériels (2)	55 163 782 995	0	55 163 782 995
666 Contributions aux organisations internationales	50 000 000	0	50 000 000
66620 Contributions aux organisations africaines	50 000 000	0	50 000 000
8 AUTRES CHARGES	27 202 972 911	0	27 202 972 911
67 Prestations sociales employeur	27 202 972 911	0	27 202 972 911
673 Autres transferts courants	27 202 972 911	0	27 202 972 911
67340 Aides alimentaires, médicaments et soins médicaux	349 681 310	0	349 681 310
67350 Subventions aux associations sportives, culturelles et caritatives	26 853 291 601	0	26 853 291 601
40 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	622 881 029 914	238 428 237 852	861 309 267 766
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	23 677 947 566	0	23 677 947 566
61 Rémunérations des salariés	23 677 947 566	0	23 677 947 566
611 Rémunérations des sous statuts	8 083 462 497	0	8 083 462 497
61110 Rémunérations de base	2 474 860 785	0	2 474 860 785
61130 Indemnités de déplacement	48 000 000	0	48 000 000
61140 Primes de technicité	5 518 457 712	0	5 518 457 712
61160 Allocations familiales	42 144 000	0	42 144 000
612 Rémunérations des sous contrats	5 718 125 747	0	5 718 125 747
61210 Rémunérations de base	1 034 648 147	0	1 034 648 147
61240 Primes de technicité	4 552 113 600	0	4 552 113 600
61260 Allocations familiales	131 364 000	0	131 364 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	9 307 679 338	0	9 307 679 338
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	9 307 679 338	0	9 307 679 338
616 Contributions sociales	568 679 984	0	568 679 984
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	444 521 602	0	444 521 602
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	124 158 382	0	124 158 382
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	10 986 193 317	0	10 986 193 317
62 Services extérieurs	1 342 087 083	0	1 342 087 083
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	779 152 393	0	779 152 393

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62140 <i>Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger</i>	177 375 000	0	177 375 000
62160 <i>Frais de mission à l'intérieur</i>	601 777 393	0	601 777 393
622 <i>Frais de relations publiques, publicités et intendances</i>	20 000 000	0	20 000 000
62220 <i>Fêtes et cérémonies</i>	10 000 000	0	10 000 000
62240 <i>Frais de réunions et de séminaires</i>	10 000 000	0	10 000 000
623 <i>Contrats de prestation de services et abonnements</i>	84 655 144	0	84 655 144
62320 <i>Frais de poste, courriers rapides et valises diplomatiques</i>	66 366 144	0	66 366 144
62330 <i>Frais de télécommunication</i>	18 289 000	0	18 289 000
624 <i>Locations</i>	7 000 000	0	7 000 000
62420 <i>Locations maisons d'habitation</i>	7 000 000	0	7 000 000
625 <i>Entretiens et réparations</i>	451 279 546	0	451 279 546
62550 <i>Entretien et réparations des véhicules</i>	451 279 546	0	451 279 546
63 Achats	9 644 106 234	0	9 644 106 234
631 <i>Fournitures techniques</i>	9 238 101 616	0	9 238 101 616
63120 <i>Lubrifiants et carburants</i>	109 047 764	0	109 047 764
63150 <i>Fournitures agricoles et vétérinaires</i>	9 129 053 852	0	9 129 053 852
632 <i>Fournitures administratives</i>	125 745 252	0	125 745 252
63210 <i>Fournitures de bureau et imprimés</i>	125 745 252	0	125 745 252
635 <i>Energie et eau</i>	280 259 366	0	280 259 366
63510 <i>Electricité</i>	280 259 366	0	280 259 366
4 INVESTISSEMENTS	573 162 778 019	238 428 237 852	811 591 015 871
20 Immobilisations incorporelles	4 506 350 066	0	4 506 350 066
201 <i>Immobilisations incorporelles (études)</i>	4 506 350 066	0	4 506 350 066
20100 <i>Frais d'étude, de recherche et de développement</i>	461 337 255	0	461 337 255
20110 <i>Frais d'étude, de recherche et de développement</i>	4 045 012 811	0	4 045 012 811
21 Immobilisations corporelles	75 067 394 154	0	75 067 394 154
211 <i>Terrains, gisements et autres actifs naturels</i>	45 992 607 917	0	45 992 607 917
21110 <i>Terrains</i>	9 618 830 128	0	9 618 830 128
21180 <i>Autres</i>	36 373 777 789	0	36 373 777 789
212 <i>Constructions</i>	3 423 420 856	0	3 423 420 856
21210 <i>Logements</i>	882 803 465	0	882 803 465
21220 <i>Bâtiments administratifs</i>	873 946 484	0	873 946 484
21230 <i>Bâtiments techniques</i>	1 534 625 559	0	1 534 625 559
21280 <i>Autres constructions</i>	132 045 348	0	132 045 348
213 <i>Infrastructures</i>	1 414 348 396	0	1 414 348 396
21320 <i>Réseaux d'adduction d'eau potable</i>	139 558 507	0	139 558 507

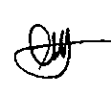
Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
21330 Réseaux d'assainissement	718 241 167	0	718 241 167
21380 Autres infrastructures	556 548 722	0	556 548 722
214 Matériels, machines et équipements	24 237 016 985	0	24 237 016 985
21440 Matériel informatique et de télécommunication	37 236 704	0	37 236 704
21450 Machines et matériels techniques	2 268 184 761	0	2 268 184 761
21480 Autres machines et équipements	21 931 595 520	0	21 931 595 520
22 Stocks	484 427 878 404	0	484 427 878 404
221 Stocks stratégiques	484 427 878 404	0	484 427 878 404
22180 Autres stocks stratégiques	484 427 878 404	0	484 427 878 404
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	9 161 155 395	238 428 237 852	247 589 393 247
271 Contrepartie nationale (1)	9 161 155 395	0	9 161 155 395
27100 Contrepartie nationale (1)	9 161 155 395	0	9 161 155 395
272 Tirages sur emprunts (2)	0	11 159 747 315	11 159 747 315
27200 Tirages sur emprunts (2)	0	11 159 747 315	11 159 747 315
273 Tirages sur dons (3)	0	227 268 490 537	227 268 490 537
27300 Tirages sur dons (3)	0	227 268 490 537	227 268 490 537
7 DONS	15 054 111 012	0	15 054 111 012
66 Allocations, contributions et exonérations	15 054 111 012	0	15 054 111 012
661 Allocations et subsides	15 054 111 012	0	15 054 111 012
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	15 054 111 012	0	15 054 111 012
42 MINISTERE DES RESSOURCES MINIERES, ENERGETIQUES, DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DU TOURISME	188 865 854 181	508 852 538 131	697 718 392 312
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	16 138 783 793	0	16 138 783 793
61 Rémunérations des salariés	16 138 783 793	0	16 138 783 793
611 Rémunérations des sous statuts	7 422 397 044	0	7 422 397 044
61110 Rémunérations de base	1 625 493 164	0	1 625 493 164
61130 Indemnités de déplacement	309 806 000	0	309 806 000
61140 Primes de technicité	5 456 209 880	0	5 456 209 880
61160 Allocations familiales	30 888 000	0	30 888 000
612 Rémunérations des sous contrats	327 108 317	0	327 108 317
61210 Rémunérations de base	26 378 783	0	26 378 783
61240 Primes de technicité	293 673 534	0	293 673 534
61260 Allocations familiales	7 056 000	0	7 056 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	8 085 660 190	0	8 085 660 190
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	8 085 660 190	0	8 085 660 190
616 Contributions sociales	303 618 242	0	303 618 242

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	300 452 834	0	300 452 834
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	3 165 408	0	3 165 408
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	6 499 317 634	0	6 499 317 634
62 Services extérieurs	2 439 046 298	0	2 439 046 298
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	950 211 498	0	950 211 498
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	400 000 000	0	400 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	550 211 498	0	550 211 498
622 Frais de relations publiques, publicités et intendances	462 566 000	0	462 566 000
62230 Frais de réceptions, conférences et sommets	462 566 000	0	462 566 000
623 Contrats de prestation de services et abonnements	298 868 800	0	298 868 800
62330 Frais de télécommunication	28 000 000	0	28 000 000
62360 Abonnements à internet	251 868 800	0	251 868 800
62380 Autres	19 000 000	0	19 000 000
625 Entretien et réparations	727 400 000	0	727 400 000
62510 Entretien de terrains	514 200 000	0	514 200 000
62550 Entretien et réparations des véhicules	147 200 000	0	147 200 000
62580 Autres	66 000 000	0	66 000 000
63 Achats	4 060 271 336	0	4 060 271 336
631 Fournitures techniques	94 295 770	0	94 295 770
63120 Lubrifiants et carburants	94 295 770	0	94 295 770
632 Fournitures administratives	3 941 711 612	0	3 941 711 612
63220 Livres et documentation	3 941 711 612	0	3 941 711 612
635 Energie et eau	24 263 954	0	24 263 954
63510 Electricité	24 263 954	0	24 263 954
4 INVESTISSEMENTS	142 342 198 667	508 852 538 131	651 194 736 798
20 Immobilisations incorporelles	19 197 456 615	0	19 197 456 615
201 Immobilisations incorporelles (études)	19 197 456 615	0	19 197 456 615
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	19 197 456 615	0	19 197 456 615
21 Immobilisations corporelles	105 508 158 382	0	105 508 158 382
211 Terrains, gisements et autres actifs naturels	10 793 801 418	0	10 793 801 418
21100 Terrains, gisements et autres actifs naturels	10 000 000 000	0	10 000 000 000
21110 Terrains	793 801 418	0	793 801 418
212 Constructions	2 621 712 309	0	2 621 712 309
21280 Autres constructions	2 621 712 309	0	2 621 712 309
213 Infrastructures	86 872 735 142	0	86 872 735 142
21370 Electrification et télécommunications	26 594 800 016	0	26 594 800 016



Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
21380 Autres infrastructures	60 277 935 126	0	60 277 935 126
214 Matériels, machines et équipements	5 219 909 513	0	5 219 909 513
21430 Mobilier et équipements de bureau	911 106 979	0	911 106 979
21450 Machines et matériels techniques	658 887 334	0	658 887 334
21480 Autres machines et équipements	3 649 915 200	0	3 649 915 200
26 Titres et participations	12 041 160 100	0	12 041 160 100
261 Participations au capital	12 000 000 000	0	12 000 000 000
26100 Participations au capital	12 000 000 000	0	12 000 000 000
268 Autres titres et participations	41 160 100	0	41 160 100
26800 Autres titres et participations	41 160 100	0	41 160 100
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	5 595 423 570	508 852 538 131	514 447 961 701
271 Contrepartie nationale (1)	5 595 423 570	0	5 595 423 570
27100 Contrepartie nationale (1)	5 595 423 570	0	5 595 423 570
273 Tirages sur dons (3)	0	508 852 538 131	508 852 538 131
27300 Tirages sur dons (3)	0	508 852 538 131	508 852 538 131
7 DONS	23 885 554 087	0	23 885 554 087
66 Allocations, contributions et exonérations	23 885 554 087	0	23 885 554 087
661 Allocations et subsides	20 761 577 337	0	20 761 577 337
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	20 761 577 337	0	20 761 577 337
662 Allocations aux services ministériels (2)	231 976 750	0	231 976 750
66200 Allocations aux services ministériels (2)	231 976 750	0	231 976 750
666 Contributions aux organisations internationales	2 892 000 000	0	2 892 000 000
66620 Contributions aux organisations africaines	2 892 000 000	0	2 892 000 000
45 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS SOCIAUX, DES TRANSPORTS ET DE L'EQUIPEMENT	397 225 966 620	355 578 677 366	752 804 643 986
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	9 859 188 165	0	9 859 188 165
61 Rémunérations des salariés	9 859 188 165	0	9 859 188 165
611 Rémunérations des sous statuts	3 412 379 721	0	3 412 379 721
61110 Rémunérations de base	930 351 861	0	930 351 861
61130 Indemnités de déplacement	117 600 000	0	117 600 000
61140 Primes de technicité	2 354 659 860	0	2 354 659 860
61160 Allocations familiales	9 768 000	0	9 768 000
612 Rémunérations des sous contrats	272 403 289	0	272 403 289
61210 Rémunérations de base	25 963 249	0	25 963 249
61240 Primes de technicité	239 720 040	0	239 720 040
61260 Allocations familiales	6 720 000	0	6 720 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	6 003 293 997	0	6 003 293 997

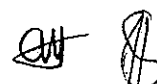
Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	6 003 293 997	0	6 003 293 997
616 Contributions sociales	171 111 158	0	171 111 158
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	167 995 568	0	167 995 568
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	3 115 590	0	3 115 590
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	18 990 563 377	0	18 990 563 377
62 Services extérieurs	17 164 873 961	0	17 164 873 961
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	647 944 440	0	647 944 440
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	500 000 000	0	500 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	147 944 440	0	147 944 440
623 Contrats de prestation de services et abonnements	196 118 084	0	196 118 084
62320 Frais de poste, courriers rapides et valises diplomatiques	62 490 000	0	62 490 000
62330 Frais de télécommunication	39 991 280	0	39 991 280
62360 Abonnements à internet	93 636 804	0	93 636 804
624 Locations	9 044 077 608	0	9 044 077 608
62410 Locations immeubles administratifs	9 044 077 608	0	9 044 077 608
625 Entretien et réparations	6 378 641 538	0	6 378 641 538
62510 Entretien de terrains	5 369 308 538	0	5 369 308 538
62550 Entretien et réparations des véhicules	992 933 000	0	992 933 000
62580 Autres	16 400 000	0	16 400 000
626 Assurances	898 092 291	0	898 092 291
62620 Assurances des véhicules	898 092 291	0	898 092 291
63 Achats	1 825 689 416	0	1 825 689 416
631 Fournitures techniques	109 900 000	0	109 900 000
63120 Lubrifiants et carburants	109 900 000	0	109 900 000
632 Fournitures administratives	66 340 260	0	66 340 260
63210 Fournitures de bureau et imprimés	66 340 260	0	66 340 260
635 Energie et eau	1 649 449 156	0	1 649 449 156
63510 Electricité	1 649 449 156	0	1 649 449 156
4 INVESTISSEMENTS	352 516 815 561	355 578 677 366	708 095 492 927
20 Immobilisations incorporelles	11 661 484 851	0	11 661 484 851
201 Immobilisations incorporelles (études)	11 661 484 851	0	11 661 484 851
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	11 661 484 851	0	11 661 484 851
21 Immobilisations corporelles	77 490 511 821	0	77 490 511 821
212 Constructions	13 261 155 344	0	13 261 155 344




Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
21220 Bâtiments administratifs	7 328 590 796	0	7 328 590 796
21260 Installations générales, aménagements et agencements des bâtiments	5 711 026 820	0	5 711 026 820
21280 Autres constructions	221 537 728	0	221 537 728
213 Infrastructures	64 223 356 477	0	64 223 356 477
21310 Routes	60 844 960 516	0	60 844 960 516
21330 Réseaux d'assainissement	3 378 395 961	0	3 378 395 961
214 Matériels, machines et équipements	6 000 000	0	6 000 000
21480 Autres machines et équipements	6 000 000	0	6 000 000
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	263 364 818 889	355 578 677 366	618 943 496 255
271 Contrepartie nationale (1)	263 364 818 889	0	263 364 818 889
27100 Contrepartie nationale (1)	263 364 818 889	0	263 364 818 889
272 Tirages sur emprunts (2)	0	31 110 863 141	31 110 863 141
27200 Tirages sur emprunts (2)	0	31 110 863 141	31 110 863 141
273 Tirages sur dons (3)	0	324 467 814 225	324 467 814 225
27300 Tirages sur dons (3)	0	324 467 814 225	324 467 814 225
7 DONS	15 859 399 517	0	15 859 399 517
66 Allocations, contributions et exonérations	15 859 399 517	0	15 859 399 517
661 Allocations et subsides	13 525 017 891	0	13 525 017 891
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	13 525 017 891	0	13 525 017 891
662 Allocations aux services ministériels (2)	2 334 381 626	0	2 334 381 626
66200 Allocations aux services ministériels (2)	2 334 381 626	0	2 334 381 626
71 INSTITUTION OMBUDSMAN	2 884 266 243	0	2 884 266 243
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	1 418 732 412	0	1 418 732 412
61 Rémunérations des salariés	1 418 732 412	0	1 418 732 412
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	1 418 732 412	0	1 418 732 412
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	1 418 732 412	0	1 418 732 412
4 INVESTISSEMENTS	30 115 500	0	30 115 500
21 Immobilisations corporelles	30 115 500	0	30 115 500
214 Matériels, machines et équipements	30 115 500	0	30 115 500
21430 Mobilier et équipements de bureau	30 115 500	0	30 115 500
7 DONS	1 435 418 331	0	1 435 418 331
66 Allocations, contributions et exonérations	1 435 418 331	0	1 435 418 331
661 Allocations et subsides	1 435 418 331	0	1 435 418 331
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	1 435 418 331	0	1 435 418 331
74 COUR SUPREME ET PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	4 593 840 785	0	4 593 840 785

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	1 764 758 172	0	1 764 758 172
61 Rémunérations des salariés	1 764 758 172	0	1 764 758 172
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	1 764 758 172	0	1 764 758 172
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	1 764 758 172	0	1 764 758 172
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	2 064 282 613	0	2 064 282 613
62 Services extérieurs	1 753 482 613	0	1 753 482 613
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	767 320 000	0	767 320 000
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	200 000 000	0	200 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	567 320 000	0	567 320 000
622 Frais de relations publiques, publicités et intendances	210 000 000	0	210 000 000
62250 Frais de contact et renseignement	110 000 000	0	110 000 000
62260 Frais d'intendance	100 000 000	0	100 000 000
623 Contrats de prestation de services et abonnements	115 199 200	0	115 199 200
62320 Frais de poste, courriers rapides et valises diplomatiques	5 400 000	0	5 400 000
62330 Frais de télécommunication	51 280 000	0	51 280 000
62360 Abonnements à internet	58 519 200	0	58 519 200
625 Entretien et réparations	660 963 413	0	660 963 413
62520 Entretien des bâtiments et constructions	397 299 413	0	397 299 413
62550 Entretien et réparations des véhicules	251 164 000	0	251 164 000
62580 Autres	12 500 000	0	12 500 000
63 Achats	310 800 000	0	310 800 000
631 Fournitures techniques	219 800 000	0	219 800 000
63120 Lubrifiants et carburants	219 800 000	0	219 800 000
632 Fournitures administratives	79 000 000	0	79 000 000
63210 Fournitures de bureau et imprimés	79 000 000	0	79 000 000
635 Energie et eau	12 000 000	0	12 000 000
63510 Electricité	12 000 000	0	12 000 000
4 INVESTISSEMENTS	500 000 000	0	500 000 000
21 Immobilisations corporelles	500 000 000	0	500 000 000
214 Matériels, machines et équipements	500 000 000	0	500 000 000
21410 Matériel de transport	500 000 000	0	500 000 000
7 DONS	264 800 000	0	264 800 000
66 Allocations, contributions et exonérations	264 800 000	0	264 800 000
661 Allocations et subsides	264 800 000	0	264 800 000
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	264 800 000	0	264 800 000
75 COUR CONSTITUTIONNELLE	930 040 570	0	930 040 570

Crédits votés 2026/2027			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	326 525 178	0	326 525 178
61 Rémunérations des salariés	326 525 178	0	326 525 178
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	326 525 178	0	326 525 178
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	326 525 178	0	326 525 178
7 DONS	603 515 392	0	603 515 392
66 Allocations, contributions et exonérations	603 515 392	0	603 515 392
661 Allocations et subsides	603 515 392	0	603 515 392
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	603 515 392	0	603 515 392
TOTAL GENERAL	7 014 519 376 417	1 839 098 691 609	8 853 618 068 026



**TABEAU D: BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
SUR LES RESSOURCES NATIONALES**

Loi de finances 2026/2027

Crédit 2026/2027.0

01 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE		216 423 238 671
001	CABINET	144 209 106 485
01 00 001 00 4 20110 11 000 0131 15	ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES DE L'INSTITUTION	240 000 000
01 00 001 00 4 21220 11 000 0132 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES FORAGES	3 320 000 000
01 00 001 00 4 21220 11 000 0132 01	CONSTRUCTIONS DE DIVERS IMMEUBLES A CARACTERE COMMUNAUTAIRE	17 000 000 000
01 00 001 00 4 21220 11 000 0132 02	REHABILITATION DES PALAIS	3 000 000 000
01 00 001 00 4 21410 11 000 0111 01	ACHAT VEHICULES	595 000 000
01 00 001 00 4 21430 11 000 0661 01	EQUIPEMENT BUILDING ADMINISTRATIF DE LA PRESIDENCE	1 000 000 000
01 00 001 00 4 21450 11 000 0113 01	APPUI AUX BONNES INITIATIVES	15 420 383 702
01 00 001 00 1 61130 11 000 0113 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	756 226 000
01 00 001 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	950 829 780
01 00 001 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	692 618 319
01 00 001 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	3 229 987
01 00 001 00 1 61410 11 000 0113 01	TRAITEMENTS ET INDEMNITES DU PERSONNEL POLITIQUE	18 832 268 271
01 00 001 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	83 741 223
01 00 001 00 1 61680 11 000 0131 01	REGULARISATION DES ANCIENS CHEFS D'ETAT	503 656 208
01 00 001 00 2 62130 11 000 0113 01	VOYAGES OFFICIELS DU CHEF DE L'ETAT	5 062 571 360
01 00 001 00 2 62140 11 000 0113 01	MISSIONS OFFICIELLES DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	7 343 857 042
01 00 001 00 2 62160 11 000 0113 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	2 160 000 000
01 00 001 00 2 62230 11 000 0113 01	COLLATION DU PERSONNEL DE LA PRESIDENCE	424 640 000
01 00 001 00 2 62260 11 000 0113 01	FRAIS D'INTENDANCE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	1 404 000 000
01 00 001 00 2 62330 11 000 0413 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	795 421 354
01 00 001 00 2 62360 11 000 0413 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	873 082 000
01 00 001 00 2 62550 11 000 0113 01	ENTRETIEN DU CHARROI	2 060 000 000
01 00 001 00 2 62550 11 000 0113 02	ENTRETIEN DU CHARROI PRESIDENTIEL	3 000 000 000
01 00 001 00 2 62560 11 000 0113 01	ENTRETIEN DE L'AVION DU GOUVERNEMENT	337 685 586
01 00 001 00 2 62580 11 000 0113 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DES PALAIS	2 062 745 600
01 00 001 00 2 62580 11 000 0113 03	ENTRETIEN DU NOUVEAU PALAIS PRESIDENTIEL	971 541 105
01 00 001 00 2 62580 11 000 0113 02	ENTRETIEN DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS DE LA PRESIDENCE	1 358 314 936
01 00 001 00 2 63120 11 000 0113 01	CARBURANTS ET LUBRIFIANTS	2 124 000 000
01 00 001 00 2 63120 11 000 0113 02	CARBURANT ET LUBRIFIANTS DU CHARROI PRESIDENTIEL	2 946 000 000
01 00 001 00 2 63210 11 000 0113 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	639 977 256
01 00 001 00 2 63280 11 000 0136 01	FRAIS DE REGULARISATION DES IMPAYES	4 751 859 878
01 00 001 00 2 63510 11 000 0631 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	416 000 000
01 00 001 00 7 66110 11 000 0113 14	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ORDRES NATIONAUX	78 190 569
01 00 001 00 7 66110 11 000 0321 04	SERVICE NATIONAL DE RENSEIGNEMENT	33 767 485 958
01 00 001 00 7 66110 11 000 0311 09	CABINET CHARGE DES QUESTIONS DE POLICE	398 282 483
01 00 001 00 7 66110 11 000 0321 20	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT D'APPUI A LA PROTECTION DES INSTITUTIONS	2 768 522 097

Crédit 2026/2027.0

01 00 001 00 7 66110 11 000 0113 21	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU FLAMBEAU DE LA PAIX	1 025 000 000
01 00 001 00 7 66110 11 000 0413 11	BUREAU D'ETUDE STRATEGIQUE ET DEVELOPPEMENT	687 054 138
01 00 001 00 7 66110 11 000 0211 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET MILITAIRE	433 094 338
01 00 001 00 7 66110 11 000 0113 15	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMITE NATIONAL DES FETES	90 000 000
01 00 001 00 7 66110 11 000 0113 16	FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LES PRIERES NATIONALES D'ACTION DE GRACE	731 322 969
01 00 001 00 7 66110 11 000 0321 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA BSPI	2 839 296 000
01 00 001 00 7 66110 11 000 0113 10	COMMISSION NATIONALE CHARGEE DE LA DEMARCATION ET DE LA MATERIALISATION DES FRONTIERES COMMUNES AVEC LES PAYS VOISINS	155 865 138
01 00 001 00 6 67210 11 000 1013 01	FRAIS FUNERAIRES	25 403 997
01 00 001 00 6 67210 11 000 1013 02	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	79 939 191
002	OFFICE DE LA PREMIERE DAME POUR LE DEVELOPPEMENT AU BURUNDI (OPDD-BURUNDI)	3 793 577 104
01 00 002 00 4 21430 11 000 0121 01	EQUIPEMENT DES BUREAUX	310 000 000
01 00 002 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	194 646 104
01 00 002 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE DE LA PREMIERE DAME POUR LE DEVELOPPEMENT AU BURUNDI(OPDD-BURUNDI)	3 288 931 000
003	AGENCE DU DEVELOPPEMENT DU BURUNDI	4 386 471 361
01 00 003 00 4 21430 11 000 0121 01	EQUIPEMENT DES BUREAUX	137 328 000
01 00 003 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	2 042 777 286
01 00 003 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DU DEVELOPPEMENT DU BURUNDI	2 206 366 075
004	AGENCE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES TELECOMMUNICATIONS	2 330 541 356
01 00 004 00 4 21430 11 000 0413 01	EQUIPEMENT DE L'AGENCE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES TELECOMMUNICATIONS	60 000 000
01 00 004 00 1 61320 11 000 0413 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	515 757 380
01 00 004 00 7 66110 11 000 0413 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES TELECOMMUNICATIONS	1 754 783 976
005	COMMISSION VERITE ET RECONCILIATION	7 537 559 867
01 00 005 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	2 478 058 032
01 00 005 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION VERITE ET RECONCILIATION	5 059 501 835
006	CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE	879 196 214
01 00 006 00 1 61320 11 000 0331 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	484 673 914
01 00 006 00 7 66110 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE	394 522 300
007	INSPECTION GENERAL DE L'ETAT	3 104 829 582
01 00 007 00 1 61320 11 000 0164 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 878 212 317
01 00 007 00 7 66110 11 000 0164 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DE L'ETAT	1 226 617 265
008	CONSEIL NATIONAL DE SECURITE	375 988 352
01 00 008 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	124 403 174
01 00 008 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE SECURITE	251 585 178
009	CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION	1 278 619 717

Crédit 2026/2027.0

01 00 009 00 4 21410 11 000 0113 01	ACQUISITION VEHICULES	350 000 000
01 00 009 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	260 095 265
01 00 009 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION	668 524 452
010	OBSERVATOIRE NATIONAL POUR LA PREVENTION ET L'ERADICATION DU GENOCIDE, DES CRIMES DE GUERRE ET DES CRIMES CONTRE L'HUMANITE	593 038 222
01 00 010 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	102 347 722
01 00 010 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL POUR LA PREVENTION ET L'ERADICATION DU GENOCIDE, DES CRIMES DE GUERRE ET DES CRIMES CONTRE L'HUMANITE	490 690 500
012	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	32 763 460
01 00 012 00 1 61320 11 000 0413 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	21 763 460
01 00 012 00 7 66110 11 000 0413 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	11 000 000
013	CONSEIL NATIONAL DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA RECONCILIATION	317 287 114
01 00 013 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	121 200 000
01 00 013 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA RECONCILIATION	196 087 114
014	PAEEJ	47 584 259 837
01 00 014 00 4 26110 11 000 0841 01	APPUI A L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES PAR LE PAEEJ	36 703 011 883
01 00 014 00 1 61320 11 000 0841 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU PAEEJ	2 813 279 547
01 00 014 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PAEEJ	8 067 968 407
02	VICE-PRESIDENCE	5 201 452 568
001	CABINET	2 543 391 050
02 00 001 00 4 21220 11 000 0113 01	EQUIPEMENT DE LA VICE-PRESIDENCE	98 112 419
02 00 001 00 1 61130 11 000 0113 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	51 600 000
02 00 001 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	134 606 579
02 00 001 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	60 394 793
02 00 001 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	6 079 042
02 00 001 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	45 728 813
02 00 001 00 2 62130 11 000 0113 01	VOYAGES OFFICIELS DU VICE-PRESIDENT	192 738 231
02 00 001 00 2 62140 11 000 0113 01	MISSIONS OFFICIELLES DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	201 369 697
02 00 001 00 2 62160 11 000 0113 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	460 800 000
02 00 001 00 2 62220 11 000 0113 01	FETES OFFICIELLES	12 000 000
02 00 001 00 2 62260 11 000 0113 01	FRAIS D'INTENDANCE	304 166 666
02 00 001 00 2 62320 11 000 0113 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	660 000
02 00 001 00 2 62330 11 000 0113 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	23 258 640
02 00 001 00 2 62360 11 000 0113 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	12 759 213
02 00 001 00 2 62550 11 000 0113 01	ENTRETIEN CHARROI	280 191 094
02 00 001 00 2 62580 11 000 0113 02	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	11 671 002
02 00 001 00 2 62580 11 000 0113 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DE LA RESIDENCE DU VICE-PRESIDENT	66 691 301
02 00 001 00 2 63120 11 000 0113 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	383 166 668

Crédit 2026/2027.0

02 00 001 00 2 63210 11 000 0113 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	53 879 003
02 00 001 00 2 63510 11 000 0113 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	18 000 000
02 00 001 00 6 67210 11 000 0113 01	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	125 517 889
502	COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME	2 658 061 518
02 00 502 00 4 21220 11 000 0113 01	EQUIPEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME	67 068 044
02 00 502 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 133 350 219
02 00 502 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME	1 457 643 255

03	PRIMATURE	19 352 431 207
-----------	------------------	-----------------------

001	CABINET	8 199 179 197
03 00 001 00 4 21430 11 000 0113 01	EQUIPEMENT DU PREMIER MINISTRE	45 012 162
03 00 001 00 1 61130 11 000 0111 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	120 000 000
03 00 001 00 1 61210 11 000 0111 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 036 916 092
03 00 001 00 1 61240 11 000 0111 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	60 810 011
03 00 001 00 1 61260 11 000 0111 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	3 090 380
03 00 001 00 1 61620 11 000 0111 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	32 759 506
03 00 001 00 2 62120 11 000 0121 01	ELABORATION D'UN PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS (PIP) ET CDMT	57 393 000
03 00 001 00 2 62130 11 000 0111 01	VOYAGES OFFICIELS DU PREMIER MINISTRE	475 169 558
03 00 001 00 2 62140 11 000 0111 01	MISSIONS OFFICIELLES DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	640 783 551
03 00 001 00 2 62160 11 000 0111 01	FRAIS DE MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	720 000 000
03 00 001 00 2 62220 11 000 0111 01	FETES OFFICIELLES	90 000 000
03 00 001 00 2 62230 11 000 0111 01	FRAIS WELFARE	600 000 000
03 00 001 00 2 62260 11 000 0111 01	FRAIS D'INTENDANCE	264 166 667
03 00 001 00 2 62280 11 000 0113 01	FRAIS DE COORDINATION DES ACTIVITES MINISTERIELLES	372 706 600
03 00 001 00 2 62280 11 000 0121 01	APPUI A L'ELABORATION DES CDMT	75 218 000
03 00 001 00 2 62320 11 000 0111 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	750 000
03 00 001 00 2 62330 11 000 0111 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	45 000 000
03 00 001 00 2 62360 11 000 0111 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	40 000 000
03 00 001 00 2 62550 11 000 0113 01	ENTRETIEN DU CHARROI	1 230 000 000
03 00 001 00 2 62580 11 000 0113 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DU PALAIS	40 800 000
03 00 001 00 2 62580 11 000 0113 02	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	24 000 000
03 00 001 00 2 62680 11 000 0731 01	FRAIS DES SOINS MEDICAUX DU PREMIER MINISTRE	60 000 000
03 00 001 00 2 63120 11 000 0113 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	487 744 000
03 00 001 00 2 63210 11 000 0113 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	388 425 137
03 00 001 00 2 63510 11 000 0113 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	46 833 333
03 00 001 00 7 66110 11 000 0121 01	EVALUATION TRIMESTRIELLE DES PTBA	370 000 000
03 00 001 00 7 66110 11 000 0121 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LA NORMALISATION TOPONYMIQUE	100 000 000

Crédit 2026/2027.0

03 00 001 00 7 66110 11 000 0121 15	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES COMITES DE PILOTAGES ET TECHNIQUES DE CADRAGE	638 267 900
03 00 001 00 6 67210 11 000 0113 01	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	133 333 300
003	SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT DE LA PLATEFORME MULTISECTORIELLE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION	321 331 101
03 00 003 11 1 61320 11 000 0411 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT DE LA PLATEFORME MULTISECTORIELLE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION	175 125 509
03 00 003 00 7 66110 11 000 0411 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT DE LA PLATEFORME MULTISECTORIELLE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION	146 205 592
004	BUREAU DE CENTRALISATION GEOMATIQUE	818 647 855
03 00 004 00 1 61310 11 000 0411 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU BUREAU DE CENTRALISATION GEOMATIQUE	282 840 036
03 00 004 00 7 66110 11 000 0411 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE CENTRALISATION GEOMATIQUE	535 807 819
005	AUTORITE DE RADIOPROTECTION ET DE SURETE NUCLEAIRE DU BURUNDI (ARSBU)	337 200 000
03 00 005 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	133 200 000
03 00 005 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ARSBU	204 000 000
006	BUREAU CENTRAL DE RECENSEMENT	2 445 455 272
03 00 006 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	936 786 312
03 00 006 00 7 66110 11 000 0121 01	REALISATION DU RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION, DE L'HABITAT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	1 508 668 960
007	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE DU BURUNDI/BUHUMUZA	164 509 858
03 00 007 00 1 61320 11 000 0121 15	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'INSBU/BUHUMUZA	105 378 289
03 00 007 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSBU/BUHUMUZA	59 131 569
008	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE DU BURUNDI/BUJUMBURA	6 433 883 832
03 00 008 00 1 61320 11 000 0121 15	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'INSBU/BUJUMBURA	1 251 649 712
03 00 008 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSBU/BUJUMBURA	5 182 234 120
009	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE DU BURUNDI/BURUNGA	209 153 417
03 00 009 00 1 61320 11 000 0121 15	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'INSBU/BURUNGA	128 126 698
03 00 009 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSBU/BURUNGA	81 026 719
010	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE DU BURUNDI/BUTANYERERA	211 839 617
03 00 010 00 1 61320 11 000 0121 15	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'INSBU/BUTANYERERA	120 818 371
03 00 010 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSBU/BUTANYERERA	91 021 246
011	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE DU BURUNDI/GITEGA	211 231 058
03 00 011 00 1 61320 11 000 0121 15	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'INSBU/GITEGA	139 089 134
03 00 011 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSBU/GITEGA	72 141 924
04	SECRETARIAT GENERAL DE L'ETAT	3 929 752 272
001	CABINET	3 929 752 272
04 00 001 00 4 21430 11 000 0113 01	EQUIPEMENTS DE BUREAU	273 875 569
04 00 001 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 476 406

Crédit 2026/2027.0

04 00 001 00 1 61130 11 000 0113 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	55 200 000
04 00 001 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	25 123 500
04 00 001 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000
04 00 001 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 002 963
04 00 001 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	11 799 000
04 00 001 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	408 000
04 00 001 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 965 753
04 00 001 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	240 356
04 00 001 00 2 62140 11 000 0113 01	MISSIONS OFFICIELLES DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	100 000 000
04 00 001 00 2 62160 11 000 0113 01	MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	180 000 000
04 00 001 00 2 62220 11 000 0411 01	FRAIS RELATIFS AUX CÉRÉMONIES OFFICIELLES	992 000 000
04 00 001 00 2 62230 11 000 0113 01	FRAIS DE RECEPTION	240 000 000
04 00 001 00 2 62230 11 000 0113 05	FRAIS RELATIFS AUX CONSEILS DES MINISTRES	730 000 000
04 00 001 00 2 62230 11 000 0113 03	CONFERENCES ET SOMMETS	775 576 470
04 00 001 00 2 62320 11 000 0413 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUES	259 200
04 00 001 00 2 62330 11 000 0413 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	17 763 840
04 00 001 00 2 62360 11 000 0113 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	14 307 181
04 00 001 00 2 62550 11 000 0113 01	ENTRETIEN DU CHARROI SGE	48 880 000
04 00 001 00 2 62580 11 000 0113 01	ENTRETIEN ET RÉPARATION DES MACHINES	7 448 000
04 00 001 00 2 63120 11 000 0113 01	CARBURANT ET LUBRIFIANTS	59 200 000
04 00 001 00 2 63210 11 000 0113 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	37 760 000
04 00 001 00 2 63510 11 000 0631 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	6 480 000
04 00 001 00 7 66110 11 000 0113 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES PORTE-PAROLE DES MINISTRES	291 714 336
04 00 001 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS TECHNIQUES	40 103 698
05	ASSEMBLEE NATIONALE	29 049 702 471
001	CABINET	29 049 702 471
05 00 001 00 4 21430 11 000 0111 01	EQUIPEMENT ASSEMBLEE NATIONALE	891 000 000
05 00 001 00 1 61110 11 000 0111 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 912 480 942
05 00 001 00 1 61130 11 000 0111 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	399 400 000
05 00 001 00 1 61140 11 000 0111 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 357 837 015
05 00 001 00 1 61160 11 000 0111 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 413 045
05 00 001 00 1 61250 11 000 0111 01	PRIMES DE RENDEMENT S/STATUTS	1 472 165 399
05 00 001 00 1 61420 11 000 0111 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE/DEPUTES	2 787 742 800
05 00 001 00 1 61440 11 000 0111 02	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE/DEPUTES	4 787 816 160
05 00 001 00 1 61610 11 000 0111 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	335 301 124
05 00 001 00 1 61630 11 000 0111 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE/DEPUTES	362 105 496
05 00 001 00 2 62130 11 000 0111 01	VOYAGES OFFICIELS DES VICE-PRESIDENTS	376 000 000
05 00 001 00 2 62130 11 000 0111 03	VOYAGES OFFICIELS DU PRESIDENT	512 000 000

Crédit 2026/2027.0

05 00 001 00 2 62130 11 000 0111 05	MISSIONS POUR LE PARLEMENT PANAFRICAIN	136 150 000
05 00 001 00 2 62130 11 000 0111 02	MISSIONS POUR L' EALA	70 000 000
05 00 001 00 2 62130 11 000 0111 04	MISSIONS A L'ETRANGER DES DEPUTES ET FONCTIONNAIRES	903 837 780
05 00 001 00 2 62160 11 000 0111 01	MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	1 897 315 795
05 00 001 00 2 62230 11 000 0111 01	CONFERENCES ET SEMINAIRES	102 000 000
05 00 001 00 2 62230 11 000 0111 02	FRAIS DES RECEPTIONS OFFICIELLES	50 000 000
05 00 001 00 2 62240 11 000 0811 01	BREAKFAST PRAYER	300 000 000
05 00 001 00 2 62260 11 000 0111 01	FRAIS D'INTENDANCE DES VICE-PRESIDENTS	260 000 000
05 00 001 00 2 62260 11 000 0111 02	FRAIS D'INTENDANCE DU PRESIDENT	360 000 000
05 00 001 00 2 62330 11 000 0111 01	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS ET POSTAUX	66 354 000
05 00 001 00 2 62360 11 000 0111 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	152 738 812
05 00 001 00 2 62420 11 000 0111 02	LOCATION DU PALAIS ET RESIDENCES DES VICE-PRESIDENTS	108 000 000
05 00 001 00 2 62510 11 000 0111 01	AMENAGEMENT DE L'ENVIRONNEMENT DU PALAIS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE	406 226 100
05 00 001 00 2 62550 11 000 0111 01	ENTRETIEN DU CHARROI	1 448 150 950
05 00 001 00 2 62570 11 000 0111 01	ENTRETIEN CLIMATISEURS ET SONORISATION	480 535 913
05 00 001 00 2 62580 11 000 0111 02	ENTRETIEN DES RESIDENCES DES VICE-PRESIDENTS	35 311 184
05 00 001 00 2 62580 11 000 0111 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DE LA RESIDENCE DU PRESIDENT DE L' ASSEMBLEE NATIONALE	36 155 592
05 00 001 00 2 62580 11 000 0111 03	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	901 971 856
05 00 001 00 2 62610 11 000 0111 01	ASSURANCE INCENDIE DES BATIMENTS DU PARLEMENT	122 305 839
05 00 001 00 2 62620 11 000 0111 02	ASSURANCE DES VEHICULES ACCORDES EN LOCATION-VENTE AUX DEPUTES	330 000 000
05 00 001 00 2 62620 11 000 0111 01	ASSURANCE VEHICULES	427 244 384
05 00 001 00 2 62760 11 000 0111 01	CONTRIBUTION AUX ORGANISMES PARLEMENTAIRES	266 299 000
05 00 001 00 2 63120 11 000 0111 01	CARBURANT ET LUBRIFIANTS/ADMINISTRATION	2 791 565 304
05 00 001 00 2 63210 11 000 0111 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	617 390 158
05 00 001 00 2 63510 11 000 0111 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	99 107 980
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COLLEGE DES QUESTEURS	29 844 000
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 02	ACCUEIL DES DELEGATIONS ETRANGERES	14 981 757
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 06	JOURNAL PARLEMENTAIRE	85 139 313
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 09	FRAIS DE CONTROLE DE LA MISE EN OEUVRE DU BUDGET PROGRAMME	190 000 000
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 01	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS PERMANENTES	266 757 987
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 04	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS D'ENQUETE	17 568 134
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 08	TOURNOI INTERPARLEMENTAIRE EAC/EALA	700 000 000
05 00 001 00 6 67210 11 000 0111 03	FRAIS MEDICAUX POUR LES MEMBRES DU BUREAU	50 000 000
05 00 001 00 6 67210 11 000 0111 02	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	108 488 652

06 SENAT**21 744 733 152****001 CABINET****21 744 733 152**

06 00 001 00 4 20110 11 000 0111 03	ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES	30 000 000
-------------------------------------	------------------------------------	------------

Crédit 2026/2027.0

06 00 001 00 4 20110 11 000 0111 01	PROJET ENQUETE SUR LA REFORME ADMINISTRATIVE 1925	131 872 154
06 00 001 00 4 21220 11 000 0111 01	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	3 310 180 080
06 00 001 00 4 21430 11 000 0111 01	EQUIPEMENT SENAT	1 051 189 536
06 00 001 00 4 21450 11 000 0111 01	ACQUISITION DU MATERIEL DE SECURITE AU SENAT	45 000 000
06 00 001 00 1 61110 11 000 0111 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 598 248 390
06 00 001 00 1 61130 11 000 0111 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	303 000 000
06 00 001 00 1 61140 11 000 0111 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 179 036 677
06 00 001 00 1 61160 11 000 0111 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	11 856 000
06 00 001 00 1 61250 11 000 0111 01	PRIME DE RENDEMENT S/STATUS	1 693 377 084
06 00 001 00 1 61260 11 000 0111 02	ALLOCATIONS FAMILIALES/SENATEURS	780 000
06 00 001 00 1 61420 11 000 0111 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE/SENATEURS	435 323 200
06 00 001 00 1 61440 11 000 0111 02	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE/SENATEURS	773 776 279
06 00 001 00 1 61610 11 000 0111 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	226 922 412
06 00 001 00 1 61630 11 000 0111 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE/SENATEURS	81 120 743
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 06	FRAIS DE MISSION POUR L'EALA	60 000 000
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 01	MISSIONS POUR ASSECAA	40 500 000
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 02	MISSIONS DES SENATEURS ET FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	259 042 965
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 04	VOYAGES OFFICIELS DES VICE- PRESIDENTS	376 000 000
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 03	VOYAGES OFFICIELS DU PRESIDENT	512 000 000
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 05	MISSIONS POUR LE PARLEMENT PANAFRICAIN	126 100 000
06 00 001 00 2 62160 11 000 0111 01	MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	1 887 815 950
06 00 001 00 2 62230 11 000 0111 02	CONFERENCES ET SEMINAIRES	152 898 075
06 00 001 00 2 62230 11 000 0111 01	FRAIS DE RECEPTION OFFICIELLE	48 568 311
06 00 001 00 2 62260 11 000 0111 01	FRAIS D'INTENDANCE DES VICE-PRESIDENTS	260 000 000
06 00 001 00 2 62260 11 000 0111 02	FRAIS D'INTENDANCE DU PRESIDENT	360 000 000
06 00 001 00 2 62330 11 000 0111 01	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS ET POSTAUX	62 604 400
06 00 001 00 2 62360 11 000 0111 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	196 477 275
06 00 001 00 2 62410 11 000 0111 01	LOYER BUREAUX	18 000 000
06 00 001 00 2 62420 11 000 0111 02	LOCATION DU PALAIS DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS DU SENAT	108 000 000
06 00 001 00 2 62430 11 000 0111 01	LOCATIONS DE VEHICULES	117 600 000
06 00 001 00 2 62510 11 000 0111 01	ENTRETIEN DU SIEGE DU SENAT	210 500 000
06 00 001 00 2 62520 11 000 0111 02	ENTRETIEN DES RESIDENCES DES VICE-PRESIDENTS	35 311 184
06 00 001 00 2 62520 11 000 0111 01	ENTRETIEN LA RESIDENCE DU PRESIDENT	36 155 592
06 00 001 00 2 62550 11 000 0111 02	ENTRETIEN CHARROI	834 317 000
06 00 001 00 2 62570 11 000 0111 01	ENTRETIEN DU MATERIEL DE BUREAU	85 291 664
06 00 001 00 2 62620 11 000 0111 01	ASSURANCE VEHICULES	136 435 553
06 00 001 00 2 62620 11 000 0111 02	ASSURANCE DES VEHICULES ACCORDES EN LOCATION-VENTE AUX SENATEURS	50 001 560
06 00 001 00 2 62760 11 000 0111 01	CONTRIBUTION AUX ORGANISMES PARLEMENTAIRES	80 000 000

Crédit 2026/2027.0

06 00 001 00 2 63120 11 000 0111 02	CARBURANT ET LUBRIFIANT/ADMINISTRATION	1 290 825 600
06 00 001 00 2 63210 11 000 0111 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	275 442 157
06 00 001 00 2 63510 11 000 0111 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	52 980 000
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 05	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS SPECIALES	38 202 307
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 08	TOURNOI INTERPARLEMENTAIRE EAC/EALA	294 353 808
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 07	APPUI AUX ASSOCIATIONS NATIONALES PARLEMENTAIRES	3 745 439
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 02	JOURNAL PARLEMENTAIRE	20 539 552
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES UNITES PROVINCIALES SENATORIALES	1 500 000 000
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 04	FONCTIONNEMENT DU COLLEGE DES QUESTEURS	19 427 452
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 06	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS PERMANENTES	46 978 848
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 01	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS D'ENQUETES	7 748 756
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 11	FRAIS DE CONTROLE DE LA MISE EN OEUVRE DU BUDGET PROGRAMME	80 000 000
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 03	ACCUEIL DES DELEGATIONS ETRANGERES	77 640 906
06 00 001 00 6 67210 11 000 0111 02	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	38 270 248
06 00 001 00 6 67210 11 000 0111 01	FRAIS FUNERAIRES	23 275 995
06 00 001 00 6 67210 11 000 0111 03	FRAIS MEDICAUX DES MEMBRES DU BUREAU	50 000 000
07	COUR DES COMPTES	2 304 897 524
001	CABINET	2 304 897 524
07 00 001 00 1 61110 11 000 0114 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	558 000 000
07 00 001 00 1 61130 11 000 0114 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	21 600 000
07 00 001 00 1 61210 11 000 0114 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	201 691 415
07 00 001 00 1 61240 11 000 0114 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	21 120 000
07 00 001 00 1 61260 11 000 0114 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 400 000
07 00 001 00 1 61610 11 000 0114 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	33 577 851
07 00 001 00 1 61620 11 000 0114 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	20 711 224
07 00 001 00 2 62130 11 000 0114 01	MISSIONS A L' ETRANGER	200 000 000
07 00 001 00 2 62160 11 000 0114 01	MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	112 438 000
07 00 001 00 2 62230 11 000 0114 01	RECEPTIONS OFFICIELLES	10 500 000
07 00 001 00 2 62320 11 000 0114 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	1 080 000
07 00 001 00 2 62330 11 000 0114 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	15 000 000
07 00 001 00 2 62360 11 000 0114 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	18 684 000
07 00 001 00 2 62510 11 000 0114 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	15 000 000
07 00 001 00 2 62550 11 000 0114 01	ENTRETIEN DU CHARROI	50 000 000
07 00 001 00 2 62580 11 000 0114 01	ENTRETIEN DES MACHINES	17 632 270
07 00 001 00 2 62620 11 000 0114 01	ASSURANCE VEHICULES ET BATIMENTS	7 133 126
07 00 001 00 2 63120 11 000 0114 01	CARBURANT ET LUBRIFIANTS	31 680 000
07 00 001 00 2 63210 11 000 0114 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	82 358 575
07 00 001 00 2 63510 11 000 0114 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	12 000 000

Crédit 2026/2027.0

07 00 001 00 7 66110 11 000 0114 01	AUDIT DES MINISTRES	857 384 914
07 00 001 00 7 66620 11 000 0114 01	CONTRIBUTION AUX INSTITUTIONS SUPERIEURES DE CONTROLE	9 906 149
07 00 001 00 6 67210 11 000 0114 01	FRAIS FUNERAIRES	5 000 000
08	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	30 450 079 897
001	CABINET	30 450 079 897
08 00 001 00 1 61320 11 000 0133 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 987 044 932
08 00 001 00 7 66110 11 000 0133 02	PROVISION AUX ELECTIONS	26 816 621 150
08 00 001 00 7 66110 11 000 0133 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	1 646 413 815
11	MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	409 877 267 714
001	CABINET DU MINISTRE	498 459 387
11 00 001 00 1 61110 11 000 0311 03	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	28 411 773
11 00 001 00 1 61140 11 000 0311 03	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	74 844 000
11 00 001 00 1 61160 11 000 0311 03	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	708 000
11 00 001 00 1 61610 11 000 0311 03	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 114 110
11 00 001 00 2 62250 11 000 0311 01	FRAIS DE RENSEIGNEMENT	237 081 504
11 00 001 00 7 66110 11 000 0311 12	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DE LA SECURITE PUBLIQUE ET DE LA GESTION DES CATASTROPHES	152 300 000
027	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE	18 379 733 996
11 00 027 00 4 21380 11 000 0421 01	PARTICIPATION DES COMMUNES A LA BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT POUR LES FEMMES (BIDF) ET A LA BANQUE D'INVESTISSEMENT POUR LES JEUNES (BIJ)	4 352 796 850
11 00 027 00 4 21430 11 000 0311 01	EQUIPEMENT DES BUREAUX DU MINISTRE	648 128 658
11 00 027 00 1 61110 11 000 0311 03	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	29 740 595
11 00 027 00 1 61140 11 000 0311 03	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	54 108 000
11 00 027 00 1 61160 11 000 0311 03	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	312 000
11 00 027 00 1 61210 11 000 0311 03	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	735 024
11 00 027 00 1 61240 11 000 0311 03	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	12 474 000
11 00 027 00 1 61260 11 000 0311 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	168 000
11 00 027 00 1 61610 11 000 0311 03	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 353 308
11 00 027 00 1 61620 11 000 0311 03	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	88 200
11 00 027 00 2 62140 11 000 0311 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	519 503 116
11 00 027 00 2 62160 11 000 0311 01	FRAIS DE MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	1 094 975 579
11 00 027 00 2 62230 11 000 0311 01	WELFARE	207 261 157

Crédit 2026/2027.0

11 00 027 00 2 62320 11 000 0311 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	2 943 584
11 00 027 00 2 62330 11 000 0311 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	463 224 312
11 00 027 00 2 62360 11 000 0311 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	41 773 920
11 00 027 00 2 62410 11 000 0311 01	LOYERS BUREAUX DU MINISTERE	670 696 104
11 00 027 00 2 62510 11 000 0311 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	94 227 096
11 00 027 00 2 62580 11 000 0132 01	ENTRETIEN GROUPE ELECTROGENE	16 303 915
11 00 027 00 2 62580 11 000 0311 02	ENTRETIEN DES CLIMATISEURS	22 489 500
11 00 027 00 2 63210 11 000 0311 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	4 595 772 800
11 00 027 00 2 63280 11 000 0311 01	ACHAT PASSEPORT POUR LES POLICIERS EN MAINTIEN DE LA PAIX	14 148 000
11 00 027 00 2 63510 11 000 0311 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	1 771 155 146
11 00 027 00 7 66110 11 000 0311 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ATTACHES DE SECURITE AUPRES DES AMBASSADES	216 000 000
11 00 027 00 7 66110 11 000 0311 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	1 598 897 528
11 00 027 00 7 66110 11 000 0311 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT D'UN ATTACHE DE SECURITE A NAIROBI DANS LE CADRE DE L'INTERPOL	324 000 000
11 00 027 00 8 67310 11 000 0311 01	FORMATION, BOURSES ET STAGES	1 622 457 604
028	DIRECTION DES ETUDES STRATEGIQUES	265 224 410
11 00 028 00 7 66110 11 000 0311 10	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES ETUDES STRATEGIQUES	265 224 410
029	DIRECTION DES STATISTIQUES	66 629 161
11 00 029 00 7 66110 11 000 0311 10	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES STATISTIQUES	66 629 161
030	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DE LA PROMOTION SOCIALE	66 360 718
11 00 030 00 1 61110 11 000 0311 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	20 293 762
11 00 030 00 1 61140 11 000 0311 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	33 372 000
11 00 030 00 1 61160 11 000 0311 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	348 000
11 00 030 00 1 61210 11 000 0311 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	261 096
11 00 030 00 1 61240 11 000 0311 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	8 316 000
11 00 030 00 1 61260 11 000 0311 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	120 000
11 00 030 00 1 61610 11 000 0311 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 618 540
11 00 030 00 1 61620 11 000 0311 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	31 320
031	DIRECTION DE LA FONCTION FINANCIERE	766 113 500
11 00 031 00 7 66110 11 000 0311 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA FONCTION FINANCIERE	766 113 500
032	DIRECTION DE LA LOGISTIQUE ET DU PATRIMOINE	3 400 650 774
11 00 032 00 4 21230 11 000 0311 08	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT TECHNIQUE	1 659 815 000
11 00 032 00 7 66110 11 000 0311 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA LOGISTIQUE ET DU PATRIMOINE	1 740 835 774
033	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	2 530 659 658

Crédit 2026/2027.0

11 00 033 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	29 616 216
11 00 033 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	66 528 000
11 00 033 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	468 000
11 00 033 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	99 325
11 00 033 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 158 000
11 00 033 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
11 00 033 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 330 919
11 00 033 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	11 928
11 00 033 00 2 62120 11 000 0311 01	FORMATION PATRIOTIQUE	110 076 350
11 00 033 00 2 63210 11 000 0311 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 291 540 088
11 00 033 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	22 770 832
034	DIRECTION DE L'EDUCATION CIVIQUE ET DE LA FORMATION PATRIOTIQUE	32 960 301
11 00 034 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 843 302
11 00 034 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	12 528 000
11 00 034 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000
11 00 034 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	8 316 000
11 00 034 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	297 505
11 00 034 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	132 000
11 00 034 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 771 793
11 00 034 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	35 701
035	DIRECTION DE LA POPULATION	52 857 082
11 00 035 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 314 476
11 00 035 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUT	33 426 000
11 00 035 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000
11 00 035 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUT	2 936 606
036	DIRECTION DU RAPATRIEMENT, DE LA REINSTALLATION DES RAPATRIES	235 841 996
11 00 036 00 4 21230 11 000 0311 01	APPUI AU PROCESSUS DE RAPATRIEMENT A LA DIRECTION DU RAPATRIEMENT, DE LA REINSTALLATION DES RAPATRIES	192 253 600

Crédit 2026/2027.0

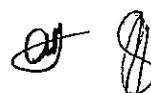
11 00 036 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 807 539
11 00 036 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	25 056 000
11 00 036 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	216 000
11 00 036 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	169 196
11 00 036 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 158 000
11 00 036 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
11 00 036 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 125 357
11 00 036 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	20 304
037	DIRECTION DE REINTEGRATION DES RAPATRIES ET DES DEPLACES	43 109 225
11 00 037 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 689 174
11 00 037 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	29 160 000
11 00 037 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 000
11 00 037 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 104 051
038	DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES, JURIDIQUES ET POLITIQUES	152 500 856
11 00 038 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUT	12 517 819
11 00 038 00 1 61130 11 000 0113 01	AYANTS DROITS DES CADRES DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES, JURIDIQUES ET POLITIQUES	67 200 000
11 00 038 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	33 318 000
11 00 038 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000
11 00 038 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	4 158 000
11 00 038 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	105 372
11 00 038 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
11 00 038 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 253 207
11 00 038 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	12 648
11 00 038 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES, POLITIQUES ET JURIDIQUES	32 707 810
039	DIRECTION DES PROCESSUS ELECTORAUX	14 194 621
11 00 039 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	4 905 611
11 00 039 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/STATUTS	8 370 000
11 00 039 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000

Crédit 2026/2027.0

11 00 039 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	883 010
040	DIRECTION DE LA COORDINATION DES ONGs	32 303 853
11 00 040 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 574 452
11 00 040 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	20 898 000
11 00 040 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000
11 00 040 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 723 401
041	ONPRA	59 997 425
11 00 041 00 6 67280 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ONPRA	59 997 425
042	FORUM DES PARTIS POLITIQUES	320 467 762
11 00 042 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU FORUM DES PARTIS POLITIQUES	74 345 736
11 00 042 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU FORUM DES PARTIS POLITIQUES	246 122 026
043	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME DE DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL	355 685 892
11 00 043 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	33 017 808
11 00 043 00 1 61130 11 000 0132 01	INDEMNITES KILOMETRIQUES DES CADRES DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME DE DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL	48 000 000
11 00 043 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	62 477 436
11 00 043 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	372 000
11 00 043 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	469 152
11 00 043 00 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	12 474 000
11 00 043 00 1 61260 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	276 000
11 00 043 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUT	5 943 204
11 00 043 00 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	56 292
11 00 043 00 7 66110 11 000 0132 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME DE LA DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL	192 600 000
044	DIRECTION DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GESTION DES PERFORMANCE DES COMMUNES	180 111 556
11 00 044 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	18 454 704
11 00 044 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS DES COMMUNES	29 214 000
11 00 044 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000
11 00 044 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 321 852
11 00 044 00 2 62160 11 000 0132 04	EVALUATION DE LA PERFORMANCE DES COMMUNES	51 000 000
11 00 044 00 5 65320 11 000 0421 02	APPUI AU PROCESSUS DE TRANSFERT DES COMPETENCES DE L'ETAT AUX COMMUNES	78 025 000
045	DIRECTION DE LA FORMATION DES ACTEURS LOCAUX DE LA DECENTRALISATION	523 261 460

Crédit 2026/2027.0

11 00 045 00 4 27100 11 000 0132 01	APPUI A LA FORMATION DES ACTEURS LOCAUX DE LA DECENTRALISATION	281 963 470
11 00 045 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	130 249 990
11 00 045 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE FORMATION DES ACTEURS LOCAUX DE LA DECENTRALISATION	111 048 000
046	DIRECTION DES FINANCES COMMUNALES	163 046 913
11 00 046 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 801 608
11 00 046 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	45 846 000
11 00 046 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUT	432 000
11 00 046 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	248 088
11 00 046 00 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
11 00 046 00 1 61260 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRAT	48 000
11 00 046 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 564 288
11 00 046 00 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	14 880
11 00 046 00 7 66110 11 000 0113 14	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES FINANCES COMMUNALES	90 689 049
047	DIRECTION DE LA PROMOTION DE L'ECONOMIE LOCALE ET DE L'ENTREPRENEURIAT	210 233 396
11 00 047 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	50 438 472
11 00 047 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	99 792 000
11 00 047 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	924 000
11 00 047 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	9 078 924
11 00 047 00 7 66110 11 000 0132 21	PROMOTION DES SOCIETES COOPERATIVES	50 000 000
048	DIRECTION DE L'INTERCOMMUNALITE ET DE LA COOPERATION DECENTRALISEE	19 040 196
11 00 048 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 351 016
11 00 048 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	12 582 000
11 00 048 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000
11 00 048 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	963 180
050	DIRECTION DE LA PLANIFICATION LOCALE	42 013 152
11 00 050 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 167 080
11 00 050 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	25 056 000
11 00 050 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	240 000
11 00 050 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 550 072



Crédit 2026/2027.0

051	ANTENNE PROVINCIALE DU PLAN	121 000 000
11 00 051 00 1 61320 11 000 0132 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'ANTENNE PROVINCIALE DU PLAN	121 000 000
052	FONIC	1 479 069 725
11 00 052 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU FONIC	1 110 589 356
11 00 052 00 2 62160 11 000 0421 01	FRAIS DE SUIVI-EVALUATION DES PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL/FONIC	129 620 000
11 00 052 00 7 66110 11 000 0421 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU FONIC	238 860 369
053	ANACOO	1 301 471 960
11 00 053 00 1 61320 11 000 0411 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'ANACOO	1 177 979 014
11 00 053 00 7 66110 11 000 0411 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ANACOO	123 492 946
055	INSPECTION GENERALE DE LA POLICE NATIONALE DU BURUNDI	321 641 617 803
11 00 055 00 4 21220 11 000 0311 02	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT ADMINISTRATIF	1 000 000 000
11 00 055 00 4 21450 11 000 0311 01	EQUIPEMENT POUR LA POLICE NATIONALE	38 989 791 178
11 00 055 00 4 21450 11 000 0311 02	EQUIPEMENT POUR LE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE LA SECURITE PUBLIQUE	3 115 964 808
11 00 055 00 1 61110 11 000 0311 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	31 315 988 716
11 00 055 00 1 61140 11 000 0311 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	10 129 363 482
11 00 055 00 1 61160 11 000 0311 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 288 000
11 00 055 00 1 61210 11 000 0311 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	45 561 331 937
11 00 055 00 1 61240 11 000 0311 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	15 999 336 873
11 00 055 00 1 61260 11 000 0311 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	439 584 000
11 00 055 00 1 61610 11 000 0311 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 808 539 802
11 00 055 00 1 61620 11 000 0311 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	10 475 581 060
11 00 055 00 2 62160 11 000 0311 01	FRAIS DE MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	984 000 000
11 00 055 00 2 62230 11 000 0311 01	WELFARE	63 006 396
11 00 055 00 2 62250 11 000 0311 01	FRAIS DE RENSEIGNEMENT	540 000 000
11 00 055 00 2 62360 11 000 0311 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	253 000 000
11 00 055 00 2 62420 11 000 0311 01	LOYER D'HABITATION	4 183 320 000
11 00 055 00 2 62510 11 000 0311 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	297 600 000
11 00 055 00 2 62550 11 000 0311 01	ENTRETIEN CHARROI	2 099 633 000
11 00 055 00 2 62570 11 000 0311 01	MAINTENANCE DU MATERIEL INFORMATIQUE	12 380 004
11 00 055 00 2 63120 11 000 0311 02	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	9 673 276 794
11 00 055 00 2 63140 11 000 0311 04	HABILLEMENT DES TROUPES	16 056 242 460
11 00 055 00 2 63140 11 000 0311 03	ALIMENTATION DES TROUPES	100 870 491 538
11 00 055 00 2 63140 11 000 0311 02	ENTRETIEN DES TROUPES	6 515 024 000
11 00 055 00 2 63210 11 000 0311 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	282 000 000

Crédit 2026/2027.0

11 00 055 00 7 66110 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE	16 819 873 755
056	COMMISSARIAT GENERAL PSI-PNB	592 500 000
11 00 056 00 7 66110 11 000 0311 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMMISSARIAT GENERAL PSI-PNB/PR-SR	592 500 000
057	COMMISSARIAT GENERAL PJ-PNB	513 779 864
11 00 057 00 2 63140 11 000 0311 02	ENTRETIEN DES BUREAUX DU COMMISSARIAT GENERAL PJ-PNB	58 800 000
11 00 057 00 7 66110 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMMISSARIAT GENERAL PJ-PNB	454 979 864
058	COMMISSARIAT GENERAL DES MIGRATIONS	12 176 925 908
11 00 058 00 7 66110 11 000 0311 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMMISSARIAT GENERAL DES MIGRATIONS	12 176 925 908
059	HPNB	1 919 471 475
11 00 059 00 1 61320 11 000 0311 01	REMUNERATION POUR LE PERSONNEL DE HPNB	1 351 465 465
11 00 059 00 7 66110 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'HPNB	568 006 010
060	CNAP	753 840 491
11 00 060 00 1 61320 11 000 0311 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CNAP	257 589 876
11 00 060 00 7 66110 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CNAP	496 250 615
062	DIRECTION DU GENIE DES TRAVAUX DE PROTECTION CIVILE	6 317 596 350
11 00 062 00 7 66110 11 000 0311 11	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DU GENIE DES TRAVAUX DE PROTECTION CIVILE	20 000 000
11 00 062 00 6 67280 11 000 0311 01	FONDS DE PREVENTION ET DE GESTION DES CATASTROPHES	6 297 596 350
063	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ,DES FINANCES ET DE LA LOGISTIQUE	490 997 503
11 00 063 00 4 21450 11 000 0311 01	EQUIPEMENT DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ,DES FINANCES ET DE LA LOGISTIQUE	29 000 000
11 00 063 00 7 66110 11 000 0311 11	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA PROTECTION CIVILE	203 997 503
11 00 063 00 6 67280 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ,DES FINANCES ET DE LA LOGISTIQUE	258 000 000
064	DIRECTION DE L'ECOLE NATIONALE DE LA PROTECTION CIVILE	505 003 655
11 00 064 00 4 21450 11 000 0311 01	EQUIPEMENT SPECIAL POUR LA DIRECTION DE L'ECOLE NATIONALE DE LA PROTECTION CIVILE	280 090 655
11 00 064 00 7 66110 11 000 0311 11	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE L'ECOLE NATIONALE DE LA PROTECTION CIVILE	224 913 000
065	CENTRE NATIONAL DES OPERATIONS D'URGENCE	60 000 000
11 00 065 00 7 66110 11 000 0311 11	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL DES OPERATIONS D'URGENCE	60 000 000
066	DIRECTION DE PLANIFICATION ET DES ETUDES	251 300 000
11 00 066 00 4 21450 11 000 0311 01	EQUIPEMENT DE LA DIRECTION DE PLANIFICATION ET DES ETUDES	69 300 000
11 00 066 00 6 67280 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE PLANIFICATION ET DES ETUDES	182 000 000
067	DIRECTION DE LA PREVENTION , DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DES OPERATIONS DE SECOURS	131 400 000
11 00 067 00 4 21450 11 000 0311 01	EQUIPEMENTS DE LA DIRECTION DE LA PREVENTION , DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DES OPERATIONS DE SECOURS	45 000 000

Crédit 2026/2027.0

11 00 067 00 7 66110 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA PREVENTION , DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DES OPERATIONS DE SECOURS	86 400 000
068	DIRECTION PROVINCIALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE BUHUMUZA	9 438 100 225
11 00 068 00 4 21220 11 000 0113 01	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT ADMINISTRATIF DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE BUHUMUZA	1 000 000 000
11 00 068 00 4 21220 11 000 0113 02	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT ADMINISTRATIF DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DE LA PROVINCE BUHUMUZA	600 000 000
11 00 068 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	801 106 235
11 00 068 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 819 611 000
11 00 068 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	20 148 000
11 00 068 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 981 376
11 00 068 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	49 342 500
11 00 068 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	672 000
11 00 068 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	144 199 122
11 00 068 00 1 61620 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	118 292
11 00 068 00 7 66110 11 000 0113 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DE LA PROVINCE BUHUMUZA	3 918 340 566
11 00 068 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE BUHUMUZA	1 081 581 134
069	DIRECTION PROVINCIALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE BUJUMBURA	5 694 815 659
11 00 069 00 4 21230 11 000 0113 02	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT TECHNIQUE DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DE LA PROVINCE BUJUMBURA	55 583 350
11 00 069 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	946 500 290
11 00 069 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 566 278 000
11 00 069 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	29 616 000
11 00 069 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 831 813
11 00 069 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	28 552 500
11 00 069 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	432 000
11 00 069 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	170 370 052
11 00 069 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	219 817
11 00 069 00 7 66110 11 000 0113 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DE LA PROVINCE BUJUMBURA	495 839 837
11 00 069 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE BUJUMBURA	1 399 592 000
070	DIRECTION PROVINCIALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE BURUNGA	5 568 958 981
11 00 070 00 4 21220 11 000 0113 02	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT ADMINISTRATIF DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DE LA DIRECTION PROVINCE BURUNGA	332 605 796
11 00 070 00 4 21230 11 000 0113 02	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT TECHNIQUE DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DE LA PROVINCE DE LA PROVINCE BURUNGA	92 638 916
11 00 070 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 056 309 995
11 00 070 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 315 871 000

Crédit 2026/2027.0

11 00 070 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	26 124 000
11 00 070 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	3 918 689
11 00 070 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	17 374 500
11 00 070 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	768 000
11 00 070 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	190 135 799
11 00 070 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	470 242
11 00 070 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE BURUNGA	1 154 732 414
11 00 070 00 7 66110 11 000 0113 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DE LA PROVINCE BURUNGA	378 009 630
071	DIRECTION PROVINCIALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE BUTANYERERA	5 449 234 585
11 00 071 00 4 21220 11 000 0113 02	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT ADMINISTRATIF DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DE LA PROVINCE BUTANYERERA	1 000 000 000
11 00 071 00 4 21230 11 000 0113 02	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT TECHNIQUE DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DE LA PROVINCE BUTANYERERA	95 583 350
11 00 071 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	913 535 599
11 00 071 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 961 226 000
11 00 071 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	220 560 000
11 00 071 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 015 200
11 00 071 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 604 500
11 00 071 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	144 000
11 00 071 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	164 436 408
11 00 071 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	121 824
11 00 071 00 7 66110 11 000 0113 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DE LA PROVINCE BUTANYERERA	288 198 704
11 00 071 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE BUTANYERERA	800 809 000
072	DIRECTION PROVINCIALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE GITEGA	6 297 989 617
11 00 072 00 4 21220 11 000 0113 01	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT ADMINISTRATIF DE LA DIRECTION PROVINCIALE GITEGA	1 226 398 128
11 00 072 00 4 21230 11 000 0113 02	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT TECHNIQUE DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DE LA PROVINCE GITEGA	55 583 350
11 00 072 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 132 388 197
11 00 072 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 516 724 000
11 00 072 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	26 748 000
11 00 072 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 015 200
11 00 072 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 604 500
11 00 072 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	144 000
11 00 072 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	203 829 876
11 00 072 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	121 824
11 00 072 00 7 66110 11 000 0113 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DE LA PROVINCE GITEGA	324 223 542

Crédit 2026/2027.0

11 00 072 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE GITEGA	807 209 000
073	DIRECTION DE L'ASSISTANCE SOCIALE	20 080 129
11 00 073 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 344 177
11 00 073 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	12 582 000
11 00 073 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	12 000
11 00 073 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 141 952
074	DIRECTION DE LA REINSTALLATION ET REHABILITATION SOCIALE DES SINISTRES	76 720 494
11 00 074 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 904 680
11 00 074 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	20 898 000
11 00 074 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000
11 00 074 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 962 842
11 00 074 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA REINSTALLATION ET REHABILITATION SOCIALE DES SINISTRES	42 918 972
507	PROJET PRODECI-TURIKUMWE	663 936 000
11 00 507 00 4 27100 11 000 0132 01	PROJET PRODECI-TURIKUMWE	663 936 000
12	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES , DE L'INTEGRATION REGIONALE ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT	128 775 152 455
001	CABINET	421 684 247
12 00 001 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	29 255 524
12 00 001 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	69 835 500
12 00 001 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATION FAMILIALES S/STATUTS	216 000
12 00 001 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	752 027
12 00 001 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE SOUS/CONTRAT	4 806 000
12 00 001 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATION FAMILIALES S/CONTRATS	216 000
12 00 001 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 265 957
12 00 001 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	90 243
12 00 001 00 2 62120 11 000 0115 01	FRAIS DE FORMATIONS	39 567 000
12 00 001 00 2 62350 11 000 0115 01	FRAIS DE GARDIENNAGE POUR LA SECURITE DES IMMEUBLES DU MINISTERE	17 999 996
12 00 001 00 7 66110 11 000 0115 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTERE	86 880 000
12 00 001 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION DU MINISTERE	166 800 000
060	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE	166 200 983
12 00 060 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	61 250 806
12 00 060 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	87 183 000
12 00 060 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATION FAMILIALES S/STATUTS	360 000
12 00 060 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/C	1 353 600
12 00 060 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/C	4 806 000

Crédit 2026/2027.0

12 00 060 00 1 61260 11 000 0115 01	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE	60 000
12 00 060 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S	11 025 145
12 00 060 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/C	162 432
061	DIRECTION DE LA PLANIFICATION, DES STATISTIQUES ET DU SUIVI EVALUATION	354 067 346
12 00 061 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 013 937
12 00 061 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/S	39 420 000
12 00 061 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	24 000
12 00 061 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S	2 882 509
12 00 061 00 2 62240 11 000 0115 05	FRAIS DE REUNIONS ET DE SEMINAIRES	295 726 900
062	DIRECTION DES FINANCES ET DE LA LOGISTIQUE	10 237 033 786
12 00 062 00 4 21220 11 000 0115 01	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	277 989 604
12 00 062 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	28 817 943
12 00 062 00 1 61130 11 000 0115 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	163 200 000
12 00 062 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	64 827 000
12 00 062 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	276 000
12 00 062 00 1 61170 11 000 0115 01	INDEMNITES POUR HEURES SUPPLEMENTAIRES	45 600 000
12 00 062 00 1 61210 11 000 0115 02	HONORAIRES DES INFORMATIENS CONTRACTUELS	30 000 000
12 00 062 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/C	676 800
12 00 062 00 1 61210 11 000 0115 03	SALAIRES DES INTERPRETES ET TRADUCTEURS	120 000 000
12 00 062 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/C	2 403 000
12 00 062 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/C	48 000
12 00 062 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 187 230
12 00 062 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	81 216
12 00 062 00 1 61690 11 000 0115 01	REMBOURSEMENTS ET REVERSEMENTS SUR COTISATIONS DE SS	30 000 000
12 00 062 00 2 62120 11 000 0115 01	FRAIS DE FORMATION	35 612 600
12 00 062 00 2 62140 11 000 0115 01	FRAIS DE MISSION DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	4 523 698 001
12 00 062 00 2 62150 11 000 0115 01	VOYAGES DES DIPLOMATES	1 086 773 686
12 00 062 00 2 62160 11 000 0115 03	FRAIS DE MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	216 080 000
12 00 062 00 2 62230 11 000 0115 04	CELEBRATION DES FETES NATIONALES	127 101 000
12 00 062 00 2 62230 11 000 0115 01	FRAIS POUR LES CONFERENCES	27 291 680
12 00 062 00 2 62230 11 000 0115 05	SEMAINE DIPLOMATIQUE	63 864 852
12 00 062 00 2 62250 11 000 0115 01	FRAIS DE CONTACT	320 000 000
12 00 062 00 2 62320 11 000 0115 01	FRAIS DE POSTE ET COURRIER RAPIDE	60 055 200
12 00 062 00 2 62320 11 000 0115 02	FRAIS POUR VALISE DIPLOMATIQUE	76 909 360
12 00 062 00 2 62330 11 000 0115 01	FRAIS DE TELECOMMUNICATION	36 396 000
12 00 062 00 2 62510 11 000 0115 01	ENTRETIEN,EQUIPEMENTS ET SECURISATION DES IMMEUBLES DU MINISTERE	388 261 482
12 00 062 00 2 62550 11 000 0115 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES VEHICULES	381 412 040

Crédit 2026/2027.0

12 00 062 00 2 62580 11 000 0115 01	ENTRETIEN DES GROUPES ELECTROGENES	12 000 000
12 00 062 00 2 62760 11 000 0115 01	CONTRIBUTION AUX ASSISTANCES BILATERALES	191 770 000
12 00 062 00 2 63120 11 000 0115 01	LUBRIFIANTS ET CARBURANTS	438 596 250
12 00 062 00 2 63210 11 000 0115 01	FOURNITURES DE BUREAU ET IMPRIMES	732 592 185
12 00 062 00 2 63280 11 000 0115 01	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	31 000 000
12 00 062 00 2 63510 11 000 0115 01	EAU ET ELECTRICITE	14 553 897
12 00 062 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES FINANCES ET DE LA LOGISTIQUE	36 000 000
12 00 062 00 7 66620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION AUX ORGANISATIONS INTERNATIONALES	667 958 760
063	DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES RESSOURCES HUMAINES	44 629 771
12 00 063 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/S	8 791 735
12 00 063 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	29 106 000
12 00 063 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATION FAMILIALES S/STATUTS	132 000
12 00 063 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATION DIRECTES DE BASE S/CONTRAT	1 015 200
12 00 063 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 604 500
12 00 063 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	276 000
12 00 063 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 582 512
12 00 063 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	121 824
064	DIRECTION DE LA COMMUNICATION, DE L'INFORMATION ET DES ARCHIVES	1 229 160 552
12 00 064 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUS	27 415 409
12 00 064 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	62 086 500
12 00 064 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	252 000
12 00 064 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 934 774
12 00 064 00 2 62210 11 000 0115 01	FRAIS DE PUBLICITE, INFORMATION ET COMMUNIQUEES	19 998 734
12 00 064 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DE REUNIONS ET SEMINAIRES	179 170 000
12 00 064 00 2 62340 11 000 0115 01	FRAIS DE PRESTATIONS INFORMATIQUES	780 931 470
12 00 064 00 2 62360 11 000 0115 02	MAINTENANCE DU SITE WEB	40 000 000
12 00 064 00 2 62360 11 000 0115 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	114 371 665
065	DIRECTION DU PROTOCOLE	294 628 327
12 00 065 00 4 21220 11 000 0115 01	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	12 308 073
12 00 065 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	30 101 832
12 00 065 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	66 271 500
12 00 065 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	312 000
12 00 065 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	8 121 600
12 00 065 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	34 479 000
12 00 065 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATION FAMILIALES S/CONTRATS	492 000
12 00 065 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 418 330
12 00 065 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	974 592
12 00 065 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DE REUNIONS ET DE SEMINAIRES	17 149 400
12 00 065 00 2 63280 11 000 0115 01	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	81 000 000

Crédit 2026/2027.0

12 00 065 00 2 63300 11 000 0115 01	ACCOUTREMENT POUR LE PERSONNEL DE LA DIRECTION GENERALE DU PROTOCOLE	25 000 000
12 00 065 00 2 63400 11 000 0115 01	PETIT MATERIEL, MOBILIER ET EQUIPEMENT	7 000 000
12 00 065 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DU PROTOCOLE	6 000 000
066	AMBASSADE DU BURUNDI A ABUJA	1 303 597 928
12 00 066 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	526 963 884
12 00 066 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	776 634 044
067	AMBASSADE DU BURUNDI A ADDIS-ABEBA	2 336 410 446
12 00 067 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	1 456 187 166
12 00 067 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	880 223 280
068	AMBASSADE DU BURUNDI A ALGER	1 611 111 861
12 00 068 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	422 635 361
12 00 068 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 188 476 500
069	AMBASSADE DU BURUNDI A ANKARA	2 683 577 657
12 00 069 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	836 724 484
12 00 069 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 846 853 173
070	AMBASSADE DU BURUNDI A BERLIN	1 804 315 306
12 00 070 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	590 475 721
12 00 070 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 213 839 585
071	AMBASSADE DU BURUNDI A BRUXELLES	5 565 716 116
12 00 071 00 4 21220 11 000 0115 01	REHABILITATION DE LA RESIDENCE ET DE LA CHANCELLERIE	721 488 250
12 00 071 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	1 547 565 126
12 00 071 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	3 296 662 740
072	CONSULAT DU BURUNDI A BUKAVU	828 462 013
12 00 072 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	467 237 793
12 00 072 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSULAT GENERAL DU BURUNDI A BUKAVU	361 224 220
073	AMBASSADE DU BURUNDI AU CAIRE	1 426 175 620
12 00 073 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	549 725 020
12 00 073 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	876 450 600
074	AMBASSADE DU BURUNDI A DAR-ES-SALAAM	8 269 227 698
12 00 074 00 4 21220 11 000 0115 01	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	6 265 246 000
12 00 074 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	826 074 718
12 00 074 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 177 906 980
075	AMBASSADE DU BURUNDI A DOHA	1 465 925 989

Crédit 2026/2027.0

12 00 075 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	494 140 165
12 00 075 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	971 785 824
076	AMBASSADE DU BURUNDI A DUBAI	1 158 179 496
12 00 076 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	321 950 056
12 00 076 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	836 229 440
077	AMBASSADE DU BURUNDI A GENEVE	3 258 958 930
12 00 077 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	826 592 590
12 00 077 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	2 432 366 340
078	AMBASSADE DU BURUNDI A KAMPALA	1 507 870 786
12 00 078 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	607 326 686
12 00 078 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	900 544 100
079	AMBASSADE DU BURUNDI A KIGALI	704 481 146
12 00 079 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	306 826 284
12 00 079 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	397 654 862
080	AMBASSADE DU BURUNDI A KIGOMA	586 619 425
12 00 080 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	340 049 670
12 00 080 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	246 569 755
081	AMBASSADE DU BURUNDI A KINSHASA	2 855 631 323
12 00 081 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	714 591 323
12 00 081 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	2 141 040 000
082	AMBASSADE DU BURUNDI A LA HAYE	1 227 144 972
12 00 082 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	383 979 164
12 00 082 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	843 165 808
083	AMBASSADE DU BURUNDI A LAAYOUNE	5 040 000
12 00 083 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	5 040 000
084	AMBASSADE DU BURUNDI A LONDRES	2 000 185 780
12 00 084 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	502 325 740
12 00 084 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 497 860 040
085	AMBASSADE DU BURUNDI A LUSAKA	1 132 541 679
12 00 085 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	376 089 344
12 00 085 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	756 452 335
086	AMBASSADE DU BURUNDI A MOSCOU	1 736 323 921

Crédit 2026/2027.0

12 00 086 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	717 487 221
12 00 086 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 018 836 700
087	AMBASSADE DU BURUNDI A NAIROBI	2 886 152 354
12 00 087 00 4 21220 11 000 0115 01	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	543 630 325
12 00 087 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	793 109 104
12 00 087 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 549 412 925
088	AMBASSADE DU BURUNDI A NEW DHELI	1 973 997 596
12 00 088 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	869 681 496
12 00 088 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 104 316 100
089	AMBASSADE DU BURUNDI A NEW YORK	5 905 007 225
12 00 089 00 4 21220 11 000 0115 01	REHABILITATION DE LA RESIDENCE ET DE LA CHANCELLERIE	439 115 000
12 00 089 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	1 229 443 438
12 00 089 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	4 236 448 787
090	AMBASSADE DU BURUNDI A PARIS	3 231 739 391
12 00 090 00 4 21220 11 000 0115 01	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	201 250 000
12 00 090 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	1 158 057 921
12 00 090 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 872 431 470
091	AMBASSADE DU BURUNDI A PEKIN	3 535 678 017
12 00 091 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	910 906 767
12 00 091 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	2 624 771 250
092	AMBASSADE DU BURUNDI A PRETORIA	5 605 379 054
12 00 092 00 4 21220 11 000 0115 01	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	4 080 000 000
12 00 092 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	606 439 526
12 00 092 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	918 939 528
093	AMBASSADE DU BURUNDI A RABAT	793 990 779
12 00 093 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	423 397 624
12 00 093 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	370 593 155
094	AMBASSADE DU BURUNDI A RIYAD	1 456 933 272
12 00 094 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	507 676 072
12 00 094 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	949 257 200
095	AMBASSADE DU BURUNDI A ROME	2 726 561 139
12 00 095 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	943 872 469
12 00 095 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 782 688 670

Crédit 2026/2027.0

096	AMBASSADE DU BURUNDI A WASHINGTON	3 420 571 550
12 00 096 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	1 124 396 750
12 00 096 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	2 296 174 800
097	AMBASSADE DU BURUNDI A OTTAWA	1 253 888 952
12 00 097 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	344 850 072
12 00 097 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	909 038 880
099	AMBASSADE DU BURUNDI AU VATICAN	2 078 300 672
12 00 099 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	594 237 672
12 00 099 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 484 063 000
101	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME DEFENSE DES INTERETS DU BURUNDI ET DES BURUNDAIS A L'INTERNATIONAL	430 740 629
12 00 101 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/S	24 905 006
12 00 101 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	52 947 000
12 00 101 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000
12 00 101 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/C	1 353 600
12 00 101 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/C	4 806 000
12 00 101 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/C	96 000
12 00 101 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S	4 482 901
12 00 101 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/C	162 432
12 00 101 00 2 62280 11 000 0115 01	ORGANISATION ET TENUE DES COMMISSIONS MIXTES	341 807 690
102	DIRECTION CHARGEE DES RELATIONS AVEC L'AFRIQUE, L'ASIE ET L'OCEANIE	131 804 202
12 00 102 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	31 500 171
12 00 102 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	58 212 000
12 00 102 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	312 000
12 00 102 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S	5 670 031
12 00 102 00 2 62160 11 000 0115 01	FRAIS DE MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	36 110 000
103	DIRECTION CHARGEE DES RELATIONS AVEC L'EUROPE, L'AMERIQUE ET LES CARAIBES	100 702 275
12 00 103 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	18 719 294
12 00 103 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	41 580 000
12 00 103 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000
12 00 103 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	338 400
12 00 103 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
12 00 103 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000

Crédit 2026/2027.0

12 00 103 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 369 473
12 00 103 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	40 608
12 00 103 00 2 62160 11 000 0115 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	5 300 000
12 00 103 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DE REUNIONS ET DE SEMINAIRES	29 925 000
104	DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	162 566 769
12 00 104 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 810 026
12 00 104 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	49 896 000
12 00 104 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000
12 00 104 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	338 400
12 00 104 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
12 00 104 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/C	72 000
12 00 104 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 665 805
12 00 104 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	40 608
12 00 104 00 2 62340 11 000 0115 01	FRAIS DE PRESTATIONS INFORMATIQUES	93 374 430
105	DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES	110 104 149
12 00 105 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATION DIRECTES DE BASE S/S	13 464 109
12 00 105 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/S	47 425 500
12 00 105 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	216 000
12 00 105 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 423 540
12 00 105 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DE REUNIONS ET SEMINAIRES	23 015 000
12 00 105 00 2 63210 11 000 0115 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	23 560 000
106	DIRECTION DE LA DIASPORA	220 461 109
12 00 106 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 583 855
12 00 106 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	31 414 260
12 00 106 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
12 00 106 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 085 094
12 00 106 00 2 62160 11 000 0115 01	FRAIS DE MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	8 450 000
12 00 106 00 2 62230 11 000 0115 02	SEMAINE DE LA DIASPORA	132 352 400
12 00 106 00 2 62240 11 000 0115 02	FRAIS DE REUNIONS ET SEMINAIRES	34 527 500
107	DIRECTION DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI DES MIGRANTS	107 141 148
12 00 107 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 989 922

Crédit 2026/2027.0

12 00 107 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	43 889 040
12 00 107 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 000
12 00 107 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 058 186
12 00 107 00 2 62160 11 000 0115 03	FRAIS DE MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	6 680 000
12 00 107 00 2 62380 11 000 0115 03	FRAIS D'ACCOMPAGNEMENT DE LA MISE EN OEUVRE DES ACCORDS BILATERAUX DU PLACEMENT DES TRAVAILLEURS MIGRANTS BURUNDAIS A L'ETRANGER	36 368 000
108	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME INTEGRATION SOUS REGIONALE, REGIONALE ET COOPERATION INTERNATIONALE	16 986 401 231
12 00 108 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/S	17 660 547
12 00 108 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/S	26 110 500
12 00 108 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	60 000
12 00 108 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 015 200
12 00 108 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE	3 604 500
12 00 108 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	108 000
12 00 108 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S	3 178 898
12 00 108 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	121 824
12 00 108 00 2 62160 11 000 0115 01	FRAIS DE MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	33 600 000
12 00 108 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DE REUNIONS ET SEMINAIRES	38 120 000
12 00 108 00 7 66620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX	16 862 821 762
109	DIRECTIONS DES ONGs ETRANGERES	97 444 078
12 00 109 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 826 049
12 00 109 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	39 474 540
12 00 109 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000
12 00 109 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 568 689
12 00 109 00 2 62160 11 000 0115 01	FRAIS DE MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	34 478 800
110	DIRECTION DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	90 610 444
12 00 110 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 122 834
12 00 110 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/S	47 533 500
12 00 110 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	192 000
12 00 110 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 162 110
12 00 110 00 2 62160 11 000 0115 01	FRAIS DE MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	15 600 000
111	DIRECTION DE L'INTEGRATION ET ORGANISATIONS REGIONALES AFRICAINES	2 273 698 056

Crédit 2026/2027.0

12 00 111 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	18 873 776
12 00 111 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	35 046 000
12 00 111 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000
12 00 111 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUT	3 397 280
12 00 111 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DE REUNIONS ET SEMINAIRES	2 216 309 000
112 DIRECTION DE LA FRANCOPHONIE		56 457 524
12 00 112 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 525 020
12 00 112 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 841 000
12 00 112 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000
12 00 112 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 434 504
12 00 112 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DE REUNIONS ET SEMINAIRES	16 549 000
113 DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME INTEGRATION DU BURUNDI AU SEIN DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE		65 026 063
12 00 113 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/S	17 783 467
12 00 113 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/S	29 457 000
12 00 113 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	84 000
12 00 113 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	3 045 600
12 00 113 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	10 813 500
12 00 113 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	276 000
12 00 113 00 1 61610 11 000 0115 01	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME INTEGRATION DU BURUNDI AU SEIN DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	3 201 024
12 00 113 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	365 472
114 DIRECTION CHARGEE DE LA COORDINATION DES AFFAIRES POLITIQUES ET DIPLOMATIQUES AU SEIN DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE		16 292 275 057
12 00 114 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 156 235
12 00 114 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	27 054 000
12 00 114 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
12 00 114 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 008 122
12 00 114 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION	52 162 000
12 00 114 00 7 66620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION A L'EAC	16 199 846 700
115 DIRECTION CHARGEE DE LA COORDINATION DES AFFAIRES DE DEFENSE ET DE SECURITE AU SEIN DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE		63 909 437
12 00 115 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 685 082

Crédit 2026/2027.0

12 00 115 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	27 137 040
12 00 115 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATION FAMILIALE S/STATUTS	120 000
12 00 115 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 283 315
12 00 115 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DE REUNIONS ET SEMINAIRES	21 684 000
116	DIRECTION CHARGEE DU SUIVI ET DE L'EVALUATION DES AFFAIRES DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	55 381 051
12 00 116 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 979 670
12 00 116 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	27 257 040
12 00 116 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	72 000
12 00 116 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 976 341
12 00 116 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DE REUNIONS ET SEMINAIRES	15 096 000
117	DIRECTION CHARGEE DES DOUANES, DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES INVESTISSEMENTS AU SEIN DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	60 424 603
12 00 117 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	17 456 274
12 00 117 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	39 778 200
12 00 117 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
12 00 117 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 142 129
118	DIRECTION CHARGEE DES AFFAIRES JURDIQUES ET JUDICIAIRES AU SEIN DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	63 712 328
12 00 118 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 141 380
12 00 118 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	27 067 500
12 00 118 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	60 000
12 00 118 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 185 448
12 00 118 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DES REUNIONS ET SEMINAIRES	22 258 000
119	DIRECTION CHARGEE DES FINANCES ET DES AFFAIRES FISCALES ET MONETAIRES AU SEIN DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	62 371 920
12 00 119 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 296 203
12 00 119 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	31 212 000
12 00 119 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	216 000
12 00 119 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 573 317
12 00 119 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DE REUNIONS ET SEMINAIRES	14 074 400

120	DIRECTION CHARGÉE DES INFRASTRUCTURES AU SEIN DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	97 728 100
12 00 120 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 375 085
12 00 120 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	37 059 500
12 00 120 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 000
12 00 120 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 947 515
12 00 120 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DE REUNIONS ET SEMINAIRES	41 190 000
121	DIRECTION CHARGÉE DES AFFAIRES SOCIALES AU SEIN DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	107 366 825
12 00 121 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 941 174
12 00 121 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	51 098 040
12 00 121 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000
12 00 121 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 669 411
12 00 121 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DE REUNIONS ET SEMINAIRES	25 514 200
122	DIRECTION CHARGÉE DES SECTEURS PRODUCTIFS AU SEIN DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	55 722 352
12 00 122 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	17 075 079
12 00 122 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	35 549 040
12 00 122 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	24 000
12 00 122 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 074 233
13	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS	674 561 141 118
005	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GÉNÉRALE	6 375 867 317
13 00 005 00 4 21220 11 000 0211 01	EQUIPEMENT DU MDNAC	1 564 400 000
13 00 005 00 4 21240 11 000 0211 01	REHABILITATION ET ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES MILITAIRES/MDNAC	2 686 713 528
13 00 005 00 2 62140 11 000 0211 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	465 000 000
13 00 005 00 2 62160 11 000 0211 01	FRAIS DE MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	544 747 665
13 00 005 00 2 62230 11 000 0211 01	WELFARE	273 600 000
13 00 005 00 2 63210 11 000 0211 01	FOURNITURES DE BUREAU ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT	787 586 124
13 00 005 00 7 66110 11 000 0211 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE	53 820 000
008	HOPITAL MILITAIRE DE KAMENGE	1 113 487 289
13 00 008 00 7 66110 11 816 0211 01	SUBSIDES A L'HOPITAL MILITAIRE DE KAMENGE	1 113 487 289
009	RÉGIE MILITAIRE DE CONSTRUCTION	117 569 534
13 00 009 00 1 61320 11 853 0211 01	REMUNERATION DU PERSONNEL CIVIL	48 561 266

Crédit 2026/2027.0

13 00 009 00 7 66110 11 000 0211 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA REGIE MILITAIRE DE CONSTRUCTION	69 008 268
010	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ETUDES STRATEGIQUES ET STATISTIQUES	260 642 674
13 00 010 00 7 66110 11 000 0211 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DGRPRESS	260 642 674
013	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME GESTION DES ANCIENS COMBATTANTS	6 515 304 021
13 00 013 00 7 66110 11 000 0211 03	DOTATION A L'OGAC	6 515 304 021
016	FORCE DE DEFENSE NATIONALE DU BURUNDI	660 178 270 283
13 00 016 00 4 20100 11 000 0211 01	FRAIS D'ETUDE, RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DE LA FRAD	367 070 000
13 00 016 00 4 21220 11 000 0211 01	EQUIPEMENT DE LA FDNB	17 449 046 546
13 00 016 00 4 21240 11 000 0211 01	REHABILITATION ET ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES MILITAIRES	8 995 792 240
13 00 016 00 1 61110 11 000 0211 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	46 998 249 702
13 00 016 00 1 61140 11 000 0211 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	21 674 459 259
13 00 016 00 1 61160 11 000 0211 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	352 610 400
13 00 016 00 1 61210 11 000 0211 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	91 658 509 288
13 00 016 00 1 61240 11 000 0211 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	40 006 738 604
13 00 016 00 1 61260 11 000 0211 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	687 128 600
13 00 016 00 1 61610 11 000 0211 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	9 708 650 236
13 00 016 00 1 61620 11 000 0211 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	19 094 936 026
13 00 016 00 1 61680 11 000 0211 01	REGULARISATION INSS	6 377 856 928
13 00 016 00 2 62140 11 000 0211 01	MISSIONS OFFICIELLES DES MILITAIRES A L'ETRANGER	2 270 390 000
13 00 016 00 2 62160 11 000 0211 01	FRAIS DE MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	3 657 730 102
13 00 016 00 2 62230 11 000 0211 01	WELFARE	1 310 865 757
13 00 016 00 2 62250 11 000 0211 01	RENSEIGNEMENTS MILITAIRES	360 000 000
13 00 016 00 2 62330 11 000 0211 01	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	654 331 977
13 00 016 00 2 62420 11 000 0211 01	LOYER D'HABITATION	6 785 520 000
13 00 016 00 2 62550 11 000 0211 01	ENTRETIEN DU CHARROI	20 992 798 890
13 00 016 00 2 63120 11 000 0211 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	14 797 719 542
13 00 016 00 2 63130 11 000 0211 03	HABILLEMENT DES TROUPES	37 942 423 188
13 00 016 00 2 63130 11 000 0211 01	ENTRETIEN DES TROUPES	29 425 679 292
13 00 016 00 2 63130 11 000 0211 02	ALIMENTATION DES TROUPES	251 294 138 359
13 00 016 00 2 63210 11 000 0211 01	FOURNITURES DE BUREAU ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT	5 603 057 322
13 00 016 00 2 63510 11 000 0211 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	9 365 754 732

Crédit 2026/2027.0

13 00 016 00 7 66110 11 000 0211 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE DE L'AMISOM	2 498 179 813
13 00 016 00 7 66110 11 000 0211 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ATTACHES MILITAIRES	2 235 236 636
13 00 016 00 7 66620 11 000 0211 01	CONTRIBUTION AUX EXERCICES MILITAIRES EAC	629 865 000
13 00 016 00 8 67310 11 000 0211 01	BOURSES ET STAGES	6 983 531 844
14	MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	2 916 624 527 722
001	CABINET	24 663 263 972
14 00 001 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	97 116 201
14 00 001 00 1 61130 11 000 0121 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	148 800 000
14 00 001 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	215 163 000
14 00 001 00 1 61150 11 000 0121 02	PRIMES DE RENDEMENT DU PERSONNEL DU MINISTERE DES FINANCES	638 760 000
14 00 001 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 716 000
14 00 001 00 1 61210 11 000 0121 02	REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS CONTRACTUELS DU MINISTERE DES FINANCES	531 942 240
14 00 001 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 836 032
14 00 001 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	10 206 012
14 00 001 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	336 000
14 00 001 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	17 480 916
14 00 001 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	220 324
14 00 001 00 2 62140 11 000 0121 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	1 506 718 700
14 00 001 00 2 62160 11 000 0121 01	MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	150 252 563
14 00 001 00 2 62250 11 000 0121 01	FRAIS DE CONTACT	210 000 000
14 00 001 00 2 62320 11 000 0121 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	12 572 000
14 00 001 00 2 62330 11 000 0121 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	110 571 600
14 00 001 00 2 62330 11 000 0121 02	FRAIS DE COMMUNICATION ECONOMIQUE ET RELATIONS PUBLIQUES	338 170 000
14 00 001 00 2 62360 11 000 0121 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	156 041 868
14 00 001 00 2 62510 11 000 0121 01	ENTRETIEN DU NOUVEAU BUILDING	1 465 430 816
14 00 001 00 2 62550 11 000 0121 01	ENTRETIEN DU CHARROI	227 480 502
14 00 001 00 2 62570 11 000 0121 01	MAINTENANCE DU MATERIEL INFORMATIQUE ET DES PHOTOCOPIEUSES	86 575 378
14 00 001 00 2 62580 11 000 0121 02	MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DU NOUVEAU BUILDING	173 394 618
14 00 001 00 2 63120 11 000 0121 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	291 986 493
14 00 001 00 2 63210 11 000 0121 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	498 104 840
14 00 001 00 2 63210 11 000 0121 02	APPUI INSTITUTIONNEL AUX REFORMES DU MINISTERE DES FINANCES	469 011 800
14 00 001 00 2 63510 11 000 0121 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	150 000 000
14 00 001 00 5 65300 11 000 0133 01	FONDS DE STABILISATION DES RESSOURCES RARES (MEDECINS ET ENSEIGNANTS)	2 000 000 000
14 00 001 00 5 65310 11 000 0133 01	APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE LA LOI PORTANT LE DECOUPAGE ADMINISTRATIF DU BURUNDI	4 000 000 000

Crédit 2026/2027.0

14 00 001 00 7 66110 11 000 0121 19	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DES FINANCES	44 179 000
14 00 001 00 7 66110 11 000 0121 21	APPUI A LA DIGITALISATION DES SERVICES PUBLICS	53 400 000
14 00 001 00 7 66110 11 000 0121 20	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	355 797 069
14 00 001 00 0 88888 11 000 0000 01	IMPREVUS	10 700 000 000
034	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME SUPPORT (ADMINISTRATION GENERALE)	45 779 294
14 00 034 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 267 014
14 00 034 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	28 876 500
14 00 034 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	228 000
14 00 034 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	805 551
14 00 034 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
14 00 034 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
14 00 034 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 208 063
14 00 034 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	96 666
035	DIRECTION DES FINANCES (DF)	761 193 737
14 00 035 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 325 201
14 00 035 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	33 912 000
14 00 035 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	276 000
14 00 035 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 218 536
14 00 035 00 2 63210 11 000 0121 02	APPUI INSTITUTIONNEL AUX REFORMES DU MINISTERE DES FINANCES	712 462 000
036	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	64 058 343
14 00 036 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 520 630
14 00 036 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	27 972 000
14 00 036 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000
14 00 036 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 073 713
14 00 036 00 2 62120 11 000 0121 01	IMPLANTATION ET SUIVI DES REFORMES DES RESSOURCES HUMAINES DU MINISTERE DES FINANCES	22 288 000
037	DIRECTION DES SERVICES GENERAUX	1 781 014 499
14 00 037 00 4 21220 11 000 0121 01	REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DU MINISTERE DES FINANCES	118 841 000
14 00 037 00 4 21430 11 000 0121 01	EQUIPEMENT DU BUILDING DES FINANCES	1 330 983 233
14 00 037 00 4 21450 11 000 0121 01	SECURISATION DU NOUVEAU BUILDING DES FINANCES	254 893 688
14 00 037 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 267 537
14 00 037 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	43 348 500
14 00 037 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	324 000
14 00 037 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	261 056
14 00 037 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 268 000
14 00 037 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
14 00 037 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 748 158
14 00 037 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	31 327

Crédit 2026/2027.0

14 00 037 00 2 62570 11 000 0121 01	MAINTENANCE DU MATERIEL INFORMATIQUE ET PHOTOCOPIEUSES	12 000 000
038	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME MOBILISATION DES RESSOURCES, GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE DE L'ETAT	1 242 460 403
14 00 038 00 4 26110 11 000 0121 01	CONTREPARTIE DU GOUVERNEMENT DU BURUNDI AU PROJET PAGFPI	106 000 000
14 00 038 00 4 26110 11 000 0121 02	CONTREPARTIE DU GOUVERNEMENT DU BURUNDI AU PROJET PPP RSS BUGARAMA	1 000 000 000
14 00 038 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 855 444
14 00 038 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	50 341 500
14 00 038 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	312 000
14 00 038 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASES S/CONTRATS	994 613
14 00 038 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 604 512
14 00 038 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
14 00 038 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 033 980
14 00 038 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	119 354
14 00 038 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME MOBILISATION DES RESSOURCES, GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIES DE L'ETAT	61 127 000
039	DIRECTION DE LA POLITIQUE FISCALE (DPF)	439 269 252
14 00 039 00 1 61110 11 000 0134 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	22 771 406
14 00 039 00 1 61140 11 000 0134 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	44 766 000
14 00 039 00 1 61160 11 000 0134 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	336 000
14 00 039 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	133 476
14 00 039 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
14 00 039 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
14 00 039 00 1 61610 11 000 0134 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 098 853
14 00 039 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 017
14 00 039 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA POLITIQUE FISCALE (DPF)	365 850 000
040	DIRECTION DES REFORMES (DR)	53 623 767
14 00 040 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 667 565
14 00 040 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	33 656 040
14 00 040 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
14 00 040 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 000 162
041	DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)	124 072 280
14 00 041 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 966 051
14 00 041 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	49 356 540
14 00 041 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	312 000
14 00 041 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 673 889
14 00 041 00 2 62120 11 000 0121 01	IMPLANTATION ET SUIVI DES REFORMES MACROECONOMIQUES	21 273 000
14 00 041 00 2 63210 11 000 0121 02	APPUI INSTITUTIONNEL AUX REFORMES DU MINISTERE DES FINANCES	15 127 600
14 00 041 00 7 66110 11 000 0121 20	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE(DCEF)	7 363 200

Crédit 2026/2027.0

042	DIRECTION DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE (DDT)	2 434 695 280 032
14 00 042 00 9 16110 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT AVANCES EXTRAORDINAIRES ET ORDINAIRES CONSOLIDEES	37 761 424 504
14 00 042 00 9 16200 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT DU BON DU TRESOR	1 523 294 111 000
14 00 042 00 9 16300 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT OBLIGATIONS DU TRESOR	311 952 000 000
14 00 042 00 9 16810 11 000 0121 01	APUREMENT DES ARRIERES	80 000 000 000
14 00 042 00 9 17212 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT DETTE BILATERALE	43 845 152 235
14 00 042 00 9 17222 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT DETTE DIRECTE MULTILATERALE	123 940 152 789
14 00 042 00 1 61110 11 000 0124 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	30 652 952
14 00 042 00 1 61140 11 000 0127 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	62 761 500
14 00 042 00 1 61160 11 000 0124 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	540 000
14 00 042 00 1 61210 11 000 0127 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	872 862
14 00 042 00 1 61240 11 000 0127 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 158 000
14 00 042 00 1 61260 11 000 0127 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
14 00 042 00 1 61610 11 000 0127 02	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 517 531
14 00 042 00 1 61620 11 000 0127 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	104 744
14 00 042 00 2 62340 11 000 0121 01	CONTRAT DES PRESTATIONS INFORMATIQUES (SYGAD)	30 000 000
14 00 042 00 2 62780 11 000 0121 01	COMMISSION TECHNIQUE DE LA GESTION DE LA DETTE	266 664 600
14 00 042 00 3 64110 11 000 0124 02	INTERETS DETTE DIRECTE BILATERALE	12 293 525 785
14 00 042 00 3 64120 11 000 0124 02	INTERETS DETTE DIRECTE MULTILATERALE	11 050 137 452
14 00 042 00 3 64220 11 000 0124 01	INTERETS AVANCES EXTRAORDINAIRES ET ORDINAIRES CONSOLIDEES	35 435 073 582
14 00 042 00 3 64230 11 000 0124 01	INTERETS BONS DU TRESOR	94 075 889 000
14 00 042 00 3 64240 11 000 0124 01	INTERETS OBLIGATIONS DU TRESOR	102 542 140 395
14 00 042 00 3 64240 11 000 0124 02	COTISATION CONFORMEMENT A LA CONVENTION TRIPARTITE DE COTATION DES TITRES DU TRESOR ET DE LA BANQUE DE REPUBLIQUE DU BURUNDI A LA BOURSE DU BURUNDI	1 500 000 000
14 00 042 00 3 64280 11 000 0124 02	INTERETS PRETS BRB	801 354 868
14 00 042 00 3 64280 11 000 0124 01	INTERETS PRÊTS BANQUES COMMERCIALES	54 711 010 233
14 00 042 00 3 64400 11 000 0121 01	PERTES DE CHANGE	1 092 000 000
043	OBR	105 580 754 792
14 00 043 00 4 21220 11 000 0122 01	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES DE L'OFFICE BURUNDAIS DES RECETTES (OBR)	39 279 880 640
14 00 043 00 1 61320 11 022 0122 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	38 117 855 748
14 00 043 00 7 66110 11 022 0122 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DES RECETTES (OBR)	28 183 018 404
044	ISGE	2 080 420 862
14 00 044 00 4 21280 11 000 0131 01	CONSTRUCTION DU BATIMENT DU SIEGE DE L'ISGE	1 066 753 013
14 00 044 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	403 733 208
14 00 044 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION DES ENTREPRISES (ISGE)	609 934 641
046	ARCA	2 132 788 538

Crédit 2026/2027.0

14 00 046 00 1 61320 11 000 0126 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 012 483 508
14 00 046 00 7 66110 11 004 0126 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES ASSURANCES (ARCA)	1 120 305 030
047 ARCP		1 068 887 521
14 00 047 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	455 934 251
14 00 047 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE D'APPUI A LA REALISATION DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE (ARCP)	612 953 270
048 CNRF		3 730 722 632
14 00 048 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 164 788 565
14 00 048 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE NATIONALE DE RENSEIGNEMENT FINANCIER	2 565 934 067
049 ARMC		3 756 377 745
14 00 049 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 561 536 478
14 00 049 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DU MARCHÉ DES CAPITAUX DU BURUNDI (ARMC)	2 194 841 267
050 DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME GESTION BUDGETAIRE ET COMPTABLE		68 331 327
14 00 050 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 014 307
14 00 050 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	41 094 000
14 00 050 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	324 000
14 00 050 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 315 565
14 00 050 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	6 399 012
14 00 050 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	144 000
14 00 050 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 882 575
14 00 050 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	157 868
051 DIRECTION DU BUDGET (DB)		1 043 817 336
14 00 051 00 1 61110 11 000 0134 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	98 579 522
14 00 051 00 1 61140 11 000 0134 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	193 185 000
14 00 051 00 1 61160 11 000 0134 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 776 000
14 00 051 00 1 61610 11 000 0134 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	17 744 314
14 00 051 00 2 62120 11 000 0121 01	IMPLANTATION ET SUIVI DES REFORMES BUDGETAIRES	626 232 500
14 00 051 00 2 63210 11 000 0121 02	APPUI INSTITUTIONNEL AUX REFORMES DU MINISTERE DES FINANCES (DB)	94 800 000
14 00 051 00 2 63210 11 000 0124 01	ACHAT DES BONS DE COMMANDE	11 500 000
052 DIRECTION NATIONALE DE CONTROLE DES MARCHES PUBLICS (DNCMP)		491 906 900
14 00 052 00 1 61110 11 000 0414 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	63 916 500
14 00 052 00 1 61140 11 000 0414 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	134 757 000
14 00 052 00 1 61160 11 000 0414 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 116 000
14 00 052 00 1 61210 11 000 0414 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	118 582
14 00 052 00 1 61240 11 000 0414 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
14 00 052 00 1 61260 11 000 0414 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
14 00 052 00 1 61610 11 000 0414 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUT	11 504 970

Crédit 2026/2027.0

14 00 052 00 1 61620 11 000 0414 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	14 230
14 00 052 00 7 66110 11 000 0414 01	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS TECHNIQUES DES MARCHES	279 218 118
053	DIRECTION DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE (DCP)	200 967 291 293
14 00 053 00 1 61110 11 000 0124 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	103 593 596
14 00 053 00 1 61140 11 000 0124 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	289 858 500
14 00 053 00 1 61160 11 000 0124 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 956 000
14 00 053 00 1 61210 11 000 0124 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	137 493
14 00 053 00 1 61240 11 000 0124 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
14 00 053 00 1 61260 11 000 0124 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
14 00 053 00 1 61610 11 000 0124 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	18 646 847
14 00 053 00 1 61620 11 000 0124 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 499
14 00 053 00 2 62120 11 000 0124 01	IMPLANTATION ET SUIVI DES REFORMES COMPTABLES	292 531 500
14 00 053 00 2 62310 11 000 0121 01	FRAIS BANCAIRES	8 000 000
14 00 053 00 2 63210 11 000 0124 01	ACHAT VALEURS ET IMPRIMES	65 000 000
14 00 053 00 7 66710 11 000 0121 01	EXONERATIONS	200 186 325 358
054	ARMP	1 328 423 507
14 00 054 00 1 61320 11 000 0125 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'ARMP	487 924 530
14 00 054 00 7 66110 11 000 0125 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)	840 498 977
055	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME GESTION ET SAUVEGARDE DU PATRIMOINE DE L'ETAT	33 651 962
14 00 055 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 974 968
14 00 055 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	20 533 500
14 00 055 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000
14 00 055 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 975 494
056	DIRECTION DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE DE L'ETAT (DSPE)	1 000 809 482
14 00 056 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	20 138 968
14 00 056 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	50 368 500
14 00 056 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	348 000
14 00 056 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 625 014
14 00 056 00 2 62550 11 000 0121 02	REPARATION DU PARC AUTOMOBILE DE L'ETAT EN PANNE ET GARE	600 000 000
14 00 056 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LE SUIVI DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT	326 329 000
057	DIRECTION DES REFORMES DES SOCIETES A PARTICIPATION PUBLIQUES (DRSPP)	78 063 491 136
14 00 057 00 4 26110 11 000 0121 03	PARTICIPATION AU CAPITAL DE LA BANQUE DES FEMMES	750 000 000
14 00 057 00 4 26110 11 000 0121 14	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU BURUNDI AU TITRE DE LA RECONSTITUTION DU FIDA	3 300 000 000
14 00 057 00 4 26110 11 000 0121 08	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BHB	4 037 538 939
14 00 057 00 4 26110 11 000 0121 18	LIBERATION DUCAPITAL DANS LE CADRE DU PROJET DE CONSTRUCTION DE LA GARE ROUTIERE A RUBIRIZI ET SES ROUTES ANNEXES	10 000 000 000

Crédit 2026/2027.0

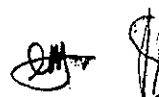
14 00 057 00 4 26110 11 000 0121 13	CONTRIBUTION DE L'ETAT DU BURUNDI A LA CONSTRUCTION D'UN CENTRAL COMMERCIAL SUR LE TERRAIN DE L'EX MARCHE CENTRAL DE BUJUMBURA	15 000 000 000
14 00 057 00 4 26110 11 717 0121 01	PARTICIPATION AU CAPITAL DU FONDS DE SOLIDARITE AFRICAINE (FSA)	13 168 187 245
14 00 057 00 4 26110 11 000 0121 16	PARTICIPATION DE LA CAMEBU AU CAPITAL DE L'HOPITAL KIRA	2 000 000 000
14 00 057 00 4 26110 11 000 0121 01	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DU BURUNDI BACKBONE SYSTEM (BBS)	2 711 109 632
14 00 057 00 4 26110 11 000 0121 05	PARTICIPATION AU CAPITAL DE LA BANQUE D'INVESTISSEMENT DES JEUNES	750 000 000
14 00 057 00 4 26110 11 000 0121 15	CONTRIBUTION DE L'ETAT AU CAPITAL DU FONDS AFRICAINS DE DEVELOPPEMENT (FAD)	1 000 000 000
14 00 057 00 4 26110 11 000 0121 09	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (BDEAC)	4 881 976 372
14 00 057 00 4 26110 11 744 0121 01	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BAD ET BBCI	5 942 839 123
14 00 057 00 4 26110 11 000 0121 17	CONTRIBUTION DE L'ETAT DU BURUNDI DANS LA CEEAC	14 202 363 047
14 00 057 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	27 847 566
14 00 057 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	54 445 500
14 00 057 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	372 000
14 00 057 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 012 562
14 00 057 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LE SUIVI DES SPP ET DU PORTEFEUILLE FINANCIER DE L'ETAT (DRSPP)	231 799 150
058	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ECONOMIE NUMERIQUE	43 269 441
14 00 058 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 807 153
14 00 058 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	29 133 000
14 00 058 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000
14 00 058 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 125 288
059	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES NUMERIQUES (DIN)	1 795 092 491
14 00 059 00 1 61110 11 000 0465 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE DU PERSONNEL S/STATUTS	6 927 084
14 00 059 00 1 61140 11 000 0465 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	24 988 500
14 00 059 00 1 61160 11 000 0465 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000
14 00 059 00 1 61210 11 000 0121 01	HONORAIRES DES INFORMATIENS CONTRACTUELS	830 288 444
14 00 059 00 1 61610 11 000 0465 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 246 875
14 00 059 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES INFRASTRUCTURES NUMERIQUES (DIN)	931 473 588
060	DIRECTION DE LA DIGITALISATION (DD)	27 056 039 003
14 00 060 00 4 20100 11 000 0491 04	DIGITALISATION DES SERVICES PUBLICS	17 435 000 000
14 00 060 00 4 20110 11 000 0461 03	FRAIS D'ETUDE, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	8 928 694 905
14 00 060 00 1 61110 11 000 0465 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 191 608
14 00 060 00 1 61140 11 000 0465 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	42 984 000
14 00 060 00 1 61160 11 000 0465 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000
14 00 060 00 1 61610 11 000 0465 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 914 490

Crédit 2026/2027.0

14 00 060 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA DIGITALISATION (DD)	630 218 000
061 FSU		340 854 905
14 00 061 00 1 61320 11 000 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU FONDS DE SERVICE UNIVERSEL	229 007 628
14 00 061 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU FSU	111 847 277
062 SETIC		11 956 119 050
14 00 062 00 4 21450 11 000 0461 01	EQUIPEMENTS DU SETIC	10 120 092 000
14 00 062 00 1 61320 11 000 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU SETIC	845 107 140
14 00 062 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SETIC	990 919 910
063 DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE (BUHUMUZA)		1 223 701 207
14 00 063 00 4 21440 11 000 0463 01	MATERIELS INFORMATIQUES ET DE TELECOMMUNICATION (DPEN BUHUMUZA)	238 737 884
14 00 063 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	117 007 380
14 00 063 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	311 159 664
14 00 063 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 536 000
14 00 063 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	17 855 072
14 00 063 00 7 66110 11 000 0461 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DES PISTES, VOIES DE COMMUNICATION ET DE TELECOMMUNICATION DE LA PROVINCE BUHUMUZA	112 000 000
14 00 063 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE DE BUHUMUZA	425 405 207
064 DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE (BUJUMBURA)		1 350 182 368
14 00 064 00 4 21440 11 000 0465 01	MATERIELS INFORMATIQUES ET DE TELECOMMUNICATION	263 472 950
14 00 064 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	144 872 196
14 00 064 00 1 61140 11 000 0123 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	454 954 812
14 00 064 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 520 000
14 00 064 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	23 634 130
14 00 064 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE DE BUJUMBURA	284 728 280
14 00 064 00 7 66110 11 000 0461 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DES PISTES, VOIES DE COMMUNICATION ET DE TELECOMMUNICATION DE LA PROVINCE BUJUMBURA	176 000 000
065 DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE (BURUNGA)		1 084 238 955
14 00 065 00 4 21440 11 000 0465 01	MATERIELS INFORMATIQUES ET DE TELECOMMUNICATION (DPEN BURUNGA)	263 472 950
14 00 065 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	126 169 470
14 00 065 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	307 985 736
14 00 065 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 656 000
14 00 065 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	18 954 523

Crédit 2026/2027.0

14 00 065 00 7 66110 11 000 0461 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DES PISTES, VOIES DE COMMUNICATION ET DE TELECOMMUNICATION DE LA PROVINCE BURUNGA	112 000 000
14 00 065 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE DE BURUNGA	254 000 276
066	DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE (BUTANYERERA)	879 357 290
14 00 066 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	128 207 864
14 00 066 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	344 544 756
14 00 066 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 872 000
14 00 066 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	19 890 027
14 00 066 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE DE BUTANYERERA	256 842 643
14 00 066 00 7 66110 11 000 0461 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DES PISTES, VOIES DE COMMUNICATION ET DE TELECOMMUNICATION DE LA PROVINCE BUTANYERERA	128 000 000
067	DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE (GITEGA)	972 376 768
14 00 067 00 1 61140 11 000 0123 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	382 452 756
14 00 067 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 088 000
14 00 067 00 1 61210 11 000 0121 01	HONORAIRES DES INFORMATIENS CONTRACTUELS	137 128 376
14 00 067 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	21 495 720
14 00 067 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE DE GITEGA	285 211 916
14 00 067 00 7 66110 11 000 0461 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DES PISTES, VOIES DE COMMUNICATION ET DE TELECOMMUNICATION DE LA PROVINCE GITEGA	144 000 000
068	DIRECTION PROVINCIALE DU BUDGET, DE LA COMPTABILITE ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE (BUHUMUZA)	466 443 458
14 00 068 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	20 264 091
14 00 068 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	72 184 500
14 00 068 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	432 000
14 00 068 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 647 536
14 00 068 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU BUDGET, DE LA COMPTABILITE ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE (BUHUMUZA)	369 915 331
069	DIRECTION PROVINCIALE DU BUDGET, DE LA COMPTABILITE ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE (BUJUMBURA)	456 080 887
14 00 069 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	17 890 107
14 00 069 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	66 730 500
14 00 069 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	432 000



Crédit 2026/2027.0

14 00 069 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 220 219
14 00 069 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU BUDGET, DE LA COMPTABILITE ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE (DPBCSP) BUJUMBURA.	367 808 061
070	DIRECTION PROVINCIALE DU BUDGET, DE LA COMPTABILITE ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE (BURUNGA)	462 631 522
14 00 070 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 596 323
14 00 070 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	70 834 500
14 00 070 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	504 000
14 00 070 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 887 338
14 00 070 00 7 66110 11 000 0131 06	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE (BURUNGA)	365 809 361
071	DIRECTION PROVINCIALE DU BUDGET, DE LA COMPTABILITE ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE (BUTANYERERA)	404 439 255
14 00 071 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 259 513
14 00 071 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	71 550 000
14 00 071 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	480 000
14 00 071 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 186 712
14 00 071 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU BUDGET, DE LA COMPTABILITE ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE (DPBCSP) BUTANYERERA	304 963 030
072	DIRECTION PROVINCIALE DU BUDGET, DE LA COMPTABILITE ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE (GITEGA)	736 581 098
14 00 072 00 4 21440 11 000 0121 01	MATERIEL INFORMATIQUE ET DE TELECOMMUNICATION	263 472 950
14 00 072 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 036 555
14 00 072 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	71 226 000
14 00 072 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	432 000
14 00 072 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 786 580
14 00 072 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DU BUDGET, DE LA COMPTABILITE ET DU PATRIMOINE DE L'ETAT	376 627 013
073	DIRECTION PROVINCIALE DES MARCHES PUBLICS (BUHUMUZA)	449 455 294
14 00 073 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 889 735
14 00 073 00 1 61140 11 000 0123 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	71 590 500
14 00 073 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	432 000
14 00 073 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 580 152
14 00 073 00 7 66110 11 000 0414 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES MARCHES PUBLICS DE BUHUMUZA	353 962 907
074	DIRECTION PROVINCIALE DES MARCHES PUBLICS (BUJUMBURA)	469 952 226
14 00 074 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	22 028 974

Crédit 2026/2027.0

14 00 074 00 1 61140 11 000 0123 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	70 564 500
14 00 074 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATION FAMILIALES S/STATUTS	480 000
14 00 074 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 965 214
14 00 074 00 7 66110 11 000 0414 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES MARCHES PUBLICS DE BUJUMBURA	372 913 538
075	DIRECTION PROVINCIALE DES MARCHES PUBLICS (BURUNGA)	380 425 115
14 00 075 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	20 500 024
14 00 075 00 1 61140 11 000 0123 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	69 147 000
14 00 075 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	444 000
14 00 075 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 690 004
14 00 075 00 7 66110 11 000 0414 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES MARCHES PUBLICS DE BURUNGA	286 644 087
076	DIRECTION PROVINCIALE DES MARCHES PUBLICS (BUTANYERERA)	445 974 219
14 00 076 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	17 842 626
14 00 076 00 1 61140 11 000 0123 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	70 146 000
14 00 076 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	432 000
14 00 076 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 211 673
14 00 076 00 7 66110 11 000 0414 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES MARCHES PUBLICS DE BUTANYERERA	354 341 920
077	DIRECTION PROVINCIALE DES MARCHES PUBLICS (GITEGA)	433 622 558
14 00 077 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 665 363
14 00 077 00 1 61140 11 000 0123 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	69 147 000
14 00 077 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	444 000
14 00 077 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 539 765
14 00 077 00 7 66110 11 000 0414 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES MARCHES PUBLICS DE GITEGA	340 826 430
16	MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE	145 827 561 860
001	CABINET	3 680 273 508
16 00 001 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	135 983 199
16 00 001 00 1 61130 11 000 0331 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	104 400 000
16 00 001 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	318 783 456
16 00 001 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATION FAMILIALES S/STATUT	1 152 000
16 00 001 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 163 371
16 00 001 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	9 360 240
16 00 001 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	720 000
16 00 001 00 1 61320 11 000 0333 01	REMUNERATIONS DE PERSONNELS SOUS CONTRATS SPECIFIQUES DE LA CAC	463 845 999
16 00 001 00 1 61580 11 000 0339 01	AUTRES PRIMES ET INDEMNITES DIVERSES	72 000 000
16 00 001 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	24 476 975
16 00 001 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	259 605
16 00 001 00 2 62140 11 000 0331 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	292 848 129

Crédit 2026/2027.0

16 00 001 00 2 62160 11 000 0331 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'INTERIEUR	186 795 212
16 00 001 00 2 62250 11 000 0331 01	FRAIS DE CONTACTS ET DE RENSEIGNEMENTS	52 000 000
16 00 001 00 2 62320 11 000 0331 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUE	10 000 000
16 00 001 00 2 62330 11 000 0331 01	FRAIS DE TELECOMMUNICATION	127 792 000
16 00 001 00 2 63120 11 000 0331 01	ACHAT CARBURANTS ET LUBRIFIANTS	1 137 386 500
16 00 001 00 7 66110 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	637 298 471
16 00 001 00 7 66110 11 000 0333 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COUR ANTI-CORRUPTION	103 008 351
022	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE	398 282 711
16 00 022 00 4 21450 11 000 0331 01	ACQUISITION DES MACHINES ET MATERIELS TECHNIQUES	24 000 000
16 00 022 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	31 587 588
16 00 022 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	73 788 528
16 00 022 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATION FAMILIALE S/STATUTS	168 000
16 00 022 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 685 766
16 00 022 00 7 66110 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE	263 052 829
023	DIRECTION DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE ET DES RESSOURCES	25 394 271 776
16 00 023 00 4 21450 11 000 0331 01	ACHAT DES MACHINES ET MATERIELS TECHNIQUES	40 500 000
16 00 023 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 787 244 643
16 00 023 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	14 553 428 808
16 00 023 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	51 756 000
16 00 023 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/CONTRATS	215 438 028
16 00 023 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 996 558 248
16 00 023 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	22 116 000
16 00 023 00 1 61320 11 000 0331 01	REMUNERATION DU PERSONNEL INFORMATICIEN	23 743 680
16 00 023 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 044 996 833
16 00 023 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	25 852 563
16 00 023 00 2 62160 11 000 0331 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	40 146 106
16 00 023 00 2 62550 11 000 0331 01	ENTRETIEN ET REPARATIONS DES VEHICULES	753 230 741
16 00 023 00 2 62570 11 000 0331 01	ENTRETIEN DU MATERIEL DE BUREAU, INFORMATIQUE ET DE TELECOMMUNICATION	2 850 000
16 00 023 00 2 63210 11 000 0331 01	ACHAT MATERIEL, FOURNITURE DE BUREAU ET LES IMPRIMES	496 371 067
16 00 023 00 7 66110 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE ET DES RESSOURCES	340 039 059
024	DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTENTIEUX	969 457 930
16 00 024 00 4 21260 11 000 0331 01	REHABILITATION ET ENTRETIEN BATIMENTS	151 450 000
16 00 024 00 4 21450 11 000 0331 01	ACHAT DES MACHINES ET MATERIELS TECHNIQUES	90 000 000
16 00 024 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	76 799 954
16 00 024 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	209 979 744

Crédit 2026/2027.0

16 00 024 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	888 000
16 00 024 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	875 125
16 00 024 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 703 120
16 00 024 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	228 000
16 00 024 00 1 61580 11 000 0331 01	AUTRES PRIMES ET INDEMNITES DIVERSES	43 200 000
16 00 024 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	13 823 992
16 00 024 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	105 015
16 00 024 00 2 62730 11 000 0331 01	FRAIS DE DEFENSE DES INTERETS DE L'ETAT A L'INTERIEUR ET A L'ETRANGER	324 596 430
16 00 024 00 2 63120 11 000 0331 01	ACHAT DU CARBURANT ET LUBRIFIANTS	9 891 000
16 00 024 00 2 63210 11 000 0331 01	FOURNITURE DE BUREAU ET IMPRIMES	44 917 550
025	DIRECTION DE LA PLANIFICATION, PROGRAMMATION, SUIVI- EVALUATION ET DES STATISTIQUES	11 218 695 565
16 00 025 00 4 21220 11 000 0335 05	CONSTRUCTION DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	9 787 419 360
16 00 025 00 4 21450 11 000 0339 01	ACHAT DES MACHINES ET MATERIELS TECHNIQUES	64 324 692
16 00 025 00 1 61110 11 000 0339 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	27 045 667
16 00 025 00 1 61140 11 000 0339 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	82 124 064
16 00 025 00 1 61160 11 000 0339 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	324 000
16 00 025 00 1 61610 11 000 0339 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 868 220
16 00 025 00 2 62120 11 000 0331 01	FRAIS DE FORMATION	271 608 066
16 00 025 00 2 62160 11 000 0331 01	MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	42 282 450
16 00 025 00 2 62360 11 000 0331 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	189 120 000
16 00 025 00 2 62520 11 000 0331 01	REHABILITATIONS ET ENTRETIENS DES BATIMENTS	294 308 567
16 00 025 00 2 62570 11 000 0331 01	ENTRETIEN DES MATERIELS DE BUREAU, INFORMATIQUES ET DE TELECOMMUNICATIONS	20 020 000
16 00 025 00 2 63120 11 000 0331 01	ACHAT CARBURANTS ET LUBRIFIANTS	39 458 496
16 00 025 00 2 63210 11 000 0331 01	ACHAT DES MATERIELS DE BUREAU ET IMPRIMES	40 150 600
16 00 025 00 7 66110 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA PLANIFICATION, PROGRAMMATION, SUIVI-EVALUATION ET DES STATISTIQUES	355 641 383
026	RADIO JUSTICE IJWI RY'UBUTUNGANE	1 304 490 751
16 00 026 00 4 21410 11 000 0463 01	ACQUISITION DES MATERIELS DE TRANSPORTS	350 000 000
16 00 026 00 4 21440 11 000 0463 01	MATERIELS INFORMATIQUES ET DE TELECOMMUNICATIONS	45 000 000
16 00 026 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	29 543 903
16 00 026 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	113 890 032
16 00 026 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000
16 00 026 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	332 583
16 00 026 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	808 320
16 00 026 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
16 00 026 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUT	5 317 903

Crédit 2026/2027.0

16 00 026 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	39 910
16 00 026 00 7 66110 11 000 0463 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA RADIO JUSTICE IJWI RY'UBUTUNGANE	759 330 100
027	CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA JUSTICE (CFPJ)	407 395 176
16 00 027 00 1 61320 11 000 0951 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL S/CONTAT SPECIFIQUES	79 428 766
16 00 027 00 7 66110 11 000 0951 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA JUSTICE (CFPJ)	327 966 410
028	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ACCES A LA JUSTICE	36 925 136
16 00 028 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/SATTUT	12 880 517
16 00 028 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	20 594 016
16 00 028 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000
16 00 028 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRAT	203 384
16 00 028 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	772 320
16 00 028 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
16 00 028 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 318 493
16 00 028 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	24 406
029	DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES ET SPECIALES	16 522 964 891
16 00 029 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	34 174 935
16 00 029 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	79 467 264
16 00 029 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	408 000
16 00 029 00 1 61580 11 000 0331 01	AUTRES PRIMES ET INDEMNITES DIVERSES	38 400 000
16 00 029 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 151 488
16 00 029 00 2 62160 11 000 0331 01	PROGRAMME NATIONAL D'EXECUTION DES JUGEMENTS, DES CONSTANTS ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES	3 197 308 751
16 00 029 00 2 63120 11 000 0331 01	CARBURANT ET LUBRIFIANTS	80 671 499
16 00 029 00 2 63210 11 000 0331 01	DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES ET SPECIALES MATERIEL DE BUREAUX ET IMPRIMES	2 901 360 834
16 00 029 00 2 63510 11 000 0331 01	FRAIS D'ELECTRICITE	276 668 150
16 00 029 00 7 66110 11 000 0331 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES ET SPECIALES	9 908 353 970
030	DIRECTION DE LA COOPERATION JUDICIAIRE ET DE LA SECURISATION DES DOCUMENTS PUBLICS ET PRIVES	69 364 681
16 00 030 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 363 804
16 00 030 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	32 266 992
16 00 030 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
16 00 030 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 045 484
16 00 030 00 2 62160 11 000 0331 01	FRAIS DE MISSIONS A L'INTERIEUR	23 640 401
031	DIRECTIONS DES AFFAIRES PENALES ET DES DETENTIONS	248 550 595

Crédit 2026/2027.0

16 00 031 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	29 116 392
16 00 031 00 1 61140 11 000 0333 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUT	89 354 820
16 00 031 00 1 61160 11 000 0333 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	288 000
16 00 031 00 1 61210 11 000 0333 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	226 163
16 00 031 00 1 61240 11 000 0333 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	404 160
16 00 031 00 1 61260 11 000 0333 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
16 00 031 00 1 61610 11 000 0333 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 240 950
16 00 031 00 1 61620 11 000 0333 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	27 140
16 00 031 00 2 62160 11 000 0331 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR	123 832 970
032	CENTRE D'ETUDE ET DE DOCUMENTATIONS JURIDIQUES (CEDJ)	687 651 868
16 00 032 00 1 61320 11 000 0331 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	382 426 283
16 00 032 00 7 66110 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'ETUDE ET DE DOCUMENTATIONS JURIDIQUES (CEDJ)	305 225 585
033	SERVICE NATIONAL DE LEGISLATION (SNL)	777 886 817
16 00 033 00 1 61320 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL DU SNL	546 365 088
16 00 033 00 7 66110 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE NATIONAL DE LEGISLATION (SNL)	231 521 729
034	DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES PENITENTIAIRES (DGAP)	14 042 465 267
16 00 034 00 1 61320 11 000 0341 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL DE LA DGAP	1 568 895 500
16 00 034 00 2 63180 11 000 0341 01	AUTRES FOURNITURES ET CONSOMMABLES	11 555 800 420
16 00 034 00 7 66110 11 000 0341 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES PENITENTIAIRES (DGAP)	917 769 347
035	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME DES DROITS HUMAINS (DGRPDH)	138 252 247
16 00 035 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATION DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 800 730
16 00 035 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	22 477 500
16 00 035 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUT	132 000
16 00 035 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	538 018
16 00 035 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 469 500
16 00 035 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	264 000
16 00 035 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 304 131
16 00 035 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	64 562
16 00 035 00 2 62360 11 000 0333 01	ABONEMENT A L'INTERNET	11 550 000
16 00 035 00 2 62520 11 000 0333 01	ENTRETIENS BATIMENTS	15 400 000
16 00 035 00 2 62570 11 000 0333 01	ENTRETIEN DU MATERIEL DE BUREAU, INFORMATIQUE ET DE TELECOMMUNICATION	3 850 000
16 00 035 00 2 63210 11 000 0331 01	FOURNITURE DU MATERIEL DE BUREAU ET IMPRIME	64 015 806
16 00 035 00 2 63510 11 000 0333 01	CONSOMMATION EN EAU ET EN ELECTRICITE	1 386 000
036	DIRETION DE L'ASSISTANCE JURIDIQUE ET JUDICIAIRE AUX VULNERABLES ET AUX VICTIMES DES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS	153 390 003
16 00 036 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 916 484
16 00 036 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	18 766 452

Crédit 2026/2027.0

16 00 036 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000
16 00 036 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	437 705
16 00 036 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 470 660
16 00 036 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	12 000
16 00 036 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 244 967
16 00 036 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	52 525
16 00 036 00 2 62160 11 000 1091 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR	50 000 000
16 00 036 00 6 67210 11 000 0331 01	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	74 345 210
037	DIRECTION DES ORGANES DE TRAITES, DES PROCEDURES SPECIALES ET DE L'EXAMEN PERIODIQUE UNIVERSEL ET AUTRES MECANISMES.	474 264 187
16 00 037 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	7 710 522
16 00 037 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 737 000
16 00 037 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000
16 00 037 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	297 073
16 00 037 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
16 00 037 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
16 00 037 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 387 894
16 00 037 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	35 649
16 00 037 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DOTPSEPUM	443 690 549
038	DIRECTION DE LA PROMOTION ET DE LA PROTECTION DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE, DE L'EDUCATION A LA PAIX ET LA RECONCILIATION NATIONALE	475 585 837
16 00 038 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 709 604
16 00 038 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	24 165 000
16 00 038 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000
16 00 038 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 467 729
16 00 038 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DPPDPHEPRN	435 123 504
039	DIRECTION DE PROTECTION DE L'ENFANT	259 276 157
16 00 039 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 289 731
16 00 039 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE SOUS STATUT	48 478 500
16 00 039 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS STATUT	240 000
16 00 039 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	972 361
16 00 039 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	6 141 660
16 00 039 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRAT	264 000
16 00 039 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 832 152

Crédit 2026/2027.0

16 00 039 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	116 683
16 00 039 00 2 62120 11 000 1091 01	FORMATION AU BURUNDI	54 239 330
16 00 039 00 2 62230 11 000 1091 01	FRAIS DE RECEPTIONS, CONFERENCES,SOMMETS	7 700 000
16 00 039 00 2 63150 11 000 1091 01	FOURNITURES AGRICOLES ET VETERINAIRES	26 950 000
16 00 039 00 2 63210 11 000 1091 01	FOURNITURES DE BUREAU ET IMPRIMES	89 051 740
040	CENTRE DE PROMOTION DES DROITS HUMAINS ET DE PREVENTION CONTRE LE GENOCIDE	137 681 785
16 00 040 00 1 61320 11 000 1091 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CPDHPG	98 740 687
16 00 040 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CPDHPG	38 941 098
041	DIRECTION DES TITRES FONCIERS ET CADASTRE NATIONAL (DTFCN)	2 590 998 913
16 00 041 00 1 61320 11 000 0339 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 496 498 130
16 00 041 00 7 66110 11 000 0339 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DTFCN	1 094 500 783
045	DIRECTION DE L'AUTONOMISATION DE LA FEMME ET DE LA PROMOTION DE LA FILLE	350 925 890
16 00 045 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 610 924
16 00 045 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	25 515 000
16 00 045 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
16 00 045 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 089 966
16 00 045 00 2 62120 11 000 0117 01	FORMATION AU BURUNDI	146 650 000
16 00 045 00 2 62160 11 000 1042 01	MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	15 000 000
16 00 045 00 2 62230 11 000 1019 01	FRAIS DE RECEPTION, CONFERENCE,SOMMETS	40 000 000
16 00 045 00 2 63170 11 000 1042 01	FOURNITURES SCOLAIRES ET PEDAGOGIQUES	90 000 000
16 00 045 00 7 66110 11 000 1042 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DAPFP	20 000 000
046	DIRECTION DE LA PREVENTION DES VIOLENCES SEXUELLES ET CELLES BASEES SUR LE GENRE ET DE LA PRISE EN CHARGE HOLISTIQUE DES VICTIMES	192 497 061
16 00 046 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/ STATUTS S/STATUTS	14 225 274
16 00 046 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS S/STATUTS	29 916 000
16 00 046 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	192 000
16 00 046 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	297 073
16 00 046 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
16 00 046 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
16 00 046 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 560 549
16 00 046 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	35 649
16 00 046 00 2 62120 11 000 1042 01	FORMATION AU BURUNDI	30 000 000
16 00 046 00 7 66110 11 000 1091 01	DIRECTION DE LA CHARGE HOLISTIQUE DES VICTIMES FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE DPVSGPHV	113 985 016
047	DIRECTION DE L'EGALITE DE GENRE	318 573 047
16 00 047 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 153 393
16 00 047 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	28 566 000
16 00 047 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	192 000
16 00 047 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	257 471

Crédit 2026/2027.0

16 00 047 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 268 000
16 00 047 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
16 00 047 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 907 611
16 00 047 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	30 897
16 00 047 00 2 62120 11 000 1042 01	FORMATION AU BURUNDI	20 000 000
16 00 047 00 2 62230 11 000 1019 01	FRAIS DE RECEPTION, CONFERENCE ET SOMMETS	130 900 000
16 00 047 00 2 62360 11 000 1019 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	12 000 000
16 00 047 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DEG	105 237 675
049 CENTRES HUMURA		443 719 357
16 00 049 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CENTRE HUMURA	259 507 150
16 00 049 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE HUMURA	184 212 207
050 CENTRE D'EXCELLENCE		335 841 951
16 00 050 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	270 841 951
16 00 050 00 7 66110 11 000 1091 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'EXCELLENCE	65 000 000
051 MAISON DES FEMMES AU BURUNDI		135 180 845
16 00 051 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	72 191 095
16 00 051 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA MAISON DES FEMMES AU BURUNDI	62 989 750
052 FORUM NATIONAL DES FEMMES		116 572 500
16 00 052 00 7 66110 11 000 1042 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE FORUM NATIONAL DES FEMMES	116 572 500
055 DIRECTION PROVINCIALE DES DROITS HUMAINS ET DU GENRE DE BUHUMUZA (DPDHG BUHUMUZA)		9 669 675 189
16 00 055 00 4 21220 11 000 0133 02	BATIMENTS ADMINISTRATIFS DE LA DPDHG BUHUMUZA	9 069 297 379
16 00 055 00 4 21260 11 000 0331 01	INSTALLATION GENERALE, AMENAGEMENT ET AGENCEMENT DES BATIMENT DIRECTION PROVINCIALE DES DROITS HUMAINS ET DU GENRE DE BUHUMUZA (DPDHG BUHUMUZA)	386 559 000
16 00 055 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 951 424
16 00 055 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	73 453 500
16 00 055 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	444 000
16 00 055 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/CONTRAT	1 394 208
16 00 055 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITE ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRAT	4 536 000
16 00 055 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRAT	240 000
16 00 055 00 1 61320 11 000 0117 01	REMUNERATION DU PERSONNEL SOUS CONTRATS SPECIFIQUES	72 000 000
16 00 055 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUT	4 491 256
16 00 055 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	167 305
16 00 055 00 7 66110 11 000 0117 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE DEPARTEMENT COMMUNAUX DIRECTION PROVINCIALE DES DROITS HUMAINS ET DU GENRE DE BUHUMUZA (DPDHG BUHUMUZA)	16 550 000
16 00 055 00 7 66110 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES DROITS HUMAINS ET DU GENRE DE BUHUMUZA (DPDHG BUHUMUZA)	15 591 117
056 DIRECTION PROVINCIALE DES DROITS HUMAINS ET DU GENRE DE BUJUMBURA (DPDHG BUJUMBURA)		14 121 908 120

Crédit 2026/2027.0

16 00 056 00 4 21220 11 000 0133 02	BATIMENT ADMINSTRATIF DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES DROITS HUMAINS ET DU GENRE DE BUJUMBURA (DPDHG BUJUMBURA)	13 314 080 262
16 00 056 00 4 21260 11 000 0331 01	INSTALLATION GENERALE, AMANAGEMENT ET AGENCEMENTS DES BATIMENTS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES DROITS HUMAINS ET DU GENRE DE BUJUMBURA (DPDHG BUJUMBURA)	484 024 000
16 00 056 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	36 289 487
16 00 056 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUT	117 031 500
16 00 056 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 032 000
16 00 056 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 712 132
16 00 056 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 833 000
16 00 056 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	240 000
16 00 056 00 1 61320 11 000 0117 01	REMUNERATION DU PERSONNEL SOUS CONTRATS SPECIFIQUES DE LA DPDHG DE BUJUMBURA	72 000 000
16 00 056 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE DES SOUS STATUTS POUR LA DPDHG DE BUJUMBURA	6 532 108
16 00 056 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE DES SOUS CONTRATS POUR LA DPDHG DE BUJUMBURA	205 456
16 00 056 00 2 62160 11 000 0341 01	MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES DROITS HUMAINS ET DU GENRE DE BUJUMBURA (DPDHG BUJUMBURA)	505 836
16 00 056 00 7 66110 11 000 0117 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DE BUJUMBURA	63 223 150
16 00 056 00 7 66110 11 000 0117 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES DROITS HUMAINS ET DU GENRE DE BUJUMBURA (DPDHG BUJUMBURA)	20 199 189
057	DIRECTION PROVINCIALE DES DROITS HUMAINS ET DU GENRE DE BURUNGA (DPDHG BURUNGA)	12 072 679 421
16 00 057 00 4 21220 11 000 0133 02	CONSTRUCTION BATIMENTS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES DROITS HUMAINS ET DU GENRE DE BURUNGA (DPDHG BURUNGA)	11 293 217 019
16 00 057 00 4 21260 11 000 0133 01	INSTALLATION GENERALE, AMENAGEMENT ET AGENCEMENT DES BATIMENTS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES DROITS HUMAINS ET DU GENRE DE BURUNGA (DPDHG BURUNGA)	112 800 000
16 00 057 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 718 411
16 00 057 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	88 303 500
16 00 057 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000
16 00 057 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 394 208
16 00 057 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 671 000
16 00 057 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	240 000
16 00 057 00 1 61320 11 000 0117 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL SOUS CONTRATS SPECIFIQUES DE LA DPDHG BURUNGA	72 000 000
16 00 057 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE DES S/STATUTS	3 909 314
16 00 057 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE DES S/CONTRATS	167 305
16 00 057 00 7 66110 11 000 0117 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX BURUNGA	398 523 547
16 00 057 00 7 66110 11 000 0117 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES DROITS HUMAINS ET DU GENRE DE BURUNGA (DPDHG BURUNGA)	75 591 117
058	DIRECTION PROVINCIALE DES DROITS HUMAINS ET DU GENRE DE BUTANYERERA (DPDHG BUTANYERERA)	13 853 243 425

Crédit 2026/2027.0

16 00 058 00 4 21210 11 000 1091 01	CONSTRUCTION DES LOGEMENTS	107 600 000
16 00 058 00 4 21220 11 000 0133 02	BATIMENT ADMINISTRATIF DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES DROITS HUMAINS ET DU GENRE DE BUTANYERERA (DPDHG BUTANYERERA)	13 394 698 073
16 00 058 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	26 654 830
16 00 058 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	88 371 000
16 00 058 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	804 000
16 00 058 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	858 624
16 00 058 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/C	4 401 000
16 00 058 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	120 000
16 00 058 00 1 61320 11 000 0117 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL SOUS CONTRATS SPECIFIQUES	72 000 000
16 00 058 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE DES SOUS STATUTS	4 797 869
16 00 058 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE DES SOUS CONTRATS	103 035
16 00 058 00 7 66110 11 000 0117 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DE BUTANYERERA (DPDHG BUTANYERERA)	128 236 834
16 00 058 00 7 66110 11 000 0117 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES DROITS HUMAINS ET DU GENRE DE BUTANYERERA (DPDHG BUTANYERERA)	24 598 160
059 DIRECTION PROVINCIALE DES DROITS HUMAINS ET DU GENRE DE GITEGA (DPDHG GITEGA)		14 228 619 253
16 00 059 00 4 21220 11 000 0133 02	BATIMENTS ADMINISTRATIFS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES DROITS HUMAINS ET DU GENRE DE GITEGA (DPDHG GITEGA)	13 527 680 729
16 00 059 00 4 21260 11 000 0331 01	INSTALLATION GENERALE, AMENAGEMENT ET AGENCEMENT DES BATIMENTS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES DROITS HUMAINS ET DU GENRE DE GITEGA (DPDHG GITEGA)	309 667 700
16 00 059 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTE DE BASES/STATUTS	31 049 308
16 00 059 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	115 762 500
16 00 059 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	660 000
16 00 059 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	517 562
16 00 059 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 334 500
16 00 059 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
16 00 059 00 1 61320 11 000 0117 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL SOUS CONTRATS SPECIFIQUES DE LA DDPHG GITEGA	72 000 000
16 00 059 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 588 875
16 00 059 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE DES S/CONTRATS	62 107
16 00 059 00 7 66110 11 000 0117 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES DROITS HUMAINS ET DU GENRE DE GITEGA (DPDHG GITEGA)	20 878 705
16 00 059 00 7 66110 11 000 0117 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DE GITEGA (DPDHG GITEGA)	141 357 267
19 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE		63 660 013 037
001 CABINET		2 139 136 642
19 00 001 00 4 21430 11 000 0131 01	EQUIPEMENTS DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	255 607 000
19 00 001 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	57 966 407

Crédit 2026/2027.0

19 00 001 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	103 636 200
19 00 001 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	828 000
19 00 001 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	4 162 193
19 00 001 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	29 227 500
19 00 001 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 272 000
19 00 001 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 433 953
19 00 001 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE DES S/CONTRATS	499 463
19 00 001 00 2 62140 11 000 0131 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	189 748 617
19 00 001 00 2 62160 11 000 0131 01	FRAIS DE MISSION A L' INTERIEUR DU PAYS	100 000 000
19 00 001 00 2 62320 11 000 0131 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUES	3 356 442
19 00 001 00 2 62330 11 000 0131 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	16 000 000
19 00 001 00 2 62550 11 000 0131 01	ENTRETIEN DU CHARROI	396 401 188
19 00 001 00 2 62570 11 000 0131 01	MAINTENANCE ET ADMINISTRATION RESEAU DU PARC INFORMATIQUE	36 321 180
19 00 001 00 2 63120 11 000 0131 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	245 120 000
19 00 001 00 2 63210 11 000 0131 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	540 369 696
19 00 001 00 2 63510 11 000 0131 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	30 361 803
19 00 001 00 7 66110 11 000 0131 07	PILOTAGE ET COORDINATION DES PROGRAMMES	20 025 000
19 00 001 00 7 66110 11 000 0131 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	97 800 000
019	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE	597 247 506
19 00 019 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	35 525 005
19 00 019 00 1 61130 11 000 0131 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROITS AUX VEHICULES DE FONCTION	230 400 000
19 00 019 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	74 196 000
19 00 019 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	732 000
19 00 019 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 394 501
19 00 019 00 7 66110 11 000 0131 01	COORDINATION DES PROGRAMMES DU MINISTERE	250 000 000
020	DIRECTION DE LA FONCTION FINANCIERE	46 256 894
19 00 020 00 1 61110 11 000 0131 07	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 185 927
19 00 020 00 1 61140 11 000 0131 07	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	30 469 500
19 00 020 00 1 61160 11 000 0131 07	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	228 000
19 00 020 00 1 61610 11 000 0131 07	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE	2 373 467
021	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	19 198 452
19 00 021 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 824 536
19 00 021 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	12 217 500
19 00 021 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000
19 00 021 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 048 416
022	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DES STATISTIQUES	295 243 240
19 00 022 00 4 20110 11 000 0131 06	ELABORATION DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DU MINISTERE	79 631 200
19 00 022 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DE BASE S/STATUTS	30 930 377
19 00 022 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	62 910 000

Crédit 2026/2027.0

19 00 022 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	600 000
19 00 022 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 567 468
19 00 022 00 7 66110 11 000 0131 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PLANIFICATION ET DES STATISTIQUES	115 604 195
023	DIRECTION DE LA COMMUNICATION	163 847 682
19 00 023 00 1 61110 11 000 0131 09	DIREMUNERATION DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 087 358
19 00 023 00 1 61140 11 000 0131 09	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/STATUTS	17 226 000
19 00 023 00 1 61160 11 000 0131 09	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000
19 00 023 00 1 61610 11 000 0131 09	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE DES SOUS STATUTS	1 095 724
19 00 023 00 7 66110 11 000 0131 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA COMMUNICATION	139 294 600
024	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME GOUVERNANCE ET REFORME ADMINISTRATIVE	355 985 102
19 00 024 00 4 20100 11 000 0131 01	FRAIS D'ETUDE, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	124 480 000
19 00 024 00 4 21430 11 000 0131 01	EQUIPEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME GOUVERNANCE ET REFORME ADMINISTRATIVE	99 475 000
19 00 024 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 927 205
19 00 024 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	43 456 500
19 00 024 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATION FAMILIALES S/STATUTS	372 000
19 00 024 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 506 897
19 00 024 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME GOUVERNANCE ET REFORME ADMINISTRATIVE	71 767 500
025	DIRECTION DE LA DECENTRALISATION DES SERVICES DU MINISTERE	158 164 157
19 00 025 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	29 630 714
19 00 025 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	71 830 800
19 00 025 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	744 000
19 00 025 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 333 528
19 00 025 00 7 66110 11 000 0412 01	ELABORATION DES MODULES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES	50 625 115
026	DIRECTION DE L'INFORMATIQUE	1 723 436 075
19 00 026 00 4 21380 11 000 0131 01	DIGITALISATION DES SERVICES DE LA FONCTION PUBLIQUE	1 297 777 240
19 00 026 00 1 61110 11 000 0131 02	REMUNERATIONS DES BASES S/STATUTS	8 884 262
19 00 026 00 1 61140 11 000 0131 02	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	20 451 780
19 00 026 00 1 61160 11 000 0131 02	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	192 000
19 00 026 00 1 61580 11 000 0131 01	HONORAIRES DES INFORMATIENS	304 531 626
19 00 026 00 1 61610 11 000 0131 02	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 599 167
19 00 026 00 2 62120 11 000 0131 01	FRAIS DE FORMATION DU PERSONNEL ET FRAIS DE MISSION	35 000 000
19 00 026 00 7 66200 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE L'INFORMATIQUE	55 000 000
027	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (ENA)	1 747 131 169
19 00 027 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 159 048 346
19 00 027 00 7 66110 11 000 0132 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (ENA)	588 082 823

028	SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT DE LA REFORME ADMINISTRATIVE (SERAP)	7 750 144 545
19 00 028 00 4 21430 11 000 0131 01	EQUIPEMENTS DES GUP EXISTANTS JUSQU'AU NIVEAU COMMUNAL	7 541 437 500
19 00 028 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	123 581 953
19 00 028 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE SERAP	85 125 092
029	INSPECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE	183 974 236
19 00 029 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	34 814 725
19 00 029 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	71 898 660
19 00 029 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	744 000
19 00 029 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	507 081
19 00 029 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 766 500
19 00 029 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	228 000
19 00 029 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 266 650
19 00 029 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	60 850
19 00 029 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE	65 687 770
030	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME EMPLOI ET TRAVAIL DECENT	214 822 718
19 00 030 00 1 61110 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 864 211
19 00 030 00 1 61140 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	17 307 000
19 00 030 00 1 61160 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000
19 00 030 00 1 61210 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	115 133
19 00 030 00 1 61240 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
19 00 030 00 1 61260 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
19 00 030 00 1 61610 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 595 558
19 00 030 00 1 61620 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	13 816
19 00 030 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME EMPLOI ET TRAVAIL DECENT	185 569 500
031	DIRECTION DE L'EMPLOI	56 999 108
19 00 031 00 1 61110 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 941 871
19 00 031 00 1 61140 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	36 839 700
19 00 031 00 1 61160 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000
19 00 031 00 1 61610 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 049 537
032	DIRECTION DU TRAVAIL	118 483 460
19 00 032 00 1 61110 11 000 0413 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	39 511 690
19 00 032 00 1 61140 11 000 0413 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	67 107 780
19 00 032 00 1 61160 11 000 0413 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	468 000
19 00 032 00 1 61210 11 000 0413 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	403 023
19 00 032 00 1 61240 11 000 0413 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 604 500
19 00 032 00 1 61260 11 000 0413 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	228 000
19 00 032 00 1 61610 11 000 0413 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 112 104
19 00 032 00 1 61620 11 000 0413 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	48 363
034	COMITE NATIONAL DE DIALOGUE SOCIAL (CNDS)	615 499 269

Crédit 2026/2027.0

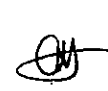
19 00 034 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	173 334 450
19 00 034 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SECRETARIAT EXECUTIF DE DIALOGUE SOCIAL	442 164 819
035	OFFICE BURUNDAIS DE L'EMPLOI ET DE LA MAIN D'OEUVRE(OBEM)	429 990 264
19 00 035 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	276 715 064
19 00 035 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'EMPLOI ET DE LA MAIN D'OEUVRE	153 275 200
036	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME RECRUTEMENT ET GESTION DES CARRIERES DES AGENTS PUBLICS	1 904 403 598
19 00 036 00 1 61110 11 000 0131 02	REGULARISATION DES FONCTIONNAIRES	700 000 000
19 00 036 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	39 431 448
19 00 036 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	71 798 580
19 00 036 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	648 000
19 00 036 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	764 651
19 00 036 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	5 872 500
19 00 036 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	324 000
19 00 036 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 097 661
19 00 036 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	91 758
19 00 036 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME RECRUTEMENT ET GESTION DES CARRIERES DES AGENTS PUBLICS	25 000 000
19 00 036 00 7 66110 11 000 0131 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE RECRUTEMENT	53 375 000
19 00 036 00 6 67210 11 000 0131 01	FRAIS FUNERAIRES	1 000 000 000
037	DIRECTION DU RECRUTEMENT ET D'IMMATRICULATION	198 729 673
19 00 037 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	56 090 407
19 00 037 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	123 295 176
19 00 037 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 296 000
19 00 037 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	393 372
19 00 037 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
19 00 037 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	108 000
19 00 037 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 096 273
19 00 037 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	47 445
19 00 037 00 7 66110 11 000 0131 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DU RECRUTEMENT ET D'IMMATRICULATION	5 000 000
038	DIRECTION DE LA GESTION DES CARRIERES	663 515 845
19 00 038 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	183 545 817
19 00 038 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	409 173 240
19 00 038 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 844 000
19 00 038 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 687 956
19 00 038 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATSS	13 082 580
19 00 038 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	540 000
19 00 038 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	33 038 247
19 00 038 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	202 555

Crédit 2026/2027.0

19 00 038 00 7 66110 11 000 0131 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA GESTION DES CARRIERES	19 401 450
039	DIRECTION DE LA GESTION DES TRAITEMENTS	275 768 867
19 00 039 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	79 161 808
19 00 039 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	175 320 720
19 00 039 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 968 000
19 00 039 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	449 298
19 00 039 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
19 00 039 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	132 000
19 00 039 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	14 249 125
19 00 039 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	53 916
19 00 039 00 6 67180 11 000 0131 01	REGULARISATION DES AYANTS DROITS DES FONCTIONNAIRES DECEDES DANS LA CRISE DE 1972	3 232 500
043	CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE	1 218 547 298
19 00 043 00 1 61580 11 000 0131 01	HONORAIRES DES INFORMATIENS	253 010 212
19 00 043 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DES TRAITEMENTS	965 537 086
044	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME PROTECTION SOCIALE	256 322 360
19 00 044 00 1 61110 11 000 1019 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/STATUTS	9 955 678
19 00 044 00 1 61140 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/STATUTS	20 478 660
19 00 044 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000
19 00 044 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 792 022
19 00 044 00 2 62220 11 000 1019 01	PARTICIPATION AUX JOURNEES INTERNATIONALES	164 000 000
19 00 044 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME PROTECTION SOCIALE	60 000 000
045	DIRECTION DE LA PROTECTION SOCIALE	26 346 229 117
19 00 045 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTE DE BASE S/STATUTS	86 030 353
19 00 045 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUT	214 128 456
19 00 045 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 872 000
19 00 045 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	6 224 162
19 00 045 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	62 493 120
19 00 045 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 428 000
19 00 045 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	15 485 464
19 00 045 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/ CONTRATS	746 899
19 00 045 00 2 63150 11 000 1091 02	STOCK STRATEGIQUE POUR LES VULNERABLES	3 740 500 000
19 00 045 00 7 66110 11 000 0131 01	APPUYER LA REFORME DES PRESTATIONS EN PENSION DES RETRAITES	17 631 495 240
19 00 045 00 7 66110 11 000 1022 01	ACQUISITION DES TERRES DOMANIALES AUX MENAGES VULNERABLES	1 016 500 000
19 00 045 00 7 66110 11 882 1022 01	SUBSIDES AUX CENTRES POUR HANDICAPES ET ORPHELINATS	556 825 423
19 00 045 00 7 66110 11 000 1051 01	REINSERTION DES ENFANTS AYANT ABANDONNE L'ECOLE	12 500 000
19 00 045 00 8 67350 11 000 1019 02	ASSISTANCE MEDICALE POUR LES GROUPES VULNERABLES	3 000 000 000
047	SEP/CNPS	706 076 212

Crédit 2026/2027.0

19 00 047 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU SEP/CNPS	375 916 892
19 00 047 00 2 63150 11 000 1019 01	APPUYER LES PERSONNES VULNERABLES ACTIVES EN TP-HIMO	174 935 900
19 00 047 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SEP/CNPS	155 223 420
048	CENTRE D'ENCADREMENT ET DE REINSERTION DES ENFANTS SOLEIL(CERES)	308 865 122
19 00 048 00 1 61320 11 000 1051 01	REMUNERATION DU PERSONNEL CERES	109 408 536
19 00 048 00 7 66110 11 000 1051 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'ENCADREMENT ET DE REINSERTION DES ENFANTS SOLEIL(CERES)	199 456 586
050	FONDS D'APPUI A LA PROTECTION SOCIAL (FAPS)	65 951 324
19 00 050 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL FAPS	65 951 324
051	DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BUHUMUZA	2 649 303 855
19 00 051 00 1 61110 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE SOUS STATUTS	83 341 196
19 00 051 00 1 61140 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	247 429 620
19 00 051 00 1 61160 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 208 000
19 00 051 00 1 61210 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	804 129
19 00 051 00 1 61240 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	8 005 500
19 00 051 00 1 61260 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	396 000
19 00 051 00 1 61610 11 000 0412 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	15 001 415
19 00 051 00 1 61620 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	96 496
19 00 051 00 7 66110 11 882 1022 01	SUBSIDES AUX CENTRES POUR HANDICAPES ET ORPHELINATS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE DE BUHUMUZA	55 133 999
19 00 051 00 7 66110 11 000 0412 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE BUHUMUZA (IGTSS/DPTFPSS BUHUMUZA)	236 887 500
19 00 051 00 8 67350 11 000 1019 02	ASSISTANCE MEDICALE POUR LES GROUPES VULNERABLES/ BUHUMUZA	2 000 000 000
052	DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BUJUMBURA	809 351 854
19 00 052 00 1 61110 11 000 1019 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	99 063 787
19 00 052 00 1 61140 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	316 086 300
19 00 052 00 1 61160 11 000 1019 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	3 228 000
19 00 052 00 1 61210 11 000 1019 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS (DPTFPSS)	693 112
19 00 052 00 1 61240 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	6 939 000
19 00 052 00 1 61260 11 000 1019 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	372 000
19 00 052 00 1 61610 11 000 1019 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 831 482
19 00 052 00 1 61620 11 000 1019 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	83 173
19 00 052 00 7 66110 11 882 1022 01	SUBSIDES AUX CENTRES POUR HANDICAPES ET ORPHELINATS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BUJUMBURA	149 993 000
19 00 052 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BUJUMBURA	225 062 000
053	DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BURUNGA	2 668 021 869




Crédit 2026/2027.0

19 00 053 00 1 61110 11 000 1019 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	278 208 360
19 00 053 00 1 61140 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	106 936 370
19 00 053 00 1 61160 11 000 1019 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 412 000
19 00 053 00 1 61210 11 000 1019 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 091 957
19 00 053 00 1 61240 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRAT (DPTFPSS) BURUNGA	10 138 500
19 00 053 00 1 61260 11 000 1019 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRAT(DPTFPSS BURUNGA)	516 000
19 00 053 00 1 61610 11 000 1019 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS (DPTFPSS) BURUNGA	19 248 547
19 00 053 00 1 61620 11 000 1019 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE DES SOUS CONTRATS	131 035
19 00 053 00 7 66110 11 000 0412 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BURUNGA	169 069 100
19 00 053 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BURUNGA	22 000 000
19 00 053 00 7 66110 11 882 1022 01	SUBSIDES AUX CENTRES POUR HANDICAPES ET ORPHELINATS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BURUNGA	58 270 000
19 00 053 00 8 67350 11 000 1019 02	ASSISTANCE MEDICALE POUR LES GROUPES VULNERABLES/BURUNGA	2 000 000 000
054 DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BUTANYERERA		3 128 760 551
19 00 054 00 1 61110 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BUTANYERERA	99 592 337
19 00 054 00 1 61140 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BUTANYERERA	264 069 828
19 00 054 00 1 61160 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BUTANYERERA	2 400 000
19 00 054 00 1 61210 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BUTANYERERA	604 478
19 00 054 00 1 61240 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BUTANYERERA	6 007 500
19 00 054 00 1 61260 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BUTANYERERA	276 000
19 00 054 00 1 61610 11 000 0412 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BUTANYERERA	17 926 621
19 00 054 00 1 61620 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	72 537
19 00 054 00 7 66110 11 000 0412 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BUTANYERERA	193 211 250

Crédit 2026/2027.0

19 00 054 00 7 66110 11 882 1022 01	SUBSIDES AUX CENTRES HANDICAPES ET ORPHELINATS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BUTANYERERA	544 600 000
19 00 054 00 8 67350 11 000 1019 02	ASSISTANCE MEDICALE POUR LES GROUPES VULNERABLES/BUTANYERERA	2 000 000 000
055	DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) GITEGA	2 889 943 926
19 00 055 00 1 61110 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) GITEGA	90 154 329
19 00 055 00 1 61140 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUT	295 775 280
19 00 055 00 1 61160 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 208 000
19 00 055 00 1 61210 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DE BASE S/CONTRATS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) GITEGA	1 176 820
19 00 055 00 1 61240 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRAT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) GITEGA	10 138 500
19 00 055 00 1 61260 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRAT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) GITEGA	612 000
19 00 055 00 1 61610 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	16 227 779
19 00 055 00 1 61620 11 000 0412 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) GITEGA	141 218
19 00 055 00 7 66110 11 000 0412 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) GITEGA	296 546 000
19 00 055 00 7 66110 11 882 1022 01	SUBSIDES AUX CENTRES POUR HANDICAPES ET ORPHELINATS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) GITEGA	96 964 000
19 00 055 00 8 67350 11 000 1019 02	ASSISTANCE MEDICALE POUR LES GROUPES VULNERABLES/GITEGA	2 080 000 000
056	CNRSP BUJUMBURA	686 638 831
19 00 056 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CNRSP BUJUMBURA	232 126 275
19 00 056 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CNRSP BUJUMBURA	168 188 119
19 00 056 00 8 67350 11 000 1019 02	PRISE EN CHARGE ET REINSERTION DES PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP.	286 324 437
058	INSPECTION GENERALE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	137 796 014
19 00 058 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 775 866
19 00 058 00 1 61140 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	40 108 500
19 00 058 00 1 61160 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	372 000
19 00 058 00 1 61610 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 639 655
19 00 058 00 7 66110 11 000 0412 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	66 899 993
059	INSPECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	150 353 157
19 00 059 00 1 61110 11 000 0412 01	REMUNERATION DIRCTES DE BASE S/STATUTS	25 775 863
19 00 059 00 1 61140 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	40 108 500

Crédit 2026/2027.0

19 00 059 00 1 61160 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	372 000
19 00 059 00 1 61210 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	251 019
19 00 059 00 1 61240 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 268 000
19 00 059 00 1 61260 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRAT	48 000
19 00 059 00 1 61610 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 639 655
19 00 059 00 1 61620 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	30 120
19 00 059 00 7 66110 11 000 0412 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	76 860 000
060	PROJET CADRE POUR LA REINTEGRATION DES SINISTRES (PCRS)	517 855 524
19 00 060 00 4 21210 11 000 1019 01	APPUI DES SINISTRES ET AUTRES VULNERABLES A ACCEDER A L'HABITAT DECENT	437 700 000
19 00 060 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL (PCRS)	41 074 507
19 00 060 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PROJET CADRE POUR LA REINTEGRATION DES SINISTRES (PCRS)	39 081 017
061	PROJET ENFANTS SOLEIL (PES)	1 386 418 422
19 00 061 00 1 61320 11 000 1051 01	REMUNERATION DU PERSONNEL PROJET ENFANTS SOLEIL (PES)	159 263 422
19 00 061 00 7 66110 11 000 1051 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PROJET ENFANTS SOLEIL (PES) SOLEIL (PES)	1 227 155 000
501	PROJET FC/SOS BURUNDI KINDER DOOF	75 599 099
19 00 501 00 4 27100 11 000 1019 01	CONTRE PARTIE AU PROJET FC/SOS BURUNDI KINDER DOOF	75 599 099
20	MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE	24 668 564 971
001	CABINET DU MINISTRE	575 421 370
20 00 001 00 1 61110 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	48 764 408
20 00 001 00 1 61140 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	49 242 102
20 00 001 00 1 61160 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	336 000
20 00 001 00 1 61210 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	17 774 992
20 00 001 00 1 61240 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 189 774
20 00 001 00 1 61260 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	732 000
20 00 001 00 1 61610 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 653 787
20 00 001 00 1 61620 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	239 792
20 00 001 00 2 62140 11 000 0841 01	FRAIS DE MISSION DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	146 245 231
20 00 001 00 2 62160 11 000 0853 07	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	198 192 284
20 00 001 00 7 66110 11 000 0841 02	APPUI AU CONSEIL NATIONAL DE LA JEUNESSE BURUNDAISE	30 570 000
20 00 001 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET	73 481 000
039	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE	39 153 729
20 00 039 00 1 61110 11 000 0841 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE SOUS STATUTS	13 340 448

Crédit 2026/2027.0

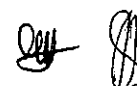
20 00 039 00 1 61140 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/STATUTS	23 328 000
20 00 039 00 1 61160 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	84 000
20 00 039 00 1 61610 11 000 0841 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 401 281
040	DIRECTION DE LA PLANIFICATION, PROGRAMMATION, SUIVI-EVALUATION ET STATISTIQUES	95 347 848
20 00 040 00 1 61110 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	32 580 360
20 00 040 00 1 61140 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE DES S/STATUTS	21 462 272
20 00 040 00 1 61160 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	252 000
20 00 040 00 1 61210 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	328 578
20 00 040 00 1 61240 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 700 000
20 00 040 00 1 61260 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
20 00 040 00 1 61610 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 863 209
20 00 040 00 1 61620 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	39 429
20 00 040 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	34 074 000
041	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES, MATERIELLES ET FINANCIERES	1 759 230 856
20 00 041 00 1 61110 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	48 712 860
20 00 041 00 1 61130 11 000 0841 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	97 200 000
20 00 041 00 1 61140 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	27 007 816
20 00 041 00 1 61160 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	228 000
20 00 041 00 1 61210 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 202 554
20 00 041 00 1 61240 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS S/STATUTS	11 151 000
20 00 041 00 1 61260 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	168 000
20 00 041 00 1 61610 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 861 407
20 00 041 00 1 61620 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	144 306
20 00 041 00 2 62240 11 000 0841 01	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU PERSONNEL	12 314 500
20 00 041 00 2 62320 11 000 0841 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	4 000 000
20 00 041 00 2 62330 11 000 0841 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	11 776 500
20 00 041 00 2 62520 11 000 0841 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	10 800 000
20 00 041 00 2 62550 11 000 0841 01	ENTRETIEN CHARROI	114 056 912
20 00 041 00 2 62570 11 000 0841 01	MAINTENANCE DU MATERIEL INFORMATIQUE	6 826 500
20 00 041 00 2 62580 11 000 0841 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	6 826 500
20 00 041 00 2 63120 11 000 0841 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	69 280 000
20 00 041 00 2 63210 11 000 0841 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	99 999 572
20 00 041 00 2 63510 11 000 0841 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	31 200 000

Crédit 2026/2027.0

20 00 041 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES, MATERIELLES ET FINANCIERES	503 849 097
20 00 041 00 7 66110 11 000 0841 09	CONTREPARTIE DU GOUVERNEMENT AU PROJETS	686 825 332
20 00 041 00 7 66620 11 000 0841 01	CONTRIBUTION AU FONDS DE L'INSERTION DES JEUNES (FIJ)	10 800 000
042	DIRECTION DE LA COMMUNICATION, DE L'INFORMATION ET DES ARCHIVES	154 466 014
20 00 042 00 1 61110 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 342 440
20 00 042 00 1 61140 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	25 611 120
20 00 042 00 1 61160 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
20 00 042 00 1 61210 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	200 281
20 00 042 00 1 61240 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
20 00 042 00 1 61260 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	108 000
20 00 042 00 1 61610 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 401 639
20 00 042 00 1 61620 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	24 034
20 00 042 00 2 62360 11 000 0841 04	COMMUNICATION ET INFORMATION	111 517 000
043	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME PROMOTION ECONOMIQUE DES JEUNES	42 032 520
20 00 043 00 1 61110 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 252 979
20 00 043 00 1 61140 11 000 0842 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 544 000
20 00 043 00 1 61160 11 000 0842 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
20 00 043 00 1 61210 11 000 0842 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	393 308
20 00 043 00 1 61240 11 000 0842 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 469 500
20 00 043 00 1 61260 11 000 0842 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
20 00 043 00 1 61610 11 000 0842 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 205 536
20 00 043 00 1 61620 11 000 0842 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	47 197
044	DIRECTION DE LA CAPACITATION DE LA PROMOTION ECONOMIQUE DES JEUNES	912 516 517
20 00 044 00 1 61110 11 000 0842 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	7 267 113
20 00 044 00 1 61140 11 000 0842 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	15 825 240
20 00 044 00 1 61160 11 000 0842 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	12 000
20 00 044 00 1 61610 11 000 0842 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 308 080
20 00 044 00 7 66110 11 000 0841 09	APPUI A LA PROMOTION DE LA JEUNESSE AFRICAINE	888 104 084
045	DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES CENTRES POUR JEUNES ET DE LA PROMOTION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	45 368 406
20 00 045 00 1 61110 11 000 0842 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 259 361
20 00 045 00 1 61140 11 000 0842 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	28 422 360

Crédit 2026/2027.0

20 00 045 00 1 61160 11 000 0842 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000
20 00 045 00 1 61610 11 000 0842 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 566 685
046	DIRECTION DE LA COORDINATION DES ORGANISATIONS DES JEUNES	54 105 394
20 00 046 00 1 61110 11 000 0842 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 307 876
20 00 046 00 1 61140 11 000 0842 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	34 730 100
20 00 046 00 1 61160 11 000 0842 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000
20 00 046 00 1 61610 11 000 0842 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 935 418
047	AGENCE BURUNDAISE POUR L'EMPLOI DES JEUNES (ABEJ)	104 227 779
20 00 047 00 1 61320 11 000 0841 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	49 995 586
20 00 047 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE BURUNDAISE POUR L'EMPLOI DES JEUNES	54 232 193
048	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME SPORTS	42 078 419
20 00 048 00 1 61110 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 516 279
20 00 048 00 1 61140 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 386 000
20 00 048 00 1 61160 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
20 00 048 00 1 61210 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 089 027
20 00 048 00 1 61240 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	9 679 500
20 00 048 00 1 61260 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	516 000
20 00 048 00 1 61610 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 712 930
20 00 048 00 1 61620 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	130 683
049	DIRECTION DE RENFORCEMENT DU SPORT DE HAUT NIVEAU	8 847 383 436
20 00 049 00 1 61110 11 000 0853 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 207 177
20 00 049 00 1 61140 11 000 0853 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 983 240
20 00 049 00 1 61160 11 000 0853 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000
20 00 049 00 1 61280 11 000 0853 01	HONORAIRES DE L'ENTRAINEUR DE L'EQUIPE NATIONALE DE FOOTBALL	30 000 000
20 00 049 00 1 61610 11 000 0853 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 557 292
20 00 049 00 7 66110 11 000 0841 06	DETECTION DES JEUNES TALENTS	500 000 000
20 00 049 00 7 66110 11 000 0853 02	ALLOCATION AUX FEDERATIONS NATIONALES SPORTIVES	56 000 000
20 00 049 00 7 66110 11 000 0853 03	ALLOCATIONS AUX ACTIVITES SPORTIVES ET COMPETITIONS INTERNATIONALES	8 223 603 727
20 00 049 00 7 66110 11 000 0821 05	PROGRAMME ANNUEL D'ACTIVITES SPORTIVES	900 000
050	DIRECTION DES SPORTS DE MASSE	267 690 757
20 00 050 00 1 61110 11 000 0842 01	REMUNERATIONS DIRECTE DE BASE S/STATUTS	5 603 833



Crédit 2026/2027.0

20 00 050 00 1 61140 11 000 0842 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	12 774 240
20 00 050 00 1 61160 11 000 0842 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUT	24 000
20 00 050 00 1 61610 11 000 0842 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUT	1 008 684
20 00 050 00 7 66110 11 000 0853 01	PROMOTION DU SPORT DE MASSE	248 280 000
051	DIRECTION DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS SPORTIFS	4 483 582 916
20 00 051 00 4 21220 11 000 0853 01	MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES	4 379 999 555
20 00 051 00 1 61110 11 000 0842 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 851 809
20 00 051 00 1 61140 11 000 0842 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	15 474 240
20 00 051 00 1 61160 11 000 0842 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 000
20 00 051 00 1 61610 11 000 0842 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 233 312
20 00 051 00 2 62510 11 000 0853 01	ENTRETIEN DE TERRAIN	80 000 000
052	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME CULTURE	61 141 419
20 00 052 00 1 61110 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTE DE BASE S/STATUTS	11 834 698
20 00 052 00 1 61140 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	30 051 000
20 00 052 00 1 61160 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000
20 00 052 00 1 61210 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 825 424
20 00 052 00 1 61240 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	14 661 000
20 00 052 00 1 61260 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	288 000
20 00 052 00 1 61610 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 130 246
20 00 052 00 1 61620 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	219 051
053	DIRECTION DE LA REVALORISATION ET DE SAUVEGARDE DES VALEURS CULTURELLES BURUNDAISES ET DES PATRIMOINES CULTUREL ET NATUREL	1 232 964 484
20 00 053 00 4 21280 11 000 0821 01	REHABILITATION DU SITE ROYAL DE GISHORA	600 000 000
20 00 053 00 1 61110 11 000 0821 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 547 200
20 00 053 00 1 61140 11 000 0821 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	25 155 360
20 00 053 00 1 61160 11 000 0821 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 000
20 00 053 00 1 61210 11 000 0821 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	5 191 781
20 00 053 00 1 61240 11 000 0821 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	37 800 000
20 00 053 00 1 61260 11 000 0821 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	216 000
20 00 053 00 1 61610 11 000 0821 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 538 496
20 00 053 00 1 61620 11 000 0821 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	623 014
20 00 053 00 7 66110 11 000 0821 01	ALLOCATION A LA PROMOTION DE LA CULTURE	553 736 633
054	DIRECTION DE PROMOTION DE LA CONNAISSANCE SUR L'HISTOIRE DU BURUNDI ET LA LECTURE PUBLIQUE	1 138 512 249
20 00 054 00 4 21280 11 000 0821 01	AMENAGEMENT DU SITE MEMORIAL ET HISTORIQUE DE VUGIZO	1 000 000 000
20 00 054 00 1 61110 11 000 0821 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 709 178
20 00 054 00 1 61140 11 000 0821 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	30 783 240

Crédit 2026/2027.0

20 00 054 00 1 61160 11 000 0821 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000
20 00 054 00 1 61210 11 000 0821 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 173 285
20 00 054 00 1 61240 11 000 0821 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 700 000
20 00 054 00 1 61260 11 000 0821 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
20 00 054 00 1 61610 11 000 0821 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 007 652
20 00 054 00 1 61620 11 000 0821 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	140 794
20 00 054 00 7 66110 11 000 0821 03	CONSERVATIONS DES ARCHIVES NATIONALES	83 830 100
055	DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CULTURELLE ET PROTECTION DU DROIT D'AUTEUR	179 999 661
20 00 055 00 1 61110 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	26 169 224
20 00 055 00 1 61140 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	37 413 360
20 00 055 00 1 61160 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	324 000
20 00 055 00 1 61210 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	6 171 533
20 00 055 00 1 61240 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	32 845 500
20 00 055 00 1 61260 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	552 000
20 00 055 00 1 61610 11 000 0841 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 710 460
20 00 055 00 1 61620 11 000 0841 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	740 584
20 00 055 00 7 66110 11 000 0851 01	APPUI A LA CREATION DE L'ART MUSICAL ET SCENIQUE	71 073 000
056	CEBULAC	726 476 717
20 00 056 00 1 61320 11 000 0821 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	472 193 184
20 00 056 00 7 66110 11 000 0821 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CEBULAC	254 283 533
057	MAISON DE LA CULTURE	2 691 238 402
20 00 057 00 4 20100 11 000 0821 01	FRAIS D'ETUDES, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	2 335 994 428
20 00 057 00 1 61320 11 000 0821 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL DE LA MAISON DE LA CULTURE	111 860 974
20 00 057 00 7 66110 11 000 0821 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA MAISON DE LA CULTURE	243 383 000
058	OFFICE BURUNDAIS DU DROIT D'AUTEUR (OBDA)	214 064 663
20 00 058 00 1 61320 11 000 0821 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	87 312 663
20 00 058 00 7 66110 11 000 0821 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DU DROIT D'AUTEUR (OBDA)	126 752 000
059	DIRECTION PROVINCIALE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE BUHUMUZA	173 215 033
20 00 059 00 1 61110 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	44 070 480
20 00 059 00 1 61130 11 000 0841 01	INDEMNITE DE DEPLACEMENT A L'AYANT DROIT AU VEHICULE DE FONCTION	4 800 000
20 00 059 00 1 61140 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	13 986 852
20 00 059 00 1 61160 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000
20 00 059 00 1 61210 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTE DE BASE S/CONTRATS	308 258
20 00 059 00 1 61240 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 766 500
20 00 059 00 1 61260 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000

Crédit 2026/2027.0

20 00 059 00 1 61610 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 517 633
20 00 059 00 1 61620 11 000 0841 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	36 991
20 00 059 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE LA CULTURE EN PROVINCE BUHUMUZA	103 620 319
060	DIRECTION PROVINCIALE DE LA JEUNESSE,DES SPORTS ET DE LA CULTURE BUJUMBURA	180 212 216
20 00 060 00 1 61110 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	39 789 360
20 00 060 00 1 61130 11 000 0841 01	INDEMNITE DE DEPLACEMENT DE L'AYANT DROIT AU VEHICULE DE FONCTION	4 800 000
20 00 060 00 1 61140 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	21 077 023
20 00 060 00 1 61160 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
20 00 060 00 1 61210 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	308 258
20 00 060 00 1 61240 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 766 500
20 00 060 00 1 61260 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
20 00 060 00 1 61610 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 793 864
20 00 060 00 1 61620 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 991
20 00 060 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE BUJUMBURA	106 520 220
061	DIRECTION PROVINCIALE DE LA JEUNESSE,DES SPORTS ET DE LA CULTURE BURUNGA	233 314 249
20 00 061 00 1 61110 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	44 070 480
20 00 061 00 1 61130 11 000 0841 01	INDEMNITE DE DEPLACEMENT A L'AYANT DROIT AU VEHICULE DE FONCTION	4 800 000
20 00 061 00 1 61140 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	16 000 877
20 00 061 00 1 61160 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
20 00 061 00 1 61210 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	308 258
20 00 061 00 1 61240 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 766 500
20 00 061 00 1 61260 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
20 00 061 00 1 61610 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 880 158
20 00 061 00 1 61620 11 000 0841 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	36 991
20 00 061 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA JEUNESSE,DES SPORTS ET DE LA CULTURE BURUNGA	161 318 985
062	DIRECTION PROVINCIALE DE LA JEUNESSE,DES SPORTS ET DE LA CULTURE BUTANYERERA	164 298 368
20 00 062 00 1 61110 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	44 070 480
20 00 062 00 1 61130 11 000 0841 01	INDEMNITE DE DEPLACEMENT DE L' AYANT DROIT AU VEHICULE DE FONCTION	4 800 000
20 00 062 00 1 61140 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	16 791 373
20 00 062 00 1 61160 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000

Crédit 2026/2027,0

20 00 062 00 1 61210 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	308 258
20 00 062 00 1 61240 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 766 500
20 00 062 00 1 61260 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
20 00 062 00 1 61610 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 022 447
20 00 062 00 1 61620 11 000 0841 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	36 991
20 00 062 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE LA CULTURE EN PROVINCE BUTANYERERA	91 370 319
063	DIRECTION PROVINCIALE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE GITEGA	250 521 549
20 00 063 00 1 61110 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 841 526
20 00 063 00 1 61130 11 000 0841 01	INDEMNITE DE DEPLACEMENT DE L'AYANT DROIT AU VEHICULE DE FONCTION	4 800 000
20 00 063 00 1 61140 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	44 070 480
20 00 063 00 1 61160 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
20 00 063 00 1 61210 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	308 258
20 00 063 00 1 61240 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 766 500
20 00 063 00 1 61260 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
20 00 063 00 1 61610 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 031 475
20 00 063 00 1 61620 11 000 0841 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE SOUS/CONTRATS	36 991
20 00 063 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE GITEGA	177 534 319
21	MINISTRE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	24 968 497 836
001	CABINET DU MINISTRE	29 566 630
21 00 001 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 759 856
21 00 001 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 086 000
21 00 001 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000
21 00 001 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 576 774
015	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE	28 975 192
21 00 015 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	7 648 762
21 00 015 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	15 714 000
21 00 015 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000
21 00 015 00 1 61210 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	620 410
21 00 015 00 1 61240 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 051 000
21 00 015 00 1 61260 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
21 00 015 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 265 100

Crédit 2026/2027.0

21 00 015 00 1 61620 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	483 920
016	DIRECTION DE LA PLANIFICATION, DES STATISTIQUES ET DU SUIVI EVALUATION	279 814 228
21 00 016 00 4 20110 11 000 0461 03	ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES DES INSTITUTIONS DU MINISTERE	245 386 278
21 00 016 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 584 280
21 00 016 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	24 070 500
21 00 016 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	228 000
21 00 016 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 545 170
017	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	2 128 722 961
21 00 017 00 9 16810 11 000 0461 01	APUREMENT DES ARRIÈRES	647 325 051
21 00 017 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 299 278
21 00 017 00 1 61130 11 000 0461 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	43 200 000
21 00 017 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	32 872 500
21 00 017 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	384 000
21 00 017 00 1 61210 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 603 634
21 00 017 00 1 61240 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	14 587 200
21 00 017 00 1 61260 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	288 000
21 00 017 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 393 870
21 00 017 00 1 61620 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	2 715 896
21 00 017 00 2 62140 11 000 0461 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	150 000 000
21 00 017 00 2 62160 11 000 0461 14	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	95 000 000
21 00 017 00 2 62330 11 000 0461 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	21 600 000
21 00 017 00 2 62330 11 000 0461 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE DE LA COMMUNICATION	63 600 000
21 00 017 00 2 62360 11 000 0461 03	ABONNEMENT A L'INTERNET	40 000 000
21 00 017 00 2 62360 11 000 0461 02	ENTRETIEN DU SITE WEB DU MINISTERE	30 000 000
21 00 017 00 2 62520 11 000 0461 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	45 000 000
21 00 017 00 2 62550 11 000 0461 01	ENTRETIEN DU CHARROI	123 889 579
21 00 017 00 2 62560 11 000 0461 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES CLIMATISEURS	12 500 000
21 00 017 00 2 62580 11 000 0461 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	25 000 000
21 00 017 00 2 63120 11 000 0461 01	ACHAT CARBURANTS ET LUBRIFIANTS	53 820 000
21 00 017 00 2 63210 11 000 0461 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	128 779 001
21 00 017 00 2 63510 11 000 0461 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	8 932 476

Crédit 2026/2027.0

21 00 017 00 7 66110 11 000 0461 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	570 932 476
018	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME COMMUNICATION ET MEDIAS	739 386 814
21 00 018 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 444 334
21 00 018 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	27 445 500
21 00 018 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	192 000
21 00 018 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 519 980
21 00 018 00 7 66110 11 000 0461 01	MISE EN OEUVRE DES POLITIQUES NATIONALES DE COMMUNICATION AUDIOVISUELLE	468 485 000
21 00 018 00 7 66110 11 000 0461 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	233 300 000
019	DIRECTION DE LA COMMUNICATION	298 676 460
21 00 019 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 002 085
21 00 019 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	24 138 000
21 00 019 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 000
21 00 019 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 620 375
21 00 019 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA COMMUNICATION	263 760 000
020	DIRECTION DES MEDIAS ET DE LA CONVERGENCE	1 039 028 891
21 00 020 00 4 21450 11 000 0461 01	ÉQUIPEMENT DES MEDIAS	550 880 000
21 00 020 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 812 196
21 00 020 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	30 550 500
21 00 020 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	240 000
21 00 020 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 766 195
21 00 020 00 7 66110 11 000 0461 01	FONDS D'APPUI AUX MEDIAS	445 780 000
021	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME PROMOTION DE L'IMAGE DE MARQUE DU BURUNDI	1 386 134 632
21 00 021 00 4 20110 11 000 0461 03	FRAIS D'ETUDES, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	1 351 730 000
21 00 021 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	7 280 620
21 00 021 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	25 609 500
21 00 021 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000
21 00 021 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 310 512
026	RADIO TELEVISION NATIONALE DU BURUNDI (RTNB)	9 480 152 451

Crédit 2026/2027.0

21 00 026 00 4 21450 11 025 0461 01	EQUIPEMENT DE LA RTNB BUJUMBURA	3 847 000 000
21 00 026 00 1 61320 11 025 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	3 056 261 891
21 00 026 00 7 66110 11 025 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA RTNB BUJUMBURA	2 576 890 560
030	AGENCE BURUNDAISE DE PRESSE (ABP)	1 644 561 554
21 00 030 00 4 21450 11 000 0461 01	EQUIPEMENT DE L'AGENCE BURUNDAISE DE PRESSE (ABP)	1 004 049 000
21 00 030 00 1 61320 11 801 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	432 718 054
21 00 030 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE BURUNDAISE DE PRESSE (ABP)	207 794 500
037	PUBLICATION DE PRESSE BURUNDAISE (PPB)	4 196 085 367
21 00 037 00 4 21430 11 000 0461 01	EQUIPEMENT DE LA PPB	1 764 866 800
21 00 037 00 1 61320 11 862 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	881 622 795
21 00 037 00 7 66110 11 862 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA PPB	1 549 595 772
042	CENTRE D'INFORMATION, D'EDUCATION ET DE COMMUNICATION EN MATIERE DE POPULATION ET DE DEVELOPPEMENT (CIEP) BUJUMBURA	1 020 473 371
21 00 042 00 4 21450 11 000 0461 01	EQUIPEMENT CIEP	499 998 000
21 00 042 00 1 61320 11 033 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	296 517 579
21 00 042 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CIEP	223 957 792
046	DIRECTION PROVINCIALE DE LA COMMUNICATION BUHUMUZA	248 568 901
21 00 046 00 4 20110 11 000 0461 01	FRAIS D'ETUDE, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	50 000 000
21 00 046 00 4 21450 11 000 0461 01	EQUIPEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA COMMUNICATION	40 000 000
21 00 046 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATION DIRECTES DE BASE S/STATUTS	7 732 620
21 00 046 00 1 61130 11 000 0461 01	INDEMNITE DE DEPLACEMENT DES AYANT DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	4 800 000
21 00 046 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	34 411 500
21 00 046 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000
21 00 046 00 1 61210 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	451 634
21 00 046 00 1 61240 11 000 0461 01	INDEMNITE ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	9 153 000
21 00 046 00 1 61260 11 000 0461 01	ALLOCATION FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
21 00 046 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 391 872
21 00 046 00 1 61620 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	352 275
21 00 046 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DPC BUHUMUZA	100 000 000
047	DIRECTION PROVINCIALE DE LA COMMUNICATION BUJUMBURA	308 568 901
21 00 047 00 4 20110 11 000 0461 01	FRAIS D'ETUDES, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	50 000 000
21 00 047 00 4 21450 11 000 0461 01	FRAIS D'EQUIPEMENT DE BUJUMBURA	100 000 000
21 00 047 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	7 732 620
21 00 047 00 1 61130 11 000 0461 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENTS DES AYANT DROITS AUX VEHICULES DE FONCTIONS	4 800 000
21 00 047 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	34 411 500
21 00 047 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUT	204 000

Crédit 2026/2027.0

21 00 047 00 1 61210 11 000 0461 01	DIRECTION PROVINCIALE DE LA COMMUNICATION	451 634
21 00 047 00 1 61240 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	9 153 000
21 00 047 00 1 61260 11 000 0461 01	ALLOCATION FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
21 00 047 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ÉTAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 391 872
21 00 047 00 1 61620 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ÉTAT A LA SECURITE SOCIALES S/CONTRATS	352 275
21 00 047 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DPC BUJUMBURA	100 000 000
048	DIRECTION PROVINCIALE DE LA COMMUNICATION BURUNGA	277 529 303
21 00 048 00 4 20110 11 000 0461 01	FRAIS D'ETUDES, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	50 000 000
21 00 048 00 4 21450 11 000 0461 01	EQUIPEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA COMMUNICATION	70 000 000
21 00 048 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	7 732 620
21 00 048 00 1 61130 11 000 0461 01	INDEMNITÉ DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	4 800 000
21 00 048 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITÉS ET PRIMES DE TECHNICITÉ S/STATUTS	34 411 500
21 00 048 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000
21 00 048 00 1 61210 11 000 0461 01	REMUNERATION DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	451 634
21 00 048 00 1 61240 11 000 0461 01	INDEMNITÉ ET PRIME DE TECHNICITÉS/CONTRAT	9 153 000
21 00 048 00 1 61260 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
21 00 048 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	352 274
21 00 048 00 1 61620 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ÉTAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	352 275
21 00 048 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DPC BURUNGA	100 000 000
049	DIRECTION PROVINCIALE DE LA COMMUNICATION BUTANYERERA	288 288 626
21 00 049 00 4 20110 11 000 0461 01	FRAIS D'ETUDES, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	50 000 000
21 00 049 00 4 21430 11 000 0461 01	ÉQUIPEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA COMMUNICATION BUTANYERERA	80 000 000
21 00 049 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	7 732 620
21 00 049 00 1 61130 11 000 0461 01	INDEMNITÉ DE DEPLACEMENT DES AYANT DROITS AUX VEHICULES DE FONCTION	4 800 000
21 00 049 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITÉS ET PRIMES DE TECHNICITÉ S/STATUTS	34 411 500
21 00 049 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS BUTANYERERA	204 000
21 00 049 00 1 61210 11 000 0461 01	REMUNERATION DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	451 634
21 00 049 00 1 61240 11 000 0461 01	INDEMNITÉS ET PRIMES DES TECHNICITÉS S/CONTRATS	9 153 000
21 00 049 00 1 61260 11 000 0461 01	ALLOCATION FAMILIALE S/CONTRATS	72 000
21 00 049 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 391 872
21 00 049 00 1 61620 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	72 000

Crédit 2026/2027.0

21 00 049 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DPC BURUNGA	100 000 000
050	DIRECTION PROVINCIALE DE LA COMMUNICATION GITEGA	308 568 901
21 00 050 00 4 20110 11 000 0461 01	FRAIS D'ETUDES, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	50 000 000
21 00 050 00 4 21450 11 000 0461 01	EQUIPEMENTS DE LA DPC GITEGA	100 000 000
21 00 050 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	7 732 620
21 00 050 00 1 61130 11 000 0461 01	INDEMNITÉ DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VÉHICULES DE FONCTION	4 800 000
21 00 050 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITÉS ET PRIMES DE TECHNICITÉ S/STATUTS	34 411 500
21 00 050 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000
21 00 050 00 1 61210 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	451 634
21 00 050 00 1 61240 11 000 0461 01	INDEMNITÉS ET PRIMES DE TECHNICITÉ S/ CONTRATS	9 153 000
21 00 050 00 1 61260 11 000 0461 01	ALLOCATION FAMILIALE S/CONTRATS	72 000
21 00 050 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 391 872
21 00 050 00 1 61620 11 000 0461 01	CONTRIBUTIONS DE L'ÉTAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	352 275
21 00 050 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DPC GITEGA	100 000 000
051	DIRECTION DE CONTENU	501 410 533
21 00 051 00 4 20110 11 000 0461 01	FRAIS D'ETUDES, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	468 000 000
21 00 051 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUS	6 865 282
21 00 051 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUS	25 177 500
21 00 051 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUS	132 000
21 00 051 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUS	1 235 751
052	DIRECTION DES RELATIONS PUBLIQUES ET PARTENARIAT (DRPP)	633 467 217
21 00 052 00 4 20110 11 000 0461 01	FRAIS D'ETUDES DE RECHERCHES ET DE DEVELOPPEMENT	599 980 000
21 00 052 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUS	7 837 896
21 00 052 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUS	24 070 500
21 00 052 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUS	168 000
21 00 052 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 410 821
053	INSPECTION GENERALE	130 516 903
21 00 053 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 581 274
21 00 053 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUS	22 855 500
21 00 053 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATION FAMILIALE S/STATUTS	96 000
21 00 053 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 544 629
21 00 053 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT INSPECTION GENERALE DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION	97 439 500
32	MINISTERE DE L' EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	764 205 763 945
001	CABINET	18 880 469 139
32 00 001 00 4 21480 11 000 0921 01	EQUIPEMENT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	7 046 821 531
32 00 001 00 1 61110 11 000 0919 02	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	267 969 476

Crédit 2026/2027.0

32 00 001 00 1 61140 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/STATUTS	430 116 672
32 00 001 00 1 61160 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 184 000
32 00 001 00 1 61210 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 669 101
32 00 001 00 1 61240 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRAT S/CONTRATS	13 493 400
32 00 001 00 1 61260 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	288 000
32 00 001 00 1 61610 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALES/STATUTS	48 234 505
32 00 001 00 1 61620 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	200 292
32 00 001 00 2 62120 11 000 0919 01	RENFORCEMENT DES CAPACITES	156 729 143
32 00 001 00 2 62140 11 000 0919 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	175 000 000
32 00 001 00 2 62160 11 000 0952 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	129 565 000
32 00 001 00 2 62320 11 000 0919 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	3 700 377
32 00 001 00 2 62330 11 000 0919 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	34 000 000
32 00 001 00 2 62360 11 000 0919 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	80 345 010
32 00 001 00 2 62510 11 000 0919 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	305 122 394
32 00 001 00 2 62550 11 000 0919 01	ENTRETIEN DU CHARROI	308 945 927
32 00 001 00 2 62580 11 000 0919 01	ENTRETIEN DES MACHINES ET ACHAT DU LOGICIEL ANTIVIRUS	86 893 331
32 00 001 00 2 63120 11 000 0919 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	121 312 000
32 00 001 00 2 63210 11 000 0919 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	213 923 661
32 00 001 00 2 63220 11 000 0919 01	ELABORATION ET IMPRESSION DES MANUELS SCOLAIRES	1 794 755 342
32 00 001 00 7 66110 11 000 0941 03	CHAMPIONNATS UNIVERSITAIRES	92 791 420
32 00 001 00 7 66110 11 000 0969 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL ET POST-FONDAMENTAL	302 389 179
32 00 001 00 7 66110 11 000 0941 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	346 037 522
32 00 001 00 7 66110 11 000 0941 06	ORGANISATIONS DES SEMINAIRES ET ATELIERS	691 187 000
32 00 001 00 7 66110 11 865 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA RADIO SCOLAIRE NDERAGAKURA	869 913 018
32 00 001 00 7 66110 11 816 0941 01	CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE DE KAMENGE	5 356 881 838
054	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERAL	335 016 429
32 00 054 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	124 099 570
32 00 054 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	181 818 000
32 00 054 00 1 61160 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 092 000
32 00 054 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	497 264
32 00 054 00 1 61240 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNIQUE S/CONTRATS	4 968 000
32 00 054 00 1 61260 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	144 000
32 00 054 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	22 337 923

Crédit 2026/2027.0

32 00 054 00 1 61620 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	59 672
055	BUREAU DE LA PLANIFICATION ET DES STATISTIQUES DE L'EDUCATION	235 645 432
32 00 055 00 1 61110 11 000 0983 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	61 034 166
32 00 055 00 1 61140 11 000 0983 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICIENS S/STATUTS	78 463 116
32 00 055 00 1 61160 11 000 0983 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	516 000
32 00 055 00 1 61610 11 000 0983 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 986 150
32 00 055 00 7 66110 11 000 0971 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE LA COMMUNICATION	84 646 000
056	DIRECTION CHARGEE DES ENSEIGNANTS	195 145 073
32 00 056 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/STATUTS	108 442 394
32 00 056 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	65 478 408
32 00 056 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	504 000
32 00 056 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	87 625
32 00 056 00 1 61240 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 066 500
32 00 056 00 1 61260 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
32 00 056 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	19 519 631
32 00 056 00 1 61620 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	10 515
057	DIRECTION CHARGEE DES PERSONNELS DES SERVICES ADMINISTRATIFS, TECHNIQUE ET D'APPUI	590 242 186
32 00 057 00 1 61110 11 000 0919 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/STATUTS	45 843 837
32 00 057 00 1 61140 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNIQUES S/STATUTS	56 346 072
32 00 057 00 1 61160 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	348 000
32 00 057 00 1 61210 11 000 0919 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/CONTRATS	180 952
32 00 057 00 1 61240 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
32 00 057 00 1 61260 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
32 00 057 00 1 61610 11 000 0919 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 251 891
32 00 057 00 1 61620 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	21 714
32 00 057 00 7 66110 11 000 0969 01	FRAIS DE SUIVI DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DE L'ENCADREMENT DES SERVICES DECONCENTRES	478 012 220
058	DIRECTION DU BUDGET	3 403 880 568
32 00 058 00 4 21480 11 000 0921 01	EQUIPEMENT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	2 827 068 009
32 00 058 00 1 61110 11 000 0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	27 972 962
32 00 058 00 1 61130 11 000 0919 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	196 800 000
32 00 058 00 1 61140 11 000 0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	50 463 000
32 00 058 00 1 61160 11 000 0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000
32 00 058 00 1 61610 11 000 0982 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 035 133

Crédit 2026/2027.0

32 00 058 00 2 62120 11 000 0919 01	RENFORCEMENT DES CAPACITES	62 305 000
32 00 058 00 2 62680 11 000 0982 01	FRAIS D'ASSURANCE SCOLAIRE	114 104 464
32 00 058 00 2 63510 11 000 0919 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	120 000 000
059	DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS ET DU PATRIMOINE	2 179 566 420
32 00 059 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	49 007 892
32 00 059 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	49 403 256
32 00 059 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	372 000
32 00 059 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	803 438
32 00 059 00 1 61240 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	6 966 000
32 00 059 00 1 61260 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRAT	96 000
32 00 059 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 821 421
32 00 059 00 1 61620 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	96 413
32 00 059 00 2 62160 11 000 0969 02	FRAIS DE SUIVI DE LA DISTRIBUTION DU MATERIEL SCOLAIRE	511 000 000
32 00 059 00 2 63170 11 000 0969 01	FOURNITURES MATERIELS SCOLAIRES	1 553 000 000
060	BUREAU DES INFRASTRUCTURES, DES EQUIPEMENTS ET DE LA MAINTENANCE	5 704 578 105
32 00 060 00 4 21250 11 000 0921 01	REHABILITATION DES ECOLES D'ENSEIGNEMENT GENERAL	4 958 401 195
32 00 060 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	17 589 981
32 00 060 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	28 660 500
32 00 060 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000
32 00 060 00 1 61210 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	124 913
32 00 060 00 1 61240 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 066 500
32 00 060 00 1 61260 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
32 00 060 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 166 197
32 00 060 00 1 61620 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	14 989
32 00 060 00 2 63170 11 000 0969 01	FRAIS D'ELABORATION DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES	695 373 830
061	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE, FONDAMENTAL ET POST FONDAMENTAL GENERAL ET PEDAGOGIQUE	197 661 338
32 00 061 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	93 088 209
32 00 061 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	85 720 548
32 00 061 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	540 000

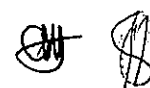


Crédit 2026/2027.0

32 00 061 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRAT	231 431
32 00 061 00 1 61240 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
32 00 061 00 1 61260 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
32 00 061 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	16 755 878
32 00 061 00 1 61620 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	27 772
062 BUREAU D'ETUDES ET DES CURRICULA DU PRESCOLAIRE ET DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL		426 395 043
32 00 062 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	171 858 831
32 00 062 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	219 697 512
32 00 062 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 332 000
32 00 062 00 1 61210 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	228 670
32 00 062 00 1 61240 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 268 000
32 00 062 00 1 61260 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
32 00 062 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	30 934 590
32 00 062 00 1 61620 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	27 440
063 BUREAU D'ETUDES ET DES CURRICULA DE L'ENSEGNEGEMENTPOST-FONDAMENTAL GENERAL ET PEDAGOGIQUE		1 177 011 262
32 00 063 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	178 275 587
32 00 063 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	211 531 548
32 00 063 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 656 000
32 00 063 00 1 61210 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	449 581
32 00 063 00 1 61240 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 671 000
32 00 063 00 1 61260 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000
32 00 063 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	32 099 659
32 00 063 00 1 61620 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	53 950
32 00 063 00 2 62120 11 000 0971 01	FORMATION METHODOLOGIQUE ET PEDAGOGIQUE DES PROFESSEURS	198 416 430
32 00 063 00 2 62160 11 000 0971 01	SUIVI-ENCADREMENT	218 749 998
32 00 063 00 7 66110 11 000 0971 01	ORGANISATION DES COMPETITIONS SPORTIVES ET EQUIPEMENTS	330 963 509
064 BUREAU DE L'EDUCATION INCLUSIVE		620 709 881

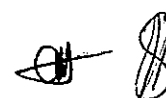
Crédit 2026/2027.0

32 00 064 00 1 61110 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	18 735 611
32 00 064 00 1 61140 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	29 497 500
32 00 064 00 1 61160 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000
32 00 064 00 1 61610 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 372 410
32 00 064 00 7 66110 11 000 0919 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE L'EDUCATION INCLUSIVE	568 972 360
065	DIRECTION DE L'EDUCATION PRESCOLAIRE ET DE LA PETITE ENFANCE	106 507 518
32 00 065 00 1 61110 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 990 693
32 00 065 00 1 61140 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	30 658 500
32 00 065 00 1 61160 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000
32 00 065 00 1 61610 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 678 325
32 00 065 00 2 62160 11 000 0919 01	FRAIS DE MISSION D' ENSEIGNEMENT	45 000 000
066	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL	704 595 496
32 00 066 00 1 61110 11 000 0921 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	31 933 594
32 00 066 00 1 61140 11 000 0921 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	40 074 708
32 00 066 00 1 61160 11 000 0921 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
32 00 066 00 1 61210 11 000 0921 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	87 625
32 00 066 00 1 61240 11 000 0921 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 066 500
32 00 066 00 1 61260 11 000 0921 01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS CONTRAT	36 000
32 00 066 00 1 61610 11 000 0921 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 748 047
32 00 066 00 1 61620 11 000 0921 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	10 515
32 00 066 00 2 63170 11 000 0982 01	MATERIEL SPECIAL DES SERVICES , OUTILLAGE ET EQUIPEMENT	625 338 507
067	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT POST FONDAMENTAL GENERAL ET PEDAGOGIQUE	60 947 407
32 00 067 00 1 61110 11 000 0921 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	27 160 397
32 00 067 00 1 61140 11 000 0921 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	26 581 500
32 00 067 00 1 61160 11 000 0921 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	684 000
32 00 067 00 1 61210 11 000 0921 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	87 624
32 00 067 00 1 61240 11 000 0921 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 498 500
32 00 067 00 1 61260 11 000 0921 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
32 00 067 00 1 61610 11 000 0921 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 888 871



Crédit 2026/2027.0

32 00 067 00 1 61620 11 000 0921 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	10 515
068	BUREAU DES EVALUATIONS DU SYSTEME EDUCATIF	7 280 860 433
32 00 068 00 1 61110 11 000 0986 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	80 088 741
32 00 068 00 1 61140 11 000 0986 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	95 453 856
32 00 068 00 1 61160 11 000 0986 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	768 000
32 00 068 00 1 61210 11 000 0986 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	98 627
32 00 068 00 1 61240 11 000 0986 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
32 00 068 00 1 61260 11 000 0986 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
32 00 068 00 1 61610 11 000 0986 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	14 415 973
32 00 068 00 1 61620 11 000 0986 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUT	11 835
32 00 068 00 2 62430 11 000 0919 01	LOCATION VEHICULES POUR LE CONCOURS ET TESTS NATIONAUX	427 183 600
32 00 068 00 2 63220 11 000 0986 01	IMPRESSION ET MULTIPLICATION DU CONCOURS ET TEST NATIONAUX	2 073 645 857
32 00 068 00 7 66200 11 000 0986 01	ORGANISATION DU CONCOURS NATIONAL	1 564 039 704
32 00 068 00 7 66200 11 000 0986 03	ORGANISATION DE L'EXAMEN D'ETAT	2 572 829 000
32 00 068 00 7 66200 11 000 0986 05	ORGANISATION DU CONCOURS D'ENTREE DANS LES ECOLES D'EXCELLENCE	451 099 740
069	DIRECTION NATIONALE DES CANTINES SCOLAIRES	24 242 606 342
32 00 069 00 1 61110 11 000 0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 232 450
32 00 069 00 1 61140 11 000 0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	22 423 500
32 00 069 00 1 61160 11 000 0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	12 000
32 00 069 00 1 61210 11 000 0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRAT	317 935
32 00 069 00 1 61240 11 000 0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 403 000
32 00 069 00 1 61260 11 000 0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
32 00 069 00 1 61610 11 000 0982 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 741 841
32 00 069 00 1 61620 11 000 0982 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	38 152
32 00 069 00 7 66200 11 000 0982 01	MISE EN PLACE DES CANTINES SCOLAIRES	24 199 341 464
070	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	58 024 568
32 00 070 00 1 61110 11 000 0942 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 099 252
32 00 070 00 1 61140 11 000 0942 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	26 959 500
32 00 070 00 1 61160 11 000 0942 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000



Crédit 2026/2027.0

32 00 070 00 1 61210 11 000 0942 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE SOUS CONTRAT	206 206
32 00 070 00 1 61240 11 000 0942 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 133 000
32 00 070 00 1 61260 11 000 0942 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
32 00 070 00 1 61610 11 000 0942 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 337 865
32 00 070 00 1 61620 11 000 0942 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	24 745
071	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR GENERAL ET PEDAGOGIQUE	66 310 833
32 00 071 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 898 355
32 00 071 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	34 033 500
32 00 071 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	276 000
32 00 071 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 405 274
32 00 071 00 1 61260 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
32 00 071 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 661 704
072	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	64 120 671
32 00 072 00 1 61110 11 000 0942 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/STATUTS	31 038 704
32 00 072 00 1 61140 11 000 0942 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	27 243 000
32 00 072 00 1 61160 11 000 0942 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	252 000
32 00 072 00 1 61610 11 000 0942 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUT	5 586 967
073	DIRECTION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	45 297 786
32 00 073 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	17 413 378
32 00 073 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	24 570 000
32 00 073 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000
32 00 073 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 134 408
074	DIRECTION DE LA PROMOTION DE LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION	417 723 513
32 00 074 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 177 553
32 00 074 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	15 903 000
32 00 074 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
32 00 074 00 1 61580 11 000 0971 01	FRAIS D'ENCOURAGEMENT A LA RECHERCHE ET INNOVATION	300 000 000
32 00 074 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 011 960
32 00 074 00 2 62160 11 000 0971 01	FRAIS DE SUIVI EVALUATION DES ACTIVITES DE RECHERCHE	88 571 000
075	BUREAU DES BOURSES D'ETUDES ET DE STAGE	36 261 844 453
32 00 075 00 1 61110 11 000 0984 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	27 190 486
32 00 075 00 1 61140 11 000 0984 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	45 308 160
32 00 075 00 1 61160 11 000 0984 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000
32 00 075 00 1 61210 11 000 0984 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	92 963
32 00 075 00 1 61240 11 000 0984 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500

Crédit 2026/2027.0

32 00 075 00 1 61260 11 000 0984 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
32 00 075 00 1 61610 11 000 0984 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 894 288
32 00 075 00 1 61620 11 000 0984 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	11 156
32 00 075 00 8 67310 11 000 0965 01	BOURSES D'ETUDES ET STAGES	36 183 037 900
076	COMMISSION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	394 991 584
32 00 076 00 1 61320 11 000 0942 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	207 571 584
32 00 076 00 7 66110 11 000 0942 01	FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	187 420 000
077	COMMISSION NATIONALE DE LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET INNOVATION	489 409 938
32 00 077 00 1 61320 11 000 0941 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	380 959 938
32 00 077 00 7 66110 11 000 0941 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION	108 450 000
078	UNIVERSITE DU BURUNDI	53 427 408 089
32 00 078 00 1 61320 11 000 0941 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	29 269 185 572
32 00 078 00 7 66400 11 000 0941 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'UNIVERSITE DU BURUNDI	24 158 222 517
079	ECOLE NORMALE SUPERIEURE	12 991 098 554
32 00 079 00 4 21220 11 000 0942 01	REHABILITATION DE LA TOITURE DES BATIMENTS DE L'ENS ET AUTRES CAMPUS	1 838 274 174
32 00 079 00 1 61320 11 000 0942 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	6 569 544 105
32 00 079 00 7 66110 11 000 0942 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE	4 583 280 275
080	COMMISSION NATIONALE DU BURUNDI POUR UNESCO	140 316 477
32 00 080 00 1 61110 11 000 0984 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 610 404
32 00 080 00 1 61140 11 000 0984 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	40 189 500
32 00 080 00 1 61160 11 000 0984 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	216 000
32 00 080 00 1 61610 11 000 0984 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 429 873
32 00 080 00 7 66110 11 000 0984 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE POUR L' UNESCO	70 870 700
081	ACADEMIE RUNDI	599 531 830
32 00 081 00 1 61110 11 000 0942 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE SOUS STATUT	9 127 046
32 00 081 00 1 61140 11 000 0942 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE SOUS STATUT	10 248 660
32 00 081 00 1 61160 11 000 0942 01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS STATUT	120 000
32 00 081 00 1 61320 11 000 0942 01	REMUNERATION DU PERSONNEL SOUS CONTRAT SPECIFIQUE	358 142 256
32 00 081 00 1 61610 11 000 0942 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE SOUS STATUT	1 642 868
32 00 081 00 7 66110 11 000 0942 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ACADEMIE RUNDI	220 251 000
082	COMMISSION NATIONALE DE QUALIFICATION ET DE CERTIFICATION	449 272 265
32 00 082 00 1 61580 11 000 0942 01	FRAIS POUR ENTERINEMENT DES DIPLOMES ET EQUIVALENCE DES DIPLOMES UNIVERSITAIRES	68 299 300

Crédit 2026/2027.0

32 00 082 00 2 62160 11 000 0942 01	FRAIS DE SUIVI ET ENCANDREMENT DES SERVICES DECONCENTRES	50 164 665
32 00 082 00 2 62780 11 000 0982 01	AUTRES	30 808 300
32 00 082 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'INCUBATION CFP KIGOBE	300 000 000
083	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE	416 713 467
32 00 083 00 1 61110 11 000 0983 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	42 635 618
32 00 083 00 1 61140 11 000 0983 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	41 860 056
32 00 083 00 1 61160 11 000 0983 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	264 000
32 00 083 00 1 61210 11 000 0983 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	136 502
32 00 083 00 1 61240 11 000 0983 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 066 500
32 00 083 00 1 61260 11 000 0983 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
32 00 083 00 1 61610 11 000 0983 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 674 411
32 00 083 00 1 61620 11 000 0983 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 380
32 00 083 00 2 62160 11 000 0952 01	FRAIS DE SUIVI-ENCADREMENT DES CENTRES D'ENSEIGNEMENT DES METIERS ET DES IESP	12 500 000
32 00 083 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'INCUBATION ET CFP KIGOBE	310 500 000
084	BUREAU D'ETUDES ET DES CURRICULA DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	416 256 878
32 00 084 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE SOUS STATUT	174 346 745
32 00 084 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE SOUS STATUT	157 902 408
32 00 084 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS STATUT	1 284 000
32 00 084 00 1 61210 11 000 0971 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE SOUS CONTRAT	223 938
32 00 084 00 1 61240 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE SOUS CONTRAT	1 066 500
32 00 084 00 1 61260 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS CONTRAT	24 000
32 00 084 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	31 382 414
32 00 084 00 1 61620 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	26 873
32 00 084 00 7 66200 11 000 0971 01	ENCADREMENT CONTINU DES ENSEIGNANTS	50 000 000
085	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT POST-FONDAMENTAL TECHNIQUE ET DE FORMATION PROFECTIONNELLE	91 758 035
32 00 085 00 1 61110 11 000 0986 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	43 307 775
32 00 085 00 1 61140 11 000 0986 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	40 654 860
32 00 085 00 1 61610 11 000 0986 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 795 400
086	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT DES METIERS	129 396 976
32 00 086 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	54 118 164

Crédit 2026/2027.0

32 00 086 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	62 491 500
32 00 086 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	468 000
32 00 086 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/CONTRATS	212 538
32 00 086 00 1 61240 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 268 000
32 00 086 00 1 61260 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
32 00 086 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	9 741 269
32 00 086 00 1 61620 11 000 0969 01	CONTRIBUTION A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	25 505
088	CENTRE PUBLIC DE FORMATION POLYTECHNIQUE ET RECONVERSION PROFESSIONNELLEE	9 879 164 418
32 00 088 00 1 61320 11 000 0922 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 041 958 907
32 00 088 00 7 66110 11 000 0922 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CEFOR-RUSI	8 837 205 511
089	DIRECTION PROVINCIALE DE L'EDUCATION DE BUHUMUZA	74 516 836 007
32 00 089 00 4 21250 11 000 0921 01	REHABILITATION DES ECOLES D'ENSEIGNEMENT GENERAL	99 983 800
32 00 089 00 4 21480 11 000 0921 01	EQUIPEMENT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	126 290 748
32 00 089 00 1 61110 11 000 0921 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUT	21 440 217 713
32 00 089 00 1 61140 11 000 0921 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUT	40 117 440 378
32 00 089 00 1 61160 11 000 0921 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	302 540 000
32 00 089 00 1 61180 11 000 0921 01	INDEMNITES DU PERSONNEL DES ECOLES D'EXCELLENES	57 785 000
32 00 089 00 1 61210 11 000 0921 01	REMUNERATION DIRECTES DE BASES S/CONTRATS	41 010 354
32 00 089 00 1 61240 11 000 0921 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	175 419 540
32 00 089 00 1 61260 11 000 0921 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 412 000
32 00 089 00 1 61320 11 000 0919 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DES ECOLES FONDAMENTALES ET POST FONDAMENTALES	722 445 000
32 00 089 00 1 61610 11 000 0921 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 860 025 310
32 00 089 00 1 61620 11 000 0921 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	4 921 243
32 00 089 00 2 62550 11 000 0982 01	ENTRETIEN VEHICULES POUR TOUTES LES ECOLES A INTERNAT	103 021 340
32 00 089 00 2 63120 11 000 0919 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	84 502 368
32 00 089 00 2 63170 11 000 0969 01	MATERIEL PEDAGOGIQUE POUR ENSEIGNANTS	172 146 800
32 00 089 00 2 63510 11 000 0919 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	94 049 213
32 00 089 00 7 66110 11 000 0982 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DIRECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	221 200 000
32 00 089 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DPEFTP	63 850 000
32 00 089 00 7 66200 11 000 0982 01	MISE EN PLACE DES CANTINES SCOLAIRES	1 738 839 200
32 00 089 00 8 67320 11 000 0982 02	COMPENSATION DES FRAIS DE SCOLARITE	1 495 216 000
32 00 089 00 8 67320 11 000 0982 01	ENTRETIEN ELEVES INTERNES	3 593 520 000

Crédit 2026/2027.0

090	DIRECTION PROVINCIALE DE L'EDUCATION DE BUJUMBURA	132 299 526 370
32 00 090 00 4 21250 11 000 0921 01	REHABILITATION DES ECOLES D'ENSEIGNEMENT GENERAL	869 983 800
32 00 090 00 4 21480 11 000 0921 01	EQUIPEMENT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	192 029 998
32 00 090 00 1 61110 11 000 0921 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUT	40 563 359 492
32 00 090 00 1 61140 11 000 0921 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUT	69 027 623 067
32 00 090 00 1 61160 11 000 0921 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	574 346 000
32 00 090 00 1 61180 11 000 0921 01	INDEMNITES DU PERSONNEL DES ECOLES D'EXCELLENCE	90 545 000
32 00 090 00 1 61210 11 000 0921 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE SOUS CONTRAT	47 831 883
32 00 090 00 1 61240 11 000 0921 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE SOUS CONTRAT	232 785 360
32 00 090 00 1 61260 11 000 0921 01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS CONTRAT	4 128 000
32 00 090 00 1 61310 11 000 0982 01	REMUNERATIONS DES PROFESSEURS VACATAIRES	4 991 000
32 00 090 00 1 61320 11 000 0919 01	REMUNERATION DES SENTINELLES DES ECOLES FONDAMENTALES ET POST FONDAMENTALES	1 569 016 000
32 00 090 00 1 61610 11 000 0921 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 303 089 087
32 00 090 00 1 61620 11 000 0921 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRA	5 739 826
32 00 090 00 2 62550 11 000 0982 01	ENTRETIEN VEHICULES POUR TOUTES LES ECOLES D'INTERNAT	113 528 540
32 00 090 00 2 63120 11 000 0919 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	32 992 000
32 00 090 00 2 63170 11 000 0969 01	MATERIEL PEDAGOGIQUE POUR ENSEIGNANTS	69 380 000
32 00 090 00 2 63510 11 000 0919 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	142 230 560
32 00 090 00 7 66110 11 000 0982 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DIRECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	171 600 000
32 00 090 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'INCUBATION ET CFP KIGOBE	729 447 657
32 00 090 00 7 66200 11 000 0982 01	MISE EN PLACE DES CANTINES SCOLAIRES	2 323 527 100
32 00 090 00 8 67320 11 000 0982 02	COMPENSATION DES FRAIS DE SCOLARITE	2 550 432 000
32 00 090 00 8 67320 11 000 0982 01	ENTRETIEN DES ELEVES INTERNES	5 680 920 000
091	DIRECTION PROVINCIALE DE L'EDUCATION DE BURUNGA	140 093 263 232
32 00 091 00 4 21250 11 000 0921 01	REHABILITATION DES ECOLES D'ENSEIGNEMENT GENERAL	99 983 800
32 00 091 00 4 21480 11 000 0921 01	EQUIPEMENT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	208 301 818
32 00 091 00 1 61110 11 000 0921 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/STATUTS	44 928 132 698
32 00 091 00 1 61140 11 000 0921 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	73 283 470 008
32 00 091 00 1 61160 11 000 0921 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	552 928 800

Crédit 2026/2027.0

32 00 091 00 1 61180 11 000 0921 01	INDEMNITES DU PERSONNEL DES ECOLES D'EXCELLENCE	84 825 000
32 00 091 00 1 61210 11 000 0921 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/CONTRATS	55 013 212
32 00 091 00 1 61240 11 000 0921 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	250 966 620
32 00 091 00 1 61260 11 000 0921 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 076 000
32 00 091 00 1 61310 11 000 0982 01	REMUNERATION DES PROFESSEURS VACATAIRES	70 743 000
32 00 091 00 1 61320 11 000 0919 01	REMUNERATION DES SENTINELLES DES ECOLES FONDAMENTALES ET POST FONDAMENTALES	1 039 080 000
32 00 091 00 1 61610 11 000 0921 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 089 853 310
32 00 091 00 1 61620 11 000 0921 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE S/CONTRAT	6 601 585
32 00 091 00 2 62550 11 000 0982 01	ENTRETIEN VEHICULES POUR TOUTES LES ECOLES A INTERNAT	103 021 340
32 00 091 00 2 63120 11 000 0919 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	143 417 008
32 00 091 00 2 63170 11 000 0969 01	MATERIEL PEDAGOGIQUE POUR ENSEIGNANTS	74 960 000
32 00 091 00 2 63510 11 000 0919 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	122 961 384
32 00 091 00 7 66110 11 000 0982 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DIRECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	109 200 000
32 00 091 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'INCUBATION ET CFP KIGUBE	497 090 849
32 00 091 00 8 67320 11 000 0982 01	ENTRETIEN DES ELEVES INTERNES	8 534 400 000
32 00 091 00 8 67320 11 000 0982 02	COMPENSATION DES FRAIS DE SCOLARITE	1 836 236 800
092	DIRECTION PROVINCIALE DE L'EDUCATION DE BUTANYERERA	108 868 182 924
32 00 092 00 4 21250 11 000 0921 01	REHABILITATION DES ECOLES D'ENSEIGNEMENT GENERAL	99 983 800
32 00 092 00 4 21480 11 000 0921 01	EQUIPEMENT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRE	135 605 202
32 00 092 00 1 61110 11 000 0921 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/STATUTS	29 730 087 749
32 00 092 00 1 61140 11 000 0921 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	55 921 882 104
32 00 092 00 1 61160 11 000 0921 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	396 424 000
32 00 092 00 1 61180 11 000 0921 01	INDEMNITES DU PERSONNEL DES ECOLES D'EXCELLENCE	40 365 000
32 00 092 00 1 61210 11 000 0921 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/CONTRATS	242 280
32 00 092 00 1 61240 11 000 0921 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 604 500
32 00 092 00 1 61260 11 000 0921 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	108 000
32 00 092 00 1 61320 11 000 0919 01	REMUNERATION DES SENTINELLES DES ECOLES FONDAMENTALES ET POST FONDAMENTALES	851 760 000
32 00 092 00 1 61610 11 000 0921 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 357 391 065
32 00 092 00 1 61620 11 000 0921 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	29 074
32 00 092 00 2 62550 11 000 0982 01	ENTRETIEN VEHICULES POUR TOUTES LES ECOLES A INTERNAT	105 648 140
32 00 092 00 2 63120 11 000 0919 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANT	195 253 052

Crédit 2026/2027.0

32 00 092 00 2 63120 11 000 0982 02	ACHAT MAZOUT POUR GROUPES ELECTROGENES	6 800 000
32 00 092 00 2 63170 11 000 0969 01	MATERIEL PEDAGOGIQUE POUR ENSEIGNANTS	60 040 000
32 00 092 00 2 63510 11 000 0919 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	92 509 592
32 00 092 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'INCUBATION ET CFP KIGOBE	386 013 616
32 00 092 00 7 66110 11 000 0982 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DIRECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	124 800 000
32 00 092 00 7 66200 11 000 0982 01	MISE EN PLACE DES CANTINES SCOLAIRES	2 898 528 550
32 00 092 00 8 67320 11 000 0982 01	ENTRETIEN ELEVES INTERNES	10 484 880 000
32 00 092 00 8 67320 11 000 0982 02	COMPENSATION DES FRAIS DE SCOLARITE	1 976 227 200
093	DIRECTION PROVINCIALE DE L'EDUCATION DE GITEGA	124 356 445 726
32 00 093 00 4 21250 11 000 0921 01	REHABILITATION DES ECOLES D'ENSEIGNEMENT GENERAL	279 983 800
32 00 093 00 4 21480 11 000 0921 01	EQUIPEMENT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	257 931 326
32 00 093 00 1 61110 11 000 0921 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/STATUTS	36 379 187 624
32 00 093 00 1 61140 11 000 0921 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	62 953 569 726
32 00 093 00 1 61160 11 000 0921 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	416 556 000
32 00 093 00 1 61180 11 000 0921 01	INDEMNITES DU PERSONNEL DES ECOLES D'EXCELLENCE	75 205 000
32 00 093 00 1 61210 11 000 0921 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/CONTRATS	54 891 100
32 00 093 00 1 61240 11 000 0921 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	252 731 340
32 00 093 00 1 61260 11 000 0921 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	3 408 000
32 00 093 00 1 61320 11 000 0919 01	REMUNERATION DES SENTINELLES DES ECOLES FONDAMENTALES ET POST-FONDAMENTALES	997 080 000
32 00 093 00 1 61610 11 000 0921 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 553 994 154
32 00 093 00 1 61620 11 000 0921 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	6 586 932
32 00 093 00 2 62550 11 000 0982 01	ENTRETIEN VEHICULES POUR TOUTES LES ECOLES INTERNANTS	108 274 940
32 00 093 00 2 63120 11 000 0919 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	210 465 240
32 00 093 00 2 63170 11 000 0969 01	MATERIEL PEDAGOGIQUE POUR ENSEIGNANTS	74 020 000
32 00 093 00 2 63510 11 000 0919 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	148 623 720
32 00 093 00 7 66110 11 000 0982 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DIRECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	140 400 000
32 00 093 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'INCUBATION ET CFP KIGOBE	587 170 424
32 00 093 00 8 67320 11 000 0982 02	COMPENSATION DES FRAIS DE SCOLARITE	2 087 526 400
32 00 093 00 8 67320 11 000 0982 01	ENTRETIEN DES ELEVES INTERNES	12 768 840 000
094	INSPECTION PROVINCIALE DE L'EDUCATION DE BUHUMUZA	209 072 000
32 00 094 00 7 66110 11 000 0982 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	149 072 000
32 00 094 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'INCUBATION ET CFP KIGOBE	60 000 000

Crédit 2026/2027.0

095	INSPECTION PROVINCIALE DE L'EDUCATION DE BUJUMBURA	122 190 668
32 00 095 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'INCUBATION ET CFP KIGIBE	60 000 000
32 00 095 00 7 66110 11 000 0982 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS PROVINCIALES DE L'ENSEIGNEMENT	62 190 668
096	INSPECTION PROVINCIALE DE L'EDUCATION DE BURUNGA	288 223 760
32 00 096 00 7 66110 11 000 0982 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS PROVINCIALES DE L'ENSEIGNEMENT	79 151 760
32 00 096 00 7 66110 11 000 0982 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	149 072 000
32 00 096 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'INCUBATION ET CFP KIGIBE	60 000 000
097	INSPECTION PROVINCIALE DE L'EDUCATION DE BUTANYERERA	275 597 577
32 00 097 00 7 66110 11 000 0982 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	170 368 000
32 00 097 00 7 66110 11 000 0982 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS PROVINCIALES DE L'ENSEIGNEMENT	45 229 577
32 00 097 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS PROVINCIALES DE L'ENSEIGNEMENT	60 000 000
098	INSPECTION PROVINCIALE DE L'EDUCATION DE GITEGA	302 547 274
32 00 098 00 7 66110 11 000 0982 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS PROVINCIALES DE L'ENSEIGNEMENT	50 883 274
32 00 098 00 7 66110 11 000 0982 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	191 664 000
32 00 098 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS PROVINCIALES DE L'ENSEIGNEMENT	60 000 000
504	PROJET D'APPUI AU CENTRE D'EXCELLENCE SOUS-REGIONAL EN SCIENCES DE LA NUTRITION EANSI (PA-EANSI)	193 400 000
32 00 504 00 4-27100 11 000 0754 01	CONTREPARTIE AU CENTRE D'EXCELLENCE SOUS REGIONAL EN SCIENCE DE LA NUTRITION EANSI (PA-EANSI)	193 400 000
33	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	315 513 599 684
001	CABINET	1 366 378 359
33 00 001 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/S	123 473 887
33 00 001 00 1 61140 11 000 0711 01	PRIME ET INDEMNITE DE TECHNICITE S/S	230 182 008
33 00 001 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATION FAMILIALES S/S	843 600
33 00 001 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/C	1 307 133
33 00 001 00 1 61240 11 000 0711 01	PRIME ET INDEMNITE DE TECHNICITE S/C	9 301 500
33 00 001 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	324 000
33 00 001 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	35 510 375
33 00 001 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	156 856
33 00 001 00 2 62140 11 000 0711 01	MISSION OFFICIELLE A L'ETRANGER	408 735 200
33 00 001 00 2 62160 11 000 0711 08	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	93 590 500
33 00 001 00 2 62330 11 000 0711 02	FRAIS DE COMMUNICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES	24 999 200
33 00 001 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	31 557 000

Crédit 2026/2027.0

33 00 001 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	121 166 000
33 00 001 00 2 63210 11 000 0711 07	EDUCATION POUR LA SANTE (IEC)	53 790 550
33 00 001 00 2 63410 11 000 0711 07	ACHAT DU MATERIEL DE RAPORTAGE	29 500 000
33 00 001 00 7 66110 11 000 0711 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	25 000 000
33 00 001 00 7 66110 11 000 0711 06	FRAIS POUR LES INSPECTIONS	126 942 550
33 00 001 00 7 66110 11 000 0711 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'UNITE DE GESTION ET D'APPUIS AU DEVELOPPEMENT SANITAIRE(UGADS)	19 998 000
33 00 001 00 7 66200 11 000 0711 01	FONCTIONNEMENT DU COMITE DE SUPERVISION DES PROJETS FINANCES SUR FONDS MONDIAL	30 000 000
068	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE	366 490 521
33 00 068 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATION DE BASE SOUS STATUTS	65 829 419
33 00 068 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	118 592 292
33 00 068 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	276 000
33 00 068 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	791 189
33 00 068 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	6 304 500
33 00 068 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	372 000
33 00 068 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	17 107 303
33 00 068 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	94 943
33 00 068 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	11 304 000
33 00 068 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	29 674 600
33 00 068 00 2 63410 11 000 0711 07	ACHAT DES EQUIPEMENTS INFORMATIQUES DU SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE	38 836 000
33 00 068 00 7 66110 11 000 0711 01	ATELIER D'ELABORATION ET DE VALIDATION D'ARCHITECTURE PROGRAMME DU MSP	77 308 275
069	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET SUIVI-EVALUATION DES POLITIQUES DE SANTE	422 540 052
33 00 069 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 499 916
33 00 069 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	41 772 768
33 00 069 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	384 000
33 00 069 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	450 782
33 00 069 00 1 61240 11 000 0711 01	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET SUIVI-EVALUATION DES POLITIQUES DE SANTE	3 604 500
33 00 069 00 1 61260 11 000 0711 01	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET SUIVI-EVALUATION DES POLITIQUES DE SANTE	324 000
33 00 069 00 1 61610 11 000 0711 01	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET SUIVI-EVALUATION DES POLITIQUES DE SANTE	7 964 167

Crédit 2026/2027.0

33 00 069 00 1 61620 11 000 0711 01	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET SUIVI-EVALUATION DES POLITIQUES DE SANTE	54 094
33 00 069 00 2 63120 11 000 0711 01	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET SUIVI-EVALUATION DES POLITIQUES DE SANTE	5 652 000
33 00 069 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	6 415 600
33 00 069 00 7 66110 11 000 0711 03	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET SUIVI-EVALUATION DES POLITIQUES DE SANTE	331 418 225
070	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	15 373 995 223
33 00 070 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	49 374 145
33 00 070 00 1 61130 11 000 0711 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	57 600 000
33 00 070 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	97 041 612
33 00 070 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	504 000
33 00 070 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATION DE BASE DIRECTE SOUS CONTRAT S/CONTRATS	300 521
33 00 070 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITE ET PRIME DE TECHNICITE SOUS/CONTRAT	2 403 000
33 00 070 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	216 000
33 00 070 00 1 61580 11 000 0711 01	INDEMNITES DU PERSONNEL (PROFESSEURS ET PERSONNEL DU SERVICE FORMATION)	258 349 290
33 00 070 00 1 61580 11 000 0711 02	INDEMNITES D'ELOIGNEMENT DES MEDECINS SPECIALISTES OEUVRANT A L'INTERIEUR DU PAYS	14 515 204 752
33 00 070 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	12 189 965
33 00 070 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	36 063
33 00 070 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	4 239 000
33 00 070 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	7 505 000
33 00 070 00 7 66110 11 000 0711 07	RECRUTEMENT DU PERSONNEL MEDICAL, PARAMEDICAL ET AUTRES QUALIFICATIONS NECESSAIRES	155 002 900
33 00 070 00 7 66200 11 000 0922 01	ORGANISATION D'UN EXAMEN UNIQUE AUX LAUREATS DES ECOLES PARAMEDICALES	214 028 975
071	DIRECTION DU BUDGET ET DES APPROVISIONNEMENTS	26 278 533 782
33 00 071 00 4 26800 11 000 0791 01	PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT A LA RECONSTITUTION DU FONDS MONDIAL	730 275 500
33 00 071 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	36 920 371
33 00 071 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	73 107 984
33 00 071 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000
33 00 071 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 862 311

Crédit 2026/2027.0

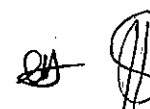
33 00 071 00 2 62120 11 000 0711 01	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA DIRECTION DU BUDGET ET DES APPROVISIONNEMENTS	27 425 175
33 00 071 00 2 62320 11 000 0711 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUE	1 045 000
33 00 071 00 2 62330 11 000 0711 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	18 427 519
33 00 071 00 2'62360 11 000 0711 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	50 000 040
33 00 071 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	15 543 000
33 00 071 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	15 216 600
33 00 071 00 2 63410 11 000 0711 01	ACHAT DES EQUIPEMENTS INFORMATIQUES DBA	16 500 000
33 00 071 00 2 63510 11 000 0711 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	300 000 000
33 00 071 00 7 66110 11 000 0711 02	PARTICIPATION AUX SOINS DE SANTE	24 985 006 282
072	DIRECTION DU SYSTEME NATIONAL D'INFORMATION SANITAIRE	199 306 534
33 00 072 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	43 923 491
33 00 072 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	84 658 800
33 00 072 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	288 000
33 00 072 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	300 521
33 00 072 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
33 00 072 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	216 000
33 00 072 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	13 854 384
33 00 072 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	36 063
33 00 072 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	2 826 000
33 00 072 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	4 983 000
33 00 072 00 2 63280 11 000 0791 01	PRODUCTION DES STATISTIQUES DE SANTE	45 817 275
073	DIRECTION DE GESTION DE L'INFORMATIQUE SANITAIRE(DGISA)	708 630 381
33 00 073 00 4 21440 11 000 0791 01	DIRECTION DE GESTION DE L'INFORMATIQUE SANITAIRE(DGISA)	583 582 236
33 00 073 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASES S/STATUTS	25 641 549
33 00 073 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	66 421 656
33 00 073 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	216 000
33 00 073 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	98 626
33 00 073 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 106 500
33 00 073 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALE S/CONTRATS SOCIALE S/CONTRATS	120 000
33 00 073 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUT	7 074 979

Crédit 2026/2027.0

33 00 073 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	11 835
33 00 073 00 7 66110 11 000 0791 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DGISA	22 357 000
074	INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE	4 303 777 816
33 00 074 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 148 623
33 00 074 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	40 891 500
33 00 074 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
33 00 074 00 1 61320 11 000 0759 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'INSP	2 415 460 254
33 00 074 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 186 752
33 00 074 00 7 66110 11 000 0759 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE	1 833 030 687
075	PROGRAMME D'ASSURANCE SANTE UNIVERSELLE (PASU)	80 767 577 009
33 00 075 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/S	20 447 051
33 00 075 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITE DE TECHNICITE S/S	35 200 164
33 00 075 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATION FAMILIALE S/S	144 000
33 00 075 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT S/S PROGRAMME D'ASSURANCE SANTE UNIVERSELLE (PASU)	3 680 469
33 00 075 00 2 63210 11 000 0711 07	PROGRAMME D'ASSURANCE SANTE UNIVERSELLE (PASU)	51 250 000
33 00 075 00 2 63410 11 000 0711 07	PROGRAMME D'ASSURANCE SANTE UNIVERSELLE (PASU)	3 500 000
33 00 075 00 7 66110 11 000 0711 02	PROGRAMME D'ASSURANCE SANTE UNIVERSELLE (PASU)	2 004 150 640
33 00 075 00 7 66200 11 000 0711 02	FINANCEMENT BASE SUR LA PERFORMANCE (PBF)	51 795 913 084
33 00 075 00 8 67350 11 000 0711 01	CARTE D'ASSURANCE MALADIE	26 853 291 601
076	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME OFFRE ET ACCES AUX SERVICES ET AUX SOINS DE SANTE	80 281 098
33 00 076 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	20 256 626
33 00 076 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	38 195 508
33 00 076 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000
33 00 076 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	300 521
33 00 076 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
33 00 076 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	216 000
33 00 076 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 813 880
33 00 076 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	36 063
33 00 076 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	4 239 000
33 00 076 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	5 676 500

077	DIRECTION DE GESTION DES APPROVISIONNEMENTS ET INTRANTS DE SANTE (DGAIS)	262 264 692
33 00 077 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/STATUTS	16 315 883
33 00 077 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	36 644 388
33 00 077 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	264 000
33 00 077 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 307 421
33 00 077 00 2 63160 11 000 0711 01	ACHAT DES MEDICAMENTS ANTITUBERCULEUX	27 081 000
33 00 077 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT DES VACCINS ANTIRABRIQUES	170 000 000
33 00 077 00 7 66200 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE GESTION DES APPROVISIONNEMENTS ET INTRANTS DE SANTE (DGAIS)	5 652 000
078	DIRECTION DES ACCREDITATIONS ET DU MANAGEMENT DE LA QUALITE DE SOINS (DAMS)	274 603 943
33 00 078 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	50 059 244
33 00 078 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	102 793 356
33 00 078 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	288 000
33 00 078 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	12 077 543
33 00 078 00 2 63210 11 000 0711 01	PRODUITS MEDICAUX ET PHARMACEUTIQUES	14 259 000
33 00 078 00 7 66110 11 000 0711 06	FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LA DAMS	36 650 000
33 00 078 00 7 66200 11 000 0756 01	SANTE MENTALE, MEDICAMENTS TRADITIONNELS, HYGIENE ET SANTE AU TRAVAIL ET SANTE SCOLAIRE	58 476 800
079	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES ET DES EQUIPEMENTS	47 734 261 260
33 00 079 00 4 21280 11 000 0711 01	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES	47 139 932 452
33 00 079 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	45 094 353
33 00 079 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	88 352 076
33 00 079 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	372 000
33 00 079 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	323 531
33 00 079 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 700 000
33 00 079 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
33 00 079 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	16 508 186
33 00 079 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	38 824
33 00 079 00 2 62510 11 000 0711 01	ENTRETIEN BATIMENT	98 602 838
33 00 079 00 2 62550 11 000 0711 01	ENTRETIEN DU CHARROI ET REPARATION DU GROUPE ELECTROGENE	329 350 000
33 00 079 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	5 652 000
33 00 079 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	7 263 000

080	PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LES MALADIES TROPICALES NEGLIGÉES ET LA CECITE	260 404 712
33 00 080 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	42 471 110
33 00 080 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	66 673 956
33 00 080 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	480 000
33 00 080 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	414 642
33 00 080 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 604 500
33 00 080 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	204 000
33 00 080 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	49 757
33 00 080 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	13 656 729
33 00 080 00 7 66110 11 000 0761 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LES MALADIES TROPICALES NEGLIGÉES ET LA CECITE	132 850 018
081	PROGRAMME NATIONAL INTEGRE DE LUTTE CONTRE LES MALADIES CHRONIQUES NON TRANSMISSIBLES	220 040 571
33 00 081 00 4 21440 11 000 0791 01	ACHAT DE MATERIELS INFORMATIQUES ET TELECOMMUNICATIONS	16 500 000
33 00 081 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	46 012 328
33 00 081 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	95 562 924
33 00 081 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 000
33 00 081 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	169 431
33 00 081 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 498 500
33 00 081 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
33 00 081 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	11 746 356
33 00 081 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	20 332
33 00 081 00 7 66200 11 000 0759 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME NATIONAL INTEGRE DE LUTTE CONTRE LES MALADIES CHRONIQUES NON TRANSMISSIBLES (PNILMCNT)	48 314 700
082	CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	9 372 793 109
33 00 082 00 1 61320 11 808 0752 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	584 036 715
33 00 082 00 7 66110 11 808 0752 01	FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	8 788 756 394
083	PROGRAMME NATIONAL INTEGRE CONTRE LA LEPRE ET TUBERCULOSE	763 148 220
33 00 083 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	38 223 569



Crédit 2026/2027.0

33 00 083 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	64 383 756
33 00 083 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000
33 00 083 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	492 110
33 00 083 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 806 000
33 00 083 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	240 000
33 00 083 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 433 985
33 00 083 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	59 053
33 00 083 00 2 63160 11 000 0711 01	ACHAT DES MEDICAMENTS ANTITUBERCULEUX	633 849 947
33 00 083 00 7 66110 11 000 0759 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME NATIONAL INTEGRE CONTRE LA LEPRE ET TUBERCULOSE	12 479 800
084	PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA	2 894 829 966
33 00 084 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	74 037 735
33 00 084 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	147 450 048
33 00 084 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	780 000
33 00 084 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 051 824
33 00 084 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	8 410 500
33 00 084 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	756 000
33 00 084 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	18 637 722
33 00 084 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	126 219
33 00 084 00 2 63160 11 000 0711 03	ACHAT DES MEDICAMENTS CONTRE LES HEPATITES	137 320 853
33 00 084 00 2 63210 11 000 0711 05	REDUCTION DE LA TRANSMISSION DES IST/VIH PAR LE RENFORCEMENT ET L' ELARGISSEMENT DES INTERVENTIONS DE PREVENTION	38 867 980
33 00 084 00 2 63210 11 000 0711 01	AMELIORATION DE LA QUALITE DE VIE DES PERSONNES INFECTEES PAR LE VIH/SIDA	607 942 143
33 00 084 00 2 63210 11 000 0711 03	APPUI AUX ASSOCIATIONS DE PRISE EN CHARGE DES MALADES DU SIDA	178 070 000
33 00 084 00 2 63210 11 000 0711 02	ACHAT MEDICAMENTS ARV	1 556 713 067
33 00 084 00 7 66200 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA	124 665 875
085	AUTORITE BURUNDAISE DE REGULATION DES MEDICAMENTS ET DES ALIMENTS (ABREMA)	4 226 382 992
33 00 085 00 4 21440 11 000 0791 01	MATERIELS INFORMATIQUES ET COMMUNICATIONS	315 050 250
33 00 085 00 1 61320 11 039 0791 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 955 352 396

33 00 085 00 7 66110 11 039 0791 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE BURUNDAISE DE REGULATION DES MEDICAMENTS ET DES ALIMENTS (ABREMA)	1 955 980 346
086	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE (DGRPP)	83 084 399
33 00 086 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	22 342 217
33 00 086 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/S	43 695 480
33 00 086 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	228 000
33 00 086 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 595 202
33 00 086 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	5 686 000
33 00 086 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	3 537 500
087	DIRECTION DE LA PROMOTION DE LA SANTE (DPS)	93 850 735
33 00 087 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/ STATUTS	8 922 372
33 00 087 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	11 894 580
33 00 087 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 000
33 00 087 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 794 283
33 00 087 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	4 239 000
33 00 087 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	65 976 500
088	DIRECTION DES LABORATOIRES DE BIOLOGIE ET IMAGERIE MEDICALE (DLBIM)	63 633 167
33 00 088 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 159 848
33 00 088 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	30 125 268
33 00 088 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	252 000
33 00 088 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 756 551
33 00 088 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	16 339 500
089	PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION	8 133 706 249
33 00 089 00 4 27100 11 000 0761 01	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE POUR LES VACCINS	7 627 702 135
33 00 089 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	69 655 555
33 00 089 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	133 563 696
33 00 089 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	384 000
33 00 089 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	901 563

Crédit 2026/2027.0

33 00 089 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	7 209 000
33 00 089 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	648 000
33 00 089 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	22 093 512
33 00 089 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	108 188
33 00 089 00 2 63160 11 000 0711 02	ACHAT DES CARTES DE VACCINS CONTRE LA FIEVRE JAUNE	210 000 000
33 00 089 00 7 66200 11 000 0761 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU ROGRAMME ELARGI DE VACCINATION	61 440 600
090	PROGRAMME NATIONAL DE SANTE REPRODUCTION (PNSR)	1 948 498 985
33 00 090 00 4 27100 11 000 0711 02	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE POUR L' ACHAT DES CONTRACEPTIFS	183 012 500
33 00 090 00 1 61320 11 000 0755 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU PNSR	798 153 537
33 00 090 00 7 66200 11 000 0755 01	DOTATION AU PROGRAMME NATIONAL DE SANTE REPRODUCTION	967 332 948
091	PROGRAMME NATIONAL INTEGRE DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME	5 814 882 290
33 00 091 00 4 27100 11 000 0711 01	CONTRIBUTION A L' ACHAT DES ANTIPALUDIQUES POUR LE PALUDISME SIMPLE	4 999 999 380
33 00 091 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASES S/STATUTS	77 912 878
33 00 091 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	150 657 900
33 00 091 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
33 00 091 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	901 563
33 00 091 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	7 209 000
33 00 091 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	648 000
33 00 091 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	25 514 068
33 00 091 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	108 188
33 00 091 00 7 66200 11 000 0759 01	DOTATION AU PROGRAMME NATIONAL INTEGRE DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME	551 631 313
092	CENTRE DES OPERATIONS DES URGENCES DE SANTE PUBLIQUE (COUSP)	1 614 160 465
33 00 092 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	73 923 120
33 00 092 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	170 063 496
33 00 092 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	576 000
33 00 092 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 203 461
33 00 092 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	9 004 500

Crédit 2026/2027.0

33 00 092 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	540 000
33 00 092 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	21 736 973
33 00 092 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	144 415
33 00 092 00 7 66200 11 000 0762 01	LUTTE CONTRE LES ENDEMO-EPIDEMIES	1 278 300 500
33 00 092 00 8 67340 11 000 0749 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COUSP	58 668 000
093	DIRECTION PROVINCIALE DE LA SANTE BUHUMUZA	11 268 000 066
33 00 093 00 4 21280 11 000 0711 03	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES	1 177 608 192
33 00 093 00 4 21280 11 000 0711 02	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES DE BUHUMUZA	808 084 680
33 00 093 00 4 21450 11 000 0711 03	EQUIPEMENTS DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES DE BUHUMUZA	78 000 000
33 00 093 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/S	2 084 772 256
33 00 093 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITE ET PRIME DE TECHNICITE S/S	4 918 224 012
33 00 093 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATION FAMILIALE S/S	27 480 000
33 00 093 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/C	25 694 628
33 00 093 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITE ET PRIME DE TECHNICITE S/C	121 864 500
33 00 093 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATION FAMILIALE S/C	3 096 000
33 00 093 00 1 61320 11 808 0752 02	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CENTRE DE TRANSFUSION SANGUINE DE BUHUMUZA	75 496 171
33 00 093 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L' ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S	577 838 620
33 00 093 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/C	3 083 355
33 00 093 07 7 66110 11 841 0749 01	DOTATION A L 'HOPITAL DE BUTEZI	35 000 000
33 00 093 17 7 66110 11 839 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL GISURU	20 000 000
33 00 093 00 7 66110 11 808 0752 02	FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE TRANSFUSION SANGUINE DE BUHUMUZA	164 089 440
33 00 093 00 7 66110 11 844 0749 01	DOTATION A L ' HOPITAL DE KINYINYA	45 000 000
33 00 093 00 7 66110 11 000 0741 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES HOPITAUX COMMUNAUX DE LA PROVINCE BUHUMUZA	295 999 891
33 00 093 00 7 66110 11 896 0711 01	DOTATION A L'HOPITAL SICILIA	20 000 000
33 00 093 05 7 66110 11 830 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MURURE	38 000 000
33 00 093 13 7 66110 11 884 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL GASHOHO	27 000 000
33 00 093 00 7 66110 11 000 0711 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DE SANTE DE LA PROVINCE BUHUMUZA	242 666 667
33 00 093 00 7 66110 11 000 0711 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA SANTE BUHUMUZA	48 000 000
33 00 093 17 7 66110 11 829 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE RUYIGI	30 564 654
33 00 093 00 7 66110 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES BUREAUX DE DISTRICT SANITAIRE DE BUHUMUZA	313 437 000
33 00 093 13 7 66110 11 817 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MUYINGA	20 000 000
33 00 093 17 7 66110 11 891 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL REMA	20 000 000
33 00 093 13 7 66110 11 883 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL GITERANYI	20 000 000
33 00 093 05 7 66110 11 821 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE CANKUZO	27 000 000
094	DIRECTION PROVINCIALE DE LA SANTE BUJUMBURA	29 850 385 566

Crédit 2026/2027.0

33 00 094 00 4 21230 11 000 0711 01	CONSTRUIRE LES INFRASTRUCTURES SANITAIRES DE LA PROVINCE BUJUMBURA	234 099 260
33 00 094 00 4 21280 11 000 0711 02	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES DE BUJUMBURA	1 995 434 460
33 00 094 00 4 21280 11 000 0711 03	CONSTRUIRE LES INFRASTRUCTURES SANITAIRES DE BUJUMBURA	1 374 510 239
33 00 094 00 4 21280 11 000 0711 01	EQUIPER LES INFRASTRUCTURES SANITAIRE DE LA PROVINCE BUJUMBURA	1 017 512 862
33 00 094 00 4 21450 11 000 0711 05	ACHETER LES CONSOMMABLES ET MATERIELS DE DIALYSE DE L'HOPITAL PRINCE REGENT CHARLES (HPRC) BUJUMBURA	999 990 000
33 00 094 00 4 21450 11 000 0711 03	EQUIPEMENTS DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES DE BUJUMBURA	78 000 000
33 00 094 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUS	4 755 986 611
33 00 094 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/S	12 354 314 076
33 00 094 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	59 592 000
33 00 094 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/C	240 431 567
33 00 094 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/C	1 145 648 112
33 00 094 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/C	56 832 000
33 00 094 00 1 61320 11 808 0752 02	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CENTRE DE TRANSFUSION SANGUINE DE BUJUMBURA	72 679 200
33 00 094 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S	1 348 192 882
33 00 094 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/C	29 940 562
33 00 094 01 7 66110 11 903 0741 01	DOTATION A L' HOPITA L'HOPITAL NDORA	20 000 000
33 00 094 03 7 66110 11 819 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE RWIBAGA	25 000 000
33 00 094 00 7 66110 11 000 0741 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES HOPITAUX COMMUNAUX DE LA PROVINCE BUJUMBURA	295 999 891
33 00 094 00 7 66110 11 000 0749 01	HOPITAL BUGARAMA	38 000 000
33 00 094 02 7 66110 11 902 0741 02	DOTATION A L'HOPITAL KAMENGE	28 000 000
33 00 094 00 7 66110 11 870 0759 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE MEDECINE COMMUNAUTAIRE DE BUYENZI	12 542 867
33 00 094 00 7 66110 11 000 0711 03	ACHAT DES MEDICAMENTS ET AUTRES CONSOMMABLES MEDICAUX/CMSB KABURANTWA	20 000 000
33 00 094 02 7 66110 11 843 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL PRINCE REGENT CHARLES	1 511 812 266
33 00 094 03 7 66110 11 911 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL MERE ENFANT DE NYAMBUYE	40 000 000
33 00 094 01 7 66110 11 871 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MPANDA	67 898 330
33 00 094 00 7 66110 11 000 0711 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DE SANTE DE LA PROVINCE BUJUMBURA	381 333 333
33 00 094 02 7 66110 11 904 0741 01	DOTATION A L'HOPITAL BWIZA JABE	28 000 000
33 00 094 03 7 66110 11 876 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL D' I JENDA	20 000 000
33 00 094 00 7 66110 11 000 0711 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE SANTE BUJUMBURA	64 000 000
33 00 094 01 7 66110 11 892 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL GIHANGA	20 000 000
33 00 094 00 7 66110 11 000 0749 04	HOPITAL SAINT GEORGES DE MAGARA	20 000 000
33 00 094 03 7 66110 11 901 0741 02	DOTATION A L'HOPITAL RUZIBA	28 000 000
33 00 094 00 7 66110 11 813 0749 03	DOTATIOT A L'HOPITAL MASANGO	20 000 000
33 00 094 00 7 66110 11 804 0756 01	DOTATION AU CENTRE NEURO-PSYCHIATRIQUE DE KAMENGE	150 000 000

Crédit 2026/2027.0

33 00 094 03 7 66110 11 874 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL RUSHUBI	28 580 312
33 00 094 00 7 66110 11 908 0711 01	CENTRE NATIONAL DE REFERENCE EN KINESITHERAPIE ET READAPTATION MEDICALE (CNRKR)	100 000 000
33 00 094 02 7 66110 11 873 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL PRINCE LOUIS RWAGASORE	400 000 000
33 00 094 06 7 66110 11 831 0749 01	ACHAT DES MEDICAMENTS ET AUTRES CONSOMMABLES MEDICAUX/MABAYI	20 000 000
33 00 094 03 7 66110 11 875 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL KABEZI	24 622 936
33 00 094 06 7 66110 11 822 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE CIBITOKI	28 000 000
33 00 094 01 7 66110 11 872 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL BUBANZA	20 000 000
33 00 094 00 7 66110 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES BUREAUX DE DISTRICT SANITAIRE DE LA PROVINCE BUJUMBURA	438 811 800
33 00 094 00 7 66110 11 808 0752 02	FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE TRANSFUSION SANGUINE DE BUJUMBURA	206 060 000
33 00 094 02 7 66110 11 914 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE LA MISERCORDE DE MUSAGA	20 000 000
33 00 094 00 7 66110 11 000 0759 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE ANTITUBERCULEUX DE BUJUMBURA	10 560 000
095	DIRECTION PROVINCIALE DE LA SANTE BURUNGA	19 285 724 458
33 00 095 00 4 21280 11 000 0711 02	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES DE BURUNGA	150 000 000
33 00 095 00 4 21280 11 000 0711 03	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES DE BURUNGA	877 804 096
33 00 095 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/S	3 664 472 472
33 00 095 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/S	11 000 961 204
33 00 095 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	51 048 000
33 00 095 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/C	116 782 938
33 00 095 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITE ET PRIME DE TECHNICITE S/C	643 934 712
33 00 095 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATION FAMILIALE S/C	30 708 000
33 00 095 00 1 61320 11 808 0752 02	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CENTRE DE TRANSFUSION SANGUINE DE BURUNGA	67 184 833
33 00 095 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S	1 169 799 736
33 00 095 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/C	14 013 953
33 00 095 00 7 66110 11 808 0752 02	FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE TRANSFUSION SANGUINE DE BURUNGA	282 130 000
33 00 095 18 7 66110 11 912 0749 01	HOPITAL DE BIRIMBA	20 000 000
33 00 095 00 7 66110 11 000 0741 01	FONCTIONNEMENT DES HOPITAUX COMMUNAUX DE LA PROVINCE BURUNGA	295 999 891
33 00 095 00 7 66110 11 000 0711 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA SANTE BURUNGA	64 000 000
33 00 095 11 7 66110 11 824 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE MAKAMBA	20 000 000
33 00 095 04 7 66110 11 820 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE BURURI	45 452 220
33 00 095 04 7 66110 11 842 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MATANA	20 000 000
33 00 095 16 7 66110 11 913 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL KAYERO	25 000 000
33 00 095 00 7 66110 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES BUREAUX DE DISTRICT SANITAIRE DE LA PROVINCE DE BURUNGA	313 437 000
33 00 095 11 7 66110 11 845 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL NYANZA- LAC	48 054 654

Crédit 2026/2027.0

33 00 095 04 7 66110 11 818 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE RUMONGE	45 495 413
33 00 095 16 7 66110 11 828 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE RUTANA	28 000 000
33 00 095 04 7 66110 11 840 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE RUTOVU	28 778 669
33 00 095 00 7 66110 11 000 0711 02	FONCTIONNEMENT DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DE LA PROVINCE BURUNGA	242 666 667
33 00 095 16 7 66110 11 838 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE GIHOFI	20 000 000
096	DIRECTION PROVINCIALE DE LA SANTE BUTANYERERA	21 347 781 030
33 00 096 00 4 21230 11 000 0711 01	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES DE LA PROVINCE BUTANYERERA	1 151 900 483
33 00 096 00 4 21280 11 000 0711 03	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES DE BUTANYERERA	6 824 208 210
33 00 096 00 4 21450 11 000 0711 02	EQUIPEMENTS DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES DE BUTANYERERA	273 541 855
33 00 096 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/S	2 691 402 954
33 00 096 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/S	6 861 333 948
33 00 096 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	33 396 000
33 00 096 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/C	116 514 897
33 00 096 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/C	445 486 884
33 00 096 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/C	17 544 000
33 00 096 00 1 61320 11 808 0752 02	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CENTRE DE TRANSFUSION SANGUINE DE BUTANYERERA	80 473 105
33 00 096 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S BUTANYERERA	1 223 026 442
33 00 096 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/C	13 981 788
33 00 096 09 7 66110 11 833 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MUSEMA	20 000 000
33 00 096 00 7 66110 11 000 0711 02	FONCTIONNEMENT DES DEPARTEMENTS DE SANTE BUTANYERERA	277 333 333
33 00 096 15 7 66110 11 837 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE BUYE	28 000 000
33 00 096 09 7 66110 11 881 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL GAHOMBO	20 000 000
33 00 096 00 7 66110 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES BUREAUX DE DISTRICT SANITAIRE DE LA PROVINCE DE BUTANYERERA	313 437 000
33 00 096 10 7 66110 11 815 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE KIRUNDO	25 000 000
33 00 096 09 7 66110 11 814 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE KAYANZA	20 000 000
33 00 096 15 7 66110 11 827 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE NGOZI	135 000 000
33 00 096 15 7 66110 11 885 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MIVO	20 000 000
33 00 096 15 7 66110 11 915 0749 01	HOPITAL SANTA TEREZINA DE MUREMERA	20 000 000
33 00 096 00 7 66110 11 808 0752 02	FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE TRANSFUSION SANGUINE BUTANYERERA	308 200 240
33 00 096 00 7 66110 11 000 0741 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES HOPITAUX COMMUNAUX DE LA PROVINCE BUTANYERERA	295 999 891
33 00 096 00 7 66110 11 898 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE MUSENYI	38 000 000
33 00 096 10 7 66110 11 834 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MUKENKE	26 000 000
33 00 096 15 7 66110 11 877 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL KIREMBA	20 000 000

Crédit 2026/2027.0

33 00 096 00 7 66110 11 000 0711 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA SANTE BUTANYERERA	48 000 000
097	DIRECTION PROVINCIALE DE LA SANTE GITEGA	17 241 362 533
33 00 097 00 4 21280 11 000 0711 02	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES DE GITEGA	2 424 728 477
33 00 097 00 4 21450 11 000 0711 01	EQUIPEMENTS DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES DE GITEGA	78 000 000
33 00 097 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/S	3 083 120 188
33 00 097 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/S	8 076 499 296
33 00 097 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/S	41 436 000
33 00 097 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/C	63 368 221
33 00 097 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/C	307 031 040
33 00 097 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/C	16 968 000
33 00 097 00 1 61320 11 808 0752 02	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CENTRE DE TRANSFUSION SANGUINE DE GITEGA	91 506 679
33 00 097 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/S	740 226 832
33 00 097 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/C	7 604 187
33 00 097 00 7 66110 11 000 0711 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX DE SANTE DE LA PROVINCE GITEGA	312 000 000
33 00 097 07 7 66110 11 886 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL KIBUYE	20 000 000
33 00 097 00 7 66110 11 895 0749 01	DOTATION DE L'HOPITAL DE 3EME REFERENCE DE KARUSI	400 000 000
33 00 097 14 7 66110 11 826 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE KIBUMBU (MWARO)	28 000 000
33 00 097 00 7 66110 11 000 0741 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES HOPITAUX COMMUNAUX DELA PROVINCE GITEGA	295 999 891
33 00 097 07 7 66110 11 878 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MUTOYI	20 000 000
33 00 097 07 7 66110 11 813 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE GITEGA	203 897 193
33 00 097 00 7 66110 11 808 0752 02	FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE TRANSFUSION SANGUINE DE GITEGA	295 200 240
33 00 097 14 7 66110 11 836 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE FOTA	31 000 000
33 00 097 00 7 66110 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES BUREAUX DE DISTRICT SANITAIRE DE LA PROVINCE GITEGA	376 124 400
33 00 097 00 7 66110 11 894 0749 01	DOTATION HOPITAL SAINTE THERESE DE GITEGA	20 000 000
33 00 097 07 7 66110 11 879 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL NTITA	20 000 000
33 00 097 14 7 66110 11 836 0749 02	SANATORIUM KIBUMBU	23 139 663
33 00 097 12 7 66110 11 835 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE KIGANDA	20 000 000
33 00 097 16 7 66110 11 893 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL MUSONGATI	20 000 000
33 00 097 07 7 66110 11 000 0711 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA SANTE GITEGA	64 000 000
33 00 097 07 7 66110 11 832 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MUTAHO	30 622 936
33 00 097 08 7 66110 11 823 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE BUHIGA (KARUZI)	25 000 000
33 00 097 12 7 66110 11 000 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL GIKO	20 000 000
33 00 097 07 7 66110 11 880 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL KIBIMBA	20 020 482
33 00 097 12 7 66110 11 825 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MURAMVYA	45 868 808
33 00 097 07 7 66110 11 813 0749 02	DOTATION A L'HOPITAL SAINT JOSEPH DE GIHETA	20 000 000

Crédit 2026/2027.0

098	PROGRAMME NATIONAL D'ALIMENTATION ET DE NUTRITION	231 525 024
33 00 098 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	47 862 223
33 00 098 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	93 401 316
33 00 098 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	192 000
33 00 098 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	117 753
33 00 098 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
33 00 098 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
33 00 098 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 673 902
33 00 098 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	14 130
33 00 098 00 7 66200 11 000 0754 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PRONIANUT	28 026 200
33 00 098 00 7 66620 11 000 0711 03	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT POUR L'ACHAT DE VITAMINE A	50 000 000
099	SEP/CNEPTLS	681 943 535
33 00 099 00 1 61320 11 000 0711 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU SEP/CNEPTLS	273 819 409
33 00 099 00 7 66110 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SEP/CNEPTLS	117 110 816
33 00 099 00 8 67340 11 000 0771 01	FONDS NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA	291 013 310
100	CENTRE NATIONAL D'APPAREILLAGE ET DE REEDUCATION (CNAR)	1 978 820 942
33 00 100 00 1 61320 11 000 1022 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CNAR	984 414 797
33 00 100 00 7 66110 11 000 1022 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL D'APPAREILLAGE ET DE REEDUCATION (CNAR)	994 406 145
40	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	622 881 029 914
001	CABINET	755 709 807
40 00 001 00 4 21480 11 000 0424 04	PROJET D'APPUI A L'AMÉLIORATION DE LA RIZICULTURE AU BURUNDI	58 357 024
40 00 001 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	40 757 091
40 00 001 00 1 61130 11 000 0424 01	INDEMNITES DES AYANTS DROITS AUX VÉHICULES DE FONCTION	48 000 000
40 00 001 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	77 115 540
40 00 001 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	792 000
40 00 001 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	4 828 887
40 00 001 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	18 333 000
40 00 001 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	348 000
40 00 001 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 160 514
40 00 001 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	579 467
40 00 001 00 2 62140 11 000 0424 01	MISSIONS OFFICIELLES A L' ETRANGER	177 375 000
40 00 001 00 2 62160 11 000 0424 03	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	264 364 333
40 00 001 00 2 62220 11 000 0424 02	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT A L'ORGANISATION DES FOIRES AGRICOLES	10 000 000

40 00 001 00 2 62420 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT POUR LA JOURNEE MONDIALE DE L'ALIMENTATION	7 000 000
40 00 001 00 7 66110 11 000 0424 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE	40 698 951
055	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE	114 330 011
40 00 055 00 1 61110 11 000 0424 01	RENUMERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	38 317 899
40 00 055 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	64 666 620
40 00 055 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	516 000
40 00 055 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	792 205
40 00 055 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRAT	2 997 000
40 00 055 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
40 00 055 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 897 222
40 00 055 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	95 065
056	DIRECTION DES ETUDES ET PROGRAMMATION	452 205 836
40 00 056 00 1 61110 11 000 0424 01	RENUMERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	30 729 739
40 00 056 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	53 176 500
40 00 056 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	564 000
40 00 056 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	922 998
40 00 056 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 700 000
40 00 056 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
40 00 056 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 531 353
40 00 056 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	110 760
40 00 056 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES ETUDES ET PROGRAMMATION	343 222 486
40 00 056 00 7 66110 11 000 0424 06	COORDINATION DES INTERVENTIONS DANS LA MISE EN OEUVRE DU PLAN NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOL (PNIA)	15 200 000
057	DIRECTION DE SUIVI-EVALUATION	169 023 990
40 00 057 00 1 61110 11 000 0424 01	RENUMERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	20 171 144
40 00 057 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	34 898 040
40 00 057 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	324 000
40 00 057 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 630 806
40 00 057 00 2 62160 11 000 0424 01	SUIVI EVALUATION TECHNICO-FINANCIER DES PROJETS	110 000 000
058	DIRECTION DES STATISTIQUES ET INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES, AGRICOLES ET D'ELEVAGE	457 150 800
40 00 058 00 1 61110 11 000 0424 01	RENUMERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 307 803
40 00 058 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	51 813 000
40 00 058 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	396 000
40 00 058 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	508 530
40 00 058 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 498 500
40 00 058 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000

Crédit 2026/2027.0

40 00 058 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 835 405
40 00 058 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALES S/CONTRATS	61 024
40 00 058 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	377 706 538
059	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET MATERIELLES	210 221 860
40 00 059 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASES S/STATUTS	17 146 546
40 00 059 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	46 345 500
40 00 059 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	396 000
40 00 059 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASES S/CONTRATS	141 893
40 00 059 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 498 500
40 00 059 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
40 00 059 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 086 378
40 00 059 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	17 027
40 00 059 00 2 62160 11 000 0424 01	SUIVI EVALUATION TECHNICO-FINANCIER DES PROJETS	10 000 000
40 00 059 00 2 63120 11 000 0424 01	ACHAT LUBRIFIANTS ET CARBURANT	5 784 764
40 00 059 00 2 63210 11 000 0424 01	ACHAT DES MATERIELS ET EQUIPEMENTS	125 745 252
060	DIRECTION DES FINANCES ET COMPTABILITE	1 095 231 373
40 00 060 00 4 21280 11 000 0424 03	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	40 850 000
40 00 060 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 370 930
40 00 060 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	42 633 540
40 00 060 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	228 000
40 00 060 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	508 530
40 00 060 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNIQUES S/CONTRATS	1 498 500
40 00 060 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
40 00 060 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 766 767
40 00 060 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALES S/CONTRATS	61 024
40 00 060 00 2 62330 11 000 0424 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	18 289 000
40 00 060 00 2 62550 11 000 0424 01	ENTRETIEN DU CHARROI	451 279 546
40 00 060 00 2 63120 11 000 0424 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	103 263 000
40 00 060 00 2 63510 11 000 0424 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	280 259 366
40 00 060 00 7 66110 11 000 0424 01	CONTRIBUTION A L'IRAZ	74 522 670
40 00 060 00 7 66110 11 000 0424 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	63 676 500
061	DIRECTION DE LA COMMUNICATION ,DE L'INFORMATION ET D'ARCHIVAGE	179 548 758
40 00 061 00 4 21440 11 000 0424 01	MATERIELS INFORMATIQUES ET DE TELECOMMUNICATION	37 236 704
40 00 061 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	18 884 065
40 00 061 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	51 234 660
40 00 061 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	336 000
40 00 061 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	508 530
40 00 061 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 498 500
40 00 061 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000

Crédit 2026/2027.0

40 00 061 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 399 131
40 00 061 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	61 024
40 00 061 00 2 62320 11 000 0424 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	66 366 144
062	DIRECTION DE LA VULGARISATION ,FORMATION ET RECHERCHE DEVELOPPEMENT	143 340 695
40 00 062 00 4 21450 11 000 0424 02	MACHINES ET MATERIELS TECHNIQUES DANS LE MILIEU RURAL	75 993 500
40 00 062 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 520 459
40 00 062 01 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	39 285 000
40 00 062 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	360 000
40 00 062 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	508 530
40 00 062 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 498 500
40 00 062 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	240 000
40 00 062 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 873 682
40 00 062 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	61 024
063	DIRECTION D'APPUI AUX ORGANISATIONS ET AUX PRODUCTEURS AGRICOLES	242 045 508
40 00 063 03 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	28 432 437
40 00 063 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	35 127 000
40 00 063 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
40 00 063 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	505 475
40 00 063 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 821 040
40 00 063 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	168 000
40 00 063 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 117 839
40 00 063 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	60 657
40 00 063 00 2 62160 11 000 0424 02	VULGARISATION ET DIFFUSION DES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES DANS LE MILIEU RURAL	168 513 060
064	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME AGRICULTURE	53 735 219
40 00 064 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 599 247
40 00 064 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	33 264 000
40 00 064 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	240 000
40 00 064 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 017 060
40 00 064 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 997 000
40 00 064 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
40 00 064 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 447 864
40 00 064 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	122 048
065	DIRECTION DE PROTECTION DES VEGETAUX	1 200 292 965
40 00 065 00 4 21180 11 000 0424 03	PROJET DE PROTECTION DES VÉGÉTAUX	674 821 443
40 00 065 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	53 674 846
40 00 065 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	111 335 040
40 00 065 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 032 000



Crédit 2026/2027.0

40 00 065 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	871 083
40 00 065 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 551 500
40 00 065 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	168 000
40 00 065 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	9 661 472
40 00 065 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	104 530
40 00 065 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE PROTECTION DES VEGETAUX	346 073 051
066	DIRECTION DE LA FERTILISATION DES SOLS	455 276 791 334
40 00 066 00 4 22180 11 000 0424 01	PROGRAMME NATIONAL DE SUBVENTION DES ENGRAIS AU BURUNDI	455 156 495 241
40 00 066 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	34 393 437
40 00 066 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	65 658 000
40 00 066 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	612 000
40 00 066 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	3 174 409
40 00 066 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	9 382 500
40 00 066 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	504 000
40 00 066 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 190 818
40 00 066 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	380 929
067	DIRECTION DE LA PROMOTION DES FILIERES AGRICOLES ET DES PRODUITS FORESTIERS NON-LIGNEUX	34 869 660 641
40 00 067 00 4 21180 11 000 0424 02	PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN SAISON SECHE	2 700 000
40 00 067 00 4 21480 11 000 0424 03	RENFORCER LE DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE CAFE	20 340 000 000
40 00 067 00 4 22180 11 000 0424 02	PROGRAMME NATIONAL DE SUBVENTION DES SEMENCES AU BURUNDI	14 055 775 840
40 00 067 00 1 61110 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE DE S/STATUTS	70 054 839
40 00 067 00 1 61140 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	124 688 160
40 00 067 00 1 61160 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 200 000
40 00 067 00 1 61210 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	5 160 809
40 00 067 00 1 61240 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	19 414 080
40 00 067 00 1 61260 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	744 000
40 00 067 00 1 61610 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	12 609 871
40 00 067 00 1 61620 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	619 297
40 00 067 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA PROMOTION DES FILIERES AGRICOLES ET DES PRODUITS FORESTIERS NON-LIGNEUX	236 693 745
068	OFFICE D'HUILE DE PALME (OHP)	4 508 866 472
40 00 068 00 4 21110 11 000 0424 06	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE PALMIER A L'HUILE	1 354 494 437
40 00 068 00 4 21450 11 000 0424 01	EQUIPEMENTS DE L'OFFICE D'HUILE DE PALME (OHP)	1 700 000 000
40 00 068 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	776 646 717
40 00 068 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OHP	677 725 318
069	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ELEVAGE ET HALIEUTIQUE	107 579 240

Crédit 2026/2027.0

40 00 069 00 4 21180 11 000 0427 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE CHAINES DE VALEUR BOVINE, PORCINE ET AVICOLE AU BURUNDI	54 500 000
40 00 069 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 029 819
40 00 069 00 1 61140 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	33 048 000
40 00 069 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000
40 00 069 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	508 530
40 00 069 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 498 500
40 00 069 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
40 00 069 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 705 367
40 00 069 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	61 024
070	DIRECTION DE LA SANTE ANIMALE	10 402 524 589
40 00 070 00 4 21180 11 000 0427 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE CHAINES DE VALEUR BOVINE, PORCINE ET AVICOLE AU BURUNDI	630 020 250
40 00 070 00 4 21280 11 000 0424 12	CONSTRUCTION D'UN CENTRE NAISEUR ET DE MULTIPLICATION DES LAPINS	45 000 000
40 00 070 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	63 947 483
40 00 070 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	178 410 600
40 00 070 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 656 000
40 00 070 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 612 832
40 00 070 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	10 516 500
40 00 070 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	492 000
40 00 070 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	11 510 546
40 00 070 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	313 540
40 00 070 00 2 63150 11 000 0424 01	SURVEILLANCE EPIDEMIOLOGIQUE DES MALADIES DES ANIMAUX ET ALERTE PRECOCE	8 575 903 750
40 00 070 00 2 63150 11 000 0427 01	PRODUITS SCIENTIFIQUES ET VETERINAIRES ET APPUI AU DIAGNOSTIC DES MALADIES ANIMALES	417 853 040
40 00 070 00 7 66110 11 000 0424 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CENTRES DE QUARANTAINE	26 325 548
40 00 070 00 7 66110 11 000 0427 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE BURUNDAISE DE REGULATION DES PRODUITS VETERINAIRES, DES PRESTICIDES ET DES ALIMENTS	437 962 500
071	DIRECTION DE LA PROMOTION DES FILIERES ANIMALES	4 708 570 061
40 00 071 00 4 21180 11 000 0427 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE CHAINES DE VALEUR BOVINE, PORCINE ET AVICOLE AU BURUNDI	4 475 721 577
40 00 071 00 1 61110 11 000 0427 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE SOUS STATUT	61 229 524
40 00 071 00 1 61140 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE SOUS STATUT	157 199 400
40 00 071 00 1 61160 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 344 000
40 00 071 00 1 61210 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	503 530
40 00 071 00 1 61240 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 498 500
40 00 071 00 1 61260 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
40 00 071 00 1 61610 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 988 506
40 00 071 00 1 61620 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	61 024
072	DIRECTION DE LA PROMOTION DES FILIERES HALIEUTIQUES	1 755 011 444

Crédit 2026/2027.0

40 00 072 00 4 21230 11 000 0424 02	PROJET D'INTENSIFICATION DES PRODUCTIONS ANIMALES	1 534 625 559
40 00 072 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/S	57 345 705
40 00 072 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITÉ ET PRIME DE TECHNICITÉ S/STATUTS	115 520 040
40 00 072 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	732 000
40 00 072 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	6 974 476
40 00 072 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	28 174 500
40 00 072 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	480 000
40 00 072 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	10 322 227
40 00 072 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	836 937
073	LABORATOIRE NATIONAL VETERINAIRE (LABOVET)	3 228 173 350
40 00 073 00 4 21180 11 000 0427 01	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE CHAINES DE VALEUR BOVINE, PORCINE ET AVICOLE AU BURUNDI	3 092 876 288
40 00 073 00 2 63150 11 000 0427 01	PRODUITS SCIENTIFIQUES ET VETERINAIRES ET APPUI AU DIAGNOSTIC DES MALADIES ANIMALES	135 297 062
074	CENTRE NATIONAL D'INSEMINATION ARTIFICIELLE ET D'AMELIORATION GENETIQUE (CNIAAG)	2 273 989 484
40 00 074 00 4 21180 11 000 0427 01	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE CHAINES DE VALEUR BOVINE, PORCINE ET AVICOLE AU BURUNDI	1 266 324 932
40 00 074 00 4 21480 11 000 0427 01	PROJET D'INSEMINATION ARTIFICIELLE ET AMELIORATION GENETIQUE	982 464 552
40 00 074 00 1 61320 11 000 0427 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CENTRE D'APPUI A L'INSEMINATION ARTIFICIELLE	25 200 000
076	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ENVIRONNEMENT ET GESTION DURABLE DES TERRES	1 456 822 552
40 00 076 00 4 21110 11 000 0424 01	PROJET D'INDEMNISATION DE LA ZONE AGRICOLE	26 687 500
40 00 076 00 4 21210 11 000 0611 01	PROJET D'APPUI AU PROGRAMME DES VILLAGES RURAUX	766 853 579
40 00 076 00 4 21380 11 000 0661 01	PROJET D'ELABORATION DES SCHEMAS PROVINCIAUX ET NATIONAUX DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	556 548 722
40 00 076 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/STATUT	20 978 736
40 00 076 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	39 244 500
40 00 076 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	324 000
40 00 076 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 490 931
40 00 076 00 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	9 463 500
40 00 076 00 1 61260 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	156 000
40 00 076 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 776 172
40 00 076 00 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	298 912
40 00 076 00 2 62160 11 000 0622 01	APPUI AU PROGRAMME NATIONAL DE GESTION DES TERRES DOMANIALES	30 000 000
077	DIRECTION DE LA PROMOTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES FORETS	335 733 398
40 00 077 00 4 21320 11 000 0571 02	PROJET DE PROTECTION DES SOURCES D'EAU AU BURUNDI	139 558 507
40 00 077 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	17 300 957
40 00 077 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITÉ S/STATUTS	41 647 500
40 00 077 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	528 000
40 00 077 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/C	141 893

Crédit 2026/2027.0

40 00 077 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/C	1 498 500
40 00 077 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS CONTRATS	36 000
40 00 077 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 078 366
40 00 077 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTIONS A LA SECURITE SOCIALES SOUS CONTRATS	17 027
40 00 077 00 7 66110 11 000 0571 01	FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA PROMOTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES FORETS	131 926 648
078	DIRECTION DE L'ASSAINISSEMENT ET ENVIRONNEMENT	740 955 836
40 00 078 00 4 21280 11 000 0571 02	PROJET DE PROTECTION ET RESTAURATION DES ZONES HUMIDES ET INONDATIONS	46 195 348
40 00 078 00 4 21330 11 000 0511 02	GESTION INTEGREE DES DECHETS SOLIDES ET LIQUIDES	611 335 067
40 00 078 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 948 548
40 00 078 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	40 474 080
40 00 078 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	240 000
40 00 078 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	508 530
40 00 078 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 498 500
40 00 078 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
40 00 078 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 670 739
40 00 078 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	61 024
40 00 078 00 2 62240 11 000 0622 01	VULGARISATION DE LA POLITIQUE NATIONALE D'ASSAINISSEMENT ET DE CODE D'ASSAINISSEMENT	10 000 000
079	DIRECTION DE LA PROTECTION DU PATRIMOINE FONCIER	184 093 391
40 00 079 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 293 276
40 00 079 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	49 167 000
40 00 079 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	348 000
40 00 079 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	164 487
40 00 079 00 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/C	1 498 500
40 00 079 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
40 00 079 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 372 790
40 00 079 00 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	19 738
40 00 079 00 7 66110 11 000 0424 01	APPUI AU PROGRAMME DE GESTION DES TERRES DOMANIALES	104 193 600
080	DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	3 209 392 253
40 00 080 00 4 21110 11 000 0622 04	INDEMNISATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LES PROJETS D'EXTENSION REALISES PAR LA DAT	2 959 177 731
40 00 080 00 4 21210 11 000 0611 01	PROJET D'APPUI AU PROGRAMME DES VILLAGES RURAUX	115 949 886
40 00 080 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	39 961 175
40 00 080 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	83 405 580
40 00 080 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	816 000
40 00 080 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	409 734
40 00 080 00 1 61240 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 403 000
40 00 080 00 1 61260 11 000 0421 01	ALLOCATION FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
40 00 080 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 183 979

40 00 080 00 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	49 168
081	DIRECTION DU GENIE RURAL, IRRIGATION ET DEVELOPPEMENT DES SERRES	1 431 419 373
40 00 081 00 4 21110 11 000 0424 08	PROJET D'AMENAGEMENT DES INFRASTRUCTURES HYDRO AGRICOLES	24 750 000
40 00 081 00 4 21110 11 000 0423 04	PROJET D'AMÉNAGEMENT DES MARAIS ET DES BASSINS VERSANTS.	1 298 853 297
40 00 081 00 1 61110 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	36 626 510
40 00 081 00 1 61140 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	60 061 500
40 00 081 00 1 61160 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
40 00 081 00 1 61210 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	731 959
40 00 081 00 1 61240 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 199 500
40 00 081 00 1 61260 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	216 000
40 00 081 00 1 61610 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 592 772
40 00 081 00 1 61620 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	87 835
085	INSTITUT DES SCIENCES AGRONOMIQUES DU BURUNDI (ISABU)	29 016 888 201
40 00 085 00 4 20110 11 000 0424 02	PROJET D'APPUI A LA RECHERCHE POUR LA PRODUCTION ET LA VALORISATION DES PRODUITS AGROPASTORAUX (ISABU)	4 045 012 811
40 00 085 00 4 21110 11 000 0424 07	PROJET D'APPUI A L'AGRICULTURE D'EXPORTATION	2 853 759 063
40 00 085 00 4 21220 11 000 0424 01	REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DE L'ISABU	873 946 484
40 00 085 00 4 21450 11 000 0424 01	MULTIPLICATION DES NOUVELLES CULTURES D'EXPORTATION	470 751 261
40 00 085 00 4 22180 11 000 0424 04	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE SEMENCIERE	15 215 607 323
40 00 085 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	2 701 322 386
40 00 085 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ISABU	2 856 488 873
086	OFFICE NATIONAL DE CONTROLE ET DE CERTIFICATION DES SEMENCES (ONCCS)	1 496 046 675
40 00 086 00 4 21450 11 000 0424 01	EQUIPEMENTS DE L'OFFICE NATIONAL DE CONTROLE ET DE CERTIFICATION DES SEMENCES (ONCCS)	21 440 000
40 00 086 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	264 041 848
40 00 086 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE NATIONAL DE CONTROLE ET CERTIFICATION DES SEMENCES	1 210 564 827
087	OFFICE BURUNDAIS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (OBPE)	6 832 823 754
40 00 087 00 4 21110 11 000 0563 01	VALORISATION DES VIEUX BOISEMENTS	166 109 875
40 00 087 00 4 21110 11 000 0622 01	PROJET D'APPUI A LA PROTECTION DES TERRES FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	41 782 000
40 00 087 00 4 21110 11 000 0541 02	PROJET DE PRODUCTION DES ESSENCES AGROFORESTIERES, FORESTIERES, AUTOCHTONES ET PLANTES MEDICINALES	561 293 625
40 00 087 00 1 61320 11 000 0421 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	2 413 102 260
40 00 087 00 2 62160 11 000 0571 01	PROGRAMME D'EDUCATION ENVIRONNEMENTALE	18 900 000
40 00 087 00 7 66110 11 000 0421 02	APPUI A LA COORDINATION NATIONALE A LA COMIFAC	2 956 561 500
40 00 087 00 7 66110 11 000 0421 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OBPE	675 074 494
089	AUTORITE BURUNDAISE DE REGULATION DES PRODUITS VETERINAIRES, DES PESTICIDES ET DES ALIMENTS (ABREVPA)	4 366 869 160

Crédit 2026/2027.0

40 00 089 00 4 20100 11 000 0424 01	EQUIPEMENTS DE L'AUTORITE BURUNDAISE DE REGULATION DES PRODUITS VETERINAIRES, DES PESTICIDES ET DES ALIMENTS	461 337 255
40 00 089 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 668 551 042
40 00 089 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ABREVPA	2 236 980 863
090 COMMISSION FONCIERE NATIONALE		334 405 938
40 00 090 11 1 61320 11 000 0411 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	185 442 705
40 00 090 11 7 66110 11 000 0411 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE FONCIERE	148 963 233
091 IGEBU		2 634 553 822
40 00 091 00 4 21110 11 000 0622 02	PROJET D'ELABORATION DES CARTES TOPOGRAPHIQUES DES VILLES	331 922 600
40 00 091 00 4 21330 11 000 0622 01	PROJET DE REHABILITATION ET DE DENSIFICATION DU RESEAU HYDROLOGIQUE NATIONAL	106 906 100
40 00 091 00 4 21480 11 000 0562 01	MODERNISATION DES STATIONS HYDRO METEOROLOGIQUES	550 773 944
40 00 091 11 1 61320 11 000 0571 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'IGEBU	1 273 372 380
40 00 091 00 7 66110 11 000 0424 15	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'IGEBU	371 578 798
092 DIRECTION PROVINCIALE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE (DPEAE) BUHUMUZA		5 645 889 135
40 00 092 00 4 21180 11 000 0424 01	PROJET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO- PASTORAL SYLVO PASTORAL (DPEAE) BUHUMUZA	3 757 428 668
40 00 092 05 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	207 772 811
40 00 092 05 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	504 141 792
40 00 092 05 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 184 000
40 00 092 05 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	176 002 905
40 00 092 05 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	769 856 400
40 00 092 05 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	18 564 000
40 00 092 05 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	37 399 106
40 00 092 05 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	21 120 349
40 00 092 00 7 66110 11 000 0424 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DPEAE BUHUMUZA	151 419 104
093 DIRECTION PROVINCIALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE (DPEAE) BUJUMBURA		8 723 819 603
40 00 093 00 4 21180 11 000 0424 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-SYLVO PASTORAL DE LA DPAE BUJUMBURA	6 504 159 000
40 00 093 06 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/STATUT	315 153 250
40 00 093 06 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	750 360 780
40 00 093 06 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	6 144 000
40 00 093 06 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/C	144 608 379
40 00 093 06 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	652 630 500
40 00 093 06 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/C	23 364 000
40 00 093 06 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	56 727 585
40 00 093 06 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	17 353 005

Crédit 2026/2027.0

40 00 093 00 7 66110 11 000 0424 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE (DPEAE BUJUMBURA)	253 319 104
094	DIRECTION PROVINCIALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE (DPEAE) BURUNGA	8 726 177 313
40 00 094 00 4 21180 11 000 0424 01	PROJET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-SYVO-PASTORAL DPEAE BURUNGA	6 197 854 158
40 00 094 11 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	414 850 314
40 00 094 11 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	898 780 320
40 00 094 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	8 208 000
40 00 094 11 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	176 506 315
40 00 094 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	751 076 280
40 00 094 11 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	22 440 000
40 00 094 11 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	74 114 890
40 00 094 11 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	21 180 758
40 00 094 00 7 66110 11 000 0414 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE (DPEAE) BURUNGA	161 166 278
095	DIRECTION PROVINCIALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE (DPEAE) BUTANYERERA	8 054 566 903
40 00 095 00 4 21180 11 000 0424 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO- SYVO-PASTORAL (DPEAE) BUTANYERERA	4 208 424 424
40 00 095 09 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	376 759 729
40 00 095 09 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE PERSONNELS/STATUTS	848 867 040
40 00 095 09 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES PERSONNEL S/STATUTS	5 748 000
40 00 095 09 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	280 972 694
40 00 095 09 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE PERSONEL S/CONTRATS	1 246 026 240
40 00 095 09 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES DU PERSONNEL S/CONTRATS	34 380 000
40 00 095 09 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	67 816 751
40 00 095 09 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE DES PERSONNES S/CONTRAT	33 716 723
40 00 095 00 7 66110 11 000 0424 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DPEAE BUTANYERERA	951 855 302
096	DIRECTION PROVINCIALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE (DPEAE) GITEGA	8 325 413 775
40 00 096 00 4 21180 11 000 0424 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO- SYVO-PASTORAL DE LA DPEAE GITEGA	5 508 947 049
40 00 096 07 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	373 302 466
40 00 096 07 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	886 888 980
40 00 096 07 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	6 072 000
40 00 096 07 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	222 062 013
40 00 096 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 001 586 060
40 00 096 07 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	28 644 000
40 00 096 07 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	67 052 684
40 00 096 07 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	26 647 442

Crédit 2026/2027.0

40 00 096 00 7 66110 11 000 0424 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DPEA GITEGA	204 211 081
511	PROJET SYSTEME ALIMENTAIRE DURABLE "UBURIMYI BURAMA"	179 944 637
40 00 511 00 4 27100 11 000 0421 01	CONTREPARTIE PROJET SYSTEME ALIMENTAIRE DURABLE "UBURIMYI BURAMA"	179 944 637
611	AUTORITE DU LAC TANGANYIKA	911 700 000
40 00 611 00 4 27100 11 000 0571 03	CONTREPARTIE AUTORITE DU LAC TANGANYIKA	911 700 000
613	RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LA GESTION DES POP AU BURUNDI	6 001 750
40 00 613 00 4 27100 11 000 0163 01	CONTREPARTIE AU RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LA GESTION DES POP AU BURUNDI	6 001 750
618	PROJET PAIFAR-B	33 690 000
40 00 618 00 4 27100 11 000 0424 01	CONTREPARTIE AU PROJET PAIFAR-B	33 690 000
628	CENTRE DE DEMONSTRATION DES TECHNOLOGIES AGRICOLES	36 800 000
40 00 628 00 4 27100 11 000 0424 01	CONTREPARTIE D'UN CENTRE DE DEMONSTRATION DES TECHNOLOGIES AGRICOLES	36 800 000
629	PROJET DE REHABILITATION DU BURUNDI A LA QUATRIEME COMMUNICATION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	54 985 000
40 00 629 00 4 27100 11 000 0571 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE REHABILITATION DU BURUNDI A LA QUATRIEME COMMUNICATION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	54 985 000
630	PROJET PRODER	203 000 000
40 00 630 00 4 27100 11 000 0424 01	CONTREPARTIE AU PROJET PRODER	203 000 000
631	PROJET PEDICAE	140 266 464
40 00 631 00 4 27100 11 000 0424 01	CONTREPARTIE AU PROJET PEDICAE	140 266 464
638	CONTREPARTIE AU PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE BURUNDI-RWANDA	696 621 800
40 00 638 00 4 27100 11 000 0414 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE BURUNDI-RWANDA	696 621 800
639	CONTREPARTIE AU PROJET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DES COLLINES DU BURUNDI	19 800 000
40 00 639 00 4 27100 11 000 0421 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DES COLLINES DU BURUNDI	19 800 000
641	PROJET REGIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOL INTEGRE DANS LES GRANDS LACS (PRDAIGL)	6 878 345 744
40 00 641 00 4 27100 11 000 0424 01	CONTREPARTIE DU PROJET REGIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOL INTEGRE DANS LES GRANDS LACS (PRDAIGL)	6 878 345 744
42	MINISTERE DES RESSOURCES MINIERES, ENERGETIQUES, DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DU TOURISME	188 865 854 181
001	CABINET	2 007 828 570
42 00 001 00 4 21430 11 000 0436 02	EQUIPEMENTS DE BUREAU	56 500 000
42 00 001 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	35 548 036
42 00 001 00 1 61130 11 000 0436 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	309 806 000
42 00 001 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	93 028 500
42 00 001 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	228 000
42 00 001 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 829 774
42 00 001 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	18 030 240

Crédit 2026/2027.0

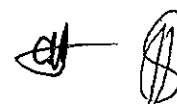
42 00 001 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	216 000
42 00 001 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 398 647
42 00 001 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	219 573
42 00 001 00 2 62140 11 000 0436 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	400 000 000
42 00 001 00 2 62160 11 000 0436 03	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	299 655 000
42 00 001 00 2 62230 11 000 0436 01	CONFERENCE SUR LE PETROLE	436 500 000
42 00 001 00 2 62330 11 000 0436 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	28 000 000
42 00 001 00 2 62360 11 000 0436 01	ABONNEMENT A L'INTERNET ET ACHAT APPLICATIONS INFORMATIQUES	251 868 800
42 00 001 00 2 62580 11 000 0436 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES DE BUREAU	54 000 000
42 00 001 00 7 66110 11 000 0436 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	16 000 000
016	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE	4 273 428 320
42 00 016 00 4 26800 11 000 0414 01	CONTRIBUTION CADRE INTEGRE RENFORCE	41 160 100
42 00 016 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	34 488 597
42 00 016 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES/STATUTS	98 928 000
42 00 016 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	312 000
42 00 016 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	575 024
42 00 016 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	6 601 500
42 00 016 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
42 00 016 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 207 947
42 00 016 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	69 003
42 00 016 00 7 66110 11 000 0436 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS TECHNIQUES	635 000 000
42 00 016 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	104 384 596
42 00 016 00 7 66110 11 000 0471 01	ENCADREMENT DES OPERATEURS ECONOMIQUES (Y COMPRIS EXPO DOHA ET JUAKALI)	453 641 553
42 00 016 00 7 66620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DU BURUNDI A L'EGL	2 892 000 000
017	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	823 959 724
42 00 017 00 2 62510 11 000 0436 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	514 200 000
42 00 017 00 2 62550 11 000 0436 01	ENTRETIEN DU CHARROI	147 200 000
42 00 017 00 2 62580 11 000 0436 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES DE BUREAU	12 000 000
42 00 017 00 2 63120 11 000 0436 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	94 295 770
42 00 017 00 2 63510 11 000 0436 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	24 263 954
42 00 017 00 7 66110 11 000 0436 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	32 000 000
018	CHAMBRE FEDERALE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DU BURUNDI	81 403 146
42 00 018 00 1 61320 11 000 0741 02	REMUNERATION DU PERSONNEL	66 034 142
42 00 018 00 7 66110 11 000 0471 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CHAMBRE FEDERALE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DU BURUNDI	15 369 004
019	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME INDUSTRIE ET ARTISANAT	385 672 225
42 00 019 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	18 686 353

Crédit 2026/2027.0

42 00 019 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTSAT	57 307 500
42 00 019 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000
42 00 019 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	379 889
42 00 019 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 766 500
42 00 019 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	324 000
42 00 019 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 363 544
42 00 019 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	45 539
42 00 019 00 2 62380 11 000 0491 01	DISSEMINATION DE LA LOI SUR LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	19 000 000
42 00 019 00 7 66110 11 000 0476 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME INDUSTRIE ET ARTISANAT	282 690 900
020	DIRECTION DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	346 303 653
42 00 020 00 4 20110 11 000 0487 01	DEVELOPPEMENT DU SECTEUR INDUSTRIEL	263 000 000
42 00 020 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	28 474 029
42 00 020 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES/STATUTS	48 114 000
42 00 020 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000
42 00 020 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	122 142
42 00 020 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
42 00 020 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
42 00 020 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 125 325
42 00 020 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	14 657
021	DIRECTION DE LA PRODUCTION ARTISANALE	143 265 975
42 00 021 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	47 392 902
42 00 021 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	82 660 500
42 00 021 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	744 000
42 00 021 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	311 027
42 00 021 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 469 500
42 00 021 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	120 000
42 00 021 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 530 722
42 00 021 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	37 324
022	DIRECTION DE LA RECHERCHE ET DE LA VULGARISATION DES TECHNOLOGIES	127 912 119
42 00 022 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	18 903 099
42 00 022 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	32 265 000
42 00 022 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000
42 00 022 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	164 252
42 00 022 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
42 00 022 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
42 00 022 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 402 558
42 00 022 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	19 710
42 00 022 00 7 66110 11 000 0476 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA RECHERCHE ET DE LA VULGARISATION DES TECHNOLOGIES	71 800 000
023	DIRECTION DE PROPRIETE INDUSTRIELLE	204 121 347

Crédit 2026/2027.0

42 00 023 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	22 477 481
42 00 023 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	44 901 000
42 00 023 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000
42 00 023 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	199 552
42 00 023 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
42 00 023 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
42 00 023 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 045 947
42 00 023 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	23 946
42 00 023 00 7 66110 11 000 0441 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE PROPRIETE INDUSTRIELLE	131 139 921
024 CENTRES ARTISANAUX DE KAMENGE ET DE KAYANZA		3 000 000
42 00 024 00 7 66110 11 000 0476 02	CENTRES ARTISANAUX DE KAMENGE ET DE KAYANZA	3 000 000
025 BUREAU DE NORMALISATION ET DE CONTROLE DE LA QUALITE		3 062 547 329
42 00 025 00 4 21450 11 000 0471 01	APPUI AU SECTEUR PRIVE ET PUBLIC POUR LA PROMOTION DES EXPORTATIONS ET LA RATIONALISATION DES IMPORTATIONS	658 887 334
42 00 025 00 1 61320 11 000 0471 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 502 905 653
42 00 025 00 7 66110 11 000 0471 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE NORMALISATION ET DE CONTROLE DE LA QUALITE	900 754 342
026 CENTRE NATIONAL DE TECHNOLOGIES ALIMENTAIRES		1 430 249 907
42 00 026 00 4 20110 11 000 0424 01	APPUI A LA RECHERCHE POUR LA PRODUCTION ET LA VALORISATION DES PRODUITS AGROPASTORAUX (CNTA)	527 931 767
42 00 026 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	834 903 240
42 00 026 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL DE TECHNOLOGIES ALIMENTAIRES	67 414 900
027 ANAGESSA		11 100 831 223
42 00 027 00 1 61320 11 000 0414 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	796 632 215
42 00 027 00 7 66110 11 000 0414 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ANAGESSA	10 304 199 008
028 DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME COMMERCE		75 204 127
42 00 028 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 528 367
42 00 028 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	33 061 500
42 00 028 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000
42 00 028 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	859 959
42 00 028 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 700 000
42 00 028 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
42 00 028 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 795 106
42 00 028 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	103 195
42 00 028 00 7 66110 11 000 0471 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME COMMERCE	20 000 000



Crédit 2026/2027.0

029	DIRECTION DU COMMERCE INTERIEUR	197 372 450
42 00 029 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	32 448 414
42 00 029 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	71 914 500
42 00 029 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
42 00 029 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	133 562
42 00 029 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
42 00 029 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
42 00 029 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 840 714
42 00 029 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 027
42 00 029 00 7 66110 11 000 0471 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DU COMMERCE INTERIEUR	85 493 733
030	DIRECTION DU COMMERCE EXTERIEUR	211 799 583
42 00 030 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	34 429 515
42 00 030 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	60 547 500
42 00 030 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	372 000
42 00 030 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	96 433
42 00 030 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
42 00 030 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
42 00 030 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 197 313
42 00 030 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	11 572
42 00 030 00 2 62230 11 000 0472 02	PROMOTION, DOCUMENTATION ET INFORMATION COMMERCIALE	26 066 000
42 00 030 00 7 66110 11 000 0471 22	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DU COMMERCE EXTERIEUR	82 853 750
031	COMMISSION INDEPENDANTE DE LA CONCURRENCE	454 019 030
42 00 031 00 1 61320 11 000 0471 22	REMUNERATION DU PERSONNEL	146 344 800
42 00 031 00 7 66110 11 000 0471 22	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION INDEPENDANTE DE LA CONCURRENCE	307 674 230
032	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME TOURISME	3 092 310 288
42 00 032 00 4 21380 11 000 0474 02	REHABILITATION ET AMENAGEMENT DES SITES TOURISTIQUES DU BURUNDI	2 590 000 000
42 00 032 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 957 849
42 00 032 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	37 867 500
42 00 032 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000
42 00 032 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	391 095
42 00 032 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 646 500
42 00 032 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATION FAMILIALES S/CONTRATS	120 000
42 00 032 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 512 413

Crédit 2026/2027.0

42 00 032 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	46 931
42 00 032 00 7 66110 11 000 0474 05	MISE EN OEUVRE DE LA STRATEGIE NATIONALE DU DEVELOPPEMENT DURABLE DU TOURISME	126 100 000
42 00 032 00 7 66110 11 000 0474 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME TOURISME	317 560 000
033	DIRECTION DES ETUDES ET DES STATISTIQUES	165 735 481
42 00 033 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	35 969 981
42 00 033 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	107 176 500
42 00 033 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 020 000
42 00 033 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 596 912
42 00 033 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	12 717 000
42 00 033 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	648 000
42 00 033 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 415 459
42 00 033 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	191 629
034	DIRECTION DU MARKETING ET DE LA COMMUNICATION	62 160 405
42 00 034 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 605 893
42 00 034 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	43 537 500
42 00 034 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000
42 00 034 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	80 760
42 00 034 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRAT	1 201 500
42 00 034 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
42 00 034 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 629 061
42 00 034 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 691
035	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ENERGIE	6 223 277 883
42 00 035 00 4 21370 11 000 0434 04	ELECTRIFICATION DES CENTRES DU PAYS	64 850 000
42 00 035 00 4 21380 11 000 0434 03	AMENAGEMENT DES PROJETS ENERGETIQUES	6 016 800 000
42 00 035 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 368 877
42 00 035 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	57 307 500
42 00 035 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	240 000
42 00 035 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	357 983
42 00 035 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 766 500

42 00 035 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
42 00 035 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 846 398
42 00 035 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	42 958
42 00 035 00 7 66110 11 000 0661 01	FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ENERGIE	54 673 667
036	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DU SUIVI DES PROJETS ENERGETIQUES	85 799 047
42 00 036 00 4 21380 11 000 0434 03	AMENAGEMENT DES PROJETS	13 280 834
42 00 036 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 587 261
42 00 036 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	47 966 580
42 00 036 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000
42 00 036 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	83 183
42 00 036 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
42 00 036 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
42 00 036 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 525 707
42 00 036 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 982
037	DIRECTION DES ENERGIES RENOUVELABLES ET DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE	3 949 494 899
42 00 037 00 4 21370 11 000 0434 04	ELECTRIFICATION DES CENTRES DE SANTE ET COLLEGES COMMUNAUX.PAR SYSTÈME SOLAIRE PHOTOVOLTAIQUE DECENTRALISE ET REHABILITATION DES SYSTEMES INSTALLES	497 776 266
42 00 037 00 4 21370 11 000 0434 07	PROJET SOLAIRE NYAKIRIZA	3 384 430 955
42 00 037 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	18 779 723
42 00 037 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	42 661 080
42 00 037 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	264 000
42 00 037 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	872 344
42 00 037 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
42 00 037 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
42 00 037 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 380 350
42 00 037 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	104 681
038	DIRECTION DE LA GESTION DES PRODUITS PETROLIERS ET GAZIERS	108 305 921
42 00 038 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 207 785
42 00 038 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	32 319 000
42 00 038 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
42 00 038 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	83 183
42 00 038 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
42 00 038 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	240 000
42 00 038 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 197 401
42 00 038 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 982
42 00 038 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA GESTION DES PRODUITS PETROLIERS ET GAZIERS	59 999 070

Crédit 2026/2027.0

039	AGENCE BURUNDAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ABER)	17 463 181 646
42 00 039 00 4 21370 11 000 0434 09	ELECTRIFICATION DES CENTRES DU PAYS	16 159 828 295
42 00 039 00 1 61320 11 000 0436 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	882 449 012
42 00 039 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE BURUNDAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ABER)	420 904 339
040	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME HYDROCARBURES, MINES ET CARRIERES	12 678 399 701
42 00 040 00 4 26100 11 000 0414 01	LIBERATION DU CAPITAL POUR LES SOCIETES SONALEK ET SOTREVO	12 000 000 000
42 00 040 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 964 817
42 00 040 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	36 558 000
42 00 040 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
42 00 040 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRAT	398 445
42 00 040 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 766 500
42 00 040 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
42 00 040 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 973 667
42 00 040 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	47 813
42 00 040 00 2 63220 11 000 0414 02	DOCUMENTATION ET LEGISLATION DES MINERAIS	624 570 459
041	DIRECTION DE LA RECHERCHE GEOLOGIQUE ET MINIERE	43 030 001
42 00 041 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	7 775 856
42 00 041 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	32 346 540
42 00 041 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	192 000
42 00 041 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	80 760
42 00 041 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
42 00 041 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
42 00 041 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 399 654
42 00 041 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 691
042	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DE LA LEGISLATION DES SUBSTANCES MINERALES	11 986 758 460
42 00 042 00 4 21100 11 000 0414 01	FACILITATION DE L'EXPLOITATION DES MINERAIS	10 000 000 000
42 00 042 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 375 268
42 00 042 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	57 402 540
42 00 042 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	336 000
42 00 042 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	80 760
42 00 042 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500

Crédit 2026/2027.0

42 00 042 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
42 00 042 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 587 548
42 00 042 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 691
42 00 042 00 2 63220 11 000 0414 02	DOCUMENTATION ET LEGISLATION DES MINERAIS	1 817 141 153
42 00 042 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME HYDROCARBURES, MINES ET CARRIERES	93 600 000
043	OFFICE BURUNDAIS DES MINES ET CARRIERES (OBM)	25 301 489 827
42 00 043 00 4 20110 11 000 0414 02	ETUDE GEOLOGIQUE ET MINIERE	18 406 524 848
42 00 043 00 4 21430 11 000 0436 01	EQUIPEMENTS DE L'OBM	494 606 979
42 00 043 00 4 21480 11 000 0631 01	PROCESSUS D'ACCREDITATION ET DE CERTIFICATION (EQUIPEMENTS CONFORMES A L'EAC)	3 649 915 200
42 00 043 00 1 61320 11 000 0436 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 657 155 660
42 00 043 00 2 62160 11 000 0436 01	ENCADREMENT DES EXPLOITATIONS ARTISANALES DE SUBSTANCES MINERALES	69 600 000
42 00 043 00 2 62160 11 000 0436 04	SUIVI DES ACTIVITES DE TRACABILITE DES SUBSTANCES MINERALES	75 780 000
42 00 043 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DES MINES ET CARRIERES (OBM)	947 907 140
044	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DE BASE	1 035 776 100
42 00 044 00 4 21110 11 000 0436 03	INDEMNISATIONS POUR LE PROJET PROSECEAU III ET IV	560 218 667
42 00 044 00 4 21110 11 000 0436 01	INDEMNISATIONS DIVERSES	233 582 751
42 00 044 00 4 21380 11 000 0436 06	PLANIFICATION ET PROGRAMMATION DES INFRASTRUCTURES	10 200 000
42 00 044 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 314 133
42 00 044 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	36 504 000
42 00 044 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000
42 00 044 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	591 524
42 00 044 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 766 500
42 00 044 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	180 000
42 00 044 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 216 544
42 00 044 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	70 983
42 00 044 00 2 62160 11 000 0436 02	SUIVI EVALUATION ET COORDINATION DES INTERVENTIONS DANS LE SECTEUR AEPA	105 176 498
42 00 044 00 7 66200 11 000 0436 02	PLAN DIRECTEUR NATIONAL DE L'EAU	70 774 500
045	DIRECTION DE L'EAU POTABLE	793 971 580
42 00 045 00 4 21380 11 000 0436 06	PLANIFICATION ET PROGRAMMATION DES INFRASTRUCTURES	638 640 243

Crédit 2026/2027.0

42 00 045 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 795 875
42 00 045 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	36 504 540
42 00 045 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	324 000
42 00 045 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	83 183
42 00 045 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
42 00 045 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
42 00 045 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 483 257
42 00 045 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 982
42 00 045 00 7 66200 11 000 0436 02	PLAN DIRECTEUR NATIONAL DE L'EAU	100 905 000
046	DIRECTION DE L'ASSAINISSEMENT DE BASE	548 136 615
42 00 046 00 4 21380 11 000 0436 06	PLANIFICATION ET PROGRAMMATION DES INFRASTRUCTURES	432 185 021
42 00 046 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 879 321
42 00 046 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	36 586 080
42 00 046 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUT	192 000
42 00 046 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	83 183
42 00 046 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
42 00 046 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
42 00 046 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 678 278
42 00 046 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 982
42 00 046 00 7 66200 11 000 0436 02	PLAN DIRECTEUR NATIONAL DE L'EAU	60 297 250
047	AGENCE DE L'HYDRAULIQUE ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (AHAMR)	34 366 734 231
42 00 047 00 4 21280 11 000 0762 01	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT DE BASE	1 379 905 708
42 00 047 00 4 21370 11 000 0434 05	EXPLOITATION DES STATIONS DE POMPAGE	2 176 294 000
42 00 047 00 4 21380 11 000 0436 08	CONSTRUCTION, REHABILITATION ET EXTENSION DES AEP EN MILIEU RURAL	22 517 510 706
42 00 047 00 4 21380 11 000 0436 06	PLANIFICATION ET PROGRAMMATION DES INFRASTRUCTURES	6 384 951 821
42 00 047 00 1 61320 11 000 0436 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 735 103 236
42 00 047 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DE L'HYDRAULIQUE ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (AHAMR)	172 968 760
048	AUTORITE DE REGULATION DES SECTEURS DE L'EAU POTABLE ET DE L'ENERGIE (AREEN)	1 235 988 288
42 00 048 00 1 61320 11 000 0423 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	464 132 232
42 00 048 00 7 66110 11 000 0423 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES SECTEURS DE L'EAU POTABLE ET DE L'ENERGIE (AREEN)	771 856 056
049	DIRECTION PROVINCIALE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME BUHUMUZA	838 305 584
42 00 049 00 4 21430 11 000 0436 01	EQUIPEMENTS DE BUREAU	60 000 000
42 00 049 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	82 188 928
42 00 049 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	316 592 280
42 00 049 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 920 000

Crédit 2026/2027.0

42 00 049 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 383 082
42 00 049 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	19 521 000
42 00 049 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	384 000
42 00 049 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	14 794 005
42 00 049 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	165 970
42 00 049 00 7 66110 11 000 0471 01	FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME Bujumbura	341 356 319
050	DIRECTION PROVINCIALE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME Bujumbura	8 334 052 973
42 00 050 00 4 21380 11 000 0474 02	REHABILITATION ET AMENAGEMENT DES SITES TOURISTIQUES DU BURUNDI	6 141 955 279
42 00 050 00 4 21430 11 000 0414 01	EQUIPEMENTS DE BUREAU	60 000 000
42 00 050 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	117 832 156
42 00 050 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	449 326 440
42 00 050 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 736 000
42 00 050 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 048 546
42 00 050 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	29 133 000
42 00 050 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	576 000
42 00 050 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	29 133 000
42 00 050 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	245 826
42 00 050 00 7 66110 11 000 0471 01	FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME Bujumbura	1 501 066 726
051	DIRECTION PROVINCIALE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME BURUNGA	1 573 737 828
42 00 051 00 4 21380 11 000 0474 02	REHABILITATION ET AMENAGEMENT DES SITES TOURISTIQUES DU BURUNDI	1 000 000 000
42 00 051 00 4 21430 11 000 0414 01	EQUIPEMENTS DE BUREAUX	60 000 000
42 00 051 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	83 719 807
42 00 051 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	315 377 280
42 00 051 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 920 000
42 00 051 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 383 082
42 00 051 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	19 521 000
42 00 051 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	384 000
42 00 051 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	15 069 563

Crédit 2026/2027.0

42 00 051 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	165 970
42 00 051 00 7 66110 11 000 0471 01	FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME BURUNGA	76 197 126
052	DIRECTION PROVINCIALE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME BUTANYERERA	3 172 706 171
42 00 052 00 4 21380 11 000 0436 01	CONSTRUCTION DES STATIONS DE POMPAGE EN MILIEU URBAIN	1 473 000 000
42 00 052 00 4 21380 11 000 0474 02	REHABILITATION ET AMENAGEMENT DES SITES TOURISTIQUES DU BURUNDI	1 000 000 000
42 00 052 00 4 21430 11 000 0414 01	EQUIPEMENTS DE BUREAUX	60 000 000
42 00 052 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	97 138 440
42 00 052 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	359 225 820
42 00 052 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 184 000
42 00 052 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 895 417
42 00 052 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	24 057 000
42 00 052 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	480 000
42 00 052 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	17 484 917
42 00 052 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	227 451
42 00 052 00 7 66110 11 000 0471 01	FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME BUTANYERERA	137 013 126
053	DIRECTION PROVINCIALE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME GITEGA	1 655 856 654
42 00 053 00 4 21430 11 000 0436 01	EQUIPEMENTS DE BUREAUX	60 000 000
42 00 053 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	103 426 411
42 00 053 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	388 665 360
42 00 053 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 352 000
42 00 053 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 715 814
42 00 053 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 197 294
42 00 053 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	480 000
42 00 053 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	18 616 751
42 00 053 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	205 898
42 00 053 00 7 66110 11 000 0471 01	FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME GITEGA	1 076 197 126
054	DIRECTION PROVINCIALE DE L'EAU, DE L'ENERGIE ET DES MINES BUHUMUZA	1 344 507 111

Crédit 2026/2027.0

42 00 054 00 4 21370 11 000 0434 09	ELECTRIFICATION DES CENTRES DU PAYS	17 410 000
42 00 054 00 4 21380 11 000 0436 08	CONSTRUCTION,REHABILITATION ET EXTENSION DES AEP EN MILIEU RURAL	339 486 340
42 00 054 00 4 21430 11 000 0414 01	EQUIPEMENTS DE BUREAUX	60 000 000
42 00 054 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	102 738 211
42 00 054 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	395 756 280
42 00 054 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 376 000
42 00 054 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 383 082
42 00 054 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	19 521 000
42 00 054 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	384 000
42 00 054 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	18 492 878
42 00 054 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	165 970
42 00 054 00 2 63220 11 000 0414 02	DOCUMENTATION ET LEGISLATION DES MINERAIS	375 000 000
42 00 054 00 7 66110 11 000 0434 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'EAU, DE L'ENERGIE ET DES MINES BUHUMUZA	11 793 350
055	DIRECTION PROVINCIALE DE L'EAU, DE L'ENERGIE ET DES MINES BUJUMBURA	6 835 255 971
42 00 055 00 4 21280 11 000 0762 01	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT DE BASE	819 666 252
42 00 055 00 4 21370 11 000 0434 09	ELECTRIFICATION DES CENTRES DU PAYS	3 110 000 000
42 00 055 00 4 21380 11 000 0436 08	CONSTRUCTION,REHABILITATION ET EXTENSION DES AEP EN MILIEU RURAL	2 102 239 618
42 00 055 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	153 122 279
42 00 055 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	587 134 440
42 00 055 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	3 528 000
42 00 055 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 048 546
42 00 055 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	29 133 000
42 00 055 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	576 000
42 00 055 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	27 562 010
42 00 055 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	245 826
056	DIRECTION PROVINCIALE DE L'EAU, DE L'ENERGIE ET DES MINES BURUNGA	5 559 601 120
42 00 056 00 4 21280 11 000 0762 01	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT DE BASE	136 286 746

Crédit 2026/2027.0

42 00 056 00 4 21370 11 000 0434 09	ELECTRIFICATION DES CENTRES DU PAYS	31 024 500
42 00 056 00 4 21380 11 000 0434 08	CONSTRUCTION,REHABILITATION ET EXTENSION DES AEP EN MILIEU RURAL	3 575 707 949
42 00 056 00 4 21380 11 000 0436 02	CONSTRUCTION DES STATIONS DE POMPAGE EN MILIEU URBAIN	216 760 000
42 00 056 00 4 21380 11 000 0474 02	REHABILITATION ET AMENAGEMENT DES SITES TOURISTIQUES DU BURUNDI	200 000 000
42 00 056 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	102 738 211
42 00 056 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	395 756 280
42 00 056 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 376 000
42 00 056 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 383 082
42 00 056 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	19 521 000
42 00 056 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	384 000
42 00 056 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	18 492 878
42 00 056 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	165 970
42 00 056 00 2 63220 11 000 0414 02	DOCUMENTATION ET LEGISLATION DES MINERAIS	375 000 000
42 00 056 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'EAU, DE L'ENERGIE ET DES MINES BURUNGA	484 004 504
057	DIRECTION PROVINCIALE DE L'EAU, DE L'ENERGIE ET DES MINES BUTANYERERA	4 513 513 186
42 00 057 00 4 21280 11 000 0762 01	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT DE BASE	51 600 000
42 00 057 00 4 21370 11 000 0434 09	ELECTRIFICATION DES CENTRES DU PAYS	138 825 000
42 00 057 00 4 21380 11 000 0436 08	CONSTRUCTION,REHABILITATION ET EXTENSION DES AEP EN MILIEU RURAL	3 341 637 595
42 00 057 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	115 334 228
42 00 057 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	443 600 820
42 00 057 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 664 000
42 00 057 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 549 448
42 00 057 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	21 924 000
42 00 057 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS BUTANYERERA	432 000
42 00 057 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	20 760 161
42 00 057 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	185 934
42 00 057 00 2 63220 11 000 0414 02	DOCUMENTATION ET LEGISLATION DES MINERAIS	375 000 000
058	DIRECTION PROVINCIALE DE L'EAU, DE L'ENERGIE ET DES MINES GITEGA	4 767 891 210
42 00 058 00 4 21280 11 000 0762 01	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT DE BASE	234 253 603

Crédit 2026/2027.0

42 00 058 00 4 21370 11 000 0434 09	ELECTRIFICATION DES CENTRES DU PAYS	1 014 361 000
42 00 058 00 4 21380 11 000 0436 08	CONSTRUCTION, REHABILITATION ET EXTENSION DES AEP EN MILIEU RURAL	2 283 579 720
42 00 058 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	127 930 245
42 00 058 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	493 445 360
42 00 058 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 952 000
42 00 058 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 715 814
42 00 058 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	24 327 000
42 00 058 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	480 000
42 00 058 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	23 027 444
42 00 058 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	205 898
42 00 058 00 2 63220 11 000 0414 02	DOCUMENTATION ET LEGISLATION DES MINERAIS	375 000 000
42 00 058 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'EAU, DE L'ENERGIE ET DES MINES GITEGA	186 613 126
070	INSPECTION GENERALE DU MINISTERE	605 533 702
42 00 070 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	40 364 816
42 00 070 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	83 864 160
42 00 070 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 000
42 00 070 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	417 941
42 00 070 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 968 000
42 00 070 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
42 00 070 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 265 667
42 00 070 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	50 153
42 00 070 00 7 66110 11 000 0436 10	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE	468 350 965
534	PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KABU	805 766 350
42 00 534 00 4 27100 11 000 0436 01	CONTREPARTIE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KABU	805 766 350
551	PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE L'EAU ET AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	4 789 657 220
42 00 551 00 4 27100 11 000 0423 01	CONTREPARTIE DU PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE L'EAU ET AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	4 789 657 220
45	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS SOCIAUX, DES TRANSPORTS ET DE L'EQUIPEMENT	397 225 966 620
001	CABINET	1 230 081 739
45 00 001 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	68 260 533
45 00 001 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	135 229 200

Crédit 2026/2027.0

45 00 001 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	528 000
45 00 001 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	10 197 991
45 00 001 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	84 042 360
45 00 001 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 316 000
45 00 001 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	12 286 896
45 00 001 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 223 759
45 00 001 00 2 62140 11 000 0661 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	500 000 000
45 00 001 00 2 62160 11 000 0485 09	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	71 250 000
45 00 001 00 2 63120 11 000 0661 01	ACHAT CARBURANT	78 500 000
45 00 001 00 7 66110 11 000 0661 01	FONCTIONNEMENT DU CABINET	266 247 000
025	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE	5 856 325 930
45 00 025 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	53 756 761
45 00 025 00 1 61130 11 000 0661 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	117 600 000
45 00 025 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	111 375 000
45 00 025 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	372 000
45 00 025 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	310 299
45 00 025 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 604 500
45 00 025 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
45 00 025 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 208 452
45 00 025 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	37 236
45 00 025 00 2 62160 11 000 0661 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	50 000 000
45 00 025 00 2 62320 11 000 0661 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	62 490 000
45 00 025 00 2 62330 11 000 0661 01	FRAIS DE TELECOMMUNICATION	39 991 280
45 00 025 00 2 62360 11 000 0661 01	ABONNEMENT INTERNET	93 636 804
45 00 025 00 2 62510 11 000 0135 01	APUREMENT DES ARRIERES EQUIPEMENTS	5 147 893 088
45 00 025 00 2 63120 11 000 0661 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	31 400 000
45 00 025 00 2 63210 11 000 0661 06	ACHAT MATERIEL DE BUREAU	66 340 260
45 00 025 00 7 66110 11 000 0661 01	FONCTIONNEMENT DU SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE	67 226 250
026	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME TRANSPORT	1 243 231 824
45 00 026 00 4 20110 11 000 0453 01	ETUDE DE FAISABILITE AU PROJET DE CHEMIN DE FER GITEGA-RDC	1 080 749 540
45 00 026 00 1 61110 11 000 0459 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	20 370 780
45 00 026 00 1 61140 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	44 064 000
45 00 026 00 1 61160 11 000 0459 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	252 000
45 00 026 00 1 61210 11 000 0459 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	194 968
45 00 026 00 1 61240 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 700 000
45 00 026 00 1 61260 11 000 0459 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
45 00 026 00 1 61610 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 666 740
45 00 026 00 1 61620 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	23 396

Crédit 2026/2027.0

45 00 026 00 2 62580 11 000 0471 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	16 400 000
45 00 026 00 7 66110 11 000 0459 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME TRANSPORT	74 786 400
027	DIRECTION DE TRANSPORT INTERIEUR	59 688 857
45 00 027 00 1 61110 11 000 0451 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 223 145
45 00 027 00 1 61140 11 000 0451 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	32 333 580
45 00 027 00 1 61160 11 000 0451 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS S/STATUTS	108 000
45 00 027 00 1 61210 11 000 0451 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	389 255
45 00 027 00 1 61240 11 000 0451 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRAT	3 996 000
45 00 027 00 1 61260 11 000 0451 01	ALLOCATION FAMILIALES S/CONTRAT	132 000
45 00 027 00 1 61610 11 000 0451 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 460 166
45 00 027 00 1 61620 11 000 0451 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALES/CONTRAT	46 711
028	DIRECTION DES TRANSPORTS INTERNATIONAUX	38 312 157
45 00 028 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 078 407
45 00 028 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	22 640 580
45 00 028 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	84 000
45 00 028 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRAT	108 533
45 00 028 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRAT	1 201 500
45 00 028 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATION FAMILIALES S/CONTRAT	12 000
45 00 028 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 174 113
45 00 028 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	13 024
030	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	255 079 116
45 00 030 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	38 121 284
45 00 030 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	43 362 000
45 00 030 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	384 000
45 00 030 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	372 345
45 00 030 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 901 500
45 00 030 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	144 000
45 00 030 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 861 831
45 00 030 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	44 681
45 00 030 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DGRPIT	161 887 475
031	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES DES TRANSPORTS	48 701 747
45 00 031 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 576 372
45 00 031 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	28 741 500
45 00 031 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000
45 00 031 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	168 864
45 00 031 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
45 00 031 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000

Crédit 2026/2027.0

45 00 031 00 1 61610 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 623 747
45 00 031 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALES/CONTRAT	20 264
032	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME INFRASTRUCTURES SOCIO-ECONOMIQUES ET ADMINISTRATIVES	140 859 254
45 00 032 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	47 417 785
45 00 032 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	28 556 700
45 00 032 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	276 000
45 00 032 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	346 489
45 00 032 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 901 500
45 00 032 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
45 00 032 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 535 201
45 00 032 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	41 579
45 00 032 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT	51 700 000
033	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES SOCIO-ECONOMIQUES ET ADMINISTRATIVES	55 772 059
45 00 033 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUT	16 295 845
45 00 033 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	35 113 500
45 00 033 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000
45 00 033 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	85 680
45 00 033 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
45 00 033 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	12 000
45 00 033 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 933 252
45 00 033 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	10 282
034	DIRECTION DE LA PLANIFICATION DES NORMES	58 652 592
45 00 034 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	20 015 659
45 00 034 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	31 860 000
45 00 034 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	372 000
45 00 034 00 1 61210 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	217 066
45 00 034 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
45 00 034 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	156 000
45 00 034 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 602 819
45 00 034 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	26 048
035	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME EQUIPEMENTS ET RATIONNALISATION DU CHARROI DE L'ETAT	3 809 868 293

Crédit 2026/2027.0

45 00 035 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 910 726
45 00 035 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	24 745 500
45 00 035 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000
45 00 035 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	379 231
45 00 035 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 901 500
45 00 035 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
45 00 035 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 863 931
45 00 035 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	45 508
45 00 035 00 2 62510 11 000 0135 01	ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS NON ROULANTS	221 415 450
45 00 035 00 2 62550 11 000 0661 01	ENTRETIEN DU CHARROI	992 933 000
45 00 035 00 2 62620 11 000 0451 01	ASSURANCES VEHICULES	898 092 291
45 00 035 00 2 63510 11 000 0661 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	1 649 449 156
036	DIRECTION DU CHARROI DE L'ETAT	126 077 010
45 00 036 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 391 984
45 00 036 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	53 262 360
45 00 036 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
45 00 036 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	4 218 419
45 00 036 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	43 611 480
45 00 036 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 296 000
45 00 036 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 490 557
45 00 036 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	506 210
037	DIRECTION DES EQUIPEMENTS ET DE L'ENTRETIEN	79 823 941
45 00 037 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 026 995
45 00 037 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	38 596 500
45 00 037 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	216 000
45 00 037 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	2 210 167
45 00 037 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	19 132 200
45 00 037 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	492 000
45 00 037 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 884 859
45 00 037 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	265 220
038	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME HABITAT, URBANISATION ET GESTION DES DECHETS ET ASSAINISSEMENT	181 335 618
45 00 038 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	28 314 125

Crédit 2026/2027.0

45 00 038 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	44 023 500
45 00 038 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000
45 00 038 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	887 955
45 00 038 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	8 302 500
45 00 038 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	192 000
45 00 038 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 096 543
45 00 038 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	106 555
45 00 038 00 2 62160 11 000 0661 02	SURVEILLANCE POUR LA PREVENTION DES CATASTROPHES LIES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES PREVENTION DES CATASTROPHES LIEES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR LES LOGEMENTS	26 694 440
45 00 038 00 7 66110 11 000 0444 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME HABITAT, URBANISATION ET GESTION DES DECHETS ET ASSAINISSEMENT	67 550 000
039	DIRECTION DE LA PLANIFICATION DU LOGEMENT	36 931 406
45 00 039 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 284 719
45 00 039 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	21 708 000
45 00 039 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
45 00 039 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	482 534
45 00 039 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
45 00 039 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
45 00 039 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 851 249
45 00 039 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	57 904
040	DIRECTION DE LA GESTION DU LOGEMENT SOCIAL	51 666 752
45 00 040 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 821 515
45 00 040 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	28 836 000
45 00 040 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	336 000
45 00 040 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	194 968
45 00 040 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
45 00 040 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATION FAMILIALES S/CONTRAT	24 000
45 00 040 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 027 873
45 00 040 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	23 396
041	AUTORITE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES TRANSACTIONS IMMOBILIERES AU BURUNDI (ARCTI)	100 000 000
45 00 041 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES TRANSACTIONS IMMOBILIERES AU BURUNDI (ARCTI)	100 000 000
042	DIRECTION PROVINCIALE DES TRANSPORTS BÜHUMUZA	87 633 314
45 00 042 00 1 61110 11 000 0451 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE SOUS STATUT	6 681 132

Crédit 2026/2027.0

45 00 042 00 1 61140 11 000 0451 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE SOUS STATUT	26 798 580
45 00 042 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATION FAMILIALE S/STATUTS	48 000
45 00 042 00 1 61210 11 000 0451 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE SOUS CONTRAT	249 552
45 00 042 00 1 61240 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 766 500
45 00 042 00 1 61260 11 000 0459 01	ALLOCATION FAMILIALE SOUS CONTRATS	36 000
45 00 042 00 1 61610 11 000 0451 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE SOUS STATUTS	1 202 604
45 00 042 00 1 61620 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE SOUS CONTRATS	29 946
45 00 042 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DPT	48 821 000
043	DIRECTION PROVINCIALE DES TRANSPORTS BUJUMBURA	96 720 602
45 00 043 00 1 61110 11 000 0451 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE SOUS STATUTS	9 022 902
45 00 043 00 1 61140 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE SOUS STATUTS	32 927 580
45 00 043 00 1 61160 11 000 0459 01	ALLOCATION FAMILIALE S/STATUTS	108 000
45 00 043 00 1 61210 11 000 0451 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	249 552
45 00 043 00 1 61240 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 901 500
45 00 043 00 1 61260 11 000 0459 01	ALLOCATION FAMILIALE S/CONTRATS	36 000
45 00 043 00 1 61610 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 624 122
45 00 043 00 1 61620 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	29 946
45 00 043 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DPT	48 821 000
044	DIRECTION PROVINCIALE DES TRANSPORTS BURUNGA	81 431 457
45 00 044 00 1 61110 11 000 0459 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/STATUTS	7 105 296
45 00 044 00 1 61140 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	21 277 080
45 00 044 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000
45 00 044 00 1 61210 11 000 0451 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	168 864
45 00 044 00 1 61240 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 700 000
45 00 044 00 1 61260 11 000 0459 01	ALLOCATION FAMILIALE S/CONTRATS	24 000
45 00 044 00 1 61610 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 278 953
45 00 044 00 1 61620 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	20 264
45 00 044 00 7 66110 11 000 0459 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DPT	48 821 000
045	DIRECTION PROVINCIALE DES TRANSPORTS BUTANYERERA	81 771 146
45 00 045 00 1 61110 11 000 0459 01	REMUNERATION DE BASE S/STATUTS	6 257 853
45 00 045 00 1 61140 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	21 142 620
45 00 045 00 1 61160 11 000 0459 01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS STATUT	84 000
45 00 045 00 1 61210 11 000 0451 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	350 679
45 00 045 11 1 61240 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 766 500
45 00 045 00 1 61260 11 000 0459 01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS CONTRATS	180 000
45 00 045 00 1 61610 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 126 413
45 00 045 00 1 61620 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	42 081
45 00 045 00 7 66110 11 000 0459 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DPT	48 821 000
046	DIRECTION PROVINCIALE DES TRANSPORTS GITEGA	91 499 541
45 00 046 00 1 61110 11 000 0459 01	REMUNERATIONS DIRECTS DE BASE S/STATUTS	7 253 498

Crédit 2026/2027.0

45 00 046 00 1 61140 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	26 542 080
45 00 046 00 1 61160 11 000 0459 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 000
45 00 046 00 1 61210 11 000 0451 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	789 583
45 00 046 11 1 61240 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	6 561 000
45 00 046 00 1 61260 11 000 0459 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	108 000
45 00 046 00 1 61610 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOUS/STATUTS	1 305 630
45 00 046 00 1 61620 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOUS/STATUTS	94 750
45 00 046 00 7 66110 11 000 0459 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DPT	48 821 000
047 DIRECTIONS PROVINCIALES DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS ET DE L'EQUIPEMENT BUHUMUZA		428 532 174
45 00 047 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	82 095 139
45 00 047 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUT S/STATUTS	278 545 500
45 00 047 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 488 000
45 00 047 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	182 509
45 00 047 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 565 000
45 00 047 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
45 00 047 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	14 777 125
45 00 047 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	21 901
45 00 047 00 7 66110 11 000 0661 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS ET DE L'EQUIPEMENT BUHUMUZA	48 821 000
048 DIRECTIONS PROVINCIALES DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS ET DE L'EQUIPEMENT BUJUMBURA		635 625 522
45 00 048 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	155 580 017
45 00 048 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	398 344 500
45 00 048 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 836 000
45 00 048 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	228 216
45 00 048 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 700 000
45 00 048 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
45 00 048 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	28 004 403
45 00 048 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	27 386
45 00 048 00 7 66110 11 000 0661 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTIONS PROVINCIALES DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS ET DE L'EQUIPEMENT BUTANYERERA	48 821 000
049 DIRECTIONS PROVINCIALES DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS ET DE L'EQUIPEMENT BURUNGA		394 186 865
45 00 049 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	72 688 427

Crédit 2026/2027.0

45 00 049 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	252 828 000
45 00 049 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	240 000
45 00 049 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	678 145
45 00 049 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	5 670 000
45 00 049 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
45 00 049 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	13 083 916
45 00 049 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	81 377
45 00 049 00 7 66110 11 000 0485 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTIONS PROVINCIALES DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS ET DE L'EQUIPEMENT BURUNGA	48 821 000
050 DIRECTIONS PROVINCIALES DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS ET DE L'EQUIPEMENT BUTANYERERA		393 254 839
45 00 050 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	74 299 047
45 00 050 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	250 087 500
45 00 050 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 020 000
45 00 050 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	791 486
45 00 050 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 671 000
45 00 050 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
45 00 050 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	13 373 828
45 00 050 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	94 978
45 00 050 00 7 66110 11 000 0661 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTIONS PROVINCIALES DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS ET DE L'EQUIPEMENT BUTANYERERA	48 821 000
051 DIRECTIONS PROVINCIALES DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS ET DE L'EQUIPEMENT GITEGA		497 672 847
45 00 051 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	92 501 915
45 00 051 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	321 718 500
45 00 051 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 080 000
45 00 051 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	1 509 899
45 00 051 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	14 310 000
45 00 051 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	900 000
45 00 051 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	16 650 345
45 00 051 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	181 188
45 00 051 00 7 66110 11 000 0661 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DPILE	48 821 000

Crédit 2026/2027.0

052	AUTORITE MARITIME ET PORTUAIRE DU BURUNDI (AMPB) BUJUMBURA	3 028 137 889
45 00 052 00 4 21480 11 000 0452 01	ACQUISITION DES PLAQUES POUR LES BATEAUX	6 000 000
45 00 052 00 1 61320 11 000 0452 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	555 766 565
45 00 052 00 7 66110 11 000 0452 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION TECHNIQUE DE SECURITE DE LA NAVIGATION	51 860 198
45 00 052 00 7 66110 11 000 0452 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE MARITIME ET AEROPORTUAIRE	80 129 500
45 00 052 00 7 66200 11 000 0452 01	PLAN DE RECHERCHE ET SAUVETAGE SUR LE LAC TANGANYIKA	2 334 381 626
053	AUTORITE MARITIME ET PORTUAIRE DU BURUNDI (AMPB) BURUNGA	70 243 283
45 00 053 00 1 61320 11 000 0452 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	70 243 283
055	AGENCE ROUTIERE DU BURUNDI (ARB) BUHUMUZA	13 118 472 568
45 00 055 00 4 21310 11 000 0451 07	FONDS D'ENTRETIEN DES ROUTES	13 041 628 927
45 00 055 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL	76 843 641
056	AGENCE ROUTIERE DU BURUNDI (ARB) BUJUMBURA	33 176 733 427
45 00 056 00 4 21310 11 000 0451 07	FONDS D'ENTRETIEN DES ROUTES	28 704 650 298
45 00 056 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL	1 236 609 061
45 00 056 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE ROUTIERE DU BURUNDI (ARB)	3 235 474 068
057	AGENCE ROUTIERE DU BURUNDI (ARB) BURUNGA	12 717 371 804
45 00 057 00 4 21310 11 000 0451 07	FONDS D'ENTRETIEN DES ROUTES	12 628 773 551
45 00 057 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL	88 598 253
058	AGENCE ROUTIERE DU BURUNDI (ARB) BUTANYERERA	3 259 085 017
45 00 058 00 4 21310 11 000 0451 07	FONDS D'ENTRETIEN DES ROUTES	3 180 000 000
45 00 058 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL	79 085 017
059	AGENCE ROUTIERE DU BURUNDI (ARB) GITEGA	3 376 262 502
45 00 059 00 4 21310 11 000 0451 07	FONDS D'ENTRETIEN DES ROUTES	3 289 907 740
45 00 059 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL	86 354 762
060	OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA) BUHUMUZA	1 004 062 172
45 00 060 00 4 21220 11 000 0443 01	OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	716 768 348
45 00 060 00 4 21280 11 000 0443 02	REHABILITATION DU BUREAU DE L'OBUHA	100 000 000
45 00 060 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	65 756 096
45 00 060 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA) BUHUMUZA	121 537 728
061	OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA) BUJUMBURA	37 941 083 985
45 00 061 00 4 20110 11 000 0622 03	AMENAGEMENT ET ASSAINISSEMENT DES CENTRES URBAINS ET A VOCATION URBAINE	8 219 226 048
45 00 061 00 4 21220 11 000 0135 01	CONSTRUCTION DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	209 564 470
45 00 061 00 4 21260 11 000 0622 01	RESTRUCTURATION DES QUARTIERS	5 711 026 820

Crédit 2026/2027.0

45 00 061 00 4 21330 11 000 0521 01	EVACUATION DES EAUX (USEES ET PLUVIALES) ET ENTRETIEN DE LA VOIRIE URBAINE	3 003 716 372
45 00 061 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	3 359 676 579
45 00 061 00 2 62410 11 000 0135 01	LOYERS D'IMMEUBLE A USAGE DE BUREAU	9 044 077 608
45 00 061 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA) BUJUMBURA	8 393 796 088
062	OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA) BURUNGA	1 042 808 732
45 00 062 00 4 20110 11 000 0622 03	AMENAGEMENT ET ASSAINISSEMENT DES CENTRES URBAINS ET A Vocation URBAINE	833 923 205
45 00 062 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	87 347 799
45 00 062 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA) BURUNGA	121 537 728
063	OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA) BUTANYERERA	1 714 710 630
45 00 063 00 4 20110 11 000 0622 03	AMENAGEMENT ET ASSAINISSEMENT DES CENTRES URBAINS ET A Vocation URBAINE	1 527 586 058
45 00 063 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	65 586 844
45 00 063 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA) BUTANYERERA	121 537 728
064	OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA) GITEGA	7 251 439 120
45 00 064 00 4 21220 11 000 0443 01	CONSTRUCTION DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	6 402 257 978
45 00 064 00 4 21280 11 000 0443 02	REHABILITATION DU BUREAU DE L'OBUHA	121 537 728
45 00 064 00 4 21330 11 000 0521 01	EVACUATION DES EAUX (USEES ET PLUVIALES) ET ENTRETIEN DE LA VOIRIE URBAINE	374 679 589
45 00 064 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	231 426 097
45 00 064 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA) GITEGA	121 537 728
522	CONSTRUCTION ROUTE RUMONGE-GITAZA-KABINGO-GASURU-MANYOVU	4 516 971 150
45 00 522 00 4 27100 11 000 0451 01	CONTREPARTIE AU PROJET CONSTRUCTION ROUTE RUMONGE GITAZA(EXPROPRIATIONS)	4 516 971 150
528	PROJET MULTINATIONAL BURUNDI-ZAMBIE DE DEVELOPPEMENT DU CORRIDOR DE TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA PHASE I-REHABILITATION DU PORT DE BUJUMBURA	2 960 000 000
45 00 528 00 4 27100 11 000 0452 01	CONTREPARTIE AU PROJET MULTINATIONAL BURUNDI-ZAMBIE DE DEVELOPPEMENT DU CORRIDOR DE TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA PHASE I-REHABILITATION DU PORT DE BUJUMBURA	2 960 000 000
584	PROJET DE CONSTRUCTION DU CHEMIN DE FER	255 887 847 739
45 00 584 00 4 27100 11 000 0475 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE CONSTRUCTION DU CHEMIN DE FER	255 887 847 739
71	INSTITUTION OMBUDSMAN	2 884 266 243
001	CABINET	2 884 266 243
71 00 001 00 4 21430 11 000 0339 01	MOBILIER ET EQUIPEMENTS DE BUREAU	30 115 500

Crédit 2026/2027.0

71 00 001 00 1 61320 11 000 0112 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'OMBUDSMAN	1 418 732 412
71 00 001 00 7 66110 11 000 0112 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OMBUDSMAN	1 435 418 331
74	COUR SUPREME ET PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	4 593 840 785
001	CABINET	2 888 167 438
74 00 001 00 1 61320 11 000 0339 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE LA COUR SUPREME	1 224 004 025
74 00 001 00 2 62140 11 000 0339 01	FRAIS DE MISSION A L'ETRANGER	100 000 000
74 00 001 00 2 62160 11 000 0339 02	PROGRAMME D'ITINERANCE	400 000 000
74 00 001 00 2 62160 11 000 0339 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR	126 800 000
74 00 001 00 2 62250 11 000 0339 01	FRAIS DE CONTACT ET DE RENSEIGNEMENT DE LA COUR SUPREME	55 000 000
74 00 001 00 2 62260 11 000 0339 01	FRAIS D'INTENDANCE DE LA COUR SUPREME	50 000 000
74 00 001 00 2 62320 11 000 0339 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	4 600 000
74 00 001 00 2 62330 11 000 0339 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	40 080 000
74 00 001 00 2 62360 11 000 0339 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	45 000 000
74 00 001 00 2 62520 11 000 0339 01	ENTRETIEN BATIMENT	397 299 413
74 00 001 00 2 62550 11 000 0339 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES VEHICULES	155 164 000
74 00 001 00 2 62580 11 000 0339 01	ENTRETIEN DES MACHINES	12 500 000
74 00 001 00 2 63120 11 000 0339 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	119 320 000
74 00 001 00 2 63210 11 000 0339 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	50 000 000
74 00 001 00 2 63510 11 000 0339 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	12 000 000
74 00 001 00 7 66110 11 000 0331 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COUR SUPREME	36 400 000
74 00 001 00 7 66110 11 000 0331 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION DES SERVICES JUDICIAIRES	60 000 000
002	PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI	1 705 673 347
74 00 002 00 4 21410 11 000 0451 02	ACQUISITION VEHICULES DU PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	500 000 000
74 00 002 00 1 61320 11 000 0339 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	540 754 147
74 00 002 00 2 62140 11 000 0339 01	FRAIS DE MISSION A L'ETRANGER	100 000 000
74 00 002 00 2 62160 11 000 0339 02	PROGRAMME D'ITINERANCE	10 000 000
74 00 002 00 2 62160 11 000 0339 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR	30 520 000
74 00 002 00 2 62250 11 000 0339 01	FRAIS DE CONTACT ET DE RENSEIGNEMENT DU PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	55 000 000
74 00 002 00 2 62260 11 000 0339 01	FRAIS D'INTENDANCE DU PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	50 000 000
74 00 002 00 2 62320 11 000 0339 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	800 000
74 00 002 00 2 62330 11 000 0339 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	11 200 000
74 00 002 00 2 62360 11 000 0339 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	13 519 200
74 00 002 00 2 62550 11 000 0339 01	ENTRETIEN VEHICULES	96 000 000
74 00 002 00 2 63120 11 000 0339 01	CARBURANT VEHICULES	100 480 000
74 00 002 00 2 63210 11 000 0339 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	29 000 000
74 00 002 00 7 66110 11 000 0339 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION DES LIEUX DE DETENTION	140 000 000

Crédit 2026/2027.0

74 00 002 00 7 66110 11 000 0331 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	28 400 000
-------------------------------------	--	------------

75	COUR CONSTITUTIONNELLE	930 040 570
-----------	-------------------------------	--------------------

001	CABINET	930 040 570
-----	---------	-------------

75 00 001 00 1 61320 11 000 0112 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	326 525 178
-------------------------------------	---------------------------	-------------

75 00 001 00 7 66110 11 000 0112 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE	603 515 392
-------------------------------------	--	-------------

Total général		7 014 519 376 417
----------------------	--	--------------------------

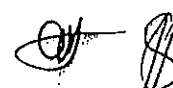


TABLEAU E: TIRAGE SUR LES DONS PROJETS

Crédit 2026/2027.0

32	MINISTERE DE L' EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	23 137 375 697
511	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DE L' HOPITAL UNIVERSITAIRE KAMENGE	4 270 729 058
32 00 511 00 4 27200 21 000 0711 01	REHABILITATION ET EQUIPEMENTS DE L'HOPITAL UNIVERSITAIRE KAMENGE	4 270 729 058
513	PROJET ISP CIBITOKÉ	18 866 646 639
32 00 513 00 4 27200 21 000 0944 01	PROJET ISP CIBITOKÉ	18 866 646 639
40	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	11 159 747 315
625	PIPARV-B	2 641 110 562
40 00 625 00 4 27200 21 000 0424 01	PIPARV-B	2 641 110 562
630	PROJET PRODER	8 518 636 753
40 00 630 00 4 27200 21 000 0424 01	PROJET PRODER	8 518 636 753
45	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS SOCIAUX, DES TRANSPORTS ET DE L'EQUIPEMENT	31 110 863 141
521	CONSTRUCTION DE LA ROUTE RUMONGE-NYANZA : RN3	25 077 704 799
45 00 521 00 4 27200 21 000 0434 01	CONSTRUCTION DE LA ROUTE RUMONGE-NYANZA : RN3	25 077 704 799
611	PROJET RN3: BURURI-GITEGA LOT1 ET 2	6 033 158 342
45 00 611 00 4 27200 21 000 0451 01	PROJET RN3: BURURI-GITEGA LOT1 ET 2	6 033 158 342
Total général		65 407 986 153

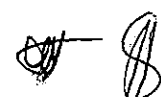


TABLEAU F: TIRAGE SUR LES PRETS PROJETS

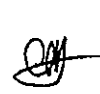
Crédit 2026/2027.0

11	MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	19 819 566 262
504	PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE INTEGRE AU BURUNDI (PRODECI-TURIKUMWE)	19 819 566 262
11 00 504 00 4 27300 22 000 1033 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE INTEGRE AU BURUNDI (PRODECI-TURIKUMWE)	19 819 566 262
14	MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	296 395 726 388
511	PROJET REGIONAL DE STATISTIQUES POUR LES RESULTATS DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE AU BURUNDI (PROSTATBU)	89 848 945 972
14 00 511 00 4 27300 22 000 0411 01	PROJET REGIONAL DE STATISTIQUES POUR LES RESULTATS DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE AU BURUNDI (PROSTATBU)	89 848 945 972
512	PROJET POUR L'EMPLOI ET LA TRANSFORMATION ECONOMIQUE (PRETE)	101 103 901 006
14 00 512 00 4 27300 22 000 0414 01	PROJET POUR L'EMPLOI ET LA TRANSFORMATION ECONOMIQUE (PRETE)	101 103 901 006
535	PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI	105 442 879 410
14 00 535 00 4 27300 22 000 0411 01	PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI	105 442 879 410
19	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE	116 462 062 192
500	PROJET D'APPUI AUX FILETS SOCIAUX MERANKABANDI	116 462 062 192
19 00 500 00 4 27300 22 000 1091 01	PROJET D'APPUI AUX FILETS SOCIAUX MERANKABANDI	116 462 062 192
20	MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE	18 481 514 543
500	PROJET D'ENTREPRENEURIAT AGRO-PASTORALE ET PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL DES JEUNES ET DES FEMMES (PEAPPJF-BURUNDI)	18 481 514 543
20 00 500 00 4 27300 22 000 0424 01	PROJET D'ENTREPRENEURIAT AGRO-PASTORALE ET PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL DES JEUNES ET DES FEMMES (PEAPPJF-BURUNDI)	18 481 514 543
32	MINISTERE DE L' EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	177 900 537 498
505	PROJET D'AMELIORATION DES COMPETENCES ET D'EMPLOYABILITE DES JEUNES (PACEJ)	104 678 868 756
32 00 505 00 4 27300 22 000 0951 01	PROJET D'AMELIORATION DES COMPETENCES ET D'EMPLOYABILITE DES FEMMES ET DES JEUNES (PACEJ)	104 678 868 756
514	PROJET DE DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN (PDCH)	73 221 668 742
32 00 514 00 4 27300 22 000 0952 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN (PDCH)	73 221 668 742
33	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	84 042 455 680
603	PROJET DE DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN/VOLET SANTE	58 369 014 161
33 00 603 00 4 27300 22 000 0952 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN/VOLET SANTE	58 369 014 161
604	PROJET DE PREPARATION DES REPONSES ET DE RESILIENCE AUX URGENCES SANITAIRES AU BURUNDI	25 673 441 519
33 00 604 00 4 27300 22 000 0781 01	PROJET DE PREPARATION DES REPONSES ET DE RESILIENCE AUX URGENCES SANITAIRES AU BURUNDI	25 673 441 519
40	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	227 268 490 537
512	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT RURAL	80 946 166 710
40 00 512 00 4 27300 22 000 0428 01	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT RURAL	80 946 166 710
514	PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI	31 723 662 771

Crédit 2026/2027.0

40 00 514 00 4 27300 22 000 0428 01	PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI	31 723 662 771
626	PROJET D'APPUI A L'INCLUSION FINANCIERE AGRICOLE ET RURALE DU BURUNDI (PAIFAR-B)	4 000 000 000
40 00 626 00 4 27300 22 000 0424 01	PROJET D'APPUI A L'INCLUSION FINANCIERE AGRICOLE ET RURALE DU BURUNDI (PAIFAR-B)	4 000 000 000
627	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DURABLE DES CHAINES DE VALEUR DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE AU BURUNDI (PADCAE-B)	17 279 918 836
40 00 627 00 4 27300 22 000 0424 01	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DURABLE DES CHAINES DE VALEUR DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE AU BURUNDI (PADCAE-B)	17 279 918 836
642	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE BURUNDI-RWANDA	65 141 292 074
40 00 642 00 4 27300 22 000 1033 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE BURUNDI-RWANDA	65 141 292 074
643	PROJET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DES COLLINES DU BURUNDI	28 177 450 146
40 00 643 00 4 27300 22 000 0571 01	PROJET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DES COLLINES DU BURUNDI	28 177 450 146
42	MINISTERE DES RESSOURCES MINIERES, ENERGETIQUES, DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DU TOURISME	508 852 538 131
500	PROJET D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES DU BURUNDI ET DU RWANDA (LIGNE KIGOMA-GITEGA ET POSTES ASSOCIES) DANS LE CADRE DU NELSAP	12 026 205 078
42 00 500 00 4 27300 22 000 0434 01	PROJET D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES DU BURUNDI ET DU RWANDA (LIGNE KIGOMA-GITEGA ET POSTES ASSOCIES) DANS LE CADRE DU NELSAP	12 026 205 078
539	PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE L'EAU ET AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (PASEREC)	17 946 972 270
42 00 539 00 4 27300 22 000 0571 01	PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE L'EAU ET AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PASEREC)	17 946 972 270
546	PROJET D'ACCES A L'ENERGIE PHASE I	14 843 821 359
42 00 546 00 4 27300 22 000 0436 01	PROJET D'ACCES A L'ENERGIE PHASE I	14 843 821 359
547	PROJET SOLEIL NYAKIRIZA DANS LES COMMUNES RURALES	33 123 348 246
42 00 547 00 4 27300 22 000 0436 01	PROJET ENERGIE SOLAIRES DANS LES COMMUNAUTES LOCALES"SOLEIL NYAKIRIZA"	33 123 348 246
556	ACCELERER L'ACCES A L'ENERGIE SOUTENABLE ET DURABLE AU BURUNDI (ASCENT)	202 961 028 296
42 00 556 00 4 27300 22 000 0751 01	"ASCENT BURUNDI":ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION DE L'ACCES A L'ENERGIE PROPRE ET DURABLE BURUNDI	202 961 028 296
583	PROJET DE FACILITATION DU COMMERCE INTEGRE DANS LA REGION DES GRANDS LACS (PFCIGL)	191 306 150 950
42 00 583 00 4 27300 22 000 0471 01	PROJET DE FACILITATION DU COMMERCE INTEGRE DANS LA REGION DES GRANDS LACS (PFCIGL)	191 306 150 950
584	PROJET D'ACCES A L'EAU POTABLE ET A L'ASSAINISSEMENT AU BURUNDI (PAEPA BURUNDI)	36 645 011 932
42 00 584 00 4 27300 22 000 0753 01	PROJET D'ACCES A L'EAU POTABLE ET A L'ASSAINISSEMENT AU BURUNDI (PAEPA BURUNDI)	36 645 011 932
45	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS SOCIAUX, DES TRANSPORTS ET DE L'EQUIPEMENT	324 467 814 225
595	PROJET DE RESILIENCE DES TRANSPORTS (PRT)	90 957 173 560
45 00 595 00 4 27300 22 000 0451 01	PROJET DE RESILIENCE DES TRANSPORTS (PRT)	90 957 173 560
600	PROJET D'URGENCE DE LA RESILIENCE URBAINE	102 687 051 599

			Crédit 2026/2027.0
45 00 600 00 4 27300 22 000 0485 01	PROJET D'URGENCE DE LA RESILIENCE URBAINE		102 687 051 599
605	PROJET MULTINATIONAL DE REHABILITATION DE LA RN3 : RUMONGE-GITAZA		18 036 575 708
45 00 605 00 4 27300 22 000 0475 01	PROJET MULTINATIONAL DE REHABILITATION DE LA RN3 : RUMONGE-GITAZA		18 036 575 708
610	PROJET MULTINATIONAL BURUNDI/ZAMBIE DE DEVELOPPEMENT DU CORRIDOR DE TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA PHASE1: REHABILITATION DU PORT DE BUJUMBURA		69 525 334 770
45 00 610 00 4 27300 22 000 0452 01	PROJET MULTINATIONAL BURUNDI/ZAMBIE DE DEVELOPPEMENT DU CORRIDOR DE TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA PHASE1:REHABILITATION DU PORT DE BUJUMBURA		69 525 334 770
612	PROJET MULTINATIONAL D'AMELIORATION DES ROUTES TRANSFRONTALIERES DE L'EAC (BURUNDI-RWANDA) PHASEI		5 761 678 588
45 00 612 00 4 27300 22 000 0451 01	PROJET MULTINATIONAL D'AMELIORATION DES ROUTES TRANSFRONTALIERES DE L'EAC (BURUNDI-RWANDA)PHASEI		5 761 678 588
613	PROJET MULTINATIONAL DE CHEMIN DE FER ELECTRIFIE A L'ECARTEMENT STANDARD RELIANT TANZANIE /BURUNDI/RDC CONGO;PHASE II,TRONCON UVINZA-MUSONGATI		37 500 000 000
45 00 613 00 4 27300 22 000 0453 01	PROJET MULTINATIONAL DE CHEMIN DE FER ELECTRIFIE A L'ECARTEMENT STANDARD RELIANT TANZANIE /BURUNDI/RDC CONGO;PHASE II,TRONCON UVINZA-MUSONGATI		37 500 000 000
Total général			1 773 690 705 456




Article 275

Les tableaux de ventilation par programme ou dotation sur les ressources nationales, les projets annuels de performance des ministères et le plan de travail et budget annuel des projets financés par les partenaires au développement font partie intégrante de la présente loi.

Article 276

Les budgets annexes au budget général de l'Etat sont constitués par les budgets des communes, des hôpitaux, des sociétés et établissements publics à caractère industriel, commercial ou social.

Article 277

La présente loi entre en vigueur à partir du 01 juillet 2026.

Fait à Gitega, le 30 juin 2026

EVARISTE NDAYISHIMIYE.-



PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU ET SCELLE DU SCEAU DE LA REPUBLIQUE,

LE MINISTRE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE
L'PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE,

